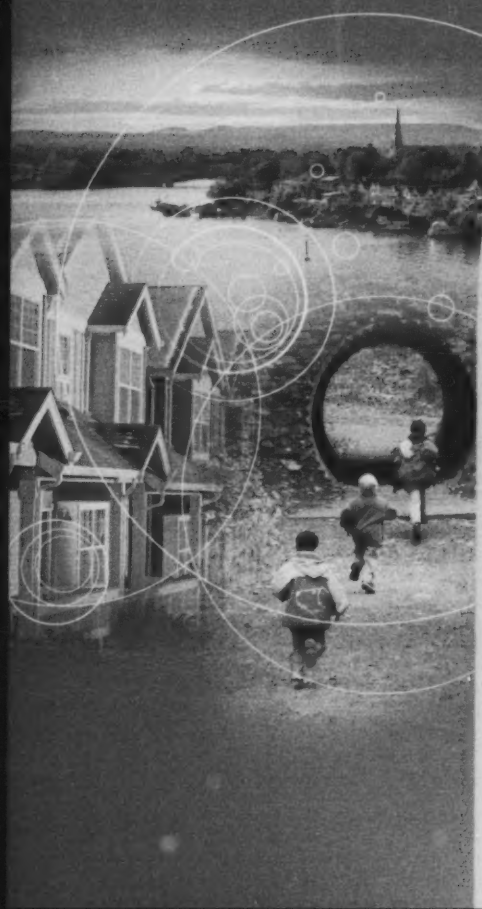
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Panorama des régions du Québec

Édition 2014

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2014
ISBN 978-2-550-70816-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2014

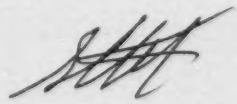
Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec,édition 2014* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie et bien-être, marché du travail, comptes économiques, investissements et permis de bâtir, mines, tourisme, éducation, science, technologie et innovation, santé ainsi que culture et communications.

Par ailleurs, le Panorama compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible des ménages et le taux de travailleurs. Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. Il est à noter que l'Institut publiera bientôt le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et également pour les MRC, permettant d'obtenir des analyses encore plus détaillées. La prochaine parution de ces bulletins est prévue à l'automne 2014.

Avec cette sixième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Stéphane Ladouceur

Direction des statistiques sectorielles et du développement durable : Yrène Gagné, directrice

Rédaction : Benoit Allaire, Marianne Bernier, Anne Binette Charbonneau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Jean-François Fortin, Marc-André Gauthier, Chantal Girard, Jean-Marc Kilolo, Hugo Johnston-Laberge, Stéphane Ladouceur, Sacha Mendez-Leblond, Maxime Murphy

Avec l'assistance technique de : Virginie Lachance, Danny Sanfaçon

Cartographie : Maxime Keith, Hugo Leblanc

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Stéphane Ladouceur
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3084
Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca

Nous remercions notre collègue Sophie Brehain pour ses précieux commentaires sur la version préliminaire de cette publication.

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2014* contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Notes : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.
En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/Ron Tech 2000/Devin Allphin, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

1. Démographie 15

2. Conditions de vie et bien-être 31

3. Marché du travail 39

4. Comptes économiques 49
   - 4.1 Produit intérieur brut 49
   - 4.2 Revenu disponible par habitant 55

5. Investissements 65
   - 5.1 Investissements 65
   - 5.2 Permis de bâtir 70

6. Mines 75

7. Tourisme 87

8. Éducation 95
   - 8.1 Formation universitaire : nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) 95
   - 8.2 Niveau de scolarité 99

9. Science, technologie et innovation 105
   - 9.1 L'accès à Internet dans les établissements du Québec 105
   - 9.2 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec 109

10. Santé 113

11. Culture et communications 125

12. Statistiques par MRC 133
   - 12.1 Démographie 133
   - 12.2 Revenu disponible par habitant 139
   - 12.3 Taux de travailleurs 146

Concepts et définitions 153

Coup d'oeil sur les régions 159

Liste des tableaux

1. Démographie

1.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013 27
1.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2013 28
1.3 Entrants, sortants et solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2002-2003 à 2012-2013 29
1.4 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2013 30

2. Conditions de vie et bien-être

2.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 34
2.2 Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 35
2.3 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 36
2.4 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 37

3. Marché du travail

3.1 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 43
3.2 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 44
3.3 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 45
3.4 Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 46
3.5 Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 47
3.6 Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 48

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 52
4.1.2 PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 52
4.1.3 Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012 53
4.1.4 Croissance annuelle du PIB selon l'industrie, ensemble du Québec, 2010-2011 54

4.2 Revenu disponible par habitant

4.2.1 Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 59

5. Investissements

5.1 Investissements

5.1.1 Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires des dépenses en immobilisations, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 68
5.1.2 Dépenses en immobilisation par industrie et par secteur, Régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2014 69

5.2 Permis de bâtir

5.2.1 Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 73
5.2.2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 73

6. Mines

6.1 Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-20141 82
6.2 Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-20131 84

7. Tourisme

7.1 Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013 90
7.2 Revenus de location et prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2013 91
7.3 Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013 92
7.4 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2013 93

8. Éducation

8.1 Formation universitaire : nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ)

8.1.1 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2011 97
8.1.2 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), selon le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2011 98

8.2 Niveau de scolarité

8.2.1 Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 103
8.2.2 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 103
8.2.3 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 104
8.2.4 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 104

9. Science, technologie et innovation

9.1 L'accès à Internet dans les établissements du Québec

9.1.1 Part des établissements qui n'ont pas de connexion à Internet selon la raison, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 107
9.1.2 Part des établissements branchés qui n'ont pas de connexion à Internet très haute vitesse selon la raison, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 108
9.1.3 Part des établissements branchés selon le type de connexion, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 108

9.2 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec

9.2.1 Individus âgés de 16 ans et plus utilisant Internet à des fins personnelles, selon le point d'accès, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 111
9.2.2 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit par les individus âgés de 16 ans et plus, selon différents facteurs socioéconomiques, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 111

10. Santé

10.1 Répartition selon la gravité de l'incapacité et le nombre de problèmes de santé de longue durée, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011 121
10.2 Compilation des résultats présentant la proportion de personnes affiliées à un médecin de famille, la proportion suivie par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille et la proportion ayant utilisé au moins un service hospitalier dont la consultation d'un médecin à l'urgence et la chirurgie d'un jour, population de 15 ans et plus ayant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée ou plus, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 123

11. Culture et communications

11.1 Proportion de la population desservie par une bibliothèque publique, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 129
11.2 Nombre de prêts des bibliothèques publiques par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 130
11.3 Dépenses de fonctionnement des bibliothèques publiques par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 131

12. Statistiques par MRC

12.1 Démographie

12.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013 136

12.2 Revenu disponible par habitant

12.2.1 Les 25 MRC présentant le revenu disponible par habitant le plus élevé en 2012 et changement de rang par rapport à 2011 140
12.2.2 Revenu disponible par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 143

12.3 Taux de travailleurs

12.3.1 Les 50 MRC présentant le plus haut taux de travailleurs des 25-64 ans en 2012 et changement de rang par rapport à 2011 146
12.3.2 Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC et ensemble du Québec, 2008-2012 150

Liste des figures

1. Démographie

1.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013 17
1.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2003, 2008 et 2013 19
1.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2002-2003, 2007-2008 et 2012-2013 21
1.4 Part des immigrants admis en 2007-2011 et présents au Québec en janvier 2013 selon la région administrative de résidence 22
1.5 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2013 24
1.6 Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 25

3. Marché du travail

3.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013 39
3.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 41

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 Croissance annuelle du produit intérieur brut, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012 49

4.2 Revenu disponible par habitant

4.2.1 Taux de croissance du revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 56
4.2.2 Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 57
4.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 58

5. Investissements

5.1 Investissements

5.1.1 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives et le groupe d'industries, 2013-2014 66
5.1.2 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur public et secteur privé non résidentiel, perspectives 2014 67

5.2 Permis de bâtir

5.2.1 Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives eu ensemble du Québec, 2011-2013 71

6. Mines

6.1 Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2013 78
6.2 Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2013 78

7. Tourisme

7.1 Évolution des revenus d'hébergement selon le mois, ensemble du Québec, 2013 89

8. Éducation

8.1 Formation universitaire : nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ)

8.1.1 Proportion du nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), selon le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 95

8.2 Niveau de scolarité

8.2.1 Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 100

9. Science, technologie et innovation

9.1 L'accès à Internet dans les établissements du Québec

9.1.1 Part des établissements qui ont une connexion à Internet, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 105
9.1.2 Part des établissements qui ont une connexion à Internet haute vitesse, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 106
9.1.3 Part des établissements qui ont une connexion Internet très haute vitesse, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 107

9.2 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec

9.2.1 Taux d'utilisation d'Internet à partir de n'importe quel endroit, par les individus âgés de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 et 2012 109
9.2.2 Proportion d'individus âgés de 16 ans et plus utilisant Internet à des fins personnelles, à partir d'un appareil de poche sans fil, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 110

10. Santé

10.1 Répartition de la population de 15 ans et plus selon la gravité de l'incapacité et le nombre de problèmes de santé de longue durée, ensemble du Québec, 2010-2011 114
10.2 Proportion de personnes ayant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011 115
10.3 Proportion de personnes affiliées à un médecin de famille, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011 116
10.4 Proportion de personnes suivies par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011 117
10.5 Proportion de personnes ayant utilisé au moins un service hospitalier, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 118
10.6 Proportion de personnes ayant consulté un médecin à l'urgence, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 118
10.7 Proportion de personnes ayant subi une chirurgie d'un jour, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 119
10.8 Proportion de personnes ayant été hospitalisées, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 122
10.9 Proportion de personnes consommant actuellement des médicaments prescrits, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 122

11. Culture et communications
11.1 Écart entre la proportion de la population desservie de chaque région administrative et celle de l'ensemble du Québec, 2008 et 2012 125
11.2 Écart entre le nombre de prêts par habitant des bibliothèques publiques de chaque région et celui de l'ensemble des régions, sauf Montréal, 2008 et 2012 126
11.3 Écart entre les dépenses des bibliothèques publiques par habitant de chaque région et celui de l'ensemble des régions, sauf Montréal, 2008 et 2012 127

12. Statistiques par MRC
12.2 Revenu disponible par habitant
12.2.1 Écart entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2012 141
12.3 Taux de travailleurs
12.3.1 Écart entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2012 148
12.3.2 Écart entre le taux de travailleurs masculins et féminins pour certaines MRC, 2012 149

Liste des cartes

6. Mines
6.1 Mines en production/en aménagement, Québec, 2013 81

7. Tourisme
7.1 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2013 88

12. Statistiques par MRC
12.1 Démographie
12.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2006-2013 135
12.2 Revenu disponible par habitant
12.2.1 Revenu disponible par habitant, MRC du Québec, 2012 142
12.3 Taux de travailleurs
12.3.1 Taux de travailleurs des 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2012 147

1. Démographie

par Anne Binette Charbonneau et Chantal Girard, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité, immigration et migration interrégionale s'amalgament différemment, déterminant l'intensité de leur croissance ou, dans certains cas, de leur déclin. La présente section compare d'abord l'évolution de la population des 17 régions au cours des dernières années, puis aborde tour à tour les principaux phénomènes démographiques (naissances, décès et mouvements migratoires). Une dernière partie est consacrée à la structure par âge, notamment au rythme du vieillissement des populations régionales.

Évolution de la population : la croissance la plus rapide s'observe dans les trois régions situées au nord de Montréal

La population du Québec est estimée à 8 155 300 habitants au 1er juillet 2013. Selon les données provisoires, la population a crû à un taux annuel moyen de 9,1 pour mille depuis 2011. Ce taux est légèrement inférieur à celui enregistré au cours de la période 2006-2011 (9,6 pour mille), mais demeure plus élevé que celui de 2001-2006 (6,3 pour mille). Après avoir connu une accélération à partir du début des années 2000, la croissance démographique du Québec semble enregistrer un certain essoufflement au cours de la période récente (tableau 1.1).

Révision des estimations de la population

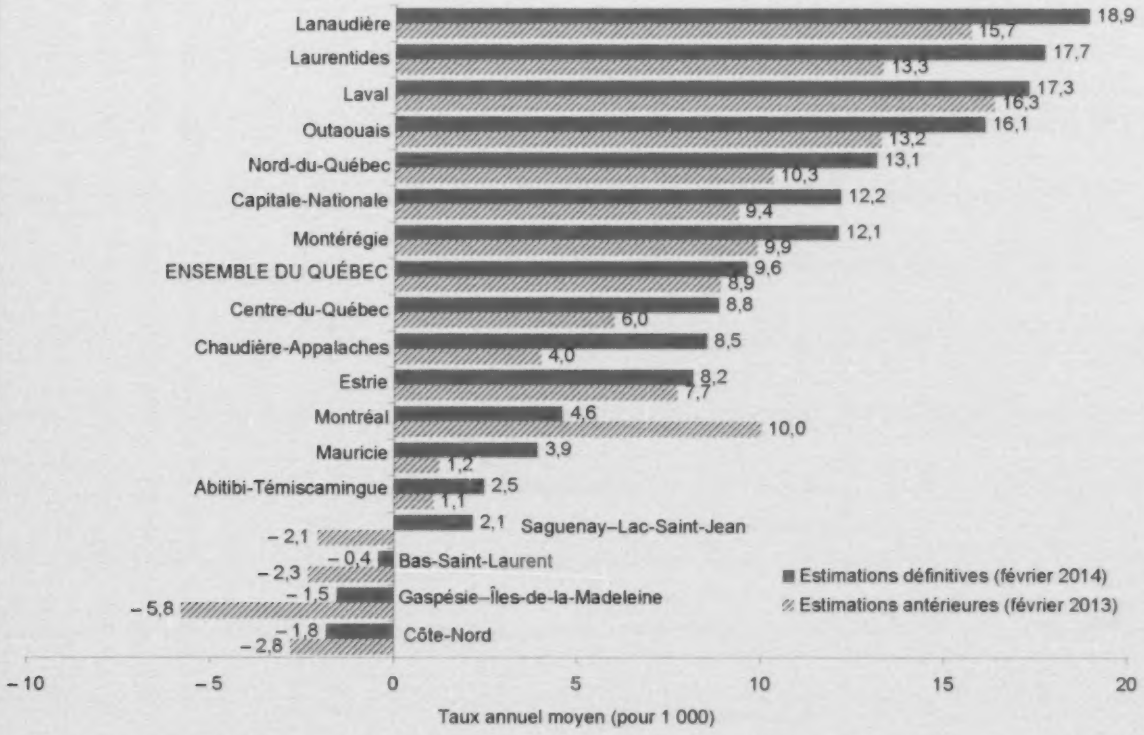
Statistique Canada a récemment diffusé une série révisée des estimations de population fondées sur les comptes du Recensement de 2011, rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées. Cette révision apporte des modifications à la population totale du Québec et des régions administratives à partir de l'année 2001 et à la structure par âge à partir de l'année 1996.

La comparaison des nouvelles estimations avec celles disponibles précédemment montre des changements parfois importants, notamment après 2006. Ainsi, les nouvelles estimations modifient à la hausse la population québécoise entre 2007 et 2011. Par exemple, l'estimation définitive compte près de 30 000 personnes de plus au Québec en 2011 comparativement à l'estimation établie précédemment par Statistique Canada pour la même année. Cette révision à la hausse s'observe dans la quasi-totalité des régions administratives, à l'exception notable de Montréal. Dans cette région, l'estimation définitive pour l'année 2011 compte 54 000 personnes de moins que l'estimation établie précédemment pour la même année.

La figure ci-après compare les taux d'accroissement annuels moyens de la période 2006-2011, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions administratives, tel que calculés avant et après la révision finale des estimations de population. Ainsi, selon les estimations définitives, le rythme annuel moyen de l'accroissement démographique du Québec s'établit à 9,6 pour mille entre 2006 et 2011, comparativement à 8,9 pour mille selon les estimations établies précédemment. Si la révision a un effet relativement faible sur la mesure de la croissance de la population québécoise, des différences nettement plus marquées se révèlent à l'échelle des régions administratives.

À Montréal par exemple, les données définitives montrent un taux d'accroissement annuel moyen de 4,6 pour mille pour la période 2006-2011, alors que les estimations disponibles précédemment laissaient présager un taux d'accroissement beaucoup plus élevé, soit de 10,0 pour mille. Dans toutes les autres régions, la révision tend à augmenter les taux d'accroissement de la période 2006-2011. Dans les régions en croissance, les estimations révisées génèrent des augmentations de population plus importantes que ce que montraient les estimations disponibles précédemment, alors que dans les régions en déclin, les estimations révisées génèrent des diminutions de population moins marquées que ce que laissaient présager les estimations précédentes. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les estimations définitives indiquent une légère augmentation de la population (+ 2,1 pour mille) entre 2006 et 2011, alors que les estimations précédentes pointaient plutôt vers une légère diminution de la population (– 2,1 pour mille).

Taux d'accroissement annuel moyen pour la période 2006-2011, tel que calculé avant et après la révision définitive des estimations de population, régions administratives et ensemble du Québec



Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La révision des estimations de population a aussi des effets sur d'autres indicateurs, notamment l'indice synthétique de fécondité (données non illustrées), qui rapporte les naissances au nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. De manière générale, dans les régions où la révision des données populationnelles a ajouté des femmes de 15 à 49 ans, l'indice de fécondité a été révisé à la baisse (notamment dans le Nord-du-Québec, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans Lanaudière, en Abitibi-Témiscamingue et sur la Côte-Nord). À l'inverse, lorsque la révision des données populationnelles a retranché des femmes de 15 à 49 ans, l'indice de fécondité a été révisé à la hausse (principalement à Montréal).

Les estimations de population de la période 2006-2011 s'arriment au Recensement de 2006 et au Recensement de 2011 et peuvent être considérées comme définitives (les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur ces années). Ce sont donc les plus récentes données sur lesquelles nous pouvons ancrer solidement notre analyse.

Les estimations de population de la période 2011-2013 ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2011 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Ces estimations de population ne sont pas définitives et feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population et des indicateurs dont le calcul requiert l'utilisation de données populationnelles.

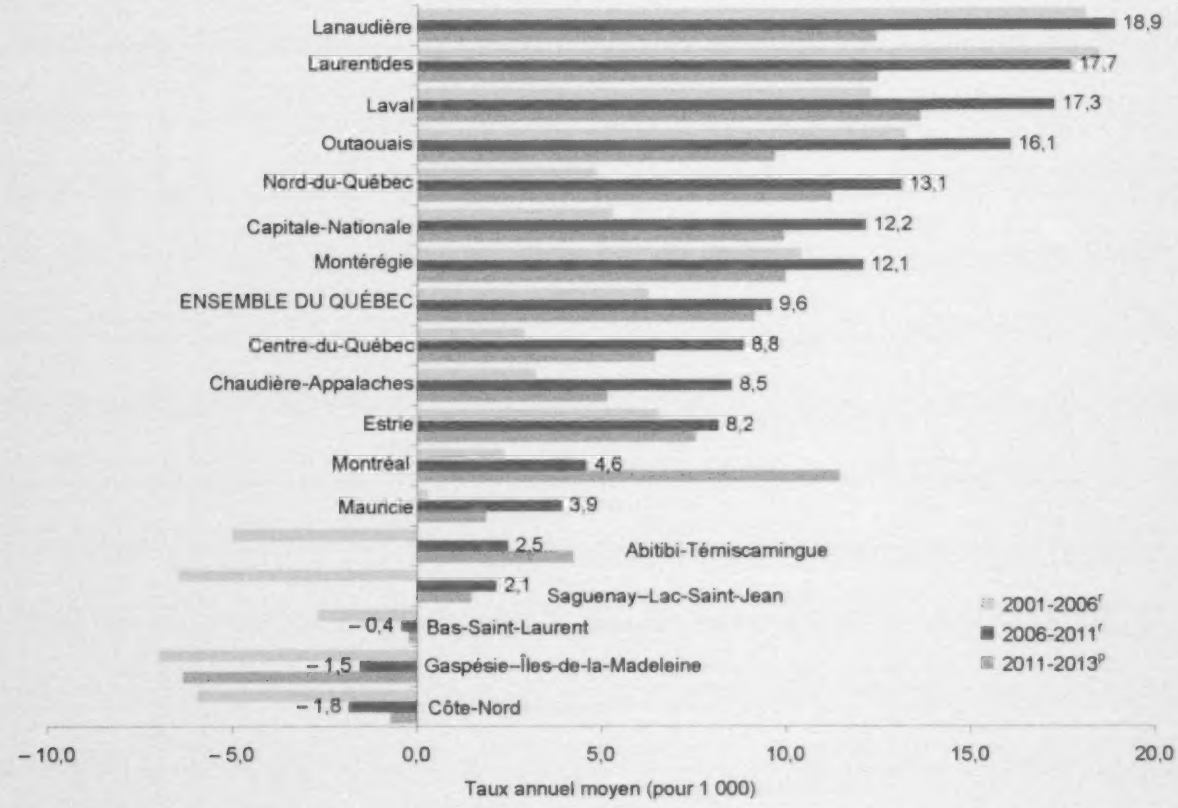
À l'échelle des régions, le bilan démographique connaît des évolutions contrastées. Si l'on concentre d'abord l'analyse sur la période 2006-2011 (pour laquelle les données sont maintenant définitives; voir encadré), on constate que ce sont les trois régions administratives situées juste au nord de Montréal qui ont affiché, toutes proportions gardées, la plus forte croissance démographique (figure 1.1). La région de Lanaudière arrive en tête, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 18,9 pour mille (ou un peu moins de 2 %), suivie par les régions des Laurentides et de Laval, dont la croissance moyenne a été d'environ 17,5 pour mille. Au sud de Montréal, la Montérégie n'a pas affiché une croissance aussi rapide, mais elle s'est maintenue au-dessus de la moyenne québécoise avec un taux d'accroissement annuel moyen de 12,1 pour mille.

Outre les quatre régions adjacentes à Montréal, trois régions ont connu une croissance annuelle moyenne de plus de 12 pour mille (ou 1,2 %) entre 2006 et 2011, soit l'Outaouais, le Nord-du-Québec et la Capitale-Nationale. Si l'Outaouais figurait déjà parmi les régions à plus forte croissance au cours de la période 2001-2006, le Nord-du-Québec et la Capitale-Nationale ont grandement progressé dans le classement au cours de la période suivante.

Le Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches et l'Estrie ont connu une croissance un peu inférieure à la moyenne québécoise entre 2006 et 2011, avec un taux d'accroissement annuel moyen variant autour de 8,5 pour mille. Montréal affiche pour sa part un taux d'accroissement de 4,6 pour mille. Ce taux est de 3,9 pour mille en Mauricie.

Figure 1.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013



Note : Les régions sont triées par ordre décroissant du taux de la période 2006-2011.
Source : Tableau 1.1.

À l'exception du Nord-du-Québec, les régions éloignées des grands centres urbains présentent les bilans démographiques les moins favorables de la province en 2006-2011, malgré une amélioration notable de leur situation par rapport à la période précédente. L'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay–Lac-Saint-Jean enregistrent une croissance légèrement supérieure à 2,0 pour mille annuellement. Il s'agit d'une croissance modeste, mais elle est à souligner, puisque ces deux régions ont connu des années de déclin dans les années 1990 et 2000. Les données annuelles montrent que l'Abitibi-Témiscamingue a renoué avec la croissance en 2005-2006 et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, en 2007-2008.

Enfin, trois régions comptaient un peu moins d'habitants en 2011 qu'en 2006. Le Bas-Saint-Laurent fait partie de ce groupe, mais les pertes y ont été minimes, le taux d'accroissement annuel moyen étant de – 0,4 pour mille. En comparaison, les pertes ont été un peu plus importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 1,5 pour mille) et sur la Côte-Nord (– 1,8 pour mille), mais elles demeurent néanmoins d'assez faible ampleur.

La figure 1.1 présente également les taux d'accroissement de la période 2011-2013 qui donnent un aperçu de l'évolution la plus récente. Rappelons qu'il s'agit de données provisoires appelées à être révisées et que, conséquemment, elles doivent être analysées avec prudence (voir encadré). On constate que dans la plupart des régions, tout comme dans l'ensemble du Québec, la croissance est un peu moins rapide entre 2011 et 2013 que pendant la période 2006-2011. Montréal et l'Abitibi-Témiscamingue font exception avec une croissance démographique qui apparaît supérieure à celle de la période précédente. Les plus fortes augmentations se trouvent encore dans les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides. En revanche, les populations du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine semblent poursuivre leur diminution. Le rythme du déclin aurait ralenti dans le cas des deux premières régions, mais il se serait accéléré dans le cas de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Naissances, décès et accroissement naturel : relative stabilité des naissances, mais un nombre de décès qui tend à augmenter

En 2013, 88 600 enfants sont nés au Québec selon les données provisoires. Après avoir augmenté durant la première décennie des années 2000, particulièrement entre 2005 et 2008, le nombre de naissances est demeuré plutôt stable, se situant entre 88 400 et 88 900 depuis l'année 2009.

Si les naissances sont partout plus nombreuses en 2013 qu'elles ne l'étaient 10 ans plus tôt, on note une stabilisation ou une légère baisse au cours des années les plus récentes dans la plupart des régions. Par rapport à l'année 2008, seules les régions de la Capitale-Nationale et de Montréal ont enregistré un nombre sensiblement plus élevé de naissances. La Capitale-Nationale a enregistré 7 154 naissances en 2008, comparativement à environ 7 600 en 2013, selon les données provisoires (tableau 1.2). Il faut remonter à 1981 pour retrouver un nombre annuel de naissances plus important dans la région. Quant à Montréal, les naissances sont passées de 22 645 en 2008, à plus de 23 500 en 2012 et 2013.

Le nombre de naissances fluctue au fil du temps en fonction de l'intensité de la fécondité, ainsi que du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Dans l'ensemble du Québec, l'indice synthétique de fécondité[1], qui mesure l'intensité de la fécondité, s'établit à 1,65 enfant par femme en 2013, contre 1,50 en 2003. Entre ces deux années, la fécondité a culminé à 1,73 enfant par femme en 2008 et en 2009. Si le nombre de naissances est plutôt stable depuis 2009 malgré une légère baisse de la fécondité, c'est que le nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds s'est accru.

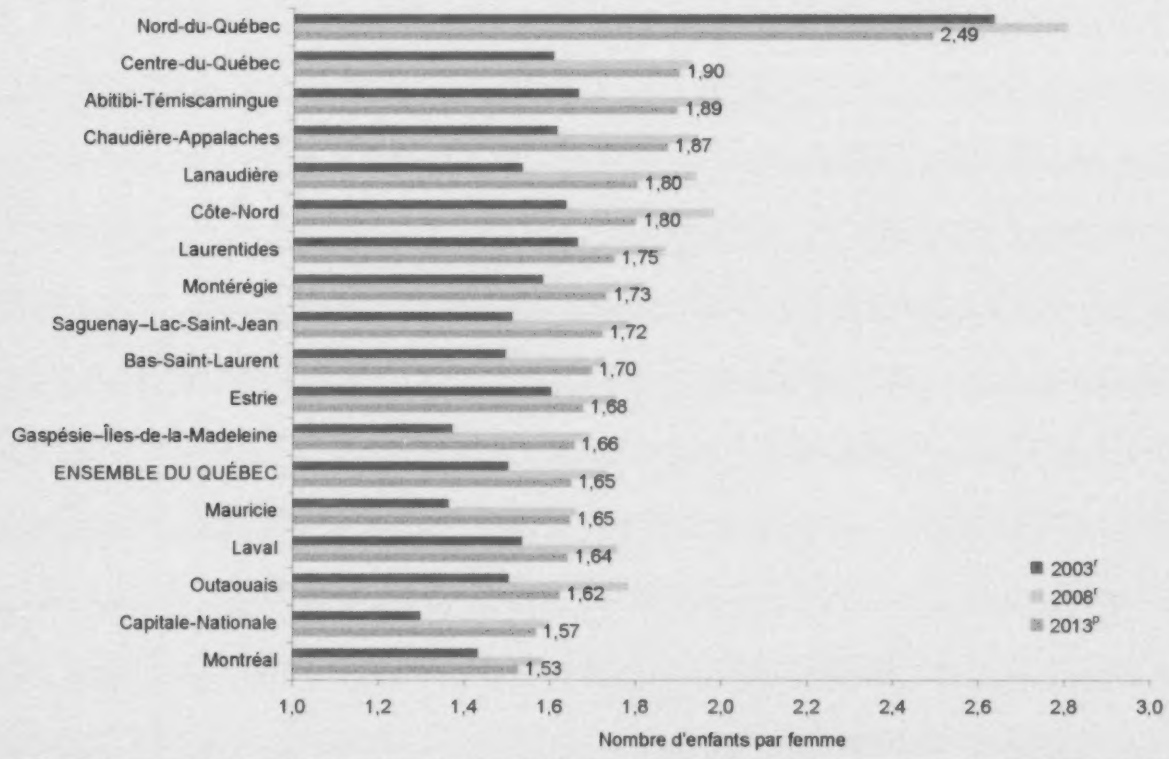
À l'échelle des régions, la figure 1.2 montre que si l'indice de fécondité de 2008 est partout supérieur à celui de 2003, il a connu un certain recul au cours des dernières années. Selon les données provisoires, le niveau de 2013 est légèrement inférieur à ce qu'il était il y a cinq ans dans toutes les régions. Précisons que dans plusieurs régions, ce récent repli de la fécondité a été en partie compensé par une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds, d'où des naissances qui sont demeurées stables ou qui n'ont connu qu'une faible baisse. Si l'évolution de la fécondité présente des similitudes

1. Les indices synthétiques de fécondité du Québec et des régions ont été calculés en utilisant au dénominateur les estimations démographiques révisées de Statistique Canada (série de février 2014). L'encadré intitulé *Révision des estimations de la population* apporte des précisions sur les changements que cette révision a eus sur les indices de fécondité.

d'une région à une autre, son intensité varie grandement. Le Nord-du-Québec se distingue toujours avec la plus forte fécondité (2,49 enfants par femme en 2013). Le Centre-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, Lanaudière et la Côte-Nord suivent avec une fécondité se situant entre 1,8 et 1,9 enfant par femme. À l'autre extrémité, Montréal (1,53) et la Capitale-Nationale (1,57) enregistrent les plus faibles indices de fécondité.

Figure 1.2

Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2003, 2008 et 2013



Note : Les indices synthétiques de fécondité sont calculés en utilisant au dénominateur les estimations démographiques révisées de Statistique Canada (série de février 2014). Puisqu'ils sont basés sur des données provisoires, les indices de l'année 2013 doivent être interprétés avec prudence.
Source : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les décès, on en compte 60 800 en 2013 selon les données provisoires, soit un nombre identique à celui estimé pour l'année 2012. Malgré quelques fluctuations ponctuelles, le nombre de décès au Québec tend à augmenter. Il a d'ailleurs connu une hausse d'environ 10 % depuis 2003, alors qu'on enregistrait 54 972 décès (tableau 1.2). Cette tendance à la hausse s'explique par un contexte de population en croissance et vieillissante, mais elle est atténuée par un régime de mortalité en constante amélioration, qui se traduit par des gains d'espérance de vie. La tendance à la hausse des décès est commune à la plupart des régions. De fait, Montréal est la seule où les décès sont un peu moins nombreux en 2013 qu'en 2003, une situation que l'on peut notamment attribuer au fait que le vieillissement de la population y est moins rapide que dans les autres régions (voir la section sur la structure par âge).

En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel d'une population. Dans la plupart des régions, l'accroissement naturel connaît une légère diminution depuis quelques années, compte tenu d'un nombre de naissances plutôt stable et d'une hausse du nombre de décès. Néanmoins, au cours des 10 dernières années, les naissances ont connu presque partout une hausse plus marquée que celle des décès, si bien que l'accroissement naturel est généralement plus élevé en 2013 qu'il ne l'était en 2003.

Soulignons que si les naissances excèdent les décès dans la plupart des régions en 2013, ce n'est pas le cas en Mauricie, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et dans le Bas-Saint-Laurent, trois régions qui se distinguent par une population beaucoup plus âgée que la moyenne. En Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'accroissement naturel est négatif depuis la fin des années 1990. Dans le Bas-Saint-Laurent, les décès ont surpassé les naissances au début des années 2000, puis la région a connu une période d'accroissement naturel quasi nul ou légèrement positif de 2006 à 2011. Depuis 2012, le solde est de nouveau négatif.

Pour une analyse des tendances récentes sur ces sujets, il est possible de consulter le bulletin *Coup d'œil sociodémographique* intitulé « Les naissances et les décès au Québec et dans les régions en 2013 » (Girard, 2014). Des statistiques détaillées portant sur les naissances et la fécondité ainsi que sur les décès et la mortalité sont également disponibles sur le site Web de l'Institut.

Migration interrégionale : la propension à changer de région de résidence diminue

En 2012-2013, environ 2,5 % de la population québécoise a déménagé d'une région administrative à une autre. Cette proportion est en baisse par rapport aux années précédentes, alors que le taux de migration interrégionale variait autour de 3 % à la fin des années 1990 et dans la première moitié des années 2000. Quelle que soit l'ampleur du phénomène, les échanges migratoires entre les régions sont un jeu à somme nulle au terme duquel on retrouve des régions gagnantes et des régions perdantes. La migration interne étant une composante importante du bilan démographique des régions administratives, celles qui font des gains migratoires au détriment des autres s'en trouvent grandement avantagées.

La migration interrégionale continue de profiter largement aux régions adjacentes à Montréal. Les Laurentides et Lanaudière demeurent les deux régions qui affichent, toutes proportions gardées, les gains migratoires les plus importants en 2012-2013, avec un taux net respectif de 0,83 % et 0,62 % (figure 1.3). Ces gains sont toutefois moins élevés que ce qu'ils étaient durant la majeure partie de la décennie 2000, notamment dans Lanaudière qui enregistre son niveau le plus bas en 12 ans. Comparativement aux deux régions précédentes, le bilan migratoire de la Montérégie (0,39 %) et de Laval (0,27 %) est moins important. Cette dernière région connaît en outre une diminution de son taux de migration interrégionale pour une troisième année consécutive.

Les gains migratoires enregistrés par les quatre régions mentionnées ci-dessus s'expliquent grandement par l'attraction qu'elles exercent sur les résidants de Montréal. En contrepartie, cette dynamique est hautement défavorable à Montréal, qui demeure la grande perdante au chapitre de la migration interrégionale. En 2012-2013, son taux net de migration interrégionale est de – 0,95 %. Ce taux représente un déficit de – 17 700 personnes, soit le résultat de 37 800 entrées et de 55 600 départs (tableau 1.3). Les pertes se sont cependant légèrement atténuées par rapport aux années précédentes : de 2002-2003 à 2011-2012, elles ont généralement été d'un peu plus de 20 000 personnes annuellement.

À l'extérieur du groupe des régions adjacentes à Montréal, le Centre-du-Québec se démarque avec un taux net de migration interrégionale de 0,40 % en 2012-2013. Ce taux lui permet d'occuper le troisième rang des régions administratives quant au bilan de la migration interne. La Capitale-Nationale affiche pour sa part un taux net de 0,30 %.

Les gains en Mauricie (0,23 %) et en Estrie (0,16 %) sont moindres, mais marquent une progression par rapport aux années précédentes. La Mauricie connaît en effet son meilleur résultat en six ans, tandis que l'Estrie affiche son taux le plus élevé en huit ans. La région de Chaudière-Appalaches (0,09 %) maintient quant à elle des gains migratoires internes modestes depuis une dizaine d'années.

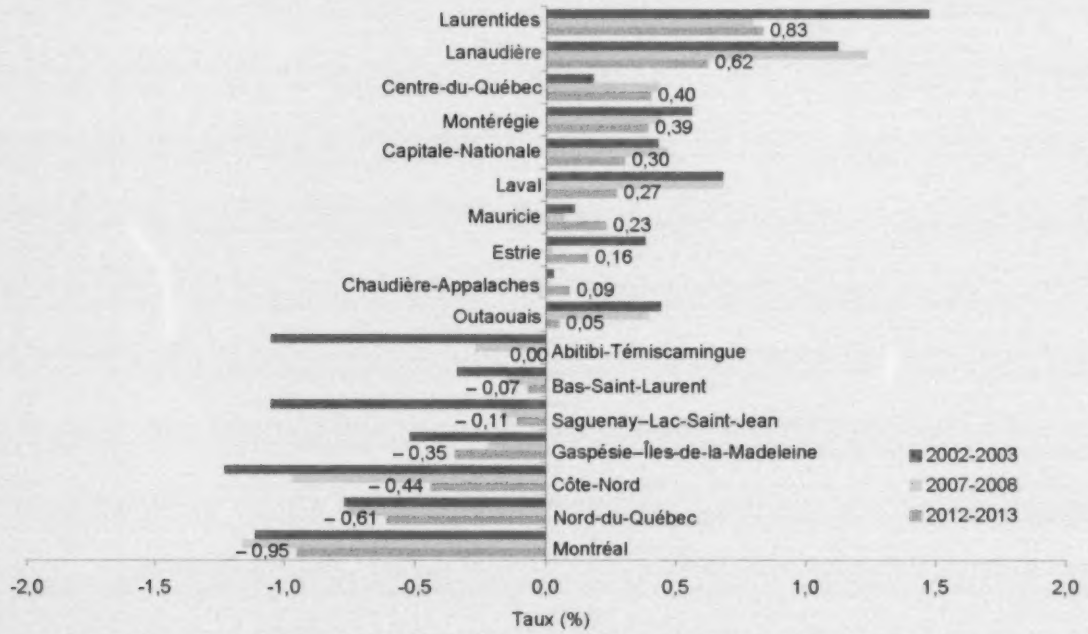
L'Outaouais affiche un bilan migratoire à peine positif en 2012-2013, avec un taux net de migration interrégionale de seulement 0,05 %, son niveau le plus bas au cours de la période étudiée. En nombre absolu, les gains ont été d'un peu moins de 200 personnes, tandis qu'ils étaient encore de plus de 1 000 personnes deux ans auparavant. Cette évolution défavorable s'explique principalement par une baisse du nombre d'entrants en provenance des autres régions.

Les six régions les plus éloignées des grands centres urbains ont toutes vu leur bilan migratoire se détériorer en 2012-2013 par rapport à l'année précédente. Elles sont toutefois loin de retrouver des déficits aussi importants qu'au début des années 2000.

Parmi l'ensemble de ces régions, l'Abitibi-Témiscamingue est celle qui s'en sort le mieux en 2012-2013; ses échanges avec les autres régions résultent en un solde presque nul (– 7 personnes). Elle avait toutefois connu de légers gains au cours des deux années précédentes. De la même manière, le Saguenay–Lac-Saint-Jean renoue avec les pertes. La région enregistre un déficit d'environ 300 personnes dans ses échanges interrégionaux en 2012-2013.

Figure 1.3

Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2002-2003, 2007-2008 et 2012-2013



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Bien que légèrement accrues par rapport à l'année précédente, les pertes au Bas-Saint-Laurent demeurent d'assez faible ampleur, avec un taux net de – 0,07 %. Le déficit de la migration interrégionale est un peu plus important dans les autres régions. En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le taux net est de – 0,35 %, son niveau le plus négatif depuis 2002-2003. La région avait enregistré un solde nul ou légèrement positif au cours des trois années précédentes. Sur la Côte-Nord, le taux s'établit à – 0,44 %. Son bilan migratoire a été faiblement positif en 2010-2011, mais la région connaît de nouveau des pertes depuis deux ans. Parmi l'ensemble des régions, le Nord-du-Québec (– 0,61 %) continue d'afficher le résultat le moins favorable après Montréal.

Pour une analyse des tendances récentes sur ce sujet, il est possible de consulter le bulletin *Coup d'œil sociodémographique* intitulé « La migration interrégionale au Québec en 2012-2013 » (St-Amour, 2014). Des statistiques détaillées sont également disponibles sur le site Web de l'Institut.

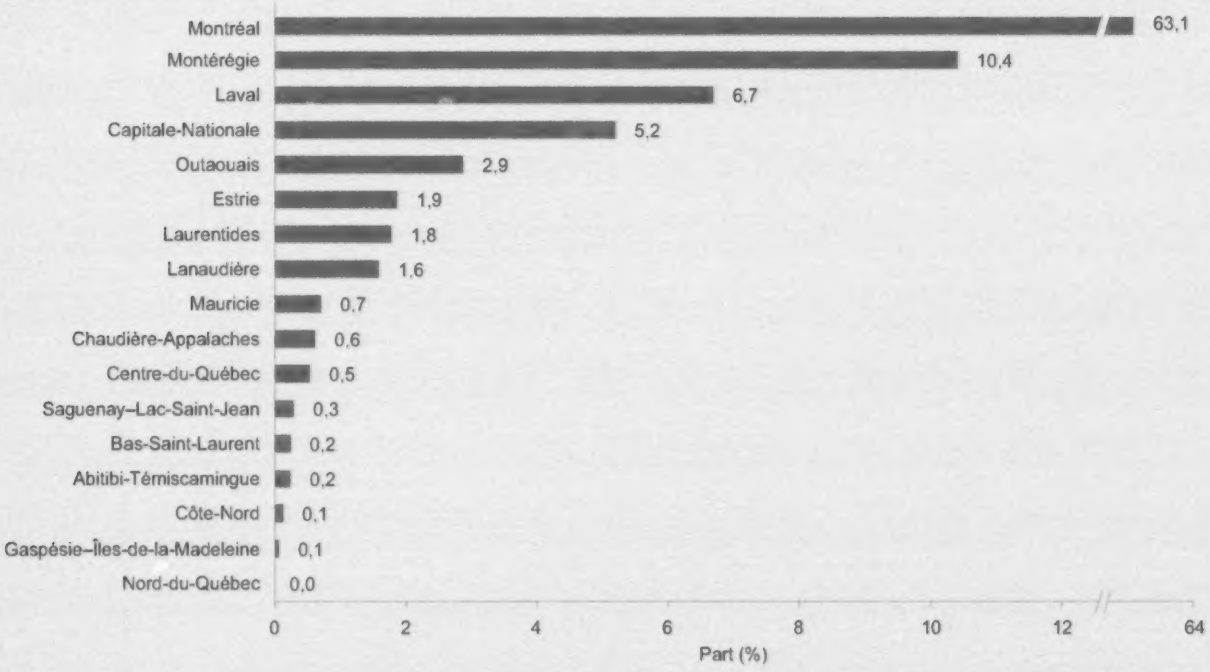
Immigration internationale : les nouveaux arrivants résident en majorité à Montréal

L'immigration internationale joue un rôle important dans le bilan démographique du Québec. Le nombre d'immigrants admis annuellement a augmenté au cours des dernières années, contribuant à l'accélération de la croissance de la population. De fait, tandis que le nombre d'admissions était d'environ 30 000 à la fin des années 1990, il s'est élevé jusqu'à un sommet de 55 000 en 2012 et s'établit à 52 000 en 2013. À l'échelle régionale, l'incidence de l'immigration varie grandement. Comme les nouveaux arrivants se concentrent principalement à Montréal, l'immigration est une composante démographique importante dans cette région. En revanche, plusieurs autres régions accueillent très peu d'immigrants.

Pour mesurer la part des nouveaux arrivants qui s'établissent dans les différentes régions, il est possible d'utiliser les études produites annuellement par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) sur la présence au Québec des immigrants récemment admis. En plus de mesurer les taux de présence, ces études nous renseignent sur la région de résidence des immigrants qui sont considérés comme étant toujours présents au Québec. La plus récente étude (MICC, 2013) porte sur les immigrants admis entre 2007 et 2011, dont la présence et la région de résidence ont été vérifiées en janvier 2013, soit en moyenne 3,5 ans après leur admission[2]. Ces données présentent une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants que celle établie à partir des données sur les admissions, qui renseignent seulement sur la région de destination envisagée par les immigrants lors de la sélection ou de l'admission.

Figure 1.4

Part des immigrants admis en 2007-2011 et présents au Québec en janvier 2013 selon la région administrative de résidence



Note : La somme des régions n'est pas égale à 100 %, car la région de résidence en janvier 2013 est non déterminée pour 4 % des immigrants admis en 2007-2011.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, Banque de données sur la présence.

2. L'étude s'intéresse plus globalement aux immigrants admis sur une période de 10 ans, soit ceux admis entre 2002 et 2011. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants les plus récents. Précisons par ailleurs qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires, ne sont pas pris en compte.

La concentration des immigrants récents à Montréal apparaît clairement à la figure 1.4. On peut voir que parmi les immigrants admis entre 2007 et 2011 et encore présents au Québec en janvier 2013, près de deux sur trois (63,1 %) résidaient dans cette région. Soulignons que cette concentration de l'immigration dans le plus grand centre urbain n'est pas propre au Québec : elle s'observe également dans les autres provinces canadiennes et dans la plupart des autres pays d'immigration.

La Montérégie est la seconde région d'accueil des immigrants, loin derrière Montréal. En janvier 2013, 10,4 % des immigrants de la cohorte 2007-2011 y résident. Laval et la Capitale-Nationale arrivent quant à eux respectivement au troisième et quatrième rang, avec 6,7 % et 5,2 % des immigrants.

L'Outaouais compte 2,9 % des immigrants admis entre 2007 et 2011 et toujours présents en 2013. La part est d'environ 2 % en Estrie, dans les Laurentides et dans Lanaudière, alors que les autres régions accueillent toutes moins de 1 % des immigrants récents.

Structure par âge : le rythme du vieillissement de la population varie selon les régions

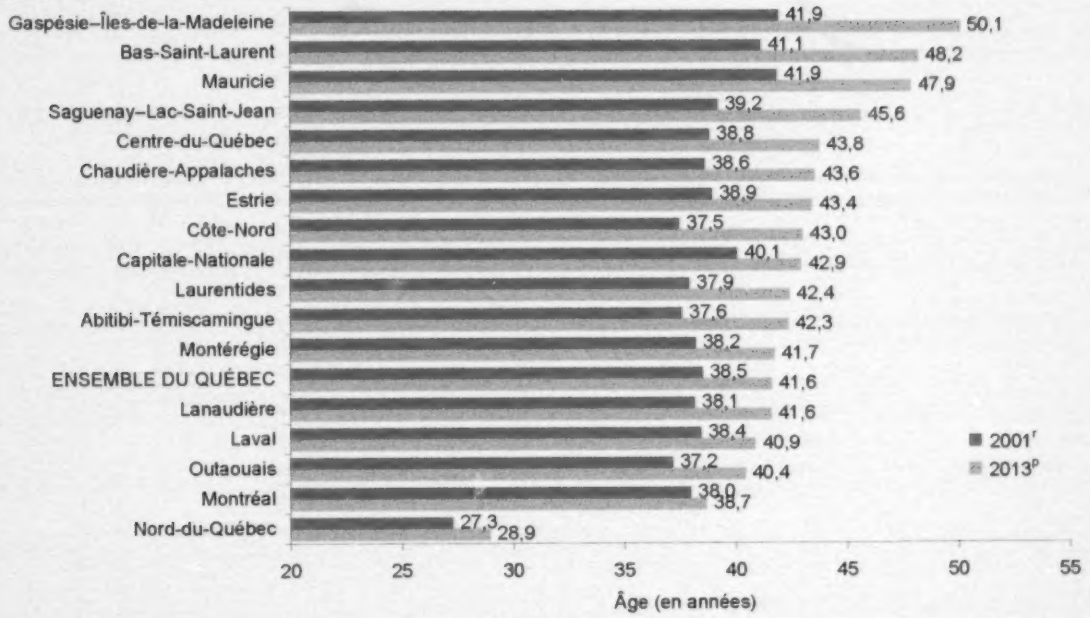
Un vieillissement de la population caractérise l'évolution de la structure par âge au Québec depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le *baby-boom* des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène (Institut de la statistique du Québec, 2013). L'élévation de l'âge médian illustre bien le vieillissement de la population : entre 1971 et 2013, il a augmenté de 16 années, passant de 25,6 ans à 41,6 ans. Durant cette période, la part des personnes âgées de 65 ans et plus s'est élevée de 7 % à près de 17 %. Elle continuera d'augmenter au cours des prochaines années, avec l'arrivée progressive des générations nombreuses du *baby-boom* dans ce groupe d'âge.

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants ont façonné différemment la structure par âge des régions au fil des années, ce qui explique que le vieillissement soit plus avancé dans certaines d'entre elles. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En 2013, l'âge médian y atteint 50,1 ans, soit le plus élevé du Québec (figure 1.5). Dans cette région, plus d'un résidant sur cinq est âgé de 65 ans et plus (22,1 %), correspondant, comme le montre la figure 1.6, à une part plus importante de personnes âgées que de jeunes de moins de 20 ans (17,3 %). Le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie figurent aussi parmi les régions les plus âgées du Québec. En 2013, l'âge médian y est de 48,2 ans et 47,9 ans respectivement et à l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces deux régions comptent davantage de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans. Dans ces trois régions, le maintien d'une fécondité assez faible pendant plusieurs années et un profil migratoire caractérisé par des pertes chez les jeunes adultes et des gains chez les personnes en âge de prendre leur retraite ont contribué à un vieillissement plus rapide qu'ailleurs au Québec. Depuis le début des années 2000, l'âge médian en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'est élevé de plus de huit ans, comparativement à trois ans dans l'ensemble du Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Mauricie, l'augmentation est respectivement d'environ 7 et 6 années.

En 2013, cinq autres régions apparaissent plus âgées que la moyenne québécoise, avec une proportion de personnes de 65 ans et plus qui se situe entre 18 % et 19 %. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans la Capitale-Nationale, le poids des jeunes de moins de 20 ans (respectivement 19,8 % et 18,8 %) est inférieur à celui enregistré dans l'ensemble du Québec (21,1 %). Les régions de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches affichent quant à elles une proportion de jeunes comparable à celle du Québec. L'âge médian de ces cinq régions varie entre 43 et 46 ans.

À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Le poids des personnes âgées de 65 ans et plus représente moins de 7 % de la population en 2013, tandis que plus d'une personne sur trois (35,7 %) y a moins de 20 ans. Cette structure relativement jeune – l'âge médian y est de 28,9 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que la moyenne et une espérance de vie plus faible.

Figure 1.5
Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2013



Source : Tableau 1.4.

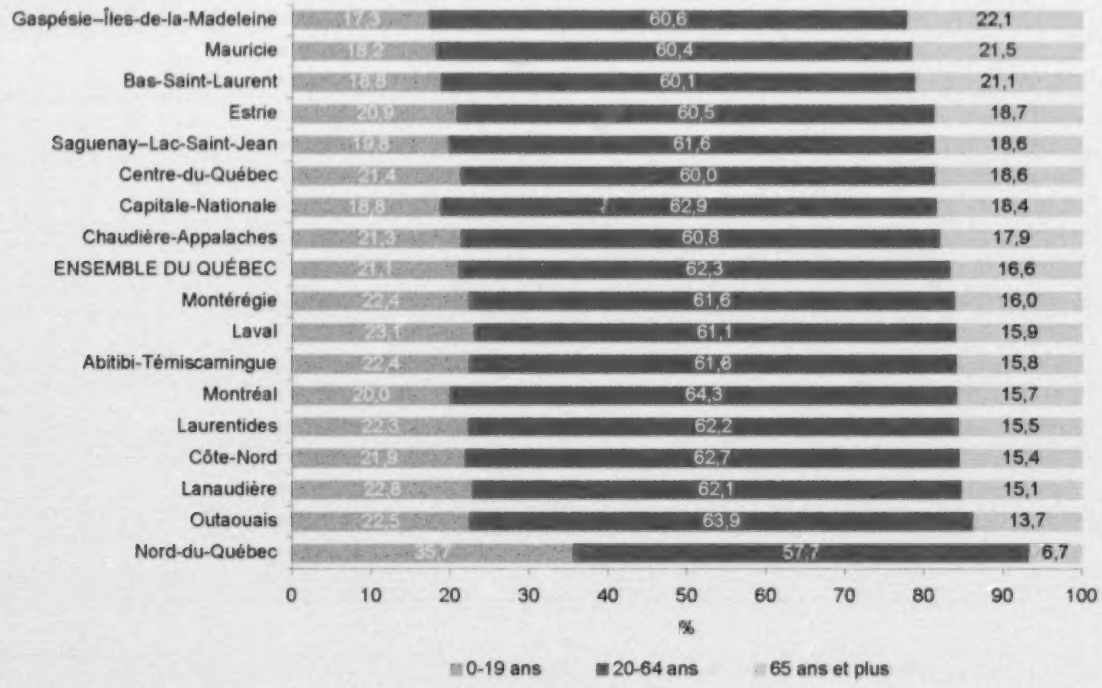
Avec un âge médian de 38,7 ans, Montréal est aussi plus jeune que la plupart des autres régions. Son profil par âge est unique : la part des moins de 20 ans y est parmi les plus faibles (20 %), mais elle compte sur la plus importante population d'âge actif, les 20-64 ans comptant pour plus de 64 % de sa population. Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif est concentrée chez les 20 à 44 ans. Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent environ 16 % des Montréalais. Cette part a très peu changé depuis 2001, tandis qu'elle s'est accrue de quelques points de pourcentage dans toutes les autres régions (tableau 1.4). L'âge médian y a lui aussi peu bougé en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, ayant augmenté de moins d'une année depuis 2001. Montréal est la région dont la structure par âge est la plus stable depuis le début des années 2000, ce qui lui permet de demeurer relativement jeune par rapport aux autres régions.

L'Outaouais est aussi relativement jeune en comparaison de la plupart des autres régions. En 2013, l'âge médian y est de 40,4 ans. Les jeunes de moins de 20 ans (22,5 %) sont proportionnellement plus nombreux que dans l'ensemble des régions du Québec, alors que la part des personnes âgées (13,7 %) est la seconde plus faible. L'Outaouais se distingue en outre par une proportion de 20-64 ans (63,9 %) comparable à celle de Montréal.

Dans les autres régions, la part des jeunes est légèrement supérieure à celle de l'ensemble du Québec : environ 22 % sur la Côte-Nord, dans les Laurentides, l'Abitibi-Témiscamingue et la Montérégie et autour de 23 % dans Lanaudière et Laval. La part des personnes âgées varie quant à elle entre 15 % et 16 %. L'âge médian de ces régions s'approche sensiblement de la moyenne québécoise (41,6 ans), à l'exception de la Côte-Nord, où il est un peu plus élevé (43,0 ans).

Figure 1.6

Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2013[p]



Source : Tableau 1.4.

En guise de conclusion : résumé de l'évolution de quelques régions qui se démarquent

La comparaison de la dynamique démographique des régions du Québec fait ressortir des contrastes marqués en ce qui concerne les différents phénomènes en jeu. Les trois régions situées au nord de Montréal demeurent celles où la croissance démographique est la plus rapide. Si la plupart des facteurs d'accroissement leur sont favorables, elles s'illustrent plus particulièrement par l'attraction qu'elles exercent sur les résidants des autres régions, notamment de Montréal. Laval accueille un nombre non négligeable d'immigrants internationaux, alors que Lanaudière et les Laurentides affichent une fécondité supérieure à la moyenne québécoise.

La région de Montréal se démarque quant à elle pour des raisons bien différentes. Malgré une récente amélioration de sa situation, elle demeure la grande perdante au chapitre de la migration interrégionale. En revanche, elle est toujours, et de loin, la principale région d'accueil des immigrants internationaux au Québec. Enfin, Montréal affiche un vieillissement moins rapide de sa structure par âge que les autres régions du Québec.

Le Nord-du-Québec présente aussi une dynamique démographique unique. Cette région se caractérise par la jeunesse de sa population et par une fécondité largement supérieure à la moyenne québécoise.

Références

GIRARD, Chantal (2014). « Les naissances et les décès au Québec et dans les régions en 2013 », ***Coup d'œil sociodémographique***, Québec, Institut de la statistique du Québec, nº 32, 10 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2013). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2013*, Québec, 153 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2013). *Présence en 2013 des immigrants admis au Québec de 2002 à 2011*, Montréal, Gouvernement du Québec, 36 p.

ST-AMOUR, Martine (2014). « La migration interrégionale au Québec en 2012-2013 », ***Coup d'œil sociodémographique***, Québec, Institut de la statistique du Québec, nº 31, 15 p.

Tableau 1.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013

Région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	2001r	2006r	2011r	2013p	2001-2006r	2006-2011r	2011-2013p	2001	2013p
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	204 296	201 600	201 184	201 091	– 2,7	– 0,4	– 0,2	2,8	2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	283 304	274 286	277 249	278 069	– 6,5	2,1	1,5	3,8	3,4
Capitale-Nationale	651 583	668 948	710 861	725 095	5,3	12,2	9,9	8,8	8,9
Mauricie	260 048	260 407	265 557	266 542	0,3	3,9	1,9	3,5	3,3
Estrie	291 389	301 058	313 582	318 350	6,5	8,2	7,5	3,9	3,9
Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 959 987	2,3	4,6	11,4	25,0	24,0
Outaouais	322 967	345 027	373 905	381 200	13,2	16,1	9,7	4,4	4,7
Abitibi-Témiscamingue	148 564	144 887	146 683	147 931	– 5,0	2,5	4,2	2,0	1,8
Côte-Nord	99 484	96 569	95 688	95 552	– 5,9	– 1,8	– 0,7	1,3	1,2
Nord-du-Québec	39 327	40 291	43 023	43 999	4,8	13,1	11,2	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	98 589	95 206	94 473	93 284	– 7,0	– 1,5	– 6,3	1,3	1,1
Chaudière-Appalaches	390 856	397 133	414 427	418 704	3,2	8,5	5,1	5,3	5,1
Laval	350 332	372 495	406 098	417 304	12,3	17,3	13,6	4,7	5,1
Lanaudière	396 378	433 901	476 937	488 927	18,1	18,9	12,4	5,4	6,0
Laurentides	472 932	518 664	566 683	580 966	18,4	17,7	12,4	6,4	7,1
Montérégie	1 313 263	1 383 294	1 469 505	1 499 088	10,4	12,1	10,0	17,8	18,4
Centre-du-Québec	222 746	225 971	236 184	239 245	2,9	8,8	6,4	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 155 334**	**6,3**	**9,6**	**9,1**	**100,0**	**100,0**

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Notes : Les taux de la période 2011-2013 couvrent une période de deux ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations démographiques ont été révisées par Statistique Canada afin de s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2013 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2014), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2003-2013

Région administrative	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	2013[p]
						n					
Naissances	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 453**	**87 865**	**88 891**	**88 436**	**88 618**	**88 700**	**88 600**
Bas-Saint-Laurent	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 880	1 886	1 878	1 930	1 891	1 782
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 434	2 394	2 511	2 612	2 673	2 810	2 845	2 680	2 765	2 725	2 772
Capitale-Nationale	5 580	5 532	5 843	6 437	6 639	7 154	7 298	7 426	7 521	7 519	7 607
Mauricie	1 948	2 062	2 061	2 286	2 285	2 404	2 444	2 402	2 453	2 382	2 433
Estrie	2 946	2 911	2 972	3 132	3 186	3 312	3 315	3 386	3 271	3 285	3 246
Montréal	20 590	20 396	20 729	21 808	22 472	22 645	23 056	23 258	23 161	23 536	23 534
Outaouais	3 398	3 523	3 662	3 820	4 053	4 209	4 398	4 292	4 376	4 209	4 140
Abitibi-Témiscamingue	1 456	1 371	1 501	1 538	1 599	1 705	1 773	1 666	1 693	1 708	1 672
Côte-Nord	985	1 029	955	1 061	1 083	1 110	1 078	1 083	1 089	1 006	1 002
Nord-du-Québec	821	861	816	838	906	880	903	869	861	847	846
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	675	712	665	737	744	786	782	728	772	719	745
Chaudière-Appalaches	3 833	3 933	3 955	4 353	4 419	4 710	4 637	4 577	4 644	4 513	4 531
Laval	3 605	3 594	3 780	4 081	4 161	4 354	4 449	4 455	4 399	4 399	4 392
Lanaudière	3 616	3 812	4 005	4 454	4 871	5 328	5 472	5 261	5 401	5 363	5 365
Laurentides	5 008	5 051	5 029	5 650	5 684	5 985	5 960	5 934	5 769	5 915	5 961
Montérégie	13 176	13 152	13 895	14 944	15 367	15 965	15 998	16 017	15 928	16 081	15 975
Centre-du-Québec	2 169	2 148	2 217	2 408	2 442	2 628	2 597	2 524	2 585	2 601	2 597
Décès	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 748**	**57 149**	**58 043**	**58 841**	**59 539**	**60 800**	**60 800**
Bas-Saint-Laurent	1 729	1 836	1 817	1 699	1 734	1 871	1 886	1 881	1 865	1 914	1 931
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 079	2 021	2 107	2 063	2 098	2 162	2 328	2 164	2 209	2 303	2 298
Capitale-Nationale	5 002	5 162	5 215	5 077	5 510	5 349	5 450	5 480	5 617	5 728	5 664
Mauricie	2 387	2 315	2 363	2 293	2 525	2 472	2 509	2 573	2 608	2 625	2 716
Estrie	2 333	2 357	2 368	2 284	2 261	2 291	2 279	2 464	2 366	2 401	2 517
Montréal	15 302	15 208	14 857	14 571	14 677	14 641	14 949	14 970	14 663	14 817	14 511
Outaouais	2 002	2 114	2 197	2 186	2 239	2 271	2 360	2 376	2 533	2 563	2 574
Abitibi-Témiscamingue	1 120	1 019	1 070	938	1 074	1 132	1 171	1 121	1 174	1 178	1 248
Côte-Nord	559	583	614	623	620	651	684	653	697	707	692
Nord-du-Québec	195	179	191	174	186	187	201	216	220	236	226
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	918	884	902	908	977	999	957	976	1 040	987	1 018
Chaudière-Appalaches	2 715	2 904	2 796	2 693	2 821	2 904	2 955	2 841	3 022	3 102	3 157
Laval	2 266	2 293	2 343	2 266	2 487	2 434	2 484	2 628	2 592	2 681	2 773
Lanaudière	2 538	2 649	2 783	2 656	2 735	2 939	2 961	3 023	3 321	3 345	3 279
Laurentides	3 114	3 208	3 402	3 291	3 382	3 583	3 615	3 706	3 800	3 908	3 838
Montérégie	8 963	9 033	9 144	8 915	9 649	9 336	9 379	9 902	9 878	10 285	10 393
Centre-du-Québec	1 750	1 849	1 819	1 797	1 773	1 927	1 875	1 867	1 934	2 019	1 967
Accroissement naturel	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**27 705**	**30 716**	**30 848**	**29 595**	**29 079**	**27 900**	**27 800**
Bas-Saint-Laurent	– 53	– 249	– 72	104	135	9	0	– 3	65	– 23	– 149
Saguenay–Lac-Saint-Jean	355	373	404	549	575	648	517	516	556	423	475
Capitale-Nationale	578	370	628	1 360	1 129	1 805	1 848	1 946	1 904	1 790	1 942
Mauricie	– 439	– 253	– 302	– 7	– 240	– 68	– 65	– 171	– 155	– 243	– 283
Estrie	613	554	604	848	925	1 021	1 036	922	905	884	730
Montréal	5 288	5 188	5 872	7 237	7 795	8 004	8 107	8 288	8 498	8 719	9 022
Outaouais	1 396	1 409	1 465	1 634	1 814	1 938	2 038	1 916	1 843	1 646	1 565
Abitibi-Témiscamingue	336	352	431	600	525	573	602	545	519	530	425
Côte-Nord	426	446	341	438	463	459	394	430	392	299	310
Nord-du-Québec	626	682	625	664	720	693	702	653	641	611	621
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 243	– 172	– 237	– 171	– 233	– 213	– 175	– 248	– 268	– 268	– 273
Chaudière-Appalaches	1 118	1 029	1 159	1 660	1 598	1 806	1 682	1 736	1 622	1 410	1 374
Laval	1 339	1 301	1 437	1 815	1 674	1 920	1 965	1 827	1 807	1 718	1 619
Lanaudière	1 078	1 163	1 222	1 798	2 136	2 389	2 511	2 238	2 080	2 018	2 086
Laurentides	1 894	1 843	1 627	2 359	2 302	2 402	2 345	2 228	1 969	2 006	2 123
Montérégie	4 213	4 119	4 751	6 029	5 718	6 629	6 619	6 115	6 050	5 795	5 582
Centre-du-Québec	419	299	398	611	669	701	722	657	651	583	631

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2002-2003 à 2012-2013

Région administrative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
	Entrants (n)										
Bas-Saint-Laurent	4 374	4 579	4 324	4 371	4 238	4 043	3 884	3 983	4 054	3 987	3 709
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 951	4 394	4 071	4 311	4 287	4 266	4 056	3 953	4 036	4 283	3 650
Capitale-Nationale	17 958	16 975	16 691	18 496	17 221	17 218	17 041	16 892	16 829	16 730	15 754
Mauricie	6 258	6 461	6 390	6 553	6 242	5 926	6 114	6 305	6 283	6 399	6 142
Estrie	8 070	7 821	7 685	7 974	7 485	7 459	7 495	7 841	7 606	7 781	7 238
Montréal	44 389	43 703	42 649	44 906	40 716	40 405	41 682	40 440	39 583	40 760	37 838
Outaouais	5 774	5 303	5 134	5 442	5 077	5 479	5 603	5 646	5 274	4 934	4 629
Abitibi-Témiscamingue	2 450	2 543	2 586	2 882	2 673	2 416	2 359	2 396	2 515	2 719	2 424
Côte-Nord	2 225	2 421	2 294	2 301	2 185	2 073	2 188	2 352	2 629	2 593	2 376
Nord-du-Québec	1 008	970	874	965	960	1 016	860	998	1 063	1 101	988
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 467	2 587	2 377	2 588	2 331	2 243	2 321	2 358	2 361	2 342	1 918
Chaudière-Appalaches	9 738	9 466	9 890	10 077	9 671	9 024	9 201	9 468	9 282	9 241	8 733
Laval	21 743	22 224	21 148	22 577	21 036	20 700	21 137	22 249	20 654	20 323	18 889
Lanaudière	19 881	21 428	21 475	22 287	22 023	20 590	20 323	20 797	20 333	20 781	18 864
Laurentides	24 073	24 613	23 403	23 632	22 939	21 370	21 698	22 859	22 178	23 239	21 615
Montérégie	39 255	40 122	38 973	39 895	37 762	36 525	36 222	37 867	36 723	37 074	34 361
Centre-du-Québec	6 709	6 635	6 654	7 095	6 454	6 934	6 816	7 137	7 214	7 076	6 834
	Sortants (n)										
Bas-Saint-Laurent	5 060	4 550	4 579	4 882	4 581	4 349	4 340	4 145	4 082	4 033	3 845
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 873	6 410	6 041	5 693	5 242	4 714	4 715	4 349	4 033	3 951	3 957
Capitale-Nationale	15 208	15 224	15 497	15 860	15 024	14 173	14 280	14 720	14 275	14 818	13 661
Mauricie	5 966	5 812	5 803	6 164	5 456	5 731	5 993	5 952	5 930	5 997	5 536
Estrie	6 961	7 163	7 223	7 792	7 251	7 389	7 454	7 455	7 373	7 466	6 756
Montréal	64 795	67 803	65 449	67 666	64 564	61 882	61 145	64 080	61 790	61 252	55 577
Outaouais	4 338	4 720	4 570	4 711	4 568	4 117	4 166	4 334	4 258	4 692	4 458
Abitibi-Témiscamingue	3 970	3 506	3 167	3 261	2 839	2 806	2 751	2 803	2 462	2 566	2 431
Côte-Nord	3 426	3 223	3 121	3 212	2 874	2 991	2 640	2 665	2 592	2 899	2 793
Nord-du-Québec	1 301	1 299	1 370	1 408	1 213	1 314	1 244	1 171	1 217	1 272	1 237
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 977	2 681	2 527	2 805	2 533	2 453	2 382	2 212	2 262	2 343	2 254
Chaudière-Appalaches	9 637	9 410	9 020	9 722	9 176	8 996	8 738	8 715	8 758	8 635	8 347
Laval	19 329	19 882	18 951	19 905	18 991	18 099	18 255	19 150	18 810	19 150	17 787
Lanaudière	15 374	14 842	14 535	15 470	14 983	15 149	15 933	16 473	16 400	16 608	15 908
Laurentides	16 921	17 347	17 212	18 208	16 645	17 165	17 363	17 697	17 696	17 705	16 917
Montérégie	31 888	32 111	31 366	33 029	31 265	30 409	31 361	31 365	30 463	31 737	28 616
Centre-du-Québec	6 299	6 262	6 187	6 566	6 096	5 950	6 239	6 256	6 218	6 239	5 883
	Solde migratoire interrégional (n)										
Bas-Saint-Laurent	– 686	28	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456	– 162	– 28	– 46	– 136
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 2 922	– 2 016	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659	– 396	3	332	– 307
Capitale-Nationale	2 750	1 751	1 194	2 636	2 197	3 044	2 761	2 172	2 554	1 912	2 094
Mauricie	292	649	587	389	786	195	121	353	353	402	606
Estrie	1 109	658	462	182	234	70	40	386	234	314	482
Montréal	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640	– 22 207	– 20 492	– 17 739
Outaouais	1 437	583	564	731	510	1 363	1 437	1 312	1 017	243	171
Abitibi-Témiscamingue	– 1 520	– 963	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392	– 407	53	153	– 7
Côte-Nord	– 1 201	– 802	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452	– 313	37	– 306	– 417
Nord-du-Québec	– 293	– 329	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384	– 173	– 154	– 171	– 249
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 510	– 94	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61	146	99	– 1	– 336
Chaudière-Appalaches	101	56	869	355	495	28	463	754	525	606	386
Laval	2 414	2 342	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882	3 099	1 844	1 173	1 102
Lanaudière	4 507	6 586	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390	4 324	3 933	4 173	2 956
Laurentides	7 151	7 266	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335	5 162	4 482	5 534	4 698
Montérégie	7 367	8 011	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861	6 502	6 260	5 337	5 745
Centre-du-Québec	409	373	467	529	359	984	577	881	996	837	951

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 1.4

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2013

Région administrative	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
2001[r]	**1 773 496**	**4 661 273**	**961 646**	**7 396 415**	**24,0**	**63,0**	**13,0**	**100,0**	**38,5**
Bas-Saint-Laurent	47 357	125 514	31 425	204 296	23,2	61,4	15,4	100,0	41,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70 563	177 438	35 303	283 304	24,9	62,6	12,5	100,0	39,2
Capitale-Nationale	138 319	422 379	90 885	651 583	21,2	64,8	13,9	100,0	40,1
Mauricie	56 999	160 907	42 142	260 048	21,9	61,9	16,2	100,0	41,9
Estrie	71 348	179 570	40 471	291 389	24,5	61,6	13,9	100,0	38,9
Montréal	393 188	1 180 897	276 272	1 850 357	21,2	63,8	14,9	100,0	38,0
Outaouais	84 027	206 225	32 715	322 967	26,0	63,9	10,1	100,0	37,2
Abitibi-Témiscamingue	40 303	91 446	16 815	148 564	27,1	61,6	11,3	100,0	37,6
Côte-Nord	25 995	63 895	9 594	99 484	26,1	64,2	9,6	100,0	37,5
Nord-du-Québec	15 001	22 612	1 714	39 327	38,1	57,5	4,4	100,0	27,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 326	61 031	15 232	98 589	22,6	61,9	15,4	100,0	41,9
Chaudière-Appalaches	97 638	243 180	50 038	390 856	25,0	62,2	12,8	100,0	38,6
Laval	85 861	218 915	45 556	350 332	24,5	62,5	13,0	100,0	38,4
Lanaudière	106 568	247 765	42 045	396 378	26,9	62,5	10,6	100,0	38,1
Laurentides	124 400	297 179	51 353	472 932	26,3	62,8	10,9	100,0	37,9
Montérégie	337 786	825 766	149 711	1 313 263	25,7	62,9	11,4	100,0	38,2
Centre-du-Québec	55 817	136 554	30 375	222 746	25,1	61,3	13,6	100,0	38,8
2013[p]	**1 720 232**	**5 079 841**	**1 355 261**	**8 155 334**	**21,1**	**62,3**	**16,6**	**100,0**	**41,6**
Bas-Saint-Laurent	37 846	120 842	42 403	201 091	18,8	60,1	21,1	100,0	48,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	55 113	171 210	51 746	278 069	19,8	61,6	18,6	100,0	45,6
Capitale-Nationale	136 006	455 980	133 109	725 095	18,8	62,9	18,4	100,0	42,9
Mauricie	48 410	160 935	57 197	266 542	18,2	60,4	21,5	100,0	47,9
Estrie	66 473	192 475	59 402	318 350	20,9	60,5	18,7	100,0	43,4
Montréal	391 124	1 260 896	307 967	1 959 987	20,0	64,3	15,7	100,0	38,7
Outaouais	85 613	243 414	52 173	381 200	22,5	63,9	13,7	100,0	40,4
Abitibi-Témiscamingue	33 149	91 447	23 335	147 931	22,4	61,8	15,8	100,0	42,3
Côte-Nord	20 929	59 917	14 706	95 552	21,9	62,7	15,4	100,0	43,0
Nord-du-Québec	15 689	25 376	2 934	43 999	35,7	57,7	6,7	100,0	28,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 104	56 547	20 633	93 284	17,3	60,6	22,1	100,0	50,1
Chaudière-Appalaches	89 365	254 477	74 862	418 704	21,3	60,8	17,9	100,0	43,6
Laval	96 221	254 810	66 273	417 304	23,1	61,1	15,9	100,0	40,9
Lanaudière	111 512	303 465	73 950	488 927	22,8	62,1	15,1	100,0	41,6
Laurentides	129 526	361 479	89 961	580 966	22,3	62,2	15,5	100,0	42,4
Montérégie	335 941	922 937	240 210	1 499 088	22,4	61,6	16,0	100,0	41,7
Centre-du-Québec	51 211	143 634	44 400	239 245	21,4	60,0	18,6	100,0	43,8

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2014), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales fédérales, extraites des déclarations de revenus des particuliers. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année.

Taux de faible revenu des familles

En 2011, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 2.1, volet 1). D'un côté, les régions de Montréal et du Nord-du-Québec affichent de loin les taux les plus élevés, soit 15,8 % et 15,2 % respectivement. Les troisième et quatrième régions où ce taux est le plus élevé sont la Mauricie (8,3 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (8,2 %). D'un autre côté, c'est dans Chaudière-Appalaches (4,4 %), la Capitale-Nationale (5,1 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,5 %), le Bas-Saint-Laurent (5,6 %), l'Abitibi-Témiscamingue (6,4 %) et dans les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (7,0 %), Lanaudière (7,0 %) et la Montérégie (7,2 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu. La région de Laval affiche un taux de 7,8 %.

Entre 2010 et 2011, une diminution survient dans toutes les régions. La plus élevée concerne Montréal (– 0,8 point), tandis que la plus faible concerne le Nord-du-Québec (– 0,2 point).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2007 et 2011, on voit que le faible revenu diminue dans toutes les régions; cette diminution s'élève à au moins deux points de pourcentage dans les régions suivantes : Côte-Nord (– 2,0 points), Bas-Saint-Laurent et Abitibi-Témiscamingue (– 2,2 points), Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Nord-du-Québec (– 2,3 points). Dans toutes les autres régions, la diminution s'élève entre 1,0 et 1,9 point, à l'exception de la Montérégie (– 0,8 point) et Laval (– 0,2 point) où elle est inférieure à 1 point.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2011 par type de famille (tableau 2.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2010 et 2011, dans toutes les régions, on assiste à une diminution du faible revenu des couples sans enfants. La diminution maximale est redevable à la Mauricie (– 0,8 point), tandis que la diminution minimale l'est à Laval, au Nord-du-Québec, en Montérégie et dans les Laurentides (– 0,2 point). La conclusion est sensiblement du même ordre pour les familles monoparentales, en ce sens que le taux de faible revenu diminue dans toutes les régions. Les diminutions s'étendent entre un maximum de 1,9 point (Saguenay–Lac-Saint-Jean et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et un faible minimum de 0,2 point (Outaouais). Pour ce qui est des couples avec enfants, Montréal affiche la plus grande diminution (– 0,7 point), tandis que l'Outaouais et la Capitale-Nationale enregistrent la plus faible (– 0,1 point). Entre 2010 et 2011, ce taux demeure stable dans la Mauricie et augmente d'à peine un dixième de point dans le Nord-du-Québec.

Au cours de la période plus longue comprise entre 2007 et 2011, le taux des couples sans enfants est en diminution dans toutes les régions, avec une intensité maximale de 2,9 points (Nord-du-Québec), et minimale de 0,2 point (Laval). Aussi, c'est dans 16 régions sur 17 que le faible revenu des couples avec enfants diminue. La région du Nord-du-Québec arrive en tête de liste avec une diminution de 2,9 points; la plus faible diminution est redevable à la Mauricie et à la Montérégie (– 0,4 point), et on assiste à une augmentation d'un dixième de point dans Laval. Enfin, dans toutes les régions, le faible revenu des familles monoparentales diminue : la plus forte diminution concerne l'Abitibi-Témiscamingue (– 5,2 points), et la plus faible Laval (– 0,5 point).

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu[1]

À l'instar de ce que l'on observe dans l'ensemble des familles, la région de Montréal présente, en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans, le taux le plus élevé de toutes les régions en 2011, soit 24,4 % (tableau 2.2, volet 1). Le second taux le plus élevé est attribuable au Nord-du-Québec (19,6 %) et à la Mauricie pour le troisième (16,5 %). Ce taux est le moins élevé dans Chaudière-Appalaches (6,5 %), la Capitale-Nationale (7,9 %), le Bas-Saint-Laurent (8,5 %), et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (8,8 %). Les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie et les Laurentides (10,7 %), Lanaudière (11,0 %) et Laval (11,5 %) présentent des taux intermédiaires.

Entre 2010 et 2011, le faible revenu des enfants diminue dans toutes les régions, et c'est à Montréal que cette diminution, en points de pourcentage, est la plus élevée : 1,2 point, soit 25,6 % en 2010 contre 24,4 % en 2011. La diminution la moins élevée se chiffre à 0,1 point, et est attribuable à la région du Nord-du-Québec (de 19,7 % à 19,6 %).

À plus long terme, soit entre 2007 et 2011, la diminution du faible revenu des enfants est observée également dans toutes les régions. La plus forte diminution concerne la Côte-Nord et se chiffre à 3,1 points (de 19,1 % en 2007 à 16,0 % en 2011); la plus faible concerne Laval (– 0,4 point, soit de 11,9 % à 11,5 %).

Entre 2010 et 2011, l'effectif des enfants à faible revenu décroît dans toutes les régions à l'exception du Nord-du-Québec où il augmente de 0,7 % (2 850 en 2010, contre 2 870 en 2011). La plus forte diminution, en pourcentage, est attribuable au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où cet effectif passe de 4 930 à 4 380, une baisse de 11,2 %; cette baisse surpasse de beaucoup celle du nombre total d'enfants (– 0,7 %, soit de 50 320 à 49 960). La plus faible diminution est redevable aux régions de l'Outaouais et de la Mauricie, où le nombre d'enfants à faible revenu décroît de 2,8 % (soit 10 380 en 2010 contre 10 090 en 2011 pour l'Outaouais, et 7 490 contre 7 280 pour la Mauricie).

En considérant l'évolution entre 2007 et 2011, remarquons qu'une diminution du nombre d'enfants à faible revenu touche toutes les régions. C'est au Bas-Saint-Laurent que la diminution est la plus prononcée; celle-ci atteint 26,7 % (soit 4 010 en 2007 contre 2 940 en 2011) et elle excède de beaucoup celle du nombre total d'enfants (– 5,0 %, soit respectivement 36 260 contre 34 440). Quant à la diminution la moins prononcée, elle concerne la région de Laval. En effet, l'effectif des enfants à faible revenu diminue de 0,4 % dans cette région, passant de 10 030 en 2007 à 9 990 en 2011.

Revenu médian des familles

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2011 (tableau 2.3).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2011, le revenu médian le plus élevé (73 160 $). Les régions de la Côte-Nord et de l'Outaouais suivent, avec des revenus respectifs de 72 430 $ et de 71 730 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2011 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (55 730 $). Les positions du Centre-du-Québec et de Montréal se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 57 090 $ et de 57 360 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (76,2 %) de celui de la région la plus avantagée (Nord-du-Québec).

1. Le taux de faible revenu des enfants est le rapport entre le nombre d'enfants habitant dans un couple ou une famille monoparentale à faible revenu selon la MFR, et le nombre total d'enfants.

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est dans la Capitale-Nationale (42 250 $) que le revenu médian de 2011 est le plus élevé, suivie de Laval (40 780 $) et de Chaudière-Appalaches (40 390 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (32 990 $), Montréal (34 100 $) et la Mauricie (34 550 $) constituent les trois premières régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la première région où le revenu médian des couples est *le plus élevé*, mais de la première où celui des familles monoparentales est *le plus faible*.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 2.3, dernière colonne). Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas même la moitié de celui des familles comptant un couple (45,1 %). Il s'agit du pourcentage le plus faible de toutes les régions. Toutes les autres régions, à l'exception de la Côte-Nord (48,5 %), montrent des pourcentages au moins égaux à la moitié. Dans 11 régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 % inclusivement. C'est au Bas-Saint-Laurent (64,2 %) et dans Chaudière-Appalaches (63,3 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution du revenu médian entre 2010 et 2011 dans ces deux types de familles (tableau 2.4). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, six régions affichent une augmentation et neuf régions une diminution. L'augmentation maximale touche l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,6 %) et minimale l'Outaouais (+ 0,1 %). À l'inverse, la diminution maximale concerne Lanaudière (– 0,5 %) et minimale le Centre-du-Québec et Montréal (– 0,2 %). Dans les régions de la Capitale-Nationale et de l'Estrie, le revenu réel des familles comptant un couple demeure stationnaire entre 2010 et 2011.

Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian réel, entre 2010 et 2011, touche huit régions. La plus forte augmentation concerne l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,1 %), et la plus faible le Bas-Saint-Laurent (+ 0,1 %). Dans les neuf régions où une décroissance se produit, la plus élevée revient à l'Outaouais (– 1,8 %) et la plus faible à la Capitale-Nationale (– 0,2 %).

Tableau 2.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles[1] et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	7,7	7,3	6,9	6,1	5,6	– 0,5	– 2,2	6,3	6,1	5,5	4,7	4,2	– 0,5	– 2,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7,4	7,0	6,7	6,0	5,5	– 0,5	– 1,9	5,4	5,0	4,7	4,0	3,6	– 0,4	– 1,8
Capitale-Nationale	6,3	5,9	5,9	5,5	5,1	– 0,4	– 1,2	4,4	4,2	4,4	4,0	3,6	– 0,4	– 0,8
Mauricie	10,0	9,7	9,6	8,9	8,3	– 0,6	– 1,6	6,5	6,1	5,9	5,3	4,5	– 0,8	– 2,0
Estrie	9,1	9,0	9,1	8,7	8,0	– 0,6	– 1,1	6,2	5,9	6,2	5,7	5,0	– 0,6	– 1,1
Montréal	16,8	16,7	17,0	16,6	15,8	– 0,8	– 1,0	11,3	11,4	11,8	11,3	10,6	– 0,7	– 0,7
Outaouais	9,4	9,0	8,9	8,4	8,1	– 0,3	– 1,2	5,8	5,4	5,3	4,9	4,5	– 0,4	– 1,3
Abitibi-Témiscamingue	8,6	8,1	8,0	7,1	6,4	– 0,7	– 2,2	5,7	5,2	5,1	4,3	3,8	– 0,5	– 1,9
Côte-Nord	10,1	10,0	9,7	8,5	8,1	– 0,4	– 2,0	3,8	4,1	3,5	3,0	2,7	– 0,3	– 1,1
Nord-du-Québec	17,5	14,9	16,0	15,4	15,2	– 0,2	– 2,3	7,5	7,0	6,0	4,8	4,6	– 0,2	– 2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10,4	10,0	9,7	8,8	8,2	– 0,6	– 2,3	7,6	7,0	6,9	5,9	5,4	– 0,4	– 2,1
Chaudière-Appalaches	5,7	5,5	5,4	4,8	4,4	– 0,4	– 1,3	4,7	4,6	4,2	3,7	3,3	– 0,3	– 1,4
Laval	8,0	8,1	8,4	8,1	7,8	– 0,3	– 0,2	5,7	5,9	6,0	5,7	5,6	– 0,2	– 0,2
Lanaudière	8,1	8,0	8,1	7,5	7,0	– 0,4	– 1,1	5,8	5,4	5,7	5,1	4,8	– 0,4	– 1,0
Laurentides	8,1	7,9	7,9	7,3	7,0	– 0,3	– 1,1	5,8	5,4	5,6	4,8	4,6	– 0,2	– 1,2
Montérégie	8,0	7,8	8,0	7,5	7,2	– 0,3	– 0,8	5,9	5,5	6,0	5,4	5,2	– 0,2	– 0,6
Centre-du-Québec	8,5	8,4	8,6	7,8	7,2	– 0,6	– 1,4	6,3	5,9	6,2	5,2	4,7	– 0,5	– 1,6
Ensemble du Québec	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**9,3**	**8,8**	**– 0,5**	**– 1,2**	**6,8**	**6,6**	**6,8**	**6,2**	**5,8**	**– 0,4**	**– 1,1**

Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	4,4	4,0	3,7	3,4	3,1	– 0,3	– 1,4	24,2	23,3	22,8	20,9	19,7	– 1,2	– 4,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,6	3,5	3,3	2,9	2,6	– 0,3	– 0,9	28,3	27,2	26,9	25,2	23,3	– 1,9	– 5,1
Capitale-Nationale	3,6	3,3	3,3	3,0	2,9	– 0,1	– 0,7	20,7	19,6	18,7	18,2	17,2	– 1,0	– 3,5
Mauricie	5,6	5,7	5,7	5,2	5,2	– 0,0	– 0,4	31,0	30,3	30,5	29,5	28,3	– 1,1	– 2,6
Estrie	6,0	6,2	6,0	5,8	5,4	– 0,4	– 0,6	27,3	27,2	28,0	27,0	25,8	– 1,1	– 1,5
Montréal	15,0	15,0	15,4	15,1	14,4	– 0,7	– 0,6	33,8	33,5	33,2	33,1	32,0	– 1,1	– 1,8
Outaouais	5,8	5,6	5,6	5,4	5,3	– 0,1	– 0,5	27,1	26,6	26,3	25,3	25,1	– 0,2	– 2,0
Abitibi-Témiscamingue	4,6	4,2	4,3	3,8	3,3	– 0,5	– 1,2	29,3	28,0	27,8	25,7	24,1	– 1,6	– 5,2
Côte-Nord	5,2	5,3	5,3	4,3	4,1	– 0,2	– 1,1	36,3	35,4	35,7	32,1	31,6	– 0,5	– 4,7
Nord-du-Québec	10,2	6,7	7,8	7,2	7,3	0,1	– 2,9	40,6	37,4	39,6	38,9	37,7	– 1,2	– 2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,1	5,7	5,1	4,8	4,5	– 0,3	– 1,6	27,7	27,8	27,6	26,0	24,1	– 1,9	– 3,6
Chaudière-Appalaches	2,8	2,8	2,7	2,4	2,1	– 0,3	– 0,7	20,0	19,4	19,8	18,5	17,1	– 1,4	– 2,9
Laval	5,9	6,1	6,5	6,2	6,0	– 0,3	0,1	21,9	21,7	22,0	21,7	21,5	– 0,3	– 0,5
Lanaudière	4,8	4,9	4,8	4,4	4,1	– 0,3	– 0,7	25,7	25,7	25,8	24,7	23,8	– 0,9	– 1,9
Laurentides	4,6	4,6	4,7	4,3	4,1	– 0,2	– 0,5	25,4	25,0	25,0	23,7	23,0	– 0,8	– 2,4
Montérégie	4,7	4,8	4,9	4,5	4,3	– 0,2	– 0,4	24,8	24,4	24,7	23,7	22,6	– 1,1	– 2,2
Centre-du-Québec	4,8	4,9	4,9	4,5	4,0	– 0,5	– 0,8	27,3	27,6	27,9	26,7	25,8	– 0,9	– 1,6
Ensemble du Québec	**6,9**	**6,9**	**7,0**	**6,6**	**6,3**	**– 0,3**	**– 0,5**	**27,6**	**27,1**	**27,0**	**26,2**	**25,2**	**– 1,0**	**– 2,4**

1. Selon le concept de la famille de recensement.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Région administrative	VOLET 1 : taux de faible revenu des enfants (0-17 ans)						
	2007	2008	2009	2010	2011	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
	%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	11,1	10,4	10,1	9,3	8,5	– 0,7	– 2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,7	10,5	10,3	9,8	8,8	– 1,0	– 2,0
Capitale-Nationale	9,8	9,3	8,9	8,6	7,9	– 0,6	– 1,9
Mauricie	17,5	17,5	17,5	16,9	16,5	– 0,4	– 0,9
Estrie	14,3	14,3	14,4	14,1	13,5	– 0,6	– 0,8
Montréal	26,0	25,8	25,9	25,6	24,4	– 1,2	– 1,6
Outaouais	14,3	13,8	13,9	13,5	13,1	– 0,4	– 1,2
Abitibi-Témiscamingue	13,7	12,9	12,8	12,0	10,9	– 1,0	– 2,7
Côte-Nord	19,1	19,1	18,7	16,9	16,0	– 0,9	– 3,1
Nord-du-Québec	21,6	18,0	20,3	19,7	19,6	– 0,1	– 2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17,0	16,8	16,0	15,4	14,6	– 0,8	– 2,4
Chaudière-Appalaches	7,9	7,9	7,9	7,2	6,5	– 0,7	– 1,4
Laval	11,9	12,0	12,5	12,1	11,5	– 0,6	– 0,4
Lanaudière	12,2	12,2	12,3	11,7	11,0	– 0,6	– 1,2
Laurentides	11,7	11,6	11,7	11,3	10,7	– 0,5	– 0,9
Montérégie	11,5	11,5	11,8	11,2	10,7	– 0,5	– 0,9
Centre-du-Québec	12,8	13,0	13,2	12,5	11,6	– 0,8	– 1,2
Ensemble du Québec	**15,2**	**15,0**	**15,1**	**14,6**	**13,9**	**– 0,7**	**– 1,3**

Région administrative	VOLET 2 : nombre d'enfants (0-17 ans) à faible revenu						
	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Variation 2011/2007
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	4 010	3 720	3 560	3 200	2 940	– 8,1	– 26,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 680	5 460	5 290	4 930	4 380	– 11,2	– 22,9
Capitale-Nationale	11 630	11 030	10 460	10 120	9 450	– 6,6	– 18,7
Mauricie	8 090	7 950	7 880	7 490	7 280	– 2,8	– 10,0
Estrie	8 700	8 620	8 630	8 430	8 030	– 4,7	– 7,7
Montréal	88 110	87 940	87 830	87 720	84 050	– 4,2	– 4,6
Outaouais	11 010	10 630	10 640	10 380	10 090	– 2,8	– 8,4
Abitibi-Témiscamingue	4 280	3 980	3 880	3 610	3 280	– 9,1	– 23,4
Côte-Nord	3 950	3 890	3 760	3 360	3 150	– 6,3	– 20,3
Nord-du-Québec	3 070	2 560	2 920	2 850	2 870	0,7	– 6,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 870	2 730	2 560	2 390	2 230	– 6,7	– 22,3
Chaudière-Appalaches	6 450	6 410	6 350	5 810	5 250	– 9,6	– 18,6
Laval	10 030	10 190	10 680	10 490	9 990	– 4,8	– 0,4
Lanaudière	12 340	12 350	12 430	11 750	11 120	– 5,4	– 9,9
Laurentides	13 780	13 560	13 620	13 070	12 420	– 5,0	– 9,9
Montérégie	35 020	34 790	35 490	33 530	31 960	– 4,7	– 8,7
Centre-du-Québec	6 100	6 180	6 280	5 890	5 470	– 7,1	– 10,3
Ensemble du Québec	**235 120**	**231 970**	**232 270**	**225 000**	**213 950**	**– 4,9**	**– 9,0**

Tableau 2.2 (suite)

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Région administrative	VOLET 3 : nombre total d'enfants (0-17 ans)						
	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Variation 2011/2007
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	36 260	35 680	35 110	34 560	34 440	– 0,3	– 5,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	52 840	51 870	51 130	50 320	49 960	– 0,7	– 5,5
Capitale-Nationale	118 270	118 280	117 960	118 220	118 890	0,6	0,5
Mauricie	46 310	45 480	44 930	44 320	43 990	– 0,7	– 5,0
Estrie	60 830	60 200	59 760	59 700	59 530	– 0,3	– 2,1
Montréal	339 140	340 640	339 420	342 460	344 160	0,5	1,5
Outaouais	76 990	76 870	76 760	76 880	77 170	0,4	0,2
Abitibi-Témiscamingue	31 330	30 750	30 400	30 110	29 970	– 0,5	– 4,3
Côte-Nord	20 630	20 350	20 070	19 840	19 630	– 1,1	– 4,8
Nord-du-Québec	14 190	14 260	14 360	14 470	14 630	1,1	3,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 840	16 290	15 980	15 520	15 240	– 1,8	– 9,5
Chaudière-Appalaches	81 600	81 010	80 350	80 290	80 270	– 0,0	– 1,6
Laval	84 190	85 110	85 620	86 440	86 770	0,4	3,1
Lanaudière	101 120	101 090	101 040	100 700	100 900	0,2	– 0,2
Laurentides	118 200	117 230	116 730	116 020	115 570	– 0,4	– 2,2
Montérégie	304 470	302 820	301 480	300 430	300 070	– 0,1	– 1,4
Centre-du-Québec	47 650	47 530	47 410	47 260	47 040	– 0,5	– 1,3
Ensemble du Québec	**1 550 850**	**1 545 480**	**1 538 500**	**1 537 510**	**1 538 200**	**0,0**	**– 0,8**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

Région administrative	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	58 100	37 320	64,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	63 070	37 270	59,1
Capitale-Nationale	68 910	42 250	61,3
Mauricie	57 690	34 550	59,9
Estrie	58 870	35 960	61,1
Montréal	57 360	34 100	59,4
Outaouais	71 730	40 040	55,8
Abitibi-Témiscamingue	67 150	37 810	56,3
Côte-Nord	72 430	35 100	48,5
Nord-du-Québec	73 160	32 990	45,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	55 730	34 690	62,2
Chaudière-Appalaches	63 850	40 390	63,3
Laval	66 410	40 780	61,4
Lanaudière	64 380	38 160	59,3
Laurentides	64 770	38 110	58,8
Montérégie	67 220	39 390	58,6
Centre-du-Québec	57 090	35 480	62,1
Ensemble du Québec	**63 570**	**37 680**	**59,3**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.4

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011

Région administrative	Familles comptant un couple			Familles monoparentales		
	2010	2011	Variation 2011/2010	2010	2011	Variation 2011/2010
	$ constants de 2011		%	$ constants de 2011		%
Bas-Saint-Laurent	58 357	58 100	– 0,4	37 293	37 320	0,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	62 767	63 070	0,5	36 964	37 270	0,8
Capitale-Nationale	68 929	68 910	– 0,0	42 343	42 250	– 0,2
Mauricie	57 872	57 690	– 0,3	34 171	34 550	1,1
Estrie	58 882	58 870	– 0,0	35 799	35 960	0,4
Montréal	57 481	57 360	– 0,2	34 336	34 100	– 0,7
Outaouais	71 660	71 730	0,1	40 756	40 040	– 1,8
Abitibi-Témiscamingue	66 075	67 150	1,6	37 025	37 810	2,1
Côte-Nord	72 103	72 430	0,5	34 418	35 100	2,0
Nord-du-Québec	72 546	73 160	0,8	32 770	32 990	0,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	55 152	55 730	1,0	34 295	34 690	1,2
Chaudière-Appalaches	64 127	63 850	– 0,4	40 581	40 390	– 0,5
Laval	66 631	66 410	– 0,3	41 384	40 780	– 1,5
Lanaudière	64 725	64 380	– 0,5	38 448	38 160	– 0,7
Laurentides	65 055	64 770	– 0,4	38 293	38 110	– 0,5
Montérégie	67 445	67 220	– 0,3	39 612	39 390	– 0,6
Centre-du-Québec	57 182	57 090	– 0,2	35 634	35 480	– 0,4
Ensemble du Québec	**63 674**	**63 570**	**– 0,2**	**37 798**	**37 680**	**– 0,3**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Marché du travail

par Jean-Marc Kilolo Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

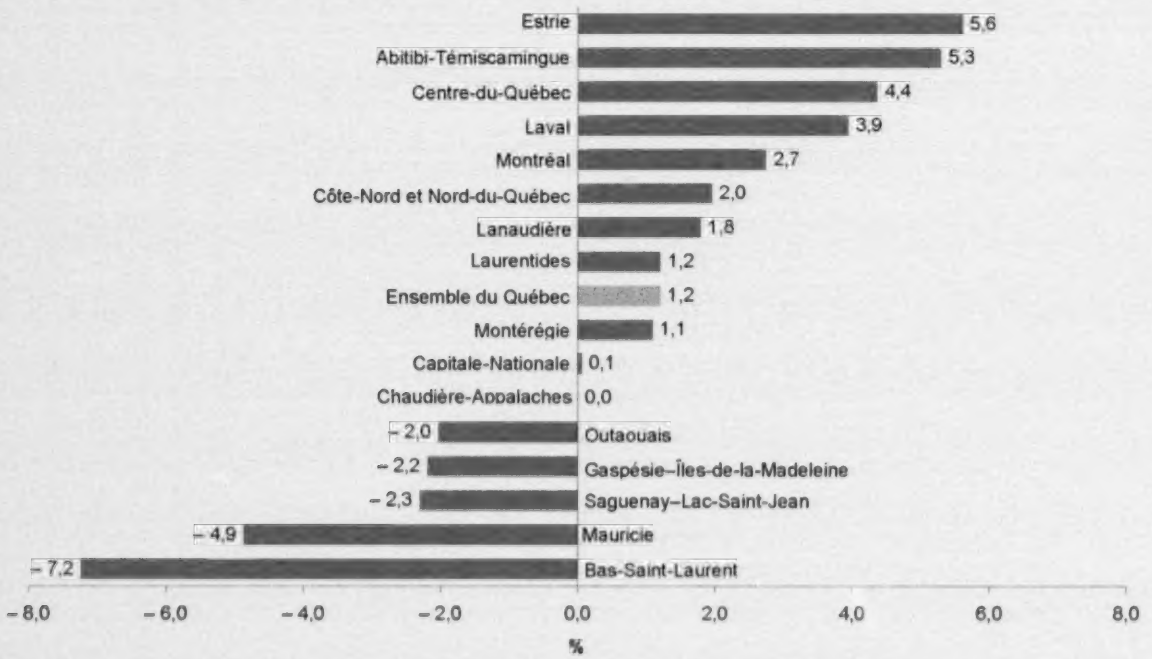
Cette section dresse le portrait du marché du travail des différentes régions administratives du Québec en 2013. Dans un premier temps, l'évolution de l'emploi total de chaque région est présentée. Une analyse différenciée selon le sexe, le groupe d'âge (15-29 ans et 30 ans et plus), le régime de travail (temps plein et temps partiel) et le secteur d'activités (biens et services) est exposée ensuite. Enfin, deux indicateurs usuels du marché du travail, à savoir le taux de chômage et le taux d'emploi sont présentés.

Comparé à sa performance un an plus tôt, le marché du travail a été plus vigoureux à l'échelle du Québec en 2013. En effet, il s'est créé 47 800 emplois (+ 1,2 %) cette année par rapport à 30 800 (+ 0,8 %) en 2012. Il s'agit tant d'emplois à temps plein (+ 27 500) que d'emplois à temps partiel (+ 20 300). La croissance de l'emploi féminin s'élève à 20 800 comparativement à 27 000 pour l'emploi masculin. Quant aux groupes d'âge, la création nette d'emplois profite seulement aux travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 49 800); l'emploi reste pratiquement stable chez les 15-29 ans (– 2 000). Affichant une hausse de 45 600 emplois, le secteur des services a été le réel moteur de la création de l'emploi, contrairement au secteur des biens qui stagne (+ 2 200). Ainsi, le taux de chômage au Québec recule de 0,2 point à 7,6 %, tandis que le taux d'emploi s'accroît de 0,3 point pour s'établir à 60,3 %.

L'emploi progresse dans huit régions administratives sur seize; il recule dans quatre autres et demeure relativement stable dans les quatre régions restantes. La région de Montréal affiche la plus forte croissance de l'emploi en nombre (+ 25 800), alors que la hausse en pourcentage la plus élevée est notée en Estrie (+ 5,6 %). Par ailleurs, l'Abitibi-Témiscamingue, le Centre-du-Québec et Laval enregistrent un taux de croissance dépassant 3 %. À l'opposé, le Bas-Saint-Laurent subit la perte d'emplois la plus importante en nombre et en pourcentage (– 6 800; – 7,2 %) devant la Mauricie (– 5 500; – 4,9 %).

Figure 3.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Prudence dans l'interprétation des données

Les données présentées dans cette section sont des estimations tirées de l'*Enquête sur la population active*, et fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées sur des territoires plus grands (provincial, national). En outre, les estimations se caractérisent également par une certaine variabilité d'autant plus importante lorsqu'elles sont ventilées selon le sexe, l'âge, les industries, etc. Ainsi, compte tenu de ces limites, nous présentons le niveau de l'emploi d'une année à l'autre au lieu de parler de la variation dans cette section lorsqu'il y a lieu. Pour plus d'information concernant la variabilité d'échantillonnage et son évaluation par l'erreur type, se référer à la publication *Information sur la population active*, section relative à la qualité des données (numéro au catalogue 71-001-X) de Statistique Canada.

Contrairement à l'année précédente, le Bas-Saint-Laurent connaît un repli de l'emploi en 2013. Ce dernier affecte tant les hommes (– 4 000) que les femmes (– 2 800). Par ailleurs, ce sont surtout les jeunes de 15-29 ans (– 5 300) et les travailleurs à temps plein (– 5 600) qui sont touchés. La grande majorité des pertes d'emplois sont notées dans le secteur des services (– 5 400). Par conséquent, le taux de chômage croît de 1,7 point pour se fixer à 9,8 % en 2013, ce qui entraîne un recul de cette région du 10e au 15e rang sur 16. À la suite d'une baisse du taux d'emploi de 56,4 % à 52,5 %, le Bas-Saint-Laurent se classe aussi au 14e rang pour ce qui est de ce dernier indicateur.

L'emploi passe de 126 000 en 2012 à 123 100 en 2013 au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Un recul de l'emploi est observé notamment chez les hommes (– 3 200) ainsi que dans le secteur des biens (– 3 900). L'emploi à temps plein de la région s'établit à 97 900 en 2013 comparativement à 100 100 en 2012. Le taux de chômage s'élève à 9,2 %, en progression de 1,1 point. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean se classe au 12e rang pour ce qui est du taux de chômage. Elle avance toutefois d'un rang, au 13e, en ce qui a trait au taux d'emploi qui s'établit à 54,7 %.

L'emploi dans la région de la Capitale-Nationale n'a pas changé en 2013. En fait, cette stabilité résulte d'un jeu à somme nulle entre différents groupes : l'emploi masculin augmente de 4 900, contrairement à l'emploi féminin qui diminue de presque autant (– 4 800). Sur le plan de l'âge, les pertes d'emplois chez les jeunes de 15-29 ans (– 9 100) sont compensées par un gain chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 9 300). Enfin, la création nette d'emplois à temps plein (+ 3 100) est contrebalancée par le repli de l'emploi à temps partiel (– 2 900). Dans la même veine, la hausse de l'emploi dans le secteur des biens (+ 2 700) est absorbée par la contraction notée dans le secteur des services (– 2 600). Malgré cette stabilité de l'emploi, la Capitale-Nationale se classe au premier rang pour ce qui est du taux de chômage (5,1 %) et au deuxième en ce qui a trait au taux d'emploi (63,8 %).

La contraction de l'emploi notée en Mauricie en 2012 se poursuit. En 2013, cette région perd 5 500 emplois. Cette diminution touche autant les femmes (– 2 600) que les hommes (– 2 900). Ce sont les jeunes de 15-29 ans qui sont majoritairement affectés (– 3 700). Par ailleurs, la perte nette ne concerne que les emplois à temps plein (– 6 300) ainsi que le secteur des biens (– 6 200). La position de la Mauricie par rapport au taux de chômage s'améliore, puisqu'elle passe du 14e au 13e rang, en raison d'un recul de 0,3 point (9,4 %). Toutefois, cette région se maintient à l'avant-dernier rang au chapitre du taux d'emploi (48,3 %) qui passe sous la barre des 50 % pour la première fois depuis 1997.

En 2013, l'Estrie enregistre un gain de 8 200 emplois qui se répartit entre les hommes (+ 4 300) et les femmes (+ 3 900). Tant les jeunes de 15-29 ans (+ 4 700) que les travailleurs de 30 ans et plus (+ 3 500) en bénéficient. Par ailleurs, la grande majorité des nouveaux emplois sont à temps plein (+ 6 700), mais se retrouvent presque autant dans le secteur des biens (+ 4 200) que dans celui des services (+ 4 000). Cette création d'emplois propulse l'Estrie au 3e rang au chapitre du taux de chômage, avec un taux de 6,3 %. Concernant le taux d'emploi, l'Estrie fait également un gain en passant du 12e au 9e rang (58,8 %).

Forte d'une hausse de 25 800 emplois, la région de Montréal affiche la plus forte création d'emplois au Québec en 2013. Cette progression profite tant aux travailleurs masculins (+ 10 800) que féminins (+ 14 900). Quant à la répartition des nouveaux emplois par groupes d'âge, notons qu'environ deux tiers des emplois créés vont aux 30 ans et plus (+ 16 100). Les jeunes de

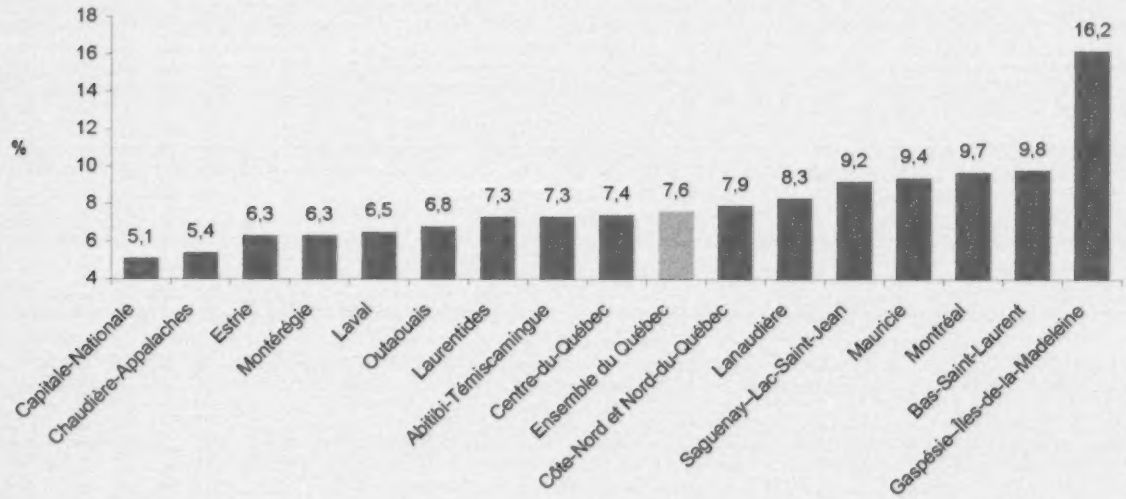
15 à 29 ans s'en tirent tout de même avec un gain de 9 700 emplois. Il s'est créé davantage d'emplois à temps partiel (+ 16 200) qu'à temps plein (+ 9 500). Enfin, signalons que le secteur des biens (+ 13 300) tout comme celui des services (+ 12 400) ont contribué à la montée de l'emploi. Cette bonne conjoncture de l'emploi se traduit par un recul du taux de chômage (9,7 %) qui place la région de Montréal au 14e rang. Cependant, le taux d'emploi recule d'un rang, au 10e, malgré l'amélioration de ce taux qui passe de 57,7 % à 58,8 %.

En 2013, l'Outaouais figure parmi les régions ayant connu un recul de l'emploi (– 4 000), qui, pour l'essentiel, affecte les femmes (– 3 500) et les jeunes de 15-29 ans (– 3 100). Cette baisse s'observe surtout dans les emplois à temps plein (– 5 300) ainsi que dans le secteur des services (– 5 300). De plus, l'Outaouais voit son taux de chômage augmenter de 0,3 point pour se fixer à 6,8 %. Cette région passe du 4e au 6e rang pour cet indicateur. Quant au taux d'emploi de la région, il recule d'un rang, au 7e, à la suite d'un repli de 2 points (61,2 %).

En Abitibi-Témiscamingue, l'emploi passe de 69 900 à 73 600 entre 2012 et 2013. Les hommes (+ 3 200), les travailleurs de 15-29 ans (+ 2 500) ainsi que le secteur des services (+ 6 500) enregistrent une hausse de l'emploi. Par ailleurs, il s'est créé 4 200 emplois à temps partiel. Après trois années consécutives de baisse, le taux de chômage de cette région augmente de 0,9 point et s'établit à 7,3 %, ce qui explique le passage de l'Abitibi-Témiscamingue du 3e au 8e rang. Toutefois, la hausse de l'emploi se répercute sur le taux d'emploi, qui repasse confortablement au-dessus de la barre des 60 % (62,4 %). Cette évolution conduit à un reclassement de la région au 6e rang, soit un gain de deux rangs.

Figure 3.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Depuis 2011, l'emploi reste stable dans la région regroupée de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. En 2013, 52 200 personnes travaillent dans cette région, au nombre desquels 24 200 femmes et 13 000 jeunes de 15-29 ans. Le poids du travail à temps partiel dans l'emploi total est de 16 %; ce ratio est plus faible que celui de l'ensemble du Québec (19 %). Le secteur des biens dans cette région est également plus élevé qu'au Québec (28 % c. 21 %). Le taux de chômage de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec augmente de 0,3 point pour s'établir à 7,9 %, alors que le taux d'emploi s'accroît de 1 point, à 57,4 %, ce qui place maintenant cette région au 11e rang parmi les 16 régions administratives. Signalons que le regroupement Côte-Nord et Nord-du-Québec est une des plus petites régions du Québec, eu égard à son marché du travail.

L'emploi n'a pas bougé en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2013. À peine 35 700 personnes y travaillent, ce qui en fait la plus petite région administrative du Québec, en ce qui concerne le marché du travail. Cette région emploie 18 200 femmes et 28 900 personnes à temps plein. Les jeunes de 15-29 ans représentent 18 % de la main-d'œuvre, contrairement à 24 % pour l'ensemble du Québec. Le secteur des services emploie 27 800 travailleurs. Par rapport à 2012, le taux de chômage de la région s'accroît de 3,3 points pour s'établir à 16,2 %, tandis que le taux d'emploi recule de 0,8 point, à 45,6 %. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se maintient au dernier rang (16e) pour ce qui est de ces deux indicateurs.

Chaudière-Appalaches connaît une stabilité de l'emploi en 2013; cette région se situe au 7e rang en ce qui concerne l'importance du marché du travail. En fait, 213 600 personnes y travaillent, parmi lesquelles on dénombre 100 900 femmes. La stabilité masque le fait que 3 300 jeunes de 15-29 ans ont perdu des emplois, au profit d'autant de travailleurs âgés de 30 ans et plus. En 2013, 17 % des travailleurs occupent un emploi à temps partiel. Par ailleurs, le secteur des biens emploie un tiers des travailleurs (33 %); il s'agit du poids le plus élevé après le Centre-du-Québec (37 %). Malgré une hausse de 0,8 point, le taux de chômage de Chaudière-Appalaches se situe au 2e rang (5,4 %), alors que le taux d'emploi se classe au 4e (63,4 %), à la suite d'un recul de 0,3 point.

En 2013, le marché du travail lavallois enregistre un gain de 8 400 emplois, qui profitent exclusivement aux hommes (+ 8 300) ainsi qu'aux travailleurs de 30 ans et plus (+ 13 100). On note donc un recul de l'emploi des jeunes (– 4 700). Les nouveaux emplois sont tant à temps plein (+ 3 700) qu'à temps partiel (+ 4 700), mais se retrouvent tous dans le secteur des services (+ 8 200). Cette bonne conjoncture se traduit par un recul de 1,6 point du taux de chômage (6,5 %) qui place la région de Laval au 5e rang. Par ailleurs, Laval se retrouve au 1er rang en ce qui a trait au taux d'emploi (64,4 %).

Avec 4 300 nouveaux emplois, la région de Lanaudière se classe au 6e rang en ce qui a trait à la création d'emplois. Notons que cette hausse profite intégralement aux femmes (+ 5 600) et s'observe uniquement dans le secteur des services (+ 5 700). Un regard sur la répartition selon les groupes d'âge indique un gain chez les 15-29 ans (+ 8 600) et un recul chez les 30 ans et plus (– 4 300). On note, par ailleurs, une hausse des emplois à temps plein (+ 11 900) au détriment de ceux à temps partiel qui augmentent (– 7 600). Malgré la croissance de l'emploi, le taux de chômage de cette région s'accroît de 0,4 point pour se fixer à 8,3 %. Cependant, la région de Lanaudière voit son taux d'emploi progresser de 1,3 point à 60,8 %.

En 2013, l'emploi dans la région des Laurentides s'élève à 303 300, alors qu'il se fixait à 299 700 en 2012. Tous les emplois créés sont à temps plein (+ 4 000) et profitent surtout aux femmes (+ 3 300). En 2013, l'emploi des jeunes de 15-29 ans représente 23 % de l'emploi, alors que le poids du secteur des biens est de 25 %. En dépit de la hausse de l'emploi, le taux de chômage des Laurentides est en hausse de 0,5 point pour se fixer à 7,3 %. Au classement général, cette région occupe le 7e rang pour cet indicateur et le troisième rang pour ce qui est du taux d'emploi. Ce dernier se chiffre d'ailleurs à 63,6 %.

Il s'est créé 8 200 emplois en Montérégie, soit autant qu'en Estrie en 2013. L'emploi masculin (+ 3 400) a crû tout comme l'emploi féminin (+ 4 700). Toutefois, la répartition des gains d'emplois selon les groupes d'âge ne montre qu'une croissance chez les personnes de 30 ans et plus (+ 8 700). La quasi-totalité des nouveaux emplois sont à temps plein (+ 7 700) et se retrouvent dans le secteur des services (+ 10 900). Par ailleurs, le taux de chômage se replie de 0,2 point en Montérégie et s'établit désormais à 6,3 %. Pour une troisième année consécutive, il s'agit du quatrième meilleur taux des 16 régions étudiées. La faible hausse du taux d'emploi (+ 0,1 point) lui permet de conserver la 5e position (62,8 %).

Le Centre-du-Québec connaît la 5e plus forte hausse de l'emploi au Québec en 2013 (+ 4 600). Cette dernière est surtout à l'avantage des femmes (+ 2 900) et des travailleurs de 30 ans et plus (+ 4 300). Les nouveaux emplois sont en majorité à temps plein (+ 3 700), mais sont tous dans le secteur des services (+ 7 000). La vitalité du marché du travail se traduit par un recul du taux de chômage (– 0,9 point à 7,4 %) qui permet au Centre-du-Québec de passer du 13e au 9e rang. Ce qui a pour corollaire une hausse du taux d'emploi (+ 2,1 points) à 57,0 %.

Tableau 3.1

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et sexe	2009	2010	2011	2012	2013
			k		
Bas-Saint-Laurent	**91,3**	**89,4**	**90,2**	**93,9**	**87,1**
Hommes	48,0	44,9	45,6	49,5	45,5
Femmes	43,3	44,5	44,6	44,4	41,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**121,5**	**120,6**	**120,9**	**126,0**	**123,1**
Hommes	65,2	62,5	66,2	68,0	64,8
Femmes	56,3	58,1	54,7	58,1	58,2
Capitale-Nationale	**357,9**	**366,6**	**376,1**	**382,1**	**382,3**
Hommes	180,0	186,3	191,5	193,9	198,8
Femmes	177,9	180,4	184,6	188,2	183,4
Mauricie	**113,4**	**115,2**	**119,4**	**112,9**	**107,4**
Hommes	59,6	60,5	61,6	58,7	55,8
Femmes	53,7	54,7	57,8	54,2	51,6
Estrie	**153,5**	**145,7**	**154,2**	**146,3**	**154,5**
Hommes	80,7	75,4	80,7	77,2	81,5
Femmes	72,8	70,3	73,6	69,1	73,0
Montréal	**919,8**	**949,6**	**939,4**	**941,9**	**967,7**
Hommes	474,3	493,9	491,9	500,5	511,3
Femmes	445,5	455,7	447,5	441,4	456,3
Outaouais	**190,2**	**192,0**	**194,8**	**196,5**	**192,5**
Hommes	95,6	95,9	99,4	99,8	99,2
Femmes	94,6	96,2	95,5	96,7	93,2
Abitibi-Témiscamingue	**65,8**	**68,2**	**71,5**	**69,9**	**73,6**
Hommes	35,1	36,5	39,2	36,5	39,7
Femmes	30,7	31,8	32,3	33,4	33,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**48,7**	**53,9**	**52,1**	**51,2**	**52,2**
Hommes	25,6	29,2	29,0	27,6	28,0
Femmes	23,1	24,7	23,1	23,6	24,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**34,4**	**36,4**	**38,0**	**36,5**	**35,7**
Hommes	16,6	17,6	19,1	17,2	17,5
Femmes	17,7	18,8	18,9	19,2	18,2
Chaudière-Appalaches	**207,7**	**215,4**	**219,8**	**213,6**	**213,6**
Hommes	109,6	114,6	118,1	111,8	112,7
Femmes	98,1	100,8	101,7	101,8	100,9
Laval	**199,0**	**202,1**	**204,9**	**213,2**	**221,6**
Hommes	98,1	108,5	105,3	107,2	115,5
Femmes	100,9	93,6	99,5	106,0	106,0
Lanaudière	**234,3**	**237,7**	**246,9**	**240,5**	**244,8**
Hommes	122,2	132,5	132,6	130,1	128,8
Femmes	112,1	105,2	114,3	110,4	116,0
Laurentides	**274,1**	**282,9**	**287,4**	**299,7**	**303,3**
Hommes	143,2	147,2	149,6	155,4	155,7
Femmes	130,9	135,8	137,8	144,3	147,6
Montérégie	**721,6**	**730,7**	**729,5**	**754,6**	**762,8**
Hommes	380,3	384,6	380,0	391,1	394,5
Femmes	341,3	346,2	349,5	363,5	368,2
Centre-du-Québec	**115,3**	**108,6**	**108,6**	**105,5**	**110,1**
Hommes	61,8	55,1	58,0	58,5	60,2
Femmes	53,5	53,6	50,6	47,0	49,9
Ensemble du Québec	**3 848,4**	**3 915,1**	**3 953,6**	**3 984,4**	**4 032,2**
Hommes	1 995,9	2 045,0	2 067,8	2 083,0	2 110,0
Femmes	1 852,5	1 870,2	1 885,8	1 901,4	1 922,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et groupe d'âge	2009	2010	2011	2012	2013
			k		
Bas-Saint-Laurent					
15-29 ans	19,0	23,5	22,0	22,5	17,2
30 ans et +	72,3	65,9	68,2	71,4	69,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
15-29 ans	30,7	30,8	30,6	32,0	30,2
30 ans et +	90,8	89,8	90,3	94,0	92,9
Capitale-Nationale					
15-29 ans	93,7	104,8	102,1	103,0	93,9
30 ans et +	264,2	261,8	274,0	279,1	288,4
Mauricie					
15-29 ans	29,6	26,6	25,9	26,7	23,0
30 ans et +	83,8	88,6	93,5	86,2	84,4
Estrie					
15-29 ans	34,7	34,0	35,6	32,6	37,3
30 ans et +	118,8	111,7	118,6	113,7	117,2
Montréal					
15-29 ans	244,7	250,9	237,9	246,9	256,6
30 ans et +	675,1	698,7	701,5	695,0	711,1
Outaouais					
15-29 ans	48,0	51,7	49,4	47,8	44,7
30 ans et +	142,2	140,3	145,4	148,7	147,8
Abitibi-Témiscamingue					
15-29 ans	14,7	17,3	18,6	15,8	18,3
30 ans et +	51,1	50,9	52,9	54,1	55,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
15-29 ans	9,5	11,8	10,4	11,6	13,0
30 ans et +	39,2	42,1	41,7	39,6	39,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
15-29 ans	6,6	6,2	7,4	6,2	6,4
30 ans et +	27,8	30,2	30,6	30,3	29,3
Chaudière-Appalaches					
15-29 ans	56,9	53,6	54,0	52,0	48,7
30 ans et +	150,8	161,8	165,8	161,6	164,9
Laval					
15-29 ans	49,3	47,1	56,0	53,9	49,2
30 ans et +	149,7	155,0	148,9	159,3	172,4
Lanaudière					
15-29 ans	55,7	53,0	52,2	49,2	57,8
30 ans et +	178,6	184,7	194,7	191,3	187,0
Laurentides					
15-29 ans	62,1	67,9	66,2	67,6	69,3
30 ans et +	212,0	215,0	221,2	232,1	234,0
Montérégie					
15-29 ans	181,6	182,1	179,0	178,5	178,0
30 ans et +	540,0	548,6	550,5	576,1	584,8
Centre-du-Québec					
15-29 ans	27,1	25,7	26,2	28,1	28,4
30 ans et +	88,2	82,9	82,4	77,4	81,7
Ensemble du Québec					
15-29 ans	963,9	987,1	973,7	974,2	972,2
30 ans et +	2 884,5	2 928,0	2 979,9	3 010,2	3 060,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.3

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et régime de travail	2009	2010	2011	2012	2013
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Temps plein	73,8	70,6	70,7	76,0	70,4
Temps partiel	17,5	18,8	19,4	17,9	16,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Temps plein	94,0	93,8	93,7	100,1	97,9
Temps partiel	27,5	26,8	27,1	25,9	25,2
Capitale-Nationale					
Temps plein	288,1	292,2	306,6	308,7	311,8
Temps partiel	69,7	74,4	69,5	73,4	70,5
Mauricie					
Temps plein	89,6	89,5	93,2	90,8	84,5
Temps partiel	23,8	25,7	26,2	22,2	23,0
Estrie					
Temps plein	123,0	115,0	120,3	114,9	121,6
Temps partiel	30,5	30,6	33,9	31,4	32,9
Montréal					
Temps plein	748,8	759,4	756,1	759,3	768,8
Temps partiel	171,0	190,2	183,4	182,6	198,8
Outaouais					
Temps plein	160,9	161,0	162,4	164,3	159,0
Temps partiel	29,3	31,1	32,5	32,2	33,5
Abitibi-Témiscamingue					
Temps plein	54,0	55,2	58,8	58,8	58,3
Temps partiel	11,8	13,1	12,7	11,1	15,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Temps plein	40,9	46,2	42,6	42,4	43,9
Temps partiel	7,7	7,7	9,5	8,8	8,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Temps plein	27,7	30,4	31,4	30,0	28,9
Temps partiel	6,7	5,9	6,6	6,4	6,8
Chaudière-Appalaches					
Temps plein	167,0	174,6	181,2	178,1	177,6
Temps partiel	40,7	40,8	38,6	35,5	36,0
Laval					
Temps plein	160,1	160,3	164,3	172,5	176,2
Temps partiel	38,9	41,8	40,5	40,7	45,4
Lanaudière					
Temps plein	193,4	200,0	205,6	193,0	204,9
Temps partiel	40,9	37,7	41,3	47,5	39,9
Laurentides					
Temps plein	219,1	222,9	234,4	238,7	242,7
Temps partiel	55,0	60,0	53,0	61,0	60,6
Montérégie					
Temps plein	593,3	597,4	585,8	618,4	626,1
Temps partiel	128,3	133,4	143,6	136,2	136,7
Centre-du-Québec					
Temps plein	92,0	86,4	86,9	84,8	85,7
Temps partiel	23,3	22,3	21,7	20,7	24,4
Ensemble du Québec					
Temps plein	3 125,7	3 154,9	3 194,0	3 230,7	3 258,2
Temps partiel	722,7	760,2	759,6	753,7	774,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.4

Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et secteur d'activités	2009	2010	2011	2012	2013
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Secteur des biens	22,8	21,2	21,8	23,5	22,1
Secteur des services	68,5	68,1	68,3	70,4	65,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Secteur des biens	30,8	28,7	31,9	34,4	30,5
Secteur des services	90,7	91,9	89,0	91,6	92,6
Capitale-Nationale					
Secteur des biens	51,8	46,9	55,3	46,1	48,8
Secteur des services	306,1	319,7	320,8	336,0	333,4
Mauricie					
Secteur des biens	32,2	30,5	29,2	29,9	23,7
Secteur des services	81,1	84,7	90,1	83,0	83,7
Estrie					
Secteur des biens	45,3	41,3	41,0	38,9	43,1
Secteur des services	108,3	104,4	113,3	107,4	111,4
Montréal					
Secteur des biens	140,6	132,6	136,5	134,9	148,2
Secteur des services	779,2	817,0	803,0	807,0	819,4
Outaouais					
Secteur des biens	26,1	23,7	28,5	26,4	27,7
Secteur des services	164,1	168,4	166,4	170,1	164,8
Abitibi-Témiscamingue					
Secteur des biens	17,7	18,4	22,2	22,9	20,1
Secteur des services	48,1	49,8	49,3	47,0	53,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Secteur des biens	13,5	16,9	14,6	15,7	14,5
Secteur des services	35,2	37,0	37,5	35,5	37,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Secteur des biens	7,1	7,3	9,3	8,0	7,9
Secteur des services	27,3	29,0	28,7	28,5	27,8
Chaudière-Appalaches					
Secteur des biens	68,9	70,3	70,4	69,2	69,7
Secteur des services	138,8	145,1	149,3	144,4	143,9
Laval					
Secteur des biens	35,7	38,2	38,8	37,4	37,5
Secteur des services	163,2	163,9	166,0	175,8	184,0
Lanaudière					
Secteur des biens	64,7	64,4	61,7	67,9	66,6
Secteur des services	169,6	173,3	185,2	172,6	178,3
Laurentides					
Secteur des biens	60,8	69,1	68,3	74,3	76,6
Secteur des services	213,3	213,8	219,1	225,4	226,8
Montérégie					
Secteur des biens	201,0	195,3	177,1	186,4	183,6
Secteur des services	520,6	535,5	552,4	568,2	579,1
Centre-du-Québec					
Secteur des biens	46,1	43,5	40,5	43,6	41,2
Secteur des services	69,2	65,2	68,0	61,9	68,9
Ensemble du Québec					
Secteur des biens	865,1	848,3	847,2	859,6	861,8
Secteur des services	2 983,3	3 066,8	3 106,4	3 124,8	3 170,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5

Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et rang	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Bas-Saint-Laurent	%	**9,2**	**10,0**	**8,0**	**8,1**	**9,8**
Rang	n	10	15	12	10	15
Saguenay–Lac-Saint-Jean	%	**10,0**	**8,1**	**8,3**	**8,1**	**9,2**
Rang	n	14	10	14	10	12
Capitale-Nationale	%	**5,3**	**5,1**	**5,8**	**5,7**	**5,1**
Rang	n	1	1	2	2	1
Mauricie	%	**9,6**	**9,1**	**7,8**	**9,7**	**9,4**
Rang	n	12	13	10	14	13
Estrie	%	**7,5**	**8,1**	**6,7**	**8,0**	**6,3**
Rang	n	5	10	3	9	3
Montréal	%	**11,1**	**9,7**	**9,7**	**10,2**	**9,7**
Rang	n	15	14	15	15	14
Outaouais	%	**6,4**	**6,9**	**7,4**	**6,5**	**6,8**
Rang	n	3	4	7	4	6
Abitibi-Témiscamingue	%	**9,5**	**8,5**	**7,5**	**6,4**	**7,3**
Rang	n	11	12	8	3	8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	%	**9,8**	**6,9**	**7,8**	**7,6**	**7,9**
Rang	n	13	4	10	7	10
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	**15,7**	**14,8**	**12,4**	**12,9**	**16,2**
Rang	n	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	%	**5,9**	**5,2**	**4,8**	**4,6**	**5,4**
Rang	n	2	2	1	1	2
Laval	%	**7,6**	**8,0**	**7,1**	**8,1**	**6,5**
Rang	n	6	9	5	10	5
Lanaudière	%	**8,2**	**7,3**	**7,7**	**7,9**	**8,3**
Rang	n	9	6	9	8	11
Laurentides	%	**7,8**	**7,8**	**8,1**	**6,8**	**7,3**
Rang	n	8	8	13	6	7
Montérégie	%	**7,6**	**7,7**	**7,0**	**6,5**	**6,3**
Rang	n	6	7	4	4	4
Centre-du-Québec	%	**7,1**	**6,5**	**7,2**	**8,3**	**7,4**
Rang	n	4	3	6	13	9
Ensemble du Québec	%	**8,5**	**8,0**	**7,8**	**7,8**	**7,6**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.6

Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative et rang	2009	2010	2011	2012	2013
			k		
Bas-Saint-Laurent	**54,6**	**53,5**	**54,1**	**56,4**	**52,5**
Rang	12	14	13	10	14
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**53,9**	**53,5**	**53,7**	**55,9**	**54,7**
Rang	13	13	15	14	13
Capitale-Nationale	**62,3**	**63,1**	**63,9**	**64,3**	**63,8**
Rang	3	3	2	1	2
Mauricie	**51,7**	**52,3**	**53,9**	**50,8**	**48,3**
Rang	15	15	14	15	15
Estrie	**60,6**	**56,9**	**59,7**	**56,1**	**58,8**
Rang	10	12	9	12	9
Montréal	**57,6**	**58,9**	**57,9**	**57,7**	**58,8**
Rang	9	9	10	9	10
Outaouais	**64,5**	**63,9**	**63,7**	**63,2**	**61,2**
Rang	1	2	3	6	7
Abitibi-Témiscamingue	**56,5**	**58,2**	**60,8**	**59,3**	**62,4**
Rang	11	10	8	8	6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**53,5**	**59,4**	**57,4**	**56,4**	**57,4**
Rang	14	8	11	10	11
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**43,7**	**46,3**	**48,3**	**46,4**	**45,6**
Rang	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	**62,8**	**64,9**	**65,9**	**63,7**	**63,4**
Rang	5	1	1	2	4
Laval	**62,1**	**61,8**	**61,5**	**62,9**	**64,4**
Rang	2	7	6	4	1
Lanaudière	**62,4**	**62,0**	**63,1**	**60,5**	**60,8**
Rang	8	6	4	7	8
Laurentides	**61,6**	**62,3**	**62,1**	**63,7**	**63,6**
Rang	7	5	5	2	3
Montérégie	**62,4**	**62,3**	**61,3**	**62,7**	**62,8**
Rang	4	4	7	5	5
Centre-du-Québec	**61,5**	**57,5**	**57,0**	**54,9**	**57,0**
Rang	6	11	12	13	12
Ensemble du Québec	**59,8**	**60,2**	**60,1**	**60,0**	**60,3**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

Produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants et croissance économique

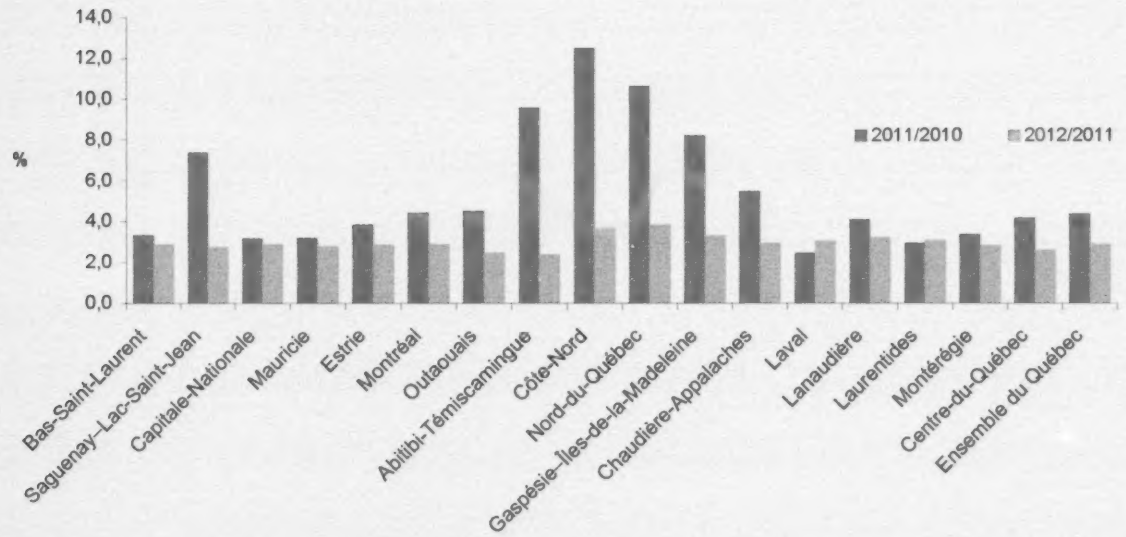
Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

En 2012, le PIB de l'ensemble du Québec se chiffre à 332,6 G$, soit une croissance de 2,9 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit toutefois d'une augmentation moins élevée qu'en 2010 (+ 4,3 %) et qu'en 2011 (+ 4,4 %). Quinze des dix-sept régions administratives du Québec affichent un taux de croissance inférieur à celui de 2011. En effet, seules les régions de Laval (+ 3,1 %) et des Laurentides (+ 3,1 %) ont vu leur économie augmenter de cadence en 2012.

Les régions du Nord-du-Québec (+ 3,9 %) et de la Côte-Nord (+ 3,7 %) affichent pour une deuxième année consécutive les taux de croissance les plus élevés parmi les dix-sept régions administratives du Québec. Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 3,3 %), de Lanaudière (+ 3,2 %), de Laval (+ 3,1 %), des Laurentides (+ 3,1 %) et de Chaudière-Appalaches (+ 3,0 %) montrent également une évolution plus rapide que l'ensemble du Québec. Le taux de croissance du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et de Montréal est le même que celui du Québec (+ 2,9 %), tandis que le taux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et de la Montérégie s'élève à 2,8 %. Enfin, les régions du Centre-du-Québec (+ 2,6 %), de l'Outaouais (+ 2,5 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,4 %) croissent un peu plus lentement.

Figure 4.1.1

Croissance annuelle du produit intérieur brut, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En cette année 2012, le PIB par habitant passe de 40 521 $ à 41 298 $, ce qui constitue une augmentation de 1,9 % relativement à 2011. Deux régions affichent une croissance du PIB par habitant supérieure à la barre des 3 % : la Côte-Nord (+ 3,2 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 3,2 %). Les régions du Bas-Saint-Laurent (+ 2,6 %), du Nord-du-Québec (+ 2,4 %), de la Mauricie (+ 2,3 %), de Montréal (+ 2,3 %), de Chaudière-Appalaches (+ 2,1 %) et de l'Estrie (+ 2,0 %) croissent à un rythme plus rapide que l'ensemble du Québec pour ce qui est du PIB par habitant. À l'inverse, Laval (+ 1,7 %), le Centre-du-Québec (+ 1,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,6 %), la Montérégie (+ 1,6 %), Lanaudière (+ 1,5 %), l'Outaouais (+ 1,4 %) et les Laurentides (+ 1,4 %) présentent des taux de croissance du PIB par habitant moins élevés que le taux québécois. Seule la Capitale-Nationale (+ 1,9 %) montre une croissance identique.

Produit intérieur brut selon l'industrie

La croissance du PIB de 2,9 % en 2012 du Québec est nettement moindre que celle de 2011 (+ 4,4 %). En analysant les données de 2011 selon les industries[1], il ressort que l'augmentation du PIB découle à la fois du secteur des services (+ 4,4 %) et de celui des biens (+ 4,3 %). Il s'agit d'une accélération par rapport à 2010 dans le cas des services (+ 3,9 %), mais d'un ralentissement dans celui des industries productrices de biens (+ 5,3 %).

Le secteur primaire montre de la vigueur en 2011. En particulier, les industries de la pêche, de la chasse et du piégeage (+ 24,1 %), des cultures agricoles et de l'élevage (+ 11,3 %) et de la foresterie et de l'exploitation forestière (+ 10,9 %) ont des taux de croissance surpassant les 10,0 %. Les entreprises de l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et gazière voient leur production augmenter de 8,3 %, soit un taux nettement moins élevé qu'en 2010 (+ 38,8 %). Les services publics sont en hausse de 7,1 % et l'industrie de la construction, de 4,8 %. Enfin, les fabricants affichent tous une évolution différente, mais dans l'ensemble, on observe une hausse de 2,3 %. À titre d'exemple, après un bond de 40,5 % en 2010, la première transformation des métaux présente une augmentation de 3,1 %. À l'inverse, la production des fabricants de matériel de transport croît de 3,9 % après une diminution de 13,5 % en 2010.

Les entreprises du transport et de l'entreposage font un bond de 7,2 %, ce qui constitue l'augmentation la plus forte parmi les industries de services. Ces dernières sont d'ailleurs toutes en hausse en 2011. Les administrations publiques croissent de 6,0 %, tandis que le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers voit sa production augmenter de 3,9 %. Ces deux industries représentent à elles seules le quart du PIB québécois. De plus, on observe une croissance supérieure à 5 % dans les industries des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 5,8 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 5,5 %) et de l'hébergement et des services de restauration (+ 5,3 %).

D'un point de vue régional, cinq des dix-sept régions administratives se démarquent par un taux de croissance particulièrement élevé par rapport au taux québécois. Il s'agit de la Côte-Nord (+ 12,5 %), du Nord-du-Québec (+ 10,6 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 9,6 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 8,2 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 7,4 %). Les autres régions ont des taux de croissance qui se rapprochent davantage de celui pour l'ensemble du Québec (+ 4,4 %). Enfin, Laval est la région qui évolue le moins rapidement en 2011 (+ 2,5 %).

L'évolution de l'économie régionale découle des industries importantes dans la région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries[2] ». Ainsi, lorsque dans une région les industries de base croissent, on peut s'attendre à ce que le PIB augmente également.

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2012, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2011.
2. Pour en savoir plus, voir : André LEMELIN et Pierre MAINGUY (2008). *Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005*, Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec, mars, 133 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/index.html].

Ainsi, la croissance marquée de l'industrie de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse favorise les régions où ces industries sont présentes. On pense entre autres aux régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Centre-du-Québec. Par ailleurs, les bons résultats de l'industrie de l'extraction minière et de l'exploitation pétrolière et gazière affectent les grands joueurs de l'industrie, soit les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

L'industrie de la fabrication constitue une industrie clé pour les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de l'Estrie, de la Côte-Nord, de Chaudière-Appalaches, de la Montérégie et du Centre-du-Québec. Toutefois, les résultats à l'intérieur de cette industrie sont très variables et affectent ainsi différemment les régions. En effet, malgré la hausse de la production des fabricants de 2,3 % en 2011, certaines industries connaissent des difficultés cette année-là. Par exemple, le Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches sont affectés négativement par les soubresauts de l'industrie de la fabrication de produits en bois, en chute de 6,0 % au Québec. De la même manière, la mauvaise situation des fabricants du papier (– 1,8 %) touche les régions de l'Estrie, de la Mauricie et du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Le secteur des services est constitué différemment de celui des biens. En fait, les industries des services sont présentes dans toutes les régions et occupent autour de 70 % de l'économie régionale. De cette façon, on trouve moins de bases économiques fortes, car les services sont plus facilement consommés à l'intérieur même de la région. Néanmoins, les administrations publiques, en croissance de 6,0 % en 2011, affectent davantage les régions de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais. Il s'agit des principales régions où l'on trouve des agences gouvernementales et où le secteur des services est le plus prédominant (Capitale-Nationale : 82,4 % et Outaouais : 84,5 %). Montréal est également une région plus centrée sur l'économie des services. Cela s'explique par la forte présence de l'industrie de l'information et culturelle, ainsi que celle des arts, des spectacles et des loisirs.

Tableau 4.1.1

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	2008r	2009r	2010er	2011e	2012ep
			M$		
Bas-Saint-Laurent	5 964 980	6 018 911	6 211 453	6 418 609	6 603 572
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 726 264	9 064 453	9 973 170	10 709 567	11 005 676
Capitale-Nationale	28 735 546	29 915 509	30 650 407	31 625 071	32 542 682
Mauricie	8 218 773	8 068 636	8 175 232	8 436 120	8 672 936
Estrie	9 529 229	9 589 289	9 897 867	10 276 527	10 569 588
Montréal	101 117 897	102 764 641	107 228 625	111 958 399	115 186 369
Outaouais	10 561 517	11 161 810	11 570 363	12 091 432	12 390 490
Abitibi-Témiscamingue	5 591 294	5 769 677	6 306 238	6 908 968	7 073 490
Côte-Nord	5 252 558	4 926 008	5 780 796	6 502 936	6 741 556
Nord-du-Québec	2 956 375	2 594 139	2 774 470	3 069 014	3 187 192
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 289 175	2 331 409	2 507 848	2 713 784	2 803 428
Chaudière-Appalaches	13 127 120	13 100 505	13 287 317	14 016 868	14 431 178
Laval	12 243 889	12 316 899	12 812 465	13 130 928	13 533 640
Lanaudière	10 405 360	10 599 774	11 014 086	11 464 029	11 834 697
Laurentides	15 773 906	15 868 239	16 415 788	16 900 167	17 423 764
Montérégie	44 920 737	44 970 525	46 945 722	48 527 251	49 896 872
Centre-du-Québec	7 892 418	8 027 296	8 183 179	8 523 659	8 746 870
Ensemble du Québec[1]	**294 307 038**	**297 087 721**	**309 735 027**	**323 273 327**	**332 644 000**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative	2008r	2009r	2010er	2011e	2012ep
			$/hab.		
Bas-Saint-Laurent	29 737	30 037	31 076	32 218	33 045
Saguenay–Lac-Saint-Jean	35 683	33 307	36 712	39 474	40 313
Capitale-Nationale	42 268	43 569	44 168	45 129	45 965
Mauricie	31 472	30 882	31 222	32 208	32 943
Estrie	31 262	31 218	31 937	32 847	33 502
Montréal	53 329	53 498	55 093	56 840	58 126
Outaouais	29 917	31 168	31 852	32 816	33 278
Abitibi-Témiscamingue	38 537	39 748	43 367	47 438	48 200
Côte-Nord	55 139	51 752	60 788	68 297	70 484
Nord-du-Québec	72 072	62 629	66 232	72 382	74 133
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 378	24 949	26 955	29 353	30 296
Chaudière-Appalaches	32 847	32 654	32 963	34 615	35 354
Laval	31 848	31 489	32 208	32 495	33 032
Lanaudière	23 121	23 201	23 779	24 436	24 814
Laurentides	29 544	29 363	29 972	30 505	30 940
Montérégie	31 845	31 573	32 610	33 397	33 938
Centre-du-Québec	34 543	34 896	35 361	36 614	37 220
Ensemble du Québec[1]	**37 973**	**37 963**	**39 182**	**40 521**	**41 298**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.3

Croissance annuelle du PIB[1] des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012

Région administrative	2011/2010						2012/2011
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Secteur de production de biens	Secteur des services	Ensemble de industries	Ensemble des industries
			%				%
Bas-Saint-Laurent	***8,4***	***– 8,3***	– 2,6	***2,3***	3,8	3,3	2,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***10,7***	***1,7***	***1,4***	***11,5***	4,6	7,4	2,8
Capitale-Nationale	7,6	– 0,9	1,7	– 0,3	***3,9***	3,2	2,9
Mauricie	***8,6***	***11,1***	***2,8***	***1,5***	4,1	3,2	2,8
Estrie	***– 1,0***	– 15,5	***3,6***	***2,4***	4,4	3,8	2,9
Montréal	38,8	194,0	0,6	5,9	***4,0***	4,4	2,9
Outaouais	7,5	***5,6***	– 0,7	– 2,6	***5,9***	4,5	2,5
Abitibi-Témiscamingue	***2,9***	***3,0***	0,6	***7,4***	11,7	9,6	2,4
Côte-Nord	11,0	***– 8,5***	***3,3***	***13,7***	10,2	12,5	3,7
Nord-du-Québec	***10,0***	***10,5***	– 1,9	***– 3,0***	48,1	10,6	3,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	***6,0***	***– 6,8***	19,9	***17,8***	4,1	8,2	3,3
Chaudière-Appalaches	***– 2,0***	***5,6***	***9,7***	***8,8***	3,6	5,5	3,0
Laval	18,9	x	2,0	– 3,5	***4,3***	2,5	3,1
Lanaudière	***15,0***	85,5	1,8	4,5	3,9	4,1	3,2
Laurentides	***13,8***	***9,7***	2,3	– 0,3	4,3	3,0	3,1
Montérégie	***17,6***	66,6	***2,3***	***2,4***	3,8	3,4	2,8
Centre-du-Québec	***8,0***	x	***6,2***	***4,3***	4,1	4,2	2,6
Ensemble du Québec[2]	**9,9**	**10,9**	**2,3**	**4,3**	**4,4**	**4,4**	**2,9**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.
2. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.4

Croissance annuelle du PIB selon l'industrie, ensemble du Québec, 2010-2011

Industrie	%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	9,9
Cultures agricoles et élevage	11,3
Foresterie et exploitation forestière	10,9
Pêche, chasse et piégeage	24,1
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	– 3,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	8,3
Services publics	7,1
Construction	4,8
Fabrication	2,3
Fabrication d'aliments	5,5
Fabrication de boissons et de produits du tabac	0,0
Usines de textiles et de produits textiles	4,0
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	– 4,1
Fabrication de produits en bois	– 6,0
Fabrication du papier	– 1,8
Impression et activités connexes de soutien	– 3,2
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	6,8
Fabrication de produits chimiques	– 8,4
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	5,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	4,5
Première transformation des métaux	3,1
Fabrication de produits métalliques	1,9
Fabrication de machines	9,4
Fabrication de produits informatiques et électroniques	19,5
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	0,6
Fabrication de matériel de transport	3,9
Fabrication de meubles et de produits connexes	– 0,1
Activités diverses de fabrication	1,9
Commerce de gros	3,8
Commerce de détail	2,1
Transport et entreposage	7,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,4
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	5,8
Services d'enseignement	3,3
Soins de santé et assistance sociale	5,5
Arts,spectacles et loisirs	1,2
Hébergement et services de restauration	5,3
Autres services, sauf les administrations publiques	4,4
Administrations publiques	6,0
Ensemble des industries	4,4

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu disponible par habitant est un indicateur du Système de comptabilité nationale qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, divisés par le nombre total d'habitants du territoire donné. Plus précisément, il se compose de la rémunération des salariés, du revenu net des entreprises individuelles, du revenu des loyers des ménages et du revenu net de la propriété. À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ainsi que des administrations publiques, comme les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques, tels que les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes de l'assurance sociale. Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

Croissance modérée au Québec

Le revenu disponible des ménages par habitant a continué de progresser au Québec en 2012, mais à un rythme plus faible que l'année précédente, sous l'effet combiné d'un ralentissement de la croissance de la rémunération des salariés et une hausse plus rapide des cotisations aux régimes de l'assurance sociale. En dollars courants, le revenu disponible par habitant augmente de 2,2 % en 2012, alors qu'en 2011 il s'appréciait de 3,5 %. Exprimée en termes réels[1], la hausse est estimée à 0,5 % en 2012, comparativement à 1,3 % un an plus tôt. Au Canada, l'augmentation en termes réels, est deux fois plus élevée que celle du Québec en 2012, soit de 1,3 %.

Baisse du revenu disponible en Outaouais

En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant croît en regard de 2011 dans l'ensemble des régions administratives, à l'exception de l'Outaouais où il recule, en dollars courants[2], de 0,8 % sous l'effet conjugué d'une baisse de la rémunération des salariés et d'une stagnation du revenu net de la propriété. D'ailleurs, il faut remonter en 2009 pour voir l'Outaouais présenter un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec. Cette situation s'explique notamment par le fait que l'Outaouais est l'une des régions qui a créé le moins d'emplois au Québec au cours des dernières années.

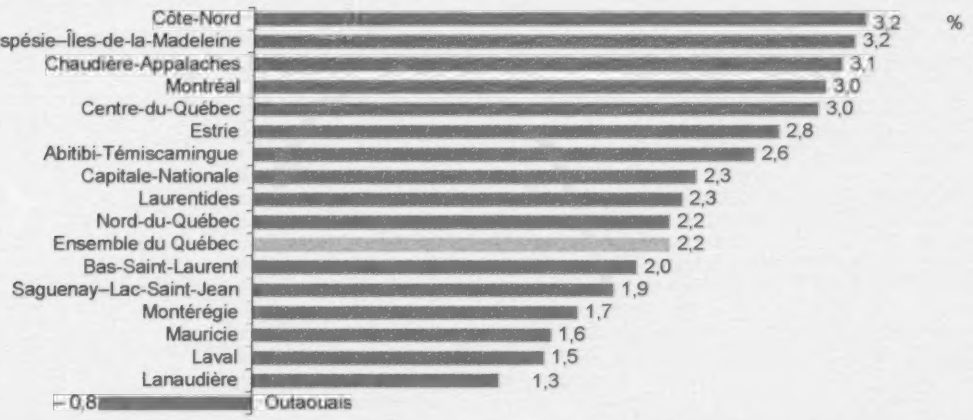
Les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se distinguent en enregistrant la plus forte progression du revenu disponible des ménages en 2012, soit une augmentation de 3,2 %. En ce qui a trait à la Côte-Nord, l'accroissement des activités dans le secteur des mines a propulsé le revenu disponible des ménages à des sommets inégalés. En effet, malgré les soubresauts du prix du fer notés en cours d'année, les investissements miniers et la production minérale dans la région ont atteint des niveaux sans précédent, ce qui a contribué à rehausser la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible des ménages. Il importe de souligner que depuis 2008, le revenu disponible des ménages de la Côte-Nord augmente sans cesse à un rythme plus rapide que celui observé au Québec.

Le revenu disponible de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine croît également à une cadence nettement plus rapide que celui de la province depuis les cinq dernières années. Il faut dire que l'économie gaspésienne et des Îles est en pleine expansion. Entre 2008 et 2012, la croissance annuelle moyenne du PIB se chiffre à 5,2 % dans la région, tandis qu'elle est de 3,1 % au Québec. L'emploi, pour sa part, a progressé durant cette période de 2,2 %, alors que le taux de chômage a fondu passant de 17,2 % à 12,9 %. Cette bonne performance économique a évidemment une incidence positive sur les revenus d'emploi. Toujours durant cette période, la rémunération des salariés a bondi en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine de 20,6 %, le revenu mixte net de 16,3 % et le revenu net de la propriété de 15,3 %.

1. L'indice implicite des prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler le revenu disponible (2007=100).
2. Il n'est pas possible de calculer la croissance du revenu disponible des ménages en termes réels selon les régions administratives, car Statistique Canada ne produit pas d'indice implicite des prix à l'échelle infraprovinciale.

Figure 4.2.1

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Les régions de Chaudière-Appalaches, de Montréal et du Centre-du-Québec ne sont pas en reste, puisqu'elles affichent une croissance par rapport à 2011 au-dessus ou égale à 3,0 %, et ce, pour une deuxième année consécutive. Pour Montréal, il s'agit d'un renversement de tendance puisque le revenu disponible des ménages de cette région s'était contracté en 2009 et en 2010. Il faut dire que la récession économique de 2009 a fortement touché le marché du travail montréalais, contribuant au recul de la rémunération des salariés. Uniquement en 2009, les pertes d'emploi ont été quatre fois plus importantes à Montréal qu'au Québec.

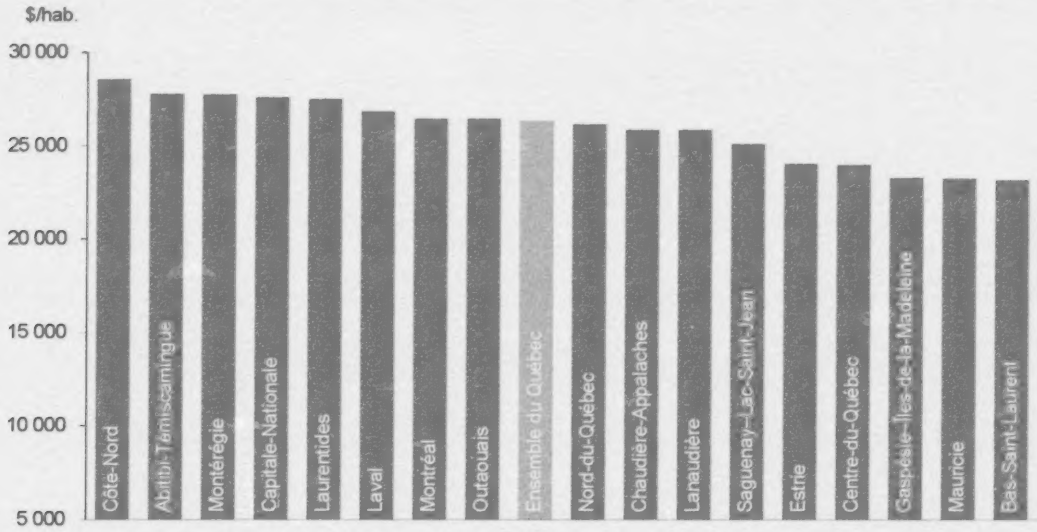
La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine n'occupe plus le dernier rang

Grâce à une croissance soutenue au cours des dernières années, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine n'est plus la région qui affiche le revenu disponible des ménages par habitant le plus bas. En effet, avec un revenu disponible de 23 276 $, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se classe, en 2012, au quinzième rang parmi les 17 régions administratives que compte le Québec. Le niveau de revenu de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine continue de se maintenir néanmoins sous la moyenne québécoise (26 347 $), à l'instar de huit autres régions au Québec. C'est le Bas-Saint-Laurent qui se retrouve, pour la première fois, au tout dernier rang avec un revenu disponible par habitant de 23 163 $ par habitant. La Mauricie, quant à elle, occupe l'avant-dernier rang avec un revenu disponible de 23 262 $ par habitant. Le faible niveau de revenu dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et même de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

La Côte-Nord se maintient en tête des régions

En 2012, la Côte-Nord affiche, pour une deuxième année de suite, le revenu disponible des ménages le plus élevé parmi les 17 régions administratives, soit 28 582 $ par habitant. Elle est immédiatement suivie, au deuxième rang, par la région de l'Abitibi-Témiscamingue (27 794 $). Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu dans ces deux régions administratives.

Figure 4.2.2
Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

La Montérégie (27 769 $), la Capitale-Nationale (27 616 $), les Laurentides (27 527 $), Laval (26 856 $), Montréal (26 469 $) et l'Outaouais (26 466 $) sont les six autres régions à présenter un revenu disponible au-dessus de la moyenne québécoise (26 347 $) en 2012. Dans le cas des quatre premières régions, le niveau de revenu élevé est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus élevés du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par un revenu net de la propriété particulièrement élevé : il s'établit à 4 269 $ par habitant dans la région comparativement à 2 957 $ dans l'ensemble du Québec. Quant à l'Outaouais, les salaires plus élevés versés par l'administration publique fédérale à ses fonctionnaires, principal employeur dans la région, ne sont pas étrangers au fait qu'elle présente un revenu disponible supérieur à la moyenne.

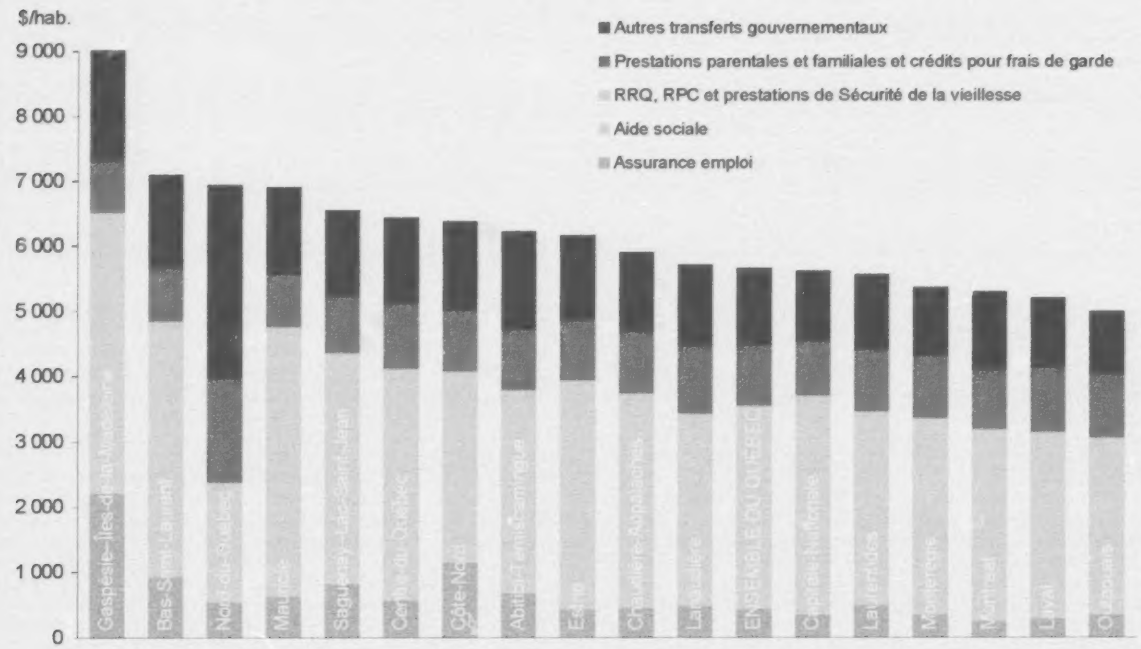
Les transferts gouvernementaux demeurent importants en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Au Québec, les administrations publiques ont versé aux ménages en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables plus de 45,8 G$ en 2012. Par habitant, cela représente 5 663 $. La part relative des transferts courants en provenance des administrations publiques s'établit à un peu plus de 15 % du revenu total des ménages.

En dépit du fait que la situation économique s'est grandement améliorée au cours des dernières années, les résidants de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont encore ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques : ils ont reçu plus de 9 000 $ par habitant en transferts gouvernementaux en 2012. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à celui observé au Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement plus âgée.

Figure 4.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Après la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et le Nord-du-Québec sont celles qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit 7 101 $ et 6 948 $ par habitant respectivement. Contrairement au Bas-Saint-Laurent et à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les principaux transferts gouvernementaux que reçoivent les ménages du Nord-du-Québec sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants, ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants et les prestations universelles pour la garde d'enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé dans cette région nordique. Les aides financières accordées aux autochtones représentent aussi une part importante des revenus de transferts dans le Nord-du-Québec.

En revanche, celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux sont l'Outaouais (4 998 $) et Laval (5 205 $). En raison d'un taux d'emploi plus élevé, les résidants de ces territoires ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions administratives. Ces régions reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement plus jeune.

Par ailleurs, le Centre-du-Québec est la région où les transferts gouvernementaux croissent le plus rapidement par rapport à 2011, soit une hausse de 4,5 %. Cette augmentation provient principalement des prestations de la Sécurité de la vieillesse ainsi que du Régime des rentes du Québec. Qui plus est, les prestations d'assurance-emploi qui avaient reculé fortement en 2011 augmentent dans la région en 2012. À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région à connaître une baisse des transferts des administrations publiques par habitant (– 2,8 %) en regard de 2011. Ce repli est attribuable essentiellement à la réduction marquée des prestations en provenance des administrations autochtones.

Tableau 4.2.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative et composante	2008r	2009r	2010r	2011r	2012p	TCAM 2012/2008
			$/hab.			%
Bas-Saint-Laurent						
Rémunération des salariés	16 711	17 070	17 645	18 479	19 152	3,5
Revenu mixte net	2 423	2 534	2 507	2 603	2 568	1,5
Revenu net de la propriété	1 940	1 790	1 710	1 703	1 701	– 3,2
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**21 073**	**21 393**	**21 863**	**22 784**	**23 420**	**2,7**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**6 133**	**6 528**	**6 658**	**6 933**	**7 178**	**4,0**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	67	60	64	70	72	1,8
Des administrations publiques	6 060	6 462	6 589	6 858	7 101	4,0
Des non-résidents	6	6	5	5	5	– 2,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 246**	**6 301**	**6 612**	**7 012**	**7 435**	**4,5**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**20 961**	**21 620**	**21 908**	**22 705**	**23 163**	**2,5**
Saguenay–Lac-Saint-Jean						
Rémunération des salariés	19 722	20 034	20 941	22 025	22 669	3,5
Revenu mixte net	2 300	2 386	2 412	2 656	2 710	4,2
Revenu net de la propriété	1 516	1 476	1 588	1 640	1 631	1,9
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**23 538**	**23 896**	**24 941**	**26 321**	**27 011**	**3,5**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 703**	**6 115**	**6 190**	**6 421**	**6 626**	**3,8**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	63	53	54	62	64	0,6
Des administrations publiques	5 636	6 057	6 131	6 354	6 557	3,9
Des non-résidents	5	5	5	5	5	– 2,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 137**	**7 127**	**7 593**	**8 102**	**8 530**	**4,6**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**22 104**	**22 884**	**23 538**	**24 640**	**25 107**	**3,2**
Capitale-Nationale						
Rémunération des salariés	22 951	23 293	23 707	24 495	25 130	2,3
Revenu mixte net	3 421	3 445	3 553	3 770	3 911	3,4
Revenu net de la propriété	2 716	2 812	2 735	2 839	3 029	2,8
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**29 087**	**29 550**	**29 995**	**31 104**	**32 070**	**2,5**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 901**	**5 256**	**5 375**	**5 549**	**5 740**	**4,0**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	93	79	86	93	96	0,8
Des administrations publiques	4 786	5 155	5 266	5 433	5 621	4,1
Des non-résidents	22	23	22	22	23	1,8
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 961**	**8 906**	**9 275**	**9 665**	**10 195**	**3,3**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**25 027**	**25 900**	**26 094**	**26 988**	**27 616**	**2,5**
Mauricie						
Rémunération des salariés	17 938	17 872	18 287	18 842	19 280	1,8
Revenu mixte net	2 268	2 348	2 390	2 518	2 581	3,3
Revenu net de la propriété	2 084	2 073	2 042	2 134	2 081	– 0,0
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**22 290**	**22 293**	**22 720**	**23 494**	**23 942**	**1,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 939**	**6 342**	**6 473**	**6 721**	**6 983**	**4,1**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	64	52	58	64	66	0,8
Des administrations publiques	5 865	6 280	6 404	6 647	6 907	4,2
Des non-résidents	10	10	10	10	10	1,7
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 799**	**6 686**	**7 017**	**7 312**	**7 663**	**3,0**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**21 429**	**21 950**	**22 175**	**22 903**	**23 262**	**2,1**

Tableau 4.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative et composante	2008r	2009r	2010r	2011r	2012p	TCAM 2012/2008
			$/hab.			%
Estrie						
Rémunération des salariés	17 981	17 821	18 296	19 062	19 696	2,3
Revenu mixte net	3 156	3 226	3 256	3 319	3 485	2,5
Revenu net de la propriété	2 815	2 509	2 540	2 597	2 694	– 1,1
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**23 952**	**23 557**	**24 091**	**24 977**	**25 875**	**1,9**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 347**	**5 792**	**5 896**	**6 060**	**6 290**	**4,1**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	96	79	90	95	98	0,6
Des administrations publiques	5 224	5 684	5 777	5 936	6 163	4,2
Des non-résidents	27	29	29	29	30	2,2
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 134**	**6 947**	**7 284**	**7 633**	**8 115**	**3,3**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**22 164**	**22 402**	**22 704**	**23 404**	**24 050**	**2,1**
Montréal						
Rémunération des salariés	20 874	20 337	20 622	21 370	22 115	1,5
Revenu mixte net	3 915	4 011	4 083	4 255	4 418	3,1
Revenu net de la propriété	4 265	4 034	3 785	4 050	4 269	—
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**29 054**	**28 383**	**28 491**	**29 675**	**30 802**	**1,5**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 090**	**5 392**	**5 471**	**5 535**	**5 680**	**2,8**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	183	184	206	207	212	3,8
Des administrations publiques	4 737	5 034	5 097	5 164	5 302	2,9
Des non-résidents	170	174	168	164	167	– 0,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**9 220**	**8 930**	**9 205**	**9 512**	**10 013**	**2,1**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**24 923**	**24 844**	**24 757**	**25 698**	**26 469**	**1,5**
Outaouais						
Rémunération des salariés	24 057	25 049	25 275	26 329	26 050	2,0
Revenu mixte net	3 255	3 262	3 325	3 402	3 486	1,7
Revenu net de la propriété	1 645	1 632	1 726	1 803	1 802	2,3
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**28 957**	**29 943**	**30 326**	**31 533**	**31 337**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 397**	**4 700**	**4 828**	**4 938**	**5 122**	**3,9**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	85	74	81	85	86	0,2
Des administrations publiques	4 274	4 587	4 710	4 816	4 998	4,0
Des non-résidents	38	39	38	37	38	– 0,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 953**	**9 102**	**9 377**	**9 790**	**9 993**	**2,8**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**24 402**	**25 540**	**25 777**	**26 680**	**26 466**	**2,1**
Abitibi-Témiscamingue						
Rémunération des salariés	21 729	21 528	23 309	25 171	26 639	5,2
Revenu mixte net	2 099	2 211	2 359	2 459	2 599	5,5
Revenu net de la propriété	1 815	1 803	1 797	2 263	1 956	1,9
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**25 643**	**25 542**	**27 464**	**29 893**	**31 195**	**5,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 619**	**6 105**	**6 043**	**6 167**	**6 283**	**2,8**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	52	44	48	52	54	0,8
Des administrations publiques	5 561	6 054	5 989	6 108	6 223	2,9
Des non-résidents	7	7	6	6	6	– 2,7
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 678**	**7 493**	**8 220**	**8 978**	**9 683**	**6,0**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**23 584**	**24 154**	**25 288**	**27 082**	**27 794**	**4,2**

Tableau 4.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative et composante	2008r	2009r	2010r	2011r	2012p	TCAM 2012/2008
			$/hab.			%
Côte-Nord						
Rémunération des salariés	23 677	23 906	25 970	27 373	28 681	4,9
Revenu mixte net	1 758	1 714	1 776	1 918	2 108	4,6
Revenu net de la propriété	1 218	1 213	1 266	1 303	1 341	2,4
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**26 654**	**26 834**	**29 012**	**30 594**	**32 130**	**4,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 739**	**6 143**	**6 213**	**6 360**	**6 436**	**2,9**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	46	40	43	48	49	1,6
Des administrations publiques	5 688	6 097	6 165	6 308	6 382	2,9
Des non-résidents	5	5	5	5	5	– 2,6
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 965**	**7 857**	**8 687**	**9 262**	**9 984**	**5,8**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**24 428**	**25 119**	**26 538**	**27 693**	**28 582**	**4,0**
Nord-du-Québec						
Rémunération des salariés	19 999	19 674	20 192	21 134	22 299	2,8
Revenu mixte net	1 579	1 823	1 592	1 626	1 722	2,2
Revenu net de la propriété	1 582	889	910	1 008	955	– 11,9
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**23 160**	**22 385**	**22 694**	**23 768**	**24 976**	**1,9**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**30 463**	**7 102**	**7 183**	**7 220**	**7 023**	**– 30,7**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	79	60	55	70	72	– 2,3
Des administrations publiques	30 380[1]	7 039	7 124	7 147	6 948	– 30,8
Des non-résidents	3	3	3	3	3	– 3,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**5 229**	**4 951**	**5 089**	**5 379**	**5 830**	**2,8**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**48 394**	**24 537**	**24 787**	**25 609**	**26 169**	**– 14,2**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine						
Rémunération des salariés	14 401	14 860	15 517	16 629	17 367	4,8
Revenu mixte net	2 017	2 019	2 103	2 228	2 345	3,8
Revenu net de la propriété	1 184	1 198	1 239	1 356	1 365	3,6
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**17 602**	**18 077**	**18 860**	**20 212**	**21 078**	**4,6**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**7 926**	**8 381**	**8 483**	**8 775**	**9 077**	**3,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	42	44	50	51	1,1
Des administrations publiques	7 873	8 335	8 434	8 722	9 022	3,5
Des non-résidents	4	4	4	4	4	– 2,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**5 479**	**5 555**	**5 909**	**6 424**	**6 879**	**5,9**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**20 050**	**20 903**	**21 433**	**22 564**	**23 276**	**3,8**
Chaudière-Appalaches						
Rémunération des salariés	20 437	20 595	21 282	22 094	22 790	2,8
Revenu mixte net	2 757	2 752	2 796	2 889	2 999	2,1
Revenu net de la propriété	2 549	2 559	2 502	2 542	2 786	2,2
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**25 743**	**25 905**	**26 580**	**27 524**	**28 574**	**2,6**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 027**	**5 445**	**5 565**	**5 738**	**5 983**	**4,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	69	57	61	68	69	0,3
Des administrations publiques	4 952	5 381	5 498	5 664	5 907	4,5
Des non-résidents	7	7	6	6	6	– 2,0
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 450**	**7 394**	**7 804**	**8 178**	**8 698**	**3,9**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**23 320**	**23 956**	**24 341**	**25 084**	**25 859**	**2,6**

Tableau 4.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative et composante	2008r	2009r	2010r	2011r	2012p	TCAM 2012/2008
			$/hab.			%
Laval						
Rémunération des salariés	23 560	23 273	23 646	24 453	24 942	1,4
Revenu mixte net	3 203	3 203	3 183	3 359	3 507	2,3
Revenu net de la propriété	3 051	2 722	2 778	2 868	2 871	– 1,5
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**29 814**	**29 198**	**29 607**	**30 679**	**31 320**	**1,2**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 714**	**5 064**	**5 160**	**5 227**	**5 382**	**3,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	84	70	74	81	83	– 0,1
Des administrations publiques	4 525	4 889	4 987	5 051	5 205	3,6
Des non-résidents	106	105	99	95	95	– 2,7
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**9 129**	**8 787**	**9 105**	**9 456**	**9 846**	**1,9**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**25 399**	**25 475**	**25 663**	**26 451**	**26 856**	**1,4**
Lanaudière						
Rémunération des salariés	21 875	21 874	22 462	23 228	23 733	2,1
Revenu mixte net	2 798	2 824	2 931	3 090	3 191	3,3
Revenu net de la propriété	2 141	2 045	2 077	2 192	2 097	– 0,5
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**26 814**	**26 742**	**27 470**	**28 510**	**29 021**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 870**	**5 277**	**5 421**	**5 581**	**5 782**	**4,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	50	43	44	50	51	0,4
Des administrations publiques	4 805	5 218	5 363	5 518	5 717	4,4
Des non-résidents	15	15	14	14	14	– 2,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 927**	**7 782**	**8 204**	**8 578**	**8 959**	**3,1**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**23 757**	**24 236**	**24 687**	**25 513**	**25 844**	**2,1**
Laurentides						
Rémunération des salariés	22 585	22 489	23 045	23 946	24 767	2,3
Revenu mixte net	3 609	3 667	3 726	3 833	3 952	2,3
Revenu net de la propriété	2 833	2 755	2 957	2 930	2 889	0,5
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**29 028**	**28 911**	**29 728**	**30 710**	**31 607**	**2,2**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 760**	**5 179**	**5 313**	**5 431**	**5 644**	**4,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	50	57	60	61	0,4
Des administrations publiques	4 679	5 109	5 237	5 354	5 565	4,4
Des non-résidents	20	20	19	18	17	– 3,7
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 614**	**8 424**	**8 841**	**9 220**	**9 724**	**3,1**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**25 174**	**25 665**	**26 200**	**26 921**	**27 527**	**2,3**
Montérégie						
Rémunération des salariés	23 808	23 641	24 237	25 236	25 785	2,0
Revenu mixte net	3 258	3 273	3 387	3 559	3 704	3,3
Revenu net de la propriété	2 866	2 807	2 860	2 893	2 913	0,4
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**29 932**	**29 721**	**30 483**	**31 688**	**32 402**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 641**	**5 064**	**5 158**	**5 280**	**5 492**	**4,3**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	86	79	79	89	92	1,6
Des administrations publiques	4 515	4 945	5 041	5 155	5 364	4,4
Des non-résidents	39	40	38	36	36	– 2,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**9 058**	**8 852**	**9 232**	**9 665**	**10 124**	**2,8**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**25 515**	**25 933**	**26 410**	**27 303**	**27 769**	**2,1**

Tableau 4.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Région administrative et composante	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	TCAM 2012/2008
			$/hab.			%
Centre-du-Québec						
Rémunération des salariés	17 866	17 850	18 353	19 020	19 643	2,4
Revenu mixte net	2 406	2 384	2 491	2 590	2 684	2,8
Revenu net de la propriété	2 686	2 433	2 525	2 552	2 739	0,5
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**22 959**	**22 666**	**23 369**	**24 162**	**25 065**	**2,2**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 480**	**5 932**	**6 012**	**6 245**	**6 525**	**4,5**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	69	59	61	68	70	0,1
Des administrations publiques	5 398	5 860	5 939	6 165	6 442	4,5
Des non-résidents	13	13	13	12	12	– 0,1
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 559**	**6 462**	**6 799**	**7 129**	**7 621**	**3,8**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**21 879**	**22 137**	**22 582**	**23 278**	**23 969**	**2,3**
Ensemble du Québec						
Rémunération des salariés	21 509	21 411	21 911	22 767	23 399	2,1
Revenu mixte net	3 215	3 262	3 333	3 484	3 614	3,0
Revenu net de la propriété	2 912	2 797	2 764	2 878	2 957	0,4
***Égal :* Revenu primaire des ménages**	**27 636**	**27 470**	**28 009**	**29 129**	**29 969**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 181**	**5 426**	**5 519**	**5 645**	**5 834**	**3,0**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	102	94	102	108	110	2,1
Des administrations publiques	5 016	5 268	5 355	5 477	5 663	3,1
Des non-résidents	63	64	61	60	61	– 0,8
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 428**	**8 259**	**8 613**	**8 991**	**9 457**	**2,9**
***Égal* : Revenu disponible des ménages**	**24 389**	**24 638**	**24 914**	**25 783**	**26 347**	**1,9**

1. Les transferts gouvernementaux augmentent fortement dans le Nord-du-Québec en 2008 en raison d'un versement spécial de 1,0 G$ du gouvernement fédéral à l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable.

5. Investissements

Par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques

5.1 Investissements

L'investissement tel que décrit dans la présente section est composé des dépenses capitalisées en construction et en machines et matériel, que ce soit des installations neuves ou des améliorations majeures augmentant la durée de vie de l'actif. Les données sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation. Les données pour les années 2013 et 2014 sont respectivement des valeurs réelles provisoires et des intentions, recueillies auprès des répondants à la fin de l'année 2013.

Selon les perspectives 2014, les dépenses en immobilisation augmentent de 2,0 % en 2014 pour s'établir à 68,5 G$. Il s'agit d'un retour à la croissance, après la diminution de 2013 (– 2,8 %), la première à survenir depuis 2009. L'investissement des industries productrices de biens diminue de 5,9 % pour atteindre 15,4 G$. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive pour ces industries, suivant un recul de 8,9 % en 2013. Les industries productrices de services augmentent pour leur part de 3,0 % et atteignent 29,3 G$. Il s'agit d'une troisième hausse consécutive, suivant trois années de baisse consécutives. Finalement, les investissements relatifs aux logements sont en hausse de 6,6 % pour s'établir à 23,8 G$ en 2014.

Les investissements privés non résidentiels sont pour leur part en baisse de 2,4 % en 2014, suivant une décroissance de 12,2 % en 2013. Ce faisant, l'investissement privé non résidentiel atteindra 22,5 G$ en 2014, soit 3,8 G$ de moins que le sommet atteint en 2012 (26,3 G$). La croissance des investissements publics s'établit à 2,0 %, suivant une croissance de 9,5 % en 2013. En 2014, l'investissement du secteur public atteindra 22,2 G$, soit 32,4 % de l'investissement total au Québec.

À l'échelle des régions administratives, la croissance se répercute dans 12 des 17 régions en 2014, avec des taux de croissance oscillant entre 9,6 % (Lanaudière) et – 9,9 % (Chaudière-Appalaches). Les trois régions où se concentrent les investissements au Québec sont Montréal (17,1 G$), la Montérégie (10,5 G$) et la Capitale-Nationale (7,5 G$). Malgré une légère décroissance en 2014, Montréal maintient ses investissements au-dessus de 17,0 G$ pour une deuxième année consécutive.

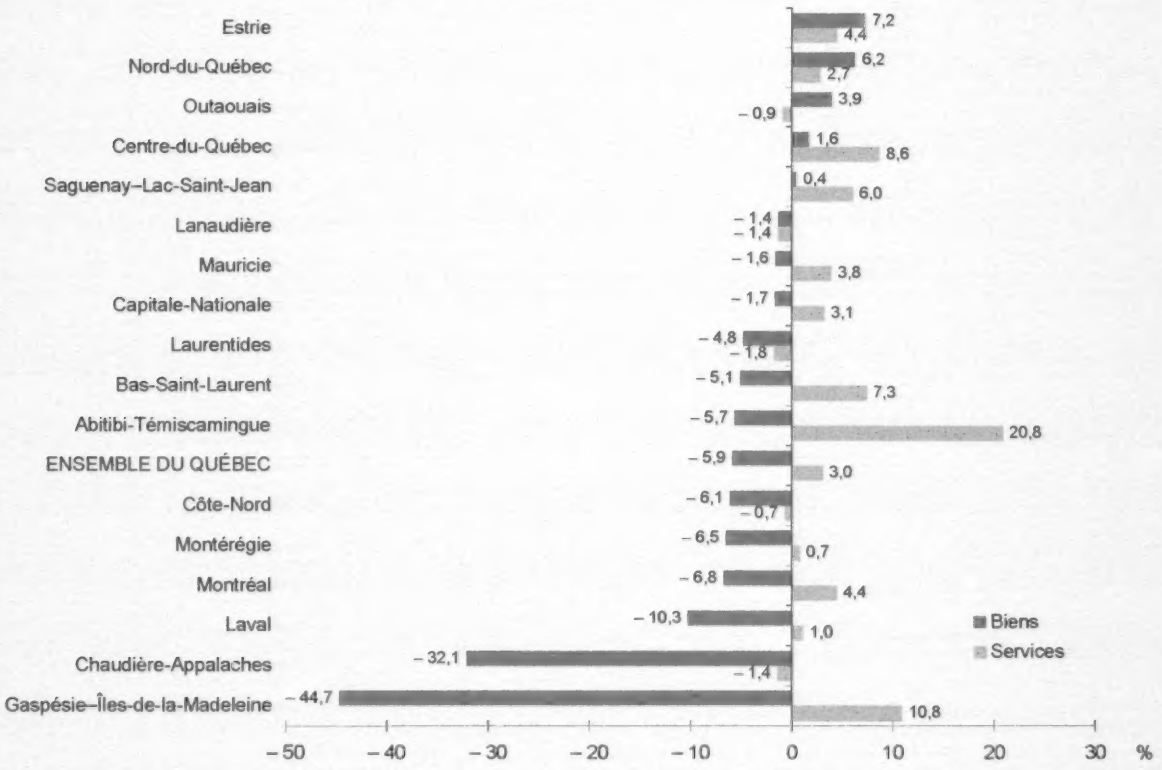
Industries productrices de biens

L'investissement des industries productrices de biens, qui représente 22,5 % de l'investissement au Québec, dépasse le seuil des 2,5 G$ dans deux régions, soit Montréal (2,7 G$) et la Côte-Nord (2,6 G$). À Montréal, l'investissement de ces industries est concentré dans le secteur de la fabrication, qui croît de façon soutenue pour une deuxième année consécutive pour atteindre 1,6 G$. Dans la région de la Côte-Nord, ce sont les secteurs des services publics (1,5 G$) et le secteur minier (1,0 G$) qui expliquent l'importance des industries productrices de biens dans la région. Viennent ensuite les régions de la Montérégie, avec 1,9 G$ d'investissements concentrés dans les secteurs de la fabrication et des services publics, et le Nord-du-Québec, avec 1,8 G$ d'investissements concentrés dans le secteur minier.

On observe une croissance de l'investissement de ces industries dans seulement cinq régions, les croissances les plus prononcées se retrouvant dans les régions de l'Estrie (+ 7,2 %) et du Nord-du-Québec (+ 6,2 %). Parmi les régions où l'investissement des industries productrices de biens décroît en 2014, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle qui diminue le plus (– 44,7 %), en raison de la forte baisse de l'investissement dans l'industrie des services publics, une troisième baisse consécutive pour cette industrie dans la région. L'investissement diminue (– 32,1 %) aussi en Chaudière-Appalaches, également dû à la baisse de l'investissement des services publics (– 70,6 %).

Figure 5.1.1

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon le groupe d'industries, régions administratives et ensemble du Québec 2013-2014



Sources : Institut de la statistque du Québec; Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Industries productrices de services

Les dépenses en immobilisation attribuables aux industries productrices de services sont en hausse de 3,0 % au Québec pour atteindre 29,3 G$. Ces investissements sont concentrés dans les régions les plus populeuses, à savoir celle de Montréal, en croissance de 4,4 % pour se maintenir pour une deuxième année au-dessus de 10 G$ (10,7 G$ en 2014), suivie de celles de la Capitale-Nationale (4,3 G$, en croissance de 3,1 %) et de la Montérégie (3,6 G$, en croissance de 0,7 %). L'Outaouais, les Laurentides et Chaudière-Appalaches ont également plus d'un milliard d'investissements pour ces industries.

L'investissement des industries productrices de services est en croissance dans douze régions administratives. C'est en Abitibi-Témiscamingue que l'investissement croît le plus, avec une croissance de 20,8 %, malgré la part relativement faible de ces industries dans la région. Viennent ensuite les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 10,8 %) et du Centre-du-Québec (+ 8,6 %). Aucune région ne recule de façon prononcée, les diminutions oscillant entre – 0,7 % (Côte-Nord) et – 1,8 % (Laurentides).

Secteur du logement

Le secteur du logement, qui représente 34,8 % de l'investissement total au Québec, est en croissance de 6,6 % pour atteindre 23,8 G$. Cette croissance se répercute dans 13 des 17 régions administratives. Les deux régions pour lesquelles la croissance est plus prononcée sont adjacentes à la région de Montréal : il s'agit de Lanaudière (+ 19,4 %) et de Laval (+ 15,0 %). À l'opposé, Montréal enregistre la plus forte décroissance (– 9,9 %), suivant une augmentation de 11,9 % en 2013.

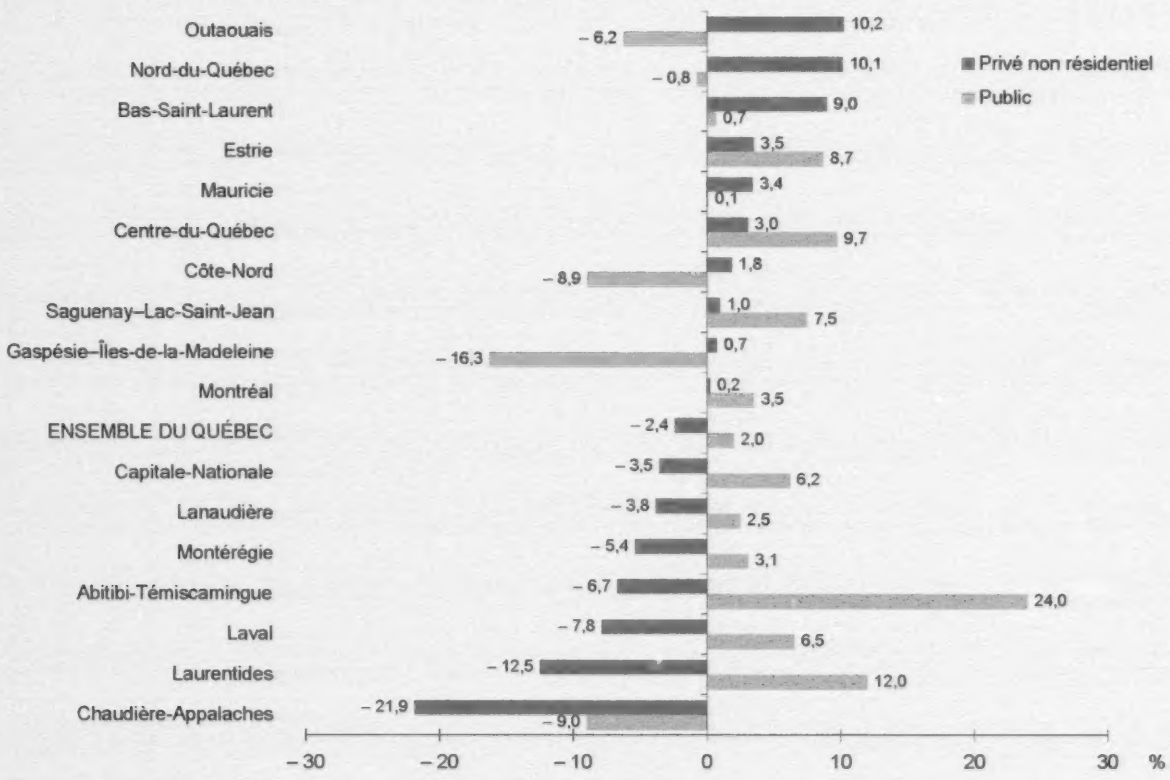
Investissements publics et privés (non résidentiels)

En 2014, l'investissement privé non résidentiel décroît de 2,4 % au Québec, suivant une décroissance de 12,2 % en 2013. Le portrait est très différent si l'on considère plutôt l'investissement public, qui croît pour une quatrième année consécutive (+ 2,0 % en 2014). À l'échelle régionale, l'investissement privé non résidentiel se concentre dans les régions de Montréal (6,5 G$), de la Montérégie (3,2 G$) et de la Capitale-Nationale (1,9 G$). Pour Montréal, il s'agit d'une troisième année consécutive où l'investissement de ce secteur dépasse les 6,0 G$, une première depuis 2002, dernière année pour laquelle un tel niveau a été atteint. Suivant l'Outaouais (+ 10,2 %) en termes de croissance annuelle, on retrouve le Nord-du-Québec (+ 10,1 %) et le Bas-Saint-Laurent (+ 9,0 %). Parmi les régions en décroissance, notons les régions de Chaudière-Appalaches (– 21,9 %) et des Laurentides (– 12,5 %) qui enregistrent les reculs les plus importants.

Les investissements publics, en croissance de 2,0 % au Québec en 2014, croissent dans 12 des 17 régions administratives. Montréal, région où se concentrent ces investissements, est en croissance de 3,5 % pour atteindre 6,9 G$. En termes de variation annuelle, la région de l'Abitibi-Témiscamingue croît de 24,0 %, suivie des Laurentides (+ 12,0 %) et du Centre-du-Québec (+ 9,7 %). Parmi les régions en décroissance, les diminutions les plus prononcées sont observées en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (–16,3 %), en Chaudière-Appalaches (– 9,0 %) et sur la Côte-Nord (– 8,9 %).

Figure 5.1.2

Variation annuelle des dépenses en immobilisation, secteur public et secteur privé non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Comparaison entre les perspectives 2013 et les données réelles provisoires

Au Québec, les données réelles provisoires de 2013 se sont révélées être relativement moins élevées que ce qui était anticipé en février 2013. Au Québec, 71,4 G$ étaient attendus, alors que 67,2 G$ auraient plutôt été investis, soit 4,2 G$ de moins qu'anticipé. Cette réalité se traduit également dans les estimations régionales : seulement deux régions ont fait mieux que prévu selon les données réelles provisoires.

Montréal, qui représente le quart des investissements au Québec avec 17,3 G$ d'investissement en 2013, fait beaucoup mieux qu'anticipé (1,5 G$ de plus). La Côte-Nord est l'autre région qui a dépassé les intentions de 2013. Inversement, la Montérégie est la région où le recul par rapport aux perspectives est le plus élevé, avec 1,5 G$ de moins qu'anticipé. Le Nord-du-Québec, Laval et Lanaudière ont également plus de 500 M$ de moins que ce qui était anticipé.

Tableau 5.1.1

Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires des dépenses en immobilisation, régions administratives et ensemble du Québec, 2013

Région administrative	Réelles provisoires	Perspective	Différence	
	k$		k$	%
Bas-Saint-Laurent	1 454 540	1 746 153	– 291 613	– 16,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 008 623	2 118 065	– 109 442	– 5,2
Capitale-Nationale	7 123 354	7 511 746	– 388 392	– 5,2
Mauricie	1 650 715	1 842 725	– 192 010	– 10,4
Estrie	2 137 125	2 282 735	– 145 610	– 6,4
Montréal	17 310 039	15 855 869	1 454 169	9,2
Outaouais	2 751 651	3 028 868	– 277 217	– 9,2
Abitibi-Témiscamingue	1 837 070	2 064 377	– 227 307	– 11,0
Côte-Nord	3 706 502	3 486 540	219 962	6,3
Nord-du-Québec	1 981 433	2 886 339	– 904 906	– 31,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	606 455	654 730	– 48 275	– 7,4
Chaudière-Appalaches	3 420 480	3 426 995	– 6 514	– 0,2
Laval	2 519 311	3 153 856	– 634 545	– 20,1
Lanaudière	2 793 804	3 460 270	– 666 465	– 19,3
Laurentides	4 263 985	4 562 840	– 298 855	– 6,5
Montérégie	10 071 280	11 534 836	– 1 463 556	– 12,7
Centre-du-Québec	1 570 032	1 796 359	– 226 327	– 12,6
Ensemble du Québec	**67 207 000**	**71 413 000**	**– 4 206 000**	**– 5,9**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.2

Dépenses en immobilisation par industrie et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2014

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k$	298 988	780 988	461 264	**1 541 240**	398 595	681 381
	Part relative (%)	19,4	50,7	29,9	**100,0**	25,9	44,2
	Variation 2014/2013 (%)	– 5,1	7,3	12,0	**6,0**	9,0	0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	k$	555 220	692 620	787 423	**2 035 262**	756 710	491 130
	Part relative (%)	27,3	34,0	38,7	**100,0**	37,2	24,1
	Variation 2014/2013 (%)	0,4	6,0	– 1,8	**1,3**	1,0	7,5
Capitale-Nationale	k$	777 062	4 255 793	2 514 218	**7 547 073**	1 864 526	3 168 328
	Part relative (%)	10,3	56,4	33,3	**100,0**	24,7	42,0
	Variation 2014/2013 (%)	– 1,7	3,1	13,9	**5,9**	– 3,5	6,2
Mauricie	k$	358 917	590 874	771 313	**1 721 104**	470 010	479 781
	Part relative (%)	20,9	34,3	44,8	**100,0**	27,3	27,9
	Variation 2014/2013 (%)	– 1,6	3,8	7,6	**4,3**	3,4	0,1
Estrie	k$	506 712	767 695	976 966	**2 251 374**	766 023	508 384
	Part relative (%)	22,5	34,1	43,4	**100,0**	34,0	22,6
	Variation 2014/2013 (%)	7,2	4,4	5,2	**5,3**	3,5	8,7
Montréal	k$	2 715 673	10 659 070	3 770 590	**17 145 333**	6 479 382	6 895 361
	Part relative (%)	15,8	62,2	22,0	**100,0**	37,8	40,2
	Variation 2014/2013 (%)	– 6,8	4,4	– 9,9	**– 1,0**	0,2	3,5
Outaouais	k$	318 058	1 385 250	1 147 332	**2 850 640**	703 708	999 600
	Part relative (%)	11,2	48,6	40,2	**100,0**	24,7	35,1
	Variation 2014/2013 (%)	3,9	– 0,9	9,6	**3,6**	10,2	– 6,2
Abitibi-Témiscamingue	k$	983 952	439 788	401 878	**1 825 617**	975 822	447 918
	Part relative (%)	53,9	24,1	22,0	**100,0**	53,5	24,5
	Variation 2014/2013 (%)	– 5,7	20,8	– 6,5	**– 0,6**	– 6,7	24,0
Côte-Nord	k$	2 631 332	714 664	200 674	**3 546 670**	1 301 018	2 044 978
	Part relative (%)	74,2	20,2	5,7	**100,0**	36,7	57,7
	Variation 2014/2013 (%)	– 6,1	– 0,7	9,4	**– 4,3**	1,8	– 8,9
Nord-du-Québec	k$	1 780 363	271 165	38 184	**2 089 712**	1 274 565	776 964
	Part relative (%)	85,2	13,0	1,8	**100,0**	61,0	37,2
	Variation 2014/2013 (%)	6,2	2,7	– 7,2	**5,5**	10,1	– 0,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	k$	97 677	290 598	169 425	**557 700**	122 285	265 991
	Part relative (%)	17,5	52,1	30,4	**100,0**	21,9	47,7
	Variation 2014/2013 (%)	– 44,7	10,8	1,2	**– 8,0**	0,7	– 16,3
Chaudière-Appalaches	k$	816 519	1 092 329	1 173 353	**3 082 201**	1 181 808	727 039
	Part relative (%)	26,5	35,4	38,1	**100,0**	38,3	23,6
	Variation 2014/2013 (%)	– 32,1	– 1,4	5,8	**– 9,9**	– 21,9	– 9,0
Laval	k$	261 048	922 960	1 511 579	**2 695 587**	636 351	547 657
	Part relative (%)	9,7	34,2	56,1	**100,0**	23,6	20,3
	Variation 2014/2013 (%)	– 10,3	1,0	15,0	**7,0**	– 7,8	6,5
Lanaudière	k$	399 082	903 840	1 758 432	**3 061 353**	775 856	527 066
	Part relative (%)	13,0	29,5	57,4	**100,0**	25,3	17,2
	Variation 2014/2013 (%)	– 1,4	– 1,4	19,4	**9,6**	– 3,8	2,5
Laurentides	k$	560 787	1 288 203	2 538 027	**4 387 017**	1 001 311	847 678
	Part relative (%)	12,8	29,4	57,9	**100,0**	22,8	19,3
	Variation 2014/2013 (%)	– 4,8	– 1,8	7,4	**2,9**	– 12,5	12,0
Montérégie	k$	1 924 688	3 649 689	4 966 359	**10 540 736**	3 178 978	2 395 399
	Part relative (%)	18,3	34,6	47,1	**100,0**	30,2	22,7
	Variation 2014/2013 (%)	– 6,5	0,7	13,2	**4,7**	– 5,4	3,1
Centre-du-Québec	k$	459 123	571 475	637 883	**1 668 481**	653 711	376 887
	Part relative (%)	27,5	34,3	38,2	**100,0**	39,2	22,6
	Variation 2014/2013 (%)	1,6	8,6	7,7	**6,3**	3,0	9,7
Ensemble du Québec	**k$**	**15 445 200**	**29 277 500**	**23 824 900**	**68 547 600**	**22 541 000**	**22 181 700**
	Part relative (%)	**22,5**	**42,7**	**34,8**	**100,0**	**32,9**	**32,4**
	Variation 2014/2013 (%)	**– 5,9**	**3,0**	**6,6**	**2,0**	**– 2,4**	**2,0**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5.2 Permis de bâtir

Les permis de bâtir constituent un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction : ils sont la seule source de valeurs pouvant être attribuée aux projets de construction. Délivrés par les municipalités, ils octroient le droit de construire un type de bâtiment donné, mais ne renseignent ni sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé. Les données annuelles proviennent de la somme des données mensuelles nominales (sans correction pour l'inflation) dessaisonalisées. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités créées avec la valeur totale pour dériver une moyenne, car la valeur des permis inclut à la fois les constructions neuves, les rénovations et les additions mineures (par exemple l'ajout d'une piscine).

La valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités québécoises en 2013 atteint 15,2 G$, en décroissance de 5,3 % par rapport à 2012. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne des cinq dernières années (14,6 G$). Selon les composantes, les permis de bâtir commerciaux sont en croissance (+ 8,2 %) tout comme les permis de bâtir institutionnels (+ 23,6 %), alors que les composantes industrielles et résidentielles sont en décroissance (– 18,0 % et – 12,2 % respectivement). Seule la valeur des permis de bâtir résidentiels est inférieure à la moyenne des cinq dernières années.

Secteur résidentiel

En baisse de 12,2 %, la valeur des permis de bâtir résidentiels émis au Québec en 2013 atteint 9,0 G$, soit 58,9 % du total de la valeur émise. Montréal, l'une des cinq régions administratives en croissance dans le secteur résidentiel, maintient une valeur relativement élevée d'une perspective historique, avec 1,7 G$ de permis émis en 2012 et 1,8 G$ en 2013 (moyenne 2008-2012 : 1,3 G$). La région de la Montérégie arrive au deuxième rang à l'échelle des régions administratives, avec 1,6 G$ de valeur émise, soit 18,3 % du total québécois. Viennent ensuite les régions des Laurentides (1,0 G$, en décroissance de 1,3 % par rapport à 2012) et de la Capitale-Nationale (0,8 G$, soit 9,3 % du total québécois). Le Nord-du-Québec, malgré un poids relativement faible (0,2 %), croît fortement en 2013 (+ 22,6 %), alors que les régions de la Côte-Nord (– 40,4 %) et de Laval (– 30,6 %) sont les régions où les décroissances sont les plus prononcées par rapport à 2012.

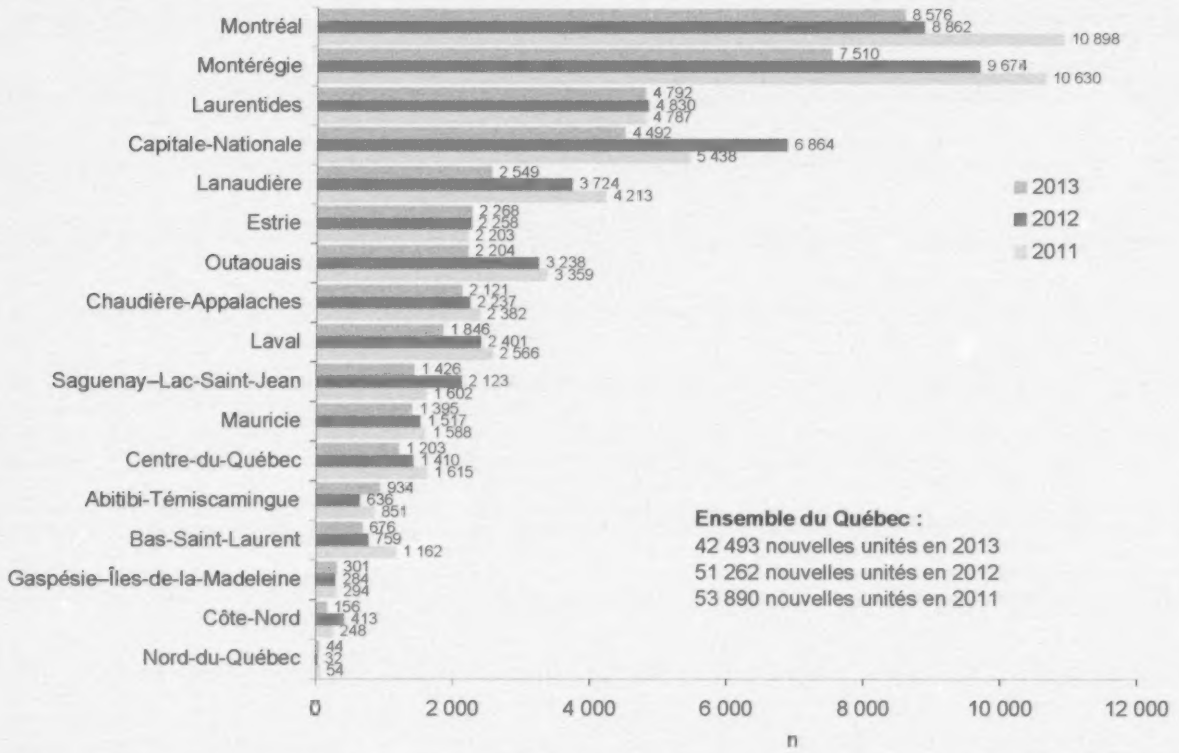
Les permis de bâtir émis en 2013 dans le secteur résidentiel autorisent la création de 42 493 nouvelles unités de logement indépendantes, comparativement à 51 262 en 2012 et 53 890 en 2011. Il s'agit d'une diminution de 17,1 %. Les régions de la Capitale-Nationale et de la Montérégie, avec des baisses de 2 372 unités (– 34,6 %) et 2 164 unités (– 22,4 %) respectivement, sont les deux régions où les nouvelles unités de logement autorisées diminuent le plus en 2013. L'Outaouais, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Lanaudière ont également une variation annuelle négative prononcée en 2013. Par ailleurs, dans la région de Montréal, 8 576 nouvelles unités indépendantes ont été autorisées en 2013, un nombre légèrement inférieur à celui de 2012 (8 862). La région de la Côte-Nord, qui représente une quantité plus faible de nouvelles unités autorisées, est en forte décroissance : alors que les autorités municipales de la région avaient autorisé plus de 400 nouvelles unités indépendantes en 2012, seulement 156 l'ont été en 2013.

Secteur non résidentiel

Au Québec, la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis par les municipalités augmente de 6,6 % par rapport à 2012 pour atteindre 6,3 G$. Ces permis sont concentrés dans la région de Montréal, soit 2,2 G$, plus du tiers du total québécois. La région est d'ailleurs en forte croissance en 2013, ayant délivré plus de 500 M$ de plus que la moyenne des cinq dernières années. Viennent ensuite les régions de la Montérégie, avec une valeur de permis émis de 980,8 M$, plutôt stable par rapport à 2012 et au-dessus de la moyenne quinquennale, et de la Capitale-Nationale qui est en forte croissance (+ 64,3 %, 768,7 M$ de permis émis). Dans les Laurentides, la valeur de permis de bâtir non résidentiels émis en 2013 est en croissance de 58,6 % en 2013 pour totaliser 502,0 M$ (la moyenne des cinq dernières années s'élève à 307,7 M$). Malgré la croissance provinciale, plusieurs régions essuient des reculs prononcés, telles que la Côte-Nord (– 77,1 %), le Nord-du-Québec (– 76,5 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 52,1 %). Dans l'ensemble, seulement cinq régions sont au-dessus des moyennes 2008-2012.

Figure 5.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2013



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Selon les composantes, le secteur commercial, responsable de 53,4 % de la valeur non résidentielle émise, est en croissance de 8,2 % au Québec (2013 : 3,3 G$). Montréal arrive en première position à l'échelle régionale : la valeur émise en 2013 s'établit à 1,1 G$, comparativement à une moyenne de 833,6 M$ entre 2008 et 2012. Les municipalités de la Capitale-Nationale, deuxième région en importance pour la valeur de ces permis, ont émis pour 509,2 M$ de permis en 2013, valeur significativement supérieure à la moyenne des cinq dernières années (337,9 M$). Ce faisant, la région dépasse pour la première fois depuis 2008 la Montérégie, qui subit une diminution de 14,3 % en 2013, quoique la valeur émise soit près de la moyenne des cinq dernières années. En termes de croissance annuelle, la région des Laurentides croît fortement, alors que des reculs de plus de 25 % sont observés dans les régions de Laval, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de l'Estrie et du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

La valeur des permis de bâtir industriels émis est pour sa part en diminution de 18,0 % en 2013, pour s'établir à 1,0 G$. Il s'agit d'une valeur similaire à la moyenne entre 2008 et 2012. À l'échelle des régions administratives, la région de la Montérégie, avec l'émission de 246,1 M$ de permis de bâtir industriels en 2013, domine en termes de valeur émise, alors que la région de l'Estrie domine en termes de croissance annuelle. Dans les Laurentides, la valeur des permis de bâtir industriels émis en 2013 s'élève à 190,0 M$, soit plus du double de la moyenne des cinq dernières années (78,4 M$). Des variations annuelles négatives sont observées dans plusieurs régions, les plus prononcées se retrouvant dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Finalement, la valeur des permis de bâtir institutionnels s'élève à 1,9 G$, en croissance de 23,6 % par rapport à 2012. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne quinquennale (1,3 G$). Pour les régions administratives, Montréal arrive largement en tête, avec plus de la moitié de la valeur émise au Québec (962,3 M$), en croissance de 117,7 % par rapport à 2012 (moyenne

2008-2012 : 377,0 M$). Outre Montréal, les régions du Bas-Saint-Laurent et de Chaudière-Appalaches enregistrent de fortes croissances annuelles, alors que les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et des Laurentides ont les reculs les plus prononcés. En termes de valeurs émises, la Montérégie (264,1 M$) et la Capitale-Nationale (160,7 M$) suivent Montréal, toutes deux au-dessus des moyennes quinquennales.

Tableau 5.2.1

Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Part dans le Québec
			k$			%	
Bas-Saint-Laurent	189 780	183 990	201 503	184 714	161 073	– 12,8	1,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	254 750	276 796	329 069	392 012	319 713	– 18,4	3,6
Capitale-Nationale	1 025 424	1 067 605	996 012	1 101 743	829 652	– 24,7	9,3
Mauricie	261 877	359 144	309 528	299 652	309 971	3,4	3,5
Estrie	363 380	390 792	396 350	409 167	391 135	– 4,4	4,4
Montréal	940 616	1 236 026	1 811 499	1 712 639	1 828 403	6,8	20,4
Outaouais	411 557	482 769	484 691	523 772	388 224	– 25,9	4,3
Abitibi-Témiscamingue	120 501	139 510	178 180	169 207	195 079	15,3	2,2
Côte-Nord	84 278	71 853	75 354	106 020	63 204	– 40,4	0,7
Nord-du-Québec	11 904	11 674	18 974	15 138	18 556	22,6	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	61 651	67 638	63 750	68 623	76 649	11,7	0,9
Chaudière-Appalaches	393 962	510 956	494 759	480 020	463 276	– 3,5	5,2
Laval	598 543	643 915	635 327	673 438	467 125	– 30,6	5,2
Lanaudière	671 249	841 253	773 317	685 337	540 112	– 21,2	6,0
Laurentides	951 685	1 096 797	975 151	1 029 116	1 015 230	– 1,3	11,3
Montérégie	1 837 042	2 190 290	2 166 393	2 084 387	1 638 803	– 21,4	18,3
Centre-du-Québec	228 369	275 243	264 831	261 097	244 197	– 6,5	2,7
Ensemble du Québec	**8 406 568**	**9 846 251**	**10 174 688**	**10 196 082**	**8 950 402**	**-12,2**	**100,0**

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2013

Région administrative	Commercial		Industriel		Institutionnel		Total	
	2013	Moyenne 2008-2012	2013	Moyenne 2008-2012	2013	Moyenne 2008-2012	2013	Moyenne 2008-2012
				k$				
Bas-Saint-Laurent	61 981	59 455	17 953	38 147	47 427	34 330	127 361	131 932
Saguenay–Lac-Saint-Jean	61 008	78 961	40 275	73 167	40 075	69 555	141 358	221 684
Capitale-Nationale	509 235	337 913	98 738	82 558	160 720	104 316	768 693	524 788
Mauricie	75 960	66 619	24 624	33 138	26 808	42 519	127 392	142 275
Estrie	96 940	100 792	56 051	34 728	55 362	60 689	208 353	196 208
Montréal	1 116 848	833 605	122 648	150 384	962 315	377 012	2 201 811	1 361 001
Outaouais	151 077	158 787	11 327	23 500	60 609	48 558	223 013	230 845
Abitibi-Témiscamingue	36 877	43 139	22 181	39 950	26 205	37 784	85 263	120 873
Côte-Nord	26 734	28 350	12 126	61 183	26 608	13 815	65 468	103 346
Nord-du-Québec	3 562	5 449	893	10 770	3 389	4 756	7 844	20 975
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	20 853	23 805	6 279	7 239	3 467	18 815	30 599	49 859
Chaudière-Appalaches	113 958	133 011	44 458	60 239	59 504	48 410	217 920	241 661
Laval	107 580	148 828	57 418	31 198	41 764	50 604	206 762	230 629
Lanaudière	119 526	141 973	29 663	39 309	65 594	45 518	214 783	226 800
Laurentides	282 398	150 403	190 035	78 419	29 601	78 897	502 034	307 720
Montérégie	470 623	462 242	246 061	189 222	264 139	206 726	980 823	858 190
Centre-du-Québec	81 330	73 433	48 316	55 088	14 052	21 815	143 698	150 336
Ensemble du Québec	**3 336 490**	**2 846 766**	**1 029 046**	**1 008 238**	**1 887 639**	**1 264 119**	**6 253 175**	**5 119 123**

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

6. Mines

par Hugo Johnston-Laberge, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'industrie minière est présente dans chacune des 17 régions administratives du Québec. Ses activités s'articulent autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement englobe l'ensemble des travaux liés à l'exploration et à la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production minérale, quant à elle, concerne aussi bien les mines de métaux précieux (or, argent, platine, palladium, etc.), usuels (cuivre, zinc, nickel, etc.) et ferreux (minerai de fer, ferro-niobium, etc.) que les minéraux industriels (sel, graphite, mica, tourbe, carbonate de lithium, etc.) et les matériaux de construction (sable et gravier, pierre, briques, ciment, etc.). Elle inclut aussi certaines substances secondaires (soufre, tellure, sélénium, cadmium) produites dans des fonderies et affineries à partir de minerais de mines québécoises. Dans le cadre de cette analyse, il est important de noter que les données de 2012 sont finales, celles de 2013 sont de nature provisoire, tandis que celles de 2014 représentent des intentions[1].

L'activité minière au Québec[2]

Après avoir atteint un niveau record de 5,13 G$ en 2012, les investissements miniers ont connu un recul pour la première fois en dix ans en 2013, pour s'établir à 3,25 G$, un repli de 36,7 %. Trois régions administratives se partagent 96,1 % des investissements miniers totaux au Québec. Il s'agit de la Côte-Nord (1,2 G$), du Nord-du-Québec (1,1 G$) et de l'Abitibi-Témiscamingue (0,85 G$). Par ailleurs, selon les intentions exprimées par les compagnies minières au cours des derniers mois, en 2014, l'investissement minier devrait être de niveau comparable à celui de 2013, pour atteindre 3,28 G$.

Les livraisons minérales au Québec ont enregistré une augmentation de 3,3 %, passant de 8,0 G$ en 2012 à 8,3 G$ en 2013. Quatre régions sont responsables de 88,0 % des livraisons minérales du Québec. La Côte-Nord (2,9 G$), l'Abitibi-Témiscamingue (1,6 G$), la Montérégie (1,5 G$) ainsi que le Nord-du-Québec (1,3 G$) sont les régions les plus importantes pour les livraisons minérales.

Si les prix des métaux et des minéraux demeurent les mêmes qu'en 2013, les livraisons minérales en 2014 pourraient alors connaître une hausse d'un peu plus de 20 % et ainsi franchir le cap des 10 milliards de dollars, un sommet historique pour le Québec. Selon les intentions exprimées par les compagnies minières, cette croissance serait principalement due à l'augmentation des livraisons de minerai de fer, de nickel et d'or.

L'activité minière dans les régions administratives du Québec

Côte-Nord

En 2013, la région administrative de la Côte-Nord occupe le premier rang pour l'investissement minier avec 1 192 M$, en baisse de 43,1 % par rapport au sommet historique de 2 097 M$ atteint en 2012. Il s'agit de la troisième année consécutive où les investissements du secteur franchissent le cap du milliard de dollars dans cette région. Les investissements miniers de cette région représentent 36,7 % des investissements miniers totaux réalisés au Québec en 2013.

La région occupe également le premier rang pour les livraisons minérales avec 2 920 M$, soit 35,2 % du total québécois. La valeur des livraisons minérales de la région a augmenté de 14,9 % par rapport à 2012 (2 540 M$). Le minerai de fer (2 881 M$) à lui seul représente 98,7 % de la valeur totale des livraisons minérales de la région. Les quantités livrées de minerai de fer ont augmenté de 12,9 % au cours de la dernière année, passant de 20,3 millions de tonnes à 22,9 millions de tonnes.

1. Les données des livraisons minérales pour 2014 ont été estimées en fonction des prix des minéraux métalliques de 2013.
2. En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties.

Si les prix des métaux demeurent stables en 2014, les intentions de livraisons minérales pour la Côte-Nord s'élèvent à 3 689 M$, en hausse de 26,3 % par rapport à 2013. Les intentions de livraisons de la région représentent 36,4 % du total québécois qui atteint 10 135 M$. Les livraisons prévues de minerai de fer atteindraient un sommet historique de 30,4 millions de tonnes, en hausse de 7,5 millions de tonnes, soit une augmentation de 32,6 %.

En 2013, trois mines étaient en exploitation sur le territoire de la Côte-Nord : la mine de fer du Mont-Wright de la société indienne ArcelorMittal Exploitation minière Canada s.e.n.c., la mine de fer du lac Bloom de l'américaine Cliffs Natural Resources et la mine d'ilménite Tio de Rio Tinto Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées dans la région; la production de dioxyde de titane et de fer de refonte est rapportée par le complexe métallurgique de Sorel-Tracy en Montérégie. De plus, trois terminaux portuaires sont en activité à Sept-Îles. Il s'agit des ports d'ArcelorMittal Exploitation minière Canada s.e.n.c., de Cliffs Natural Resources et de la compagnie minière IOC inc.

Au cours de la dernière année, Cliffs Natural Resources a annoncé la suspension des opérations de son usine de boulettes à Pointe-Noire, Sept-Îles[i]. La minière avait déjà annoncé en 2012 la suspension de ses travaux d'expansion prévus pour la mine de fer du Lac Bloom près de Fermont[ii]. De plus, en février 2014, la compagnie a annoncé la fermeture de la mine Scully, située au Labrador, mais dont le minerai était expédié à partir du port de Sept-Îles[iii].

Pour sa part, ArcelorMittal Exploitation minière Canada s.e.n.c. a complété son projet d'expansion de la mine du Mont-Wright au cours de l'année 2013 et s'est vu octroyer un bail minier pour l'exploitation de celui-ci. La capacité de production annuelle de minerai de fer de la mine est ainsi passée de 15 à 24 millions de tonnes[iv]. La minière étudie la possibilité d'augmenter de nouveau sa production au cours des prochaines années afin d'atteindre 30 millions de tonnes de minerai de fer annuellement[v].

De son côté, la mine Tio située à Havre-St-Pierre a suspendu ses activités pour plusieurs semaines deux fois au cours de la dernière année en raison de la faiblesse du marché du dioxyde de titane[vi].

Nord-du-Québec

En 2013, le Nord-du-Québec (1 080 M$) occupe le deuxième rang des régions administratives pour l'investissement minier. L'investissement minier du Nord-du-Québec affiche une diminution de 33,9 % (– 555 M$) par rapport au sommet historique de 1 635 M$ atteint en 2012. Il s'agit de la troisième année consécutive où les investissements du secteur franchissent le cap du milliard de dollars pour cette région. La région représente 33,2 % de tous les investissements miniers effectués au Québec en 2013.

Le Nord-du-Québec constitue la quatrième région en importance pour la valeur des expéditions minérales en 2013. Ces dernières atteignent 1 305 M$, soit 15,7 % des livraisons minérales québécoises. C'est une faible diminution de 1,1 % par rapport à 2012 (1 319 M$). La production minérale est très diversifiée dans cette région puisque des livraisons de nickel (503 M$), d'or (269 M$), de cuivre (197 M$), d'argent (29 M$), et plusieurs autres métaux, dont le zinc et les platinoïdes, ont été effectuées en 2013. Le Nord-du-Québec est la région où la valeur des livraisons repose le plus sur les substances métalliques; en effet, 99,7 % des livraisons totales de la région sont constituées de telles substances.

Si les prix des métaux demeurent stables en 2014, la valeur des livraisons du Nord-du-Québec devrait atteindre 1 785 M$, un sommet historique pour cette région. Ceci représente une hausse de 36,8 % par rapport à 2013. Les livraisons de la région représentent 17,6 % de l'ensemble des livraisons minérales du Québec en 2014.

En mars 2013, Minéraux Maudore a fait l'acquisition de la division québécoise de North American Palladium et de ses actifs aurifères québécois, soit l'usine de traitement Géant Dormant, du parc à résidus miniers ainsi que la mine d'or Vezza située à Matagami. Malgré que la production commerciale de la mine Vezza devait débuter en 2013, la compagnie Maudore a pris la décision de réorienter sa stratégie de développement vers la mine Géant Dormant. Du même coup, les développements de la mine Vezza ont été arrêtés indéfiniment[vii].

Malgré qu'elle produise déjà des lingots d'or depuis mai 2012 à sa mine du lac Bachelor, la compagnie Ressources Métanor a annoncé officiellement avoir atteint le stade de production commerciale en novembre 2013[viii].

Le projet Nunavik Nickel, propriété de Jilin Jien Nickel Industry Co Ltd., a vécu plusieurs rebondissements au cours de 2013; arrêt de paiements pour le développement de la mine de la part de la China Development Bank Corporation, changement de PDG[ix], recours légaux pour des travaux non payés (hypothèques légales)[x], etc. Malgré tout, la mine, qui devrait produire du nickel, du cuivre, du cobalt, de l'or et des platinoïdes au cours des 16 prochaines années, a expédié ses deux premiers chargements de cuivre vers la fin de l'année 2013[xi]. Les premières livraisons des autres substances devraient avoir lieu en 2014.

Le développement de la mine de zinc-cuivre Bracemac-Mcleod s'est poursuivi au cours de la dernière année et la production commerciale de la mine a été officiellement déclarée en juin 2013. L'ouverture de la mine, maintenant propriété exclusive de Glencore Canada Corporation, s'est arrimée avec la fin des activités de la mine Persévérance[xii]. La durée de vie de Bracemac-Mcleod est estimée à quatre ans.

Le développement du projet aurifère Éléonore progresse selon les échéanciers établis et devrait entrer en production vers la fin de l'année 2014 et atteindre la production commerciale en 2015. Avec une production prévue de 600 000 onces d'or par année, la mine Éléonore deviendra une des plus grosses mines d'or en exploitation au Canada[xiii].

Au cours de la dernière année, le projet diamantifère Renard de la compagnie Stornoway Diamonds continue d'aller de l'avant avec notamment l'achèvement de la route permanente menant au site de la mine et l'annonce officielle de l'entente de financement complet du projet. La construction de la mine devrait débuter en 2014 et la production commerciale est prévue pour 2017[xiv].

Toujours en 2013, la compagnie Ressources Strateco s'est vue contrainte de suspendre ses activités d'exploration et de mise en valeur de son dépôt d'uranium Matoush lorsqu'un moratoire sur l'exploration et l'exploitation d'uranium a été adopté en juin. L'entreprise prévoyait le démarrage de la production commerciale en 2016[xv].

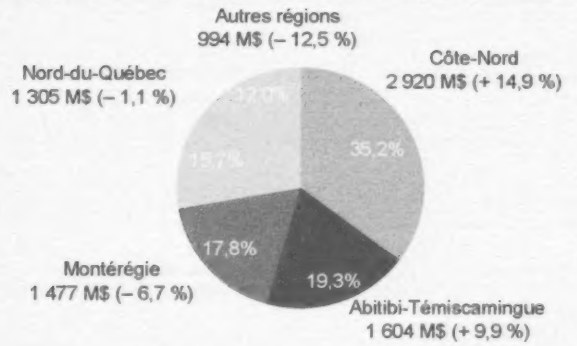
Abitibi-Témiscamingue

En 2013, l'Abitibi-Témiscamingue est la troisième région en importance au Québec pour l'investissement minier avec 850 M$, soit 26,2 % du total québécois. Ce montant représente une baisse de 26,6 % par rapport à 2012, une diminution de 309 M$. Les investissements miniers de la région ont diminué moins radicalement (- 26,6 %) que ceux de l'ensemble du Québec (- 36,7 %) en 2013.

La région, avec des livraisons minérales de 1 604 M$ en 2013, occupe le deuxième rang parmi les régions administratives du Québec et ces livraisons représentent 19,3 % du total québécois. Les livraisons minérales de la région ont augmenté de 9,9 % (+ 145 M$) par rapport à 2012. La principale substance exploitée demeure l'or (1 429 M$), qui accapare 89,1 % des livraisons minérales de la région. Il s'agit d'une hausse de 16,4 % (+ 201 M$) des livraisons d'or par rapport à 2012. Les livraisons d'or de la région représentent 84,2 % de toutes les livraisons d'or du Québec en 2013. De l'argent, du zinc, du cuivre et du soufre, sous forme d'acide sulfurique, font également partie des substances produites dans la région. En 2013, la valeur des livraisons des autres substances produites (autre que l'or) dans cette région s'élève à 175 M$, en baisse de 24,2 % par rapport à 2012 (231 M$).

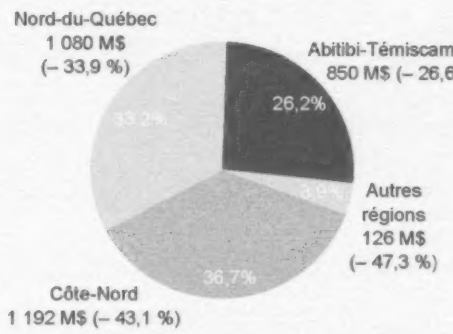
Selon les prévisions des producteurs miniers de la région, et si les prix des métaux demeurent stables en 2014, les livraisons d'or devraient augmenter de 16,3 % et atteindre 1 661 M$ et les livraisons minérales totales, 1 864 M$ (+ 16,2 %). Ces sommes constitueraient de nouveaux sommets historiques pour l'Abitibi-Témiscamingue. Les livraisons minérales totales de la région prévues pour 2014 représentent 18,4 % du total québécois.

Figure 6.1
Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2013[1]



1. 2013 : données provisoires.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Figure 6.2
Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2013[1]



1. 2013 : données provisoires.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement des complexes miniers.*

En 2013, la compagnie Mines Richmont a été très active au Québec. En effet, en plus d'augmenter la production de la mine Beaufor à Val-d'Or à la suite de l'agrandissement de la mine[xvi], Mines Richmont a annoncé le début de la production commerciale de la Zone W, un dépôt-satellite de la mine Beaufor, ainsi que la mise en production commerciale de la mine à ciel ouvert Monique, également près de Val-d'Or[xvii]. Par contre, la compagnie a annoncé que les activités de la Zone W seraient suspendues indéfiniment à partir de mai 2014. La mine n'aura été en activité que pendant huit mois, d'octobre 2013 à mai 2014[xviii].

Après 25 années d'existence, la mine Mouska de Corporation IAMGOLD a cessé ses opérations au cours du mois d'avril 2014[xix]. La compagnie a également annoncé que la mine d'or et de cuivre Westwood devrait atteindre le stade de production commerciale au cours du second semestre de 2014[xx].

La mine Goldex d'Agnico Eagle a repris sa production au cours du mois d'octobre 2013. En arrêt depuis octobre 2011 en raison de problèmes d'affaissement de sol, la mine a repris ses activités dans de nouvelles zones minéralisées pour au moins les quatre prochaines années[xxi].

En juillet 2013, la mine du Lac Herbin, de la compagnie QMX Gold Corporation, a suspendu tous les développements et les travaux d'exploration en cours à la propriété située près de Val-d'Or. La production d'or devrait se conclure au cours de l'année 2014 et les activités complètes devraient être suspendues par la suite[xxii].

La mine Québec Lithium de RB Energy inc. située à La Corne a amorcé ses opérations en fin d'année 2012, et la production commerciale devrait être atteinte au cours du troisième trimestre de 2014. La mine produira du carbonate de lithium pour les 12 prochaines années[xxiii].

La mine Elder de Mines Abcourt a redémarré après une fermeture de près de 50 ans. En effet, la mine a produit une première coulée d'or au cours de l'automne 2013 et prévoit atteindre la production commerciale au cours du deuxième semestre de 2014[xxiv].

Annoncée depuis 2012, la suspension des activités de la mine Kiena à Val-d'Or a eu lieu le 30 juin 2013[xxv]. En raison des coûts d'exploitation trop élevés, de la baisse de la teneur de son minerai et de l'incertitude par rapport au prix de l'or, la mine a dû remercier ses 200 employés.

Montérégie

Finalement, malgré des investissements miniers[3] négligeables (807 579 $) par rapport aux autres régions, la Montérégie (1 477 M$) occupe le troisième rang pour la valeur des livraisons minérales grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc), d'un producteur de ciment (Lafarge) et de nombreux producteurs de pierre. La valeur des expéditions de la région correspond à 17,8 % des livraisons totales du Québec. Les livraisons de la région affichent une baisse de 6,7 % par rapport à 2012 (1 583 M$). Cette région est la plus importante pour la valeur des livraisons de matériaux de construction avec 313 M$, soit 32,7 % de la valeur totale des livraisons de matériaux de construction pour le Québec en 2013. La région se classe également première pour les livraisons de pierre avec 141 M$, ce qui représente 34,0 % de toutes les livraisons de pierre au Québec. La région est également la plus importante pour les livraisons de minéraux industriels, principalement grâce à la production de dioxyde de titane.

Si les prix des métaux demeurent stables en 2014, les intentions d'expéditions minérales s'élèvent à 1 789 M$, soit 17,7 % du total québécois. Cela représente une augmentation de 21,2 % de la valeur des livraisons par rapport à 2013.

En mars 2013, l'entreprise Nemaska Lithium inc., qui compte développer le gisement de spodumène Wabouchi près de la Baie-James au cours des prochaines années, a annoncé qu'elle implanterait une usine d'hydrométallurgie à Salaberry-de-Valleyfield. L'usine transformera du concentré de spodumène en hydroxyde et en carbonate de lithium de haute pureté[xxvi].

À l'automne 2013, Argex Titane a publié une étude de faisabilité pour l'implantation d'une usine de traitement de dioxyde de titane à Salaberry-de-Valleyfield. L'usine aurait la capacité de traiter annuellement 50 000 tonnes de dioxyde de titane pendant 25 ans. Un centre de recherche et développement adjacent au futur site de l'usine a démarré officiellement ses activités en octobre 2013[xxvii].

Enfin, au cours de l'été 2013, à la suite d'une chute de la demande pour certains produits, la compagnie Rio Tinto Fer et Titane a été contrainte de mettre à pied 250 employés à son usine de transformation de Sorel-Tracy. Les licenciements sont temporaires, mais d'une durée indéterminée[xxviii].

L'emploi dans le secteur minier

En 2013, le nombre d'emplois du secteur minier au Québec, exprimé en personne-année, est estimé à 19 273 emplois[4], une augmentation de 9,0 % (+ 1 588 emplois) par rapport à 2012. Les activités reliées à l'extraction minérale (emplois primaires) génèrent 15 356 emplois. Les entreprises de forage carottier sont responsables de 790 emplois du secteur minier et ces emplois sont également considérés comme des emplois primaires. Pour leur part, les activités reliées à la première transformation des métaux et minéraux (emplois secondaires) regroupent 3 917 emplois.

La Côte-Nord (4 446 emplois) est la région possédant le plus de travailleurs du secteur minier au Québec, puisqu'elle regroupe 23,1 % des emplois miniers du Québec. La région affiche 340 emplois de plus que l'année dernière, soit une augmentation de 8,3 %.

En 2013, la deuxième région en importance à ce chapitre est l'Abitibi-Témiscamingue avec 3 785 emplois, une hausse de 12,6 % (+ 425 emplois) par rapport à 2012. Le nombre d'emplois dans les mines d'or s'élève à 3 109 emplois, soit 82,1 % des emplois de la région. L'Abitibi-Témiscamingue compte 19,6 % des emplois du secteur minier au Québec.

La Montérégie (3 109 emplois) occupe quant à elle le troisième rang et regroupe 16,1 % des emplois du secteur minier québécois en 2013. L'emploi dans le secteur minier de cette région a diminué de 6,8 % au cours de la dernière année, une baisse de 227 emplois.

3. Les investissements effectués pour les usines de première transformation ne sont pas comptabilisés dans les investissements miniers, mais dans les livraisons minérales.
4. Le nombre d'emplois et les salaires moyens du secteur minier portent sur les employés des mines, carrières et sablières et compagnies de forage carottier actives au Québec. Ces données n'incluent pas les employés des compagnies d'exploration ni ceux des mines en développement.

Enfin, la quatrième place est occupée par le Nord-du-Québec avec 2 738 emplois, ce qui correspond à 14,2 % des emplois du secteur minier au Québec. La région affiche une forte hausse de 43,6 % (+ 831 emplois) par rapport à 2012.

Le salaire annuel moyen des travailleurs du secteur minier s'élève à 90 217 $ pour l'ensemble du Québec, en hausse de 1,8 % par rapport à 2012. Parmi ces quatre régions, la Côte-Nord (115 864 $) est celle affichant le salaire annuel moyen le plus élevé, suivie de l'Abitibi-Témiscamingue (111 914 $), du Nord-du-Québec (97 554 $) et de la Montérégie (75 428 $).

Références

i. « Cliffs Natural Resources Inc. annonce ses plans pour l'arrêt de son usine de boulettes de Wabush Pointe Noire », Cliffs Natural Ressources Inc., 11 mars 2013.

ii. « Cliffs Natural Resources Inc. Announces Significant Adjustments to 2013 Operating Plan », Cliffs Natural Resources Inc., 19 novembre 2012.

iii. « Cliffs Natural Resources Inc. annonce d'importantes réductions de ses dépenses en immobilisations pour 2014 », Cliffs Natural Ressources, 11 février 2014.

iv. « Développement nordique - Martine Ouellet octroie le bail pour l'expansion du site minier du Mont-Wright », Ministère des Ressources naturelles, 6 juin 2013.

v. « ArcelorMittal: des agrandissements projetés si... », La Presse, 28 avril 2014.

vi. « Havre-Saint-Pierre : six semaines d'arrêt à Rio Tinto Fer et Titane », Radio-Canada, 6 novembre 2013.

vii. « Maudore réoriente sa stratégie de développement du Projet Vezza vers la Mine Géant Dormant », Maudore Minerals Ltd., 16 juillet 2013.

viii. « Métanor atteint la production commerciale à son projet Bachelor », Ressources Métanor Inc., 14 novembre 2013.

ix. « Un autre projet minier en difficulté dans le Nord québécois », Argent, 14 août 2013.

x. « La face cachée de Canadian Royalties », Les Affaires, 5 octobre 2013.

xi. « Nunavik Nickel : Canadian Royalties revoit ses plans et expédie...du cuivre! », Les Affaires, 6 novembre 2013.

xii. « Donner Forfeits Interest in Bracemac-Mcloed », Donner Metals, 3 septembre 2013.

xiii. « Éléonore – Aperçu et faits saillants des travaux préparatoires », Goldcorp.

xiv. « Établissement de la première mine de diamants au Québec », Stornoway Diamonds, 9 avril 2014.

xv. «Strateco dénonce la décision du gouvernement du Québec », Ressources Strateco inc., 28 mars 2013.

xvi. « Martine Ouellet octroie le bail minier pour l'expansion du site minier Beaufor », Ministère des Ressouces naturelles, 19 septembre 2013.

xvii. « Mine Richmont annon les résultats de l'année 2013 et du quatrième trimestre », Mines Richmont inc., 20 février 2014.

xviii. *Ibid.*

xix. « Rapport annuel 2013 », Corporation IAMGOLD, 2014.

xx. *Ibid.*

xxi. « La mine Goldex d'Agnico Eagle redémarre », Radio-Canada, 10 octobre 2013.

xxii. « QMX suspend ses projets de développements à la mine Lac Herbin », QMX Gold Corporation, 16 juillet 2013.

xxiii. « Lithium: Driving our growth », RB Energy inc., 2014.

xxiv. « Mise à jour sur la mine d'or Elder », Abcourt Mines inc., 11 avril 2014.

xxv. « Sommaire de la production de Wesdome au deuxièe trimestre », Mines d'or Wesdome Ltée, 18 juillet 2013.

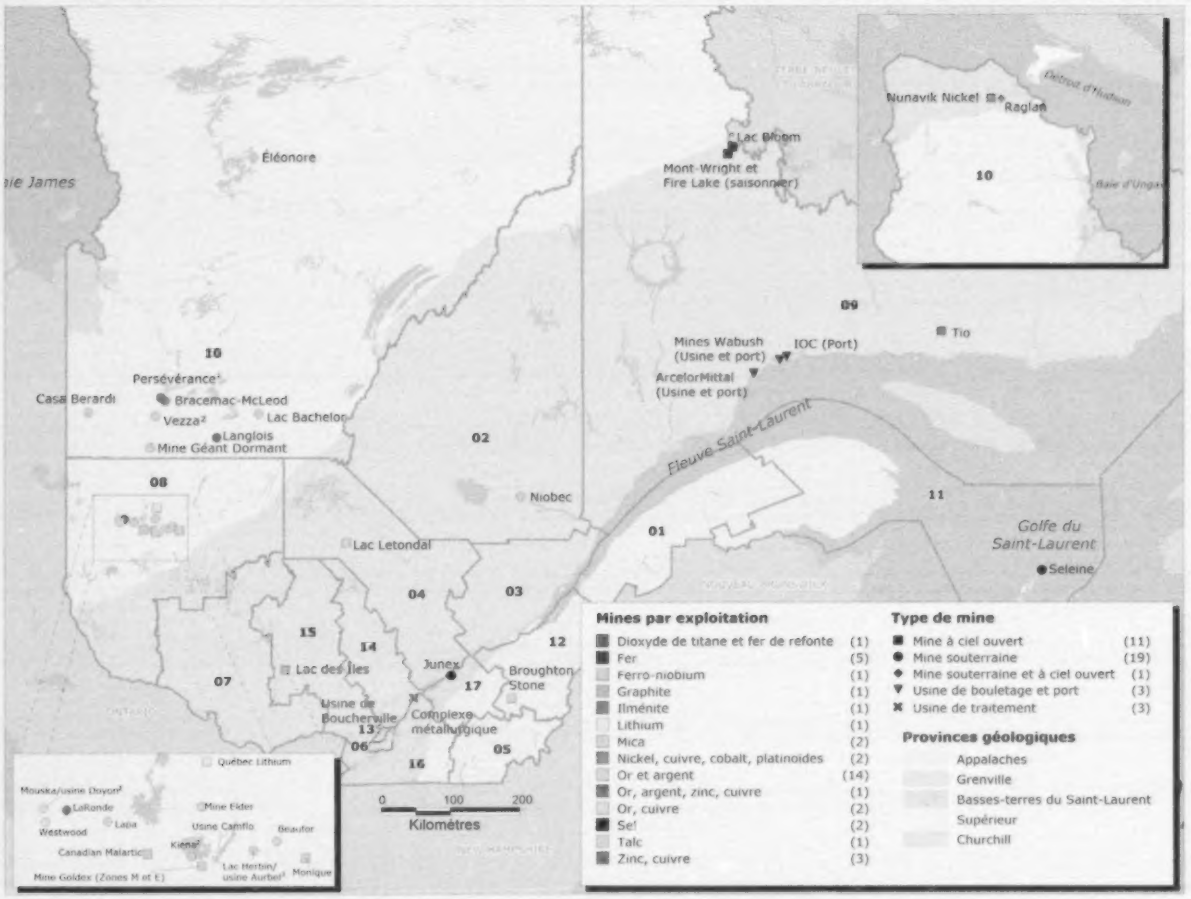
xxvi. « Nemaska Lithium choisit Salaberry-de-Valleyfield », Les Affaires, 19 mars 2013.

xxvii. « Argex titane prévoit un rendement de 40 % », Les Affaires, 17 octobre 2013.

xxviii. « Rio Tinto, Fer et Titane supprime 250 postes », TVA Nouvelles, 17 juillet 2013.

Carte 6.1

Mines en production/en aménagement[1], Québec, 2013



1. Mine présentement en construction et dont le début de la production est prévu au cours de 2014.
2. Mine fermée au courant de l'année 2013.
3. Mine fermée au courant de l'année 2014.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines des carrières et des sablières*; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Tableau 6.1

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2014[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2012	2013[p]	2014[r]		2012	2013[p]	2014[r]
Bas-Saint-Laurent		...	...	...	$	**63 796 673**	**60 780 405**	**60 517 813**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 542 681	1 410 414	1 365 382	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 924 074	926 897	869 344	$	7 769 021	4 579 337	4 301 542
Tourbe	s^2	3 407 909	3 325 262	3 306 317	$	31 520 187	33 496 619	32 714 700
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	...	$	**212 548 716**	**228 471 936**	**236 555 333**
Ferro-niobium	kg	4 704 768	4 910 232	5 012 719	$	x	x	x
Pierre	t	1 000 205	667 811	799 208	$	16 168 911	12 319 862	13 326 870
Sable et gravier	t	1 983 427	2 095 888	1 870 655	$	6 906 910	7 987 507	7 198 423
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x
Capitale-Nationale		...	...	...	$	**188 308 270**	**152 302 138**	**156 079 640**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	5 811 921	5 068 094	5 114 388	$	61 412 525	53 009 236	54 098 208
Sable et gravier	t	2 446 004	1 992 348	2 056 578	$	14 758 017	12 872 572	13 319 415
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	-	$	x	x	-
Mauricie		...	...	...	$	**30 304 737**	**30 110 266**	**28 525 750**
Mica	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	772 608	790 434	692 550	$	7 769 246	7 718 165	6 935 067
Sable et gravier	t	2 014 591	1 619 402	1 560 117	$	6 761 046	7 071 487	6 626 379
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Estrie		...	...	...	$	**86 440 612**	**81 002 424**	**80 231 338**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Chrysotile	t	x	-	-	$	x	-	-
Pierre	t	3 269 586	2 400 346	2 424 286	$	38 101 945	27 748 839	28 064 555
Sable et gravier	t	1 079 255	1 876 235	1 814 246	$	5 708 768	x	x
Silice	t	x	-	-	$	x	-	-
Montréal		...	...	...	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	x	x	x	$	x	x	x
Outaouais		...	...	...	$	**23 188 958**	**22 142 912**	**22 779 519**
Pierre	t	1 638 290	1 235 000	1 292 000	$	16 227 425	12 559 550	12 952 000
Sable et gravier	t	1 083 319	1 332 770	1 366 980	$	x	9 583 362	9 827 519
Silice	t	x	-	-	$	x	-	-
08 Abitibi-Témiscamingue		...	...	...	$	**1 458 537 744**	**1 603 592 124**	**1 863 996 978**
Antimoine	kg	x	x	-	$	x	x	-
Argent	g	89 222 595	84 071 738	40 032 367	$	89 496 322	68 103 067	32 428 623
Bismuth	kg	3 757	5 509	-	$	81 054	100 071	-
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cuivre	kg	4 286 579	5 211 157	5 175 623	$	34 061 157	39 328 602	39 060 427
Lithium	t	-	-	x	$	-	-	x
Or	g	22 893 314	30 043 471	34 927 228	$	1 227 791 324	1 428 597 092	1 660 824 619
Plomb	kg	1 207 241	419 960	-	$	2 480 880	924 332	-
Sable et gravier	t	856 954	706 310	702 084	$	5 482 630	4 701 375	4 699 915
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sélénium	kg	37 100	26 000	18 750	$	4 260 156	1 989 546	1 434 769
Tellure	kg	2 500	1 720	1 897	$	373 993	197 427	217 743
Tourbe	s^2	x	-	-	$	x	-	-
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 6.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2014[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2012	2013[p]	2014[r]		2012	2013[p]	2014[r]
Côte-Nord		...	...	...	$	**2 540 279 558**	**2 919 696 842**	**3 688 523 134**
Ilménite	t	x	x	x	$	x	x	x
Minerai de fer	t	20 308 946	22 927 832	30 405 000	$	2 492 641 415	2 880 876 133	3 645 296 000
Pierre	t	x	119 490	122 490	$	x	863 537	888 037
Sable et gravier	t	1 176 434	38 069	39 000	$	9 428 463	60 301	59 557
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	2 177 533	2 118 887	2 443 892	$	28 088 705	29 449 480	30 904 240
Nord-du-Québec		...	...	...	$	**1 319 481 960**	**1 305 078 987**	**1 784 668 030**
Argent	g	28 022 670	35 205 116	41 727 945	$	28 108 643	28 518 220	33 802 097
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cobalt	kg	475 200	630 266	1 155 233	$	14 728 824	18 642 008	34 169 482
Cuivre	kg	19 362 019	26 152 538	41 243 817	$	153 850 603	197 373 204	311 267 087
Nickel	kg	27 180 370	32 140 940	43 215 269	$	472 585 093	502 587 879	675 757 161
Or	g	5 200 878	5 646 569	6 946 869	$	278 928 287	268 500 003	330 330 567
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Plomb	kg	-	-	x	$	-	-	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 136 312	714 775	706 709	$	5 908 730	3 902 912	3 877 173
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	...	$	**59 001 504**	**54 149 982**	**57 329 413**
Pierre	t	707 141	326 338	306 000	$	5 382 724	4 532 028	4 286 350
Sable et gravier	t	482 851	353 537	377 315	$	3 300 040	2 385 943	2 374 863
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Chaudière-Appalaches		...	...	...	$	**54 862 601**	**51 067 074**	**47 698 630**
Pierre	t	4 490 771	3 996 035	3 590 893	$	40 594 326	36 425 111	34 213 067
Sable et gravier	t	3 892 614	2 321 422	2 069 850	$	22 661 169	13 278 045	11 956 415
Talc	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Laval		...	...	...	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	3 385 565	1 773 758	1 773 758	$	x	x	x
Lanaudière		...	...	...	$	**168 942 518**	**155 574 376**	**157 387 227**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 915 142	1 247 310	1 285 605	$	19 706 045	13 741 763	13 371 995
Sable et gravier	t	4 407 746	5 764 411	6 119 414	$	21 232 958	21 502 245	22 331 824
Laurentides		...	...	...	$	**115 892 540**	**78 911 600**	**82 284 597**
Graphite	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	5 520 478	3 811 626	3 821 201	$	64 444 026	38 410 061	38 606 711
Sable et gravier	t	1 586 454	1 766 748	1 593 238	$	12 350 693	11 818 797	11 017 886
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 6.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2014[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2012	2013p	2014i		2012	2013p	2014i
Montérégie		...	...	...	$	**1 582 844 014**	**1 476 705 367**	**1 789 446 845**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Fer de refonte	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	13 253 023	13 327 362	13 267 746	$	147 552 835	141 160 298	144 013 598
Produits d'argile (briques)	unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 896 430	1 722 397	1 466 760	$	11 185 220	8 601 325	7 188 838
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Titane (bioxyde)	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Centre-du-Québec		...	...	...	$	**40 712 918**	**33 663 695**	**34 285 829**
Pierre	t	1 654 771	1 103 553	1 047 815	$	17 177 087	11 904 828	11 084 299
Sable et gravier	t	424 846	336 121	326 220	$	1 270 462	798 111	1 219 530
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Ensemble du Québec		...	...	...	$	**8 037 082 524**	**8 298 961 410**	**10 135 117 283**

p : provisoires; i : intentions.
1. 2012 : données finales; 2013 : données provisoires; 2014 : intentions.
2. Exprimé en sacs de 170 dm³.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Tableau 6.2

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2012	2013p	2012	2013p	2012	2013p
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**480**	**513**	**17 097 140**	**16 957 010**	**954 520**	**816 491**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	244	190	7 742 644	6 639 457	492 604	342 412
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Tourbe	189	232	7 564 968	7 548 536	384 386	378 322
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**655**	**704**	**55 619 752**	**52 152 511**	**1 366 731**	**1 393 974**
Ferro-niobium	x	x	x	x	x	x
Pierre	63	73	3 198 764	3 145 387	128 641	130 424
Sable et gravier	79	98	2 321 738	2 209 124	110 914	107 695
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Capitale-Nationale	**541**	**560**	**28 102 861**	**27 833 939**	**1 005 880**	**945 904**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	232	195	10 249 920	8 412 746	433 124	327 447
Sable et gravier	73	101	2 409 464	3 614 571	126 885	160 833
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Mauricie	**78**	**134**	**2 857 311**	**3 897 280**	**146 702**	**172 437**
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	26	37	710 544	824 721	39 609	44 233
Silice	x	x	x	x	x	x

Tableau 6.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2012	2013[p]	2012	2013[p]	2012	2013[p]
	n		$		n	
Estrie	**259**	**285**	**15 799 955**	**15 407 823**	**501 241**	**447 023**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	63	81	2 322 198	2 087 458	111 466	87 479
Montréal	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Outaouais	**83**	**101**	**3 436 687**	**3 423 219**	**153 533**	**156 338**
Pierre	53	54	2 441 369	2 135 457	107 761	98 147
Sable et gravier	30	47	995 318	1 287 762	45 772	58 191
Abitibi-Témiscamingue	**3 360**	**3 785**	**334 930 288**	**423 595 349**	**7 215 978**	**7 932 276**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Lithium	-	x	-	x	-	x
Or	2 739	3 109	279 941 794	356 980 127	5 950 153	6 617 885
Sable et gravier	41	68	1 300 314	955 264	59 454	46 780
Silice	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	**4 106**	**4 446**	**477 907 449**	**515 131 233**	**9 137 694**	**9 359 745**
Fer (minerai)	3 554	3 854	433 215 417	472 576 253	8 015 235	8 323 451
Ilménite	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	7	x	19 200	x	800
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	157	183	6 161 590	4 755 120	319 318	261 665
Nord-du-Québec	**1 907**	**2 738**	**207 916 726**	**267 103 760**	**4 124 263**	**5 289 103**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	473	803	42 443 462	72 426 692	951 324	1 478 292
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	31	27	906 820	923 200	43 410	44 457
Zinc	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**218**	**237**	**10 388 047**	**9 370 464**	**398 048**	**345 709**
Pierre	41	35	1 408 487	646 349	56 232	28 216
Sable et gravier	28	42	693 099	573 372	36 502	28 926
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	**211**	**243**	**7 948 335**	**6 635 979**	**355 828**	**292 324**
Pierre	89	79	3 754 758	3 312 506	156 037	132 720
Sable et gravier	94	127	3 256 338	2 363 724	144 194	104 798
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Laval	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x

Tableau 6.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2013[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2012	2013p	2012	2013p	2012	2013p
	n		$		n	
Lanaudière	**375**	**386**	**31 940 391**	**29 972 523**	**769 441**	**720 868**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	93	87	5 714 674	4 929 150	185 335	142 175
Sable et gravier	116	133	6 187 893	5 005 549	234 136	228 723
Laurentides	**403**	**379**	**21 610 824**	**16 332 012**	**871 489**	**659 886**
Graphite	x	x	x	x	x	x
Pierre	193	158	11 168 437	7 705 526	455 897	331 193
Sable et gravier	89	99	3 299 977	3 167 954	168 512	171 658
Silice	x	x	x	x	x	x
Montérégie	**3 336**	**3 109**	**240 106 271**	**234 505 771**	**6 922 265**	**5 957 013**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Pierre	584	591	32 096 889	27 223 272	1 221 226	1 106 003
Produit d'argile	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	98	128	3 476 418	3 300 149	157 474	159 448
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Centre-du-Québec	**150**	**157**	**7 066 835**	**6 245 771**	**291 798**	**259 255**
Pierre	15	16	561 421	486 648	26 050	23 225
Sable et gravier	14	15	425 664	204 348	14 468	10 530
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Forage au diamant[2]	**790**	**790**	**53 138 299**	**53 138 299**	**1 757 335**	**1 757 335**
Ensemble du Québec	**17 685**	**19 273**	**1 566 899 019**	**1 738 753 332**	**37 517 635**	**37 952 751**

p : provisoires.
1. 2012 : données finales; 2013 : données provisoires.
2. À l'enquête préliminaire, le forage carottier n'est pas enquêté. Les données proviennent du Recensement 2012.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières*.

7. Tourisme

par Sacha Mendez-Leblond, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section présente les données tirées de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*[1]. Cette enquête s'intéresse à la mesure de la performance des établissements hôteliers et des résidences de tourisme répartis selon les 22 régions touristiques du Québec. La population visée regroupe près de 2 000 établissements d'hébergement offrant quatre unités de location ou plus. Les renseignements recueillis auprès de ces établissements sont les suivants : les unités disponibles, les unités louées et les revenus de location.

Les régions touristiques diffèrent des régions administratives par la création de neuf nouveaux territoires à partir des régions connues du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Nord-du-Québec. Ainsi, chacune de ces régions peut inclure plus de deux régions touristiques. La région administrative du Bas-Saint-Laurent englobe la région touristique du Bas-Saint-Laurent ainsi qu'une partie de celle de la Gaspésie. La région administrative de la Capitale-Nationale comprend les régions touristiques de Québec et de Charlevoix. Dans la région administrative de la Côte-Nord on retrouve deux régions touristiques, soit Duplessis et Manicouagan. Ensuite, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se divise en deux régions touristiques, soit la Gaspésie ainsi que les Îles-de-la-Madeleine. Le Nord-du-Québec, quant à lui, en regroupe trois, soit la Baie-James, le Nunavik et Eeyou Istchee. Enfin, il faut noter que la région touristique des Cantons-de-l'Est est constituée de l'Estrie et d'une partie de la Montérégie (MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska).

Dans le cadre de cette analyse, il est important de préciser que le total de l'ensemble du Québec ne correspond pas nécessairement à la somme des régions touristiques. Les données pour le Québec et ses régions sont estimées de manière indépendante pour des raisons de précision statistique.

Capacité d'hébergement

Depuis plusieurs années, l'hébergement touristique au Québec se concentre principalement dans les deux grandes régions touristiques de Québec et de Montréal où l'on compte près de 200 établissements d'hébergement pour chacune de ces régions.

En 2013, ces deux régions représentent le plus grand nombre d'établissements hôteliers de la province. La région de Québec compte 188 établissements, tandis que Montréal en compte 177. Toutefois, on retrouve un nombre assez important d'établissements hôteliers dans les régions plus éloignées. C'est notamment le cas pour les régions de la Gaspésie et des Laurentides qui comptent respectivement 152 et 145 hôtels. Cependant, ces deux régions comptent moins d'établissements d'hébergement avec des tailles importantes. C'est pourquoi le nombre total d'unités disponibles est bien moindre que celui des régions de Montréal et de Québec.

Pour les résidences de tourisme, ce sont ces deux mêmes régions où l'on observe le plus grand nombre d'établissements. On dénombre 39 résidences pour la Gaspésie et 49 résidences pour les Laurentides. De plus, on retrouve une proportion plus élevée de résidences touristiques dans ces régions que dans les régions de Montréal et de Québec. En Gaspésie, les résidences dépassent tout juste 20 % du nombre total d'établissements, tandis que dans les Laurentides, elles atteignent environ 25 % du total. La région des Îles-de-la-Madeleine, quant à elle, se distingue avec un nombre de résidences touristiques plus élevé que les hôtels; soit 15 résidences contre 12 hôtels.

Dans les autres régions éloignées des grands centres urbains, on retrouve généralement des proportions plus élevées de résidences de tourisme par rapport aux régions de Montréal et de Québec. Enfin, on note trois régions qui n'offrent pas de résidences de tourisme, soit Eeyou Istchee, Laval et le Nunavik.

À l'échelle provinciale, la différence entre ces deux catégories d'établissement est marquante : on compte 1 671 hôtels comparativement à 311 résidences touristiques en 2013, pour un total de 1 982 établissements d'hébergement.

1. Cette enquête est réalisée par l'Institut de la statistique du Québec pour le compte de ministère du Tourisme.

Offre et demande d'hébergement

En 2013, l'ensemble du Québec enregistre 26,8 M d'unités disponibles à la location. À l'échelle des régions touristiques, Montréal et Québec arrivent en tête avec 4,0 M et 7,8 M d'unités disponibles respectivement. La troisième région en importance, les Laurentides, enregistre 2,2 M d'unités disponibles à la location.

Au total, quatre régions affichent un nombre d'unités disponibles supérieur à 1 M si on ne tient pas compte des régions mentionnées précédemment. Les régions des Cantons-de-l'Est, de la Montérégie, de l'Outaouais et du Saguenay–Lac-Saint-Jean comptent entre 1,0 M (Outaouais) et 1,6 M (Montérégie) d'unités disponibles.

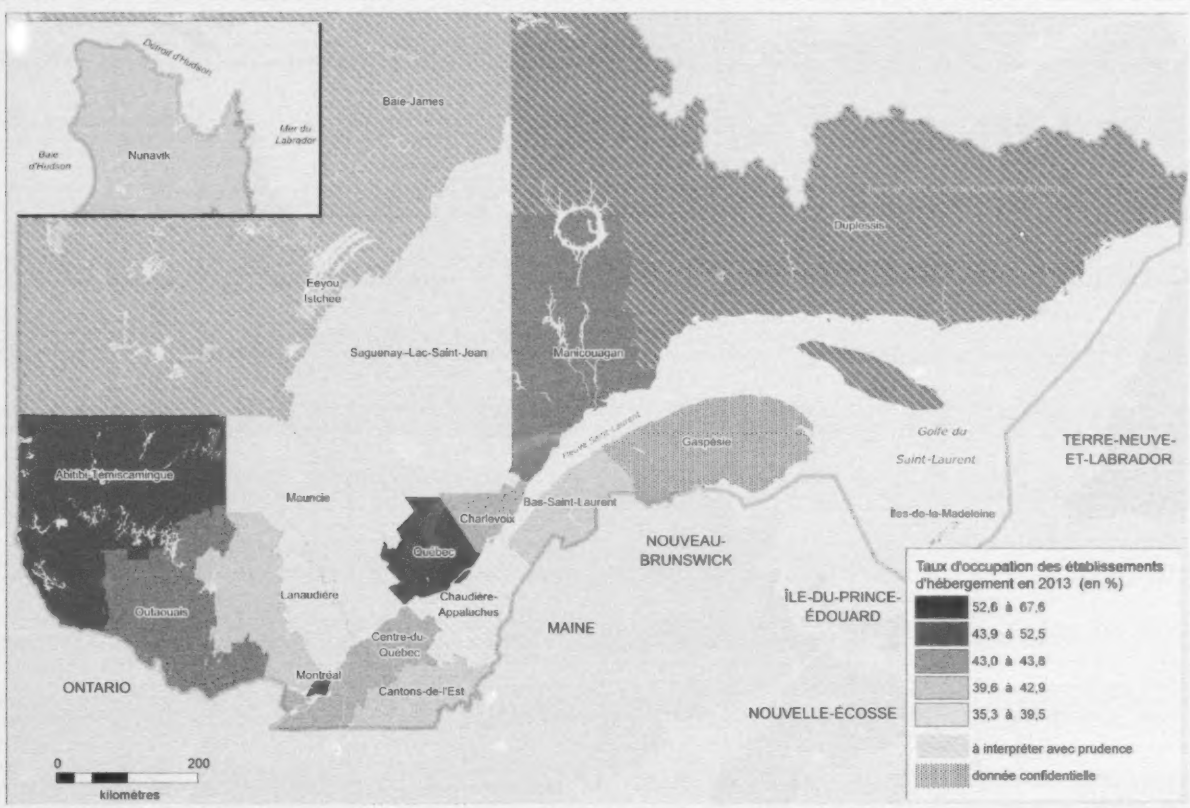
D'autre part, en 2013, le nombre d'unités d'hébergement louées s'élève à 14,2 M d'unités pour l'ensemble du Québec.

À l'échelle des régions touristiques, Montréal et Québec occupent toujours le premier et le deuxième rang avec un nombre d'unités louées qui s'élève à 5,3 M et 2,3 M d'unités respectivement. La région des Laurentides demeure toujours en troisième place avec 946 000 unités louées. Au total, on retrouve 17 régions au-dessus du cap des 100 000 unités louées.

Le taux d'occupation pour l'ensemble du Québec s'est élevé à 53,1 % en 2013. La région de Montréal se démarque avec le plus haut taux d'occupation atteignant 67,6 % et elle est suivie de près par la région de Laval qui affiche un taux de 67,2 %. La région de Québec est au troisième rang avec un taux d'occupation de 58,2 %. L'Abitibi-Témiscamingue, quant à elle, représente la quatrième et dernière région à se situer au-dessus du taux provincial avec 57,8 %. Les taux d'occupation pour les autres régions varient entre 35,3 % (Lanaudière) et 52,5 % (Outaouais).

Carte 7.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Revenus d'hébergement

En 2013, les revenus de location pour l'ensemble du Québec ont atteint 1,7 G$ et le prix moyen de location s'est établi à 123,3 $. Montréal, Québec et les Laurentides occupent toujours les trois premiers rangs avec des revenus de location pour ces régions qui s'élèvent à 701,3 M$, 314,1 M$ et 135,5 M$ respectivement. Les autres régions se situent sous la barre des 100,0 M$ en revenus de location. Dans cette catégorie, la région de l'Outaouais est en tête avec des revenus de 71,0 M$ et elle est suivie de la Montérégie qui enregistre des revenus de location atteignant 67,3 M$. Le Nunavik et Eeyou Istchee se retrouvent en dernière position avec des revenus n'excédant pas les 10,0 M$.

En 2013, le prix moyen de location a varié entre 91,5 $ (Montérégie) et 195,1 $ (Nunavik), soit un écart de 103,6 $. Les régions touristiques de Québec et de Montréal ont, quant à elles, enregistré des prix moyens identiques, soit 131,9 $. Elles font partie des six régions ayant des prix moyens de location supérieurs à celui de l'ensemble du Québec. La région des Laurentides affiche un prix moyen de location élevé de 143,3 $, ce qui la place en deuxième position loin derrière le Nunavik. L'Outaouais (131,3 $) et Charlevoix (123,5 $) occupent la cinquième et sixième place derrière Québec et Montréal.

Importance de la saison estivale

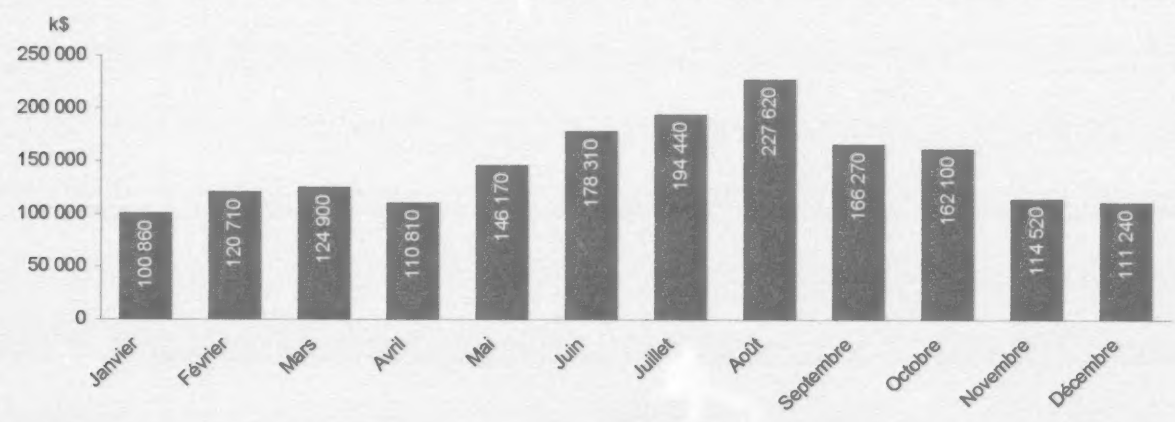
L'hébergement touristique au Québec est une industrie saisonnière caractérisée par une haute et une basse saison. En 2013, les revenus de location pour l'ensemble du Québec ont atteint leur plus haut niveau durant le mois d'août et le plus bas niveau en janvier. Au mois d'août, les revenus de location atteignaient 227,6 M$ pour l'ensemble du Québec, tandis qu'en janvier, le revenu s'est établi à un niveau bien moins élevé, soit 100,8 M$. Ainsi, le revenu de location a été un peu plus de deux fois plus élevé entre la haute saison et la basse saison.

Durant cette haute saison, les mois de juillet (194,4 M$) et de juin (178,3 M$) ont occupé la deuxième et la troisième place en terme d'importance. Ensuite, septembre (166,2 M$) et octobre (162,1 M$) ont suivi en quatrième et cinquième place pour demeurer au-dessus de la barre des 150,0 M$. Le mois de mai fait moins bonne figure avec 146,1 M$; il marque toutefois le début de cette saison avec un écart de 35,3 M$ par rapport au mois d'avril.

D'autre part, la basse saison de 2013 s'est terminée en avril avec des revenus de location atteignant 110,8 M$. Pour les mois de février et mars, les revenus de location atteignent 120,7 M$ et 124,9 M$ respectivement. Novembre marquera le début de la basse saison 2013-2014 avec des revenus de 114,5 M$, soit un écart de 47,5 M$ avec le mois d'octobre. Enfin, le mois de décembre (111,2 M$) terminera l'année 2013 au troisième rang du plus faible niveau de revenu de location.

Figure 7.1

Évolution des revenus d'hébergement selon le mois, ensemble du Québec, 2013



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2012-2013.

Tableau 7.1

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013

Région touristique	2010		2011		2012		2013	
	Unités		Unités		Unités		Unités	
	Disponibles	Louées	Disponibles	Louées	Disponibles	Louées	Disponibles	Louées
				k				
Îles-de-la-Madeleine	99,6	39,2	102,1	39,5	99,1	40,1	x	x
Gaspésie	963,5	390,6	936,5	373,4	944,2	402,1	x	x
Bas-Saint-Laurent	863,0	394,2	839,1	370,9	815,3	363,5	821,2	351,1
Québec[1]	4 402,5	2 476,6	4 275,3	2 454,2	4 264,8	2 460,5	4 091,6	2 382,4
Charlevoix	792,7	323,2	780,1	315,1	783,6	327,2	761,9	327,0
Chaudière-Appalaches	885,2	374,2	883,3	350,9	868,2	358,0	831,5	294,0*
Mauricie	926,8	334,7*	922,1	371,4	917,3	381,3	882,2	348,6
Cantons-de-l'Est[1]	1 388,4	531,1	1 343,2	485,5	1 308,0	500,9	1 297,1	522,5
Montérégie	1 752,6	718,8	1 740,6	788,7	1 713,0	771,5	1 695,1	736,4
Lanaudière	546,3	193,2	544,7	192,6	572,9	203,8	557,5	196,7
Laurentides[1]	2 502,0	933,1	2 472,6	957,5	2 371,9	944,0	2 260,0	946,2
Montréal[1]	7 864,8	4 946,1	7 758,8	5 028,7	7 905,8	5 218,8	7 867,5	5 317,0
Outaouais	1 086,8	521,8	1 083,1	507,1	1 080,6	520,8	1 029,2	540,8
Abitibi-Témiscamingue	551,1	322,7	549,3	277,8	544,2	304,8	516,9	298,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 055,9	409,8	1 073,9	413,1	1 060,7	405,8	1 078,4	411,6
Manicouagan	417,0	203,1	415,0	212,9	403,5	209,2	373,2	175,9
Duplessis[1]	405,6	207,8	414,4	212,4	395,0	220,1*	378,5	192,6*
Baie-James	197,3	84,6	196,6	83,3	201,4	81,4*	168,4	73,8*
Laval	627,5	370,3	562,9	367,9	556,5	380,2	553,4	372,1
Centre-du-Québec	444,3	194,6	444,0	202,6	463,9	211,1	461,2	198,7
Nunavik	79,7	40,6	90,7	50,0	116,2	54,4	109,6	46,9
Eeyou Istchee	54,8	24,3	42,9	20,5	41,7	17,6	43,4	17,8
Ensemble du Québec[1]	**27 869,1**	**14 028,6**	**27 451,4**	**14 091,9**	**27 425,2**	**14 407,9**	**26 868,8**	**14 257,0**

*Coefficient de variation entre 15% et 25% : Interpréter avec prudence.

1. En janvier 2011, ministère du Tourisme a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2013.

Tableau 7.2

Revenus de location et prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2013

Région touristique	2010		2011		2012		2013	
	Revenus de location	Prix moyen de location	Revenus de location	Prix moyen de location	Revenus de location	Prix moyen de location	Revenus de location	Prix moyen de location
	k$	$	k$	$	k$	$	k$	$
Îles-de-la-Madeleine	3 790,0	96,6	3 656,8	92,6	4 012,8	100,1	x	x
Gaspésie	34 294,2**	87,8**	31 641,9	84,7*	36 715,8	91,3*	x	x
Bas-Saint-Laurent	36 204,1	91,8	34 070,4	91,9*	36 149,4	99,5*	36 714,2*	104,6
Québec[1]	308 893,1	124,7	317 296,2	129,3	326 533,3	132,7	314 143,2	131,9
Charlevoix	38 697,0	119,7	36 868,0	117,0	38 849,3	118,7	40 378,5	123,5
Chaudière-Appalaches	35 844,8	95,8*	33 468,5*	95,4*	33 197,9*	92,7**	26 479,3*	90,1
Mauricie	32 027,8*	95,7**	41 052,5**	110,5**	45 923,2	120,4*	40 768,5*	116,9
Cantons-de-l'Est[1]	58 674,8*	110,5*	55 748,2	114,8	57 943,6	115,7*	58 677,9	112,3
Montérégie	73 879,2	102,8	77 753,1	98,6	72 553,3	94,0	67 375,1	91,5
Lanaudière	18 307,2	94,8	18 367,6	95,4	19 239,5	94,4	19 377,7	98,5
Laurentides[1]	131 719,9	141,2	135 747,8	141,8	136 226,6	144,3	135 557,6	143,3
Montréal[1]	620 849,2	125,5	649 041,1	129,1	685 406,6	131,3	701 328,2	131,9
Outaouais	64 395,0	123,4	62 107,3	122,5	65 883,5*	124,6*	71 032,5	131,3
Abitibi-Témiscamingue	29 980,0	92,9*	23 966,7	86,3*	30 047,2*	98,6*	32 361,9*	108,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	37 216,2	90,8*	38 924,6	94,2	39 643,2	97,7	40 705,8	98,9
Manicouagan	18 690,1	92,0	18 347,3	86,2	19 122,2	91,4*	16 543,5	94,0
Duplessis[1]	17 676,0*	85,1*	18 098,0	85,2	20 211,3*	91,8**	19 698,0	102,3
Baie-James	7 169,8	84,7	7 273,3*	87,3*	6 667,0*	81,9**	7 398,3*	100,2
Laval	38 628,4	104,3	39 044,1	106,1	39 535,5	104,0	39 173,9	105,3
Centre-du-Québec	19 020,3	97,7*	18 686,6	92,3	18 553,0	87,9*	21 357,0*	107,5
Nunavik	7 774,5	191,5	9 379,7	187,8	10 572,1	194,4	9 150,8	195,1
Eeyou Istchee	3 340,1	137,3	2 451,1	119,4	1 989,2*	112,9*	2 159,2	121,6
Ensemble du Québec[1]	**1 640 561,0**	**116,9**	**1 670 835,0**	**118,6**	**1 747 629,0**	**121,3**	**1 757 953,0**	**123,3**

*Coefficient de variation entre 15% et 25% : Interpréter avec prudence.

**Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

1. En janvier 2011, ministère du Tourisme a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2013.

Tableau 7.3

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2013

Région touristique	Résidences de tourisme	Établissements hôteliers	Proportion de résidences de tourisme	Proportion des hôtels
	n		%	
Îles-de-la-Madeleine	15	12	55,6	44,4
Gaspésie	39	152	20,4	79,6
Bas-Saint-Laurent	19	103	15,6	84,4
Québec	24	188	11,3	88,7
Charlevoix	21	78	21,2	78,8
Chaudière-Appalaches	10	95	9,5	90,5
Mauricie	15	70	17,6	82,4
Cantons-de-l'Est	16	120	11,8	88,2
Montérégie	1	105	0,9	99,1
Lanaudière	18	53	25,4	74,6
Laurentides	49	145	25,3	74,7
Montréal	15	177	7,8	92,2
Outaouais	15	74	16,9	83,1
Abitibi-Témiscamingue	4	49	7,5	92,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	31	84	27,0	73,0
Manicouagan	10	42	19,2	80,8
Duplessis	6	35	14,6	85,4
Baie-James	1	17	5,6	94,4
Laval	-	16	-	100,0
Centre-du-Québec	2	29	6,5	93,5
Nunavik	-	20	-	100,0
Eeyou Istchee	-	7	-	100,0
Ensemble du Québec	**311**	**1 671**	**15,7**	**84,3**

Source : Ministère du Tourisme, Données administratives, mars 2013.

Tableau 7.4

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2010-2013

Région touristique	2010	2011	2012	2013
		%		
Îles-de-la-Madeleine	39,4	38,7	40,5	x
Gaspésie	40,5	39,9	42,6	x
Bas-Saint-Laurent	45,7	44,2	44,6	42,8
Québec[1]	56,3	57,4	57,7	58,2
Charlevoix	40,8	40,4	41,8	42,9
Chaudière-Appalaches	42,3	39,7	41,2	35,4*
Mauricie	36,1*	40,3*	41,6	39,5
Cantons-de-l'Est[1]	38,3	36,1	38,3	40,3
Montérégie	41,0	45,3	45,0	43,4
Lanaudière	35,4	35,4	35,6	35,3
Laurentides[1]	37,3	38,7	39,8	41,9
Montréal[1]	62,9	64,8	66,0	67,6
Outaouais	48,0	46,8	48,9	52,5
Abitibi-Témiscamingue	58,6	50,6	56,0	57,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	38,8	38,5	38,3	38,2
Manicouagan	48,7	51,3	51,8	47,1
Duplessis[1]	51,2	51,3	55,7*	50,9*
Baie-James	42,9	42,4	40,4*	43,8*
Laval	59,0	65,4	68,3	67,2
Centre-du-Québec	43,8	45,6	45,5	43,1
Nunavik	50,9	55,1	46,8	42,8
Eeyou Istchee	44,3	47,8	42,2	41,0*
Ensemble du Québec[1]	**50,3**	**51,3**	**52,5**	**53,1**

*Coefficient de variation entre 15% et 25% : Interpréter avec prudence.

1. En janvier 2011, ministère du Tourisme a modifié dans sa réglementation la notion « d'ensemble mobilier ou immobilier ». Ce changement a eu comme impact une diminution de la population enquêtée pour les résidences de tourisme. Par conséquent, les variations observées peuvent provenir, en tout ou en partie, de la modification du règlement et nos estimations pour ces régions ne permettent pas d'en dégager les effets; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2010-2013.

8. Éducation

8.1 Formation universitaire : nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ)

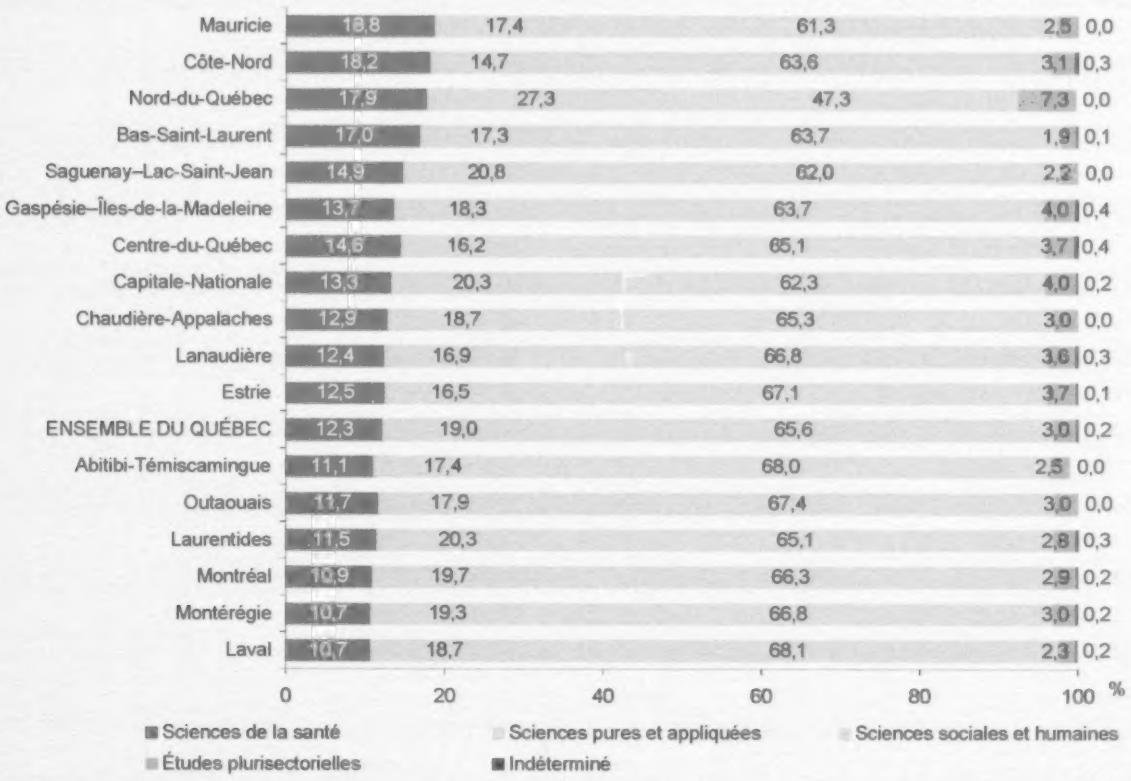
par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le nombre de diplômés au baccalauréat en 2011 est de 26 644, en augmentation pour une sixième année consécutive (+ 1,6 % par rapport à 2010). Cette tendance à la hausse est en grande partie due à l'augmentation de 1 317 diplômés entre 2007 et 2011 du domaine des sciences sociales et humaines (+ 8,2 %), alors que le domaine des sciences pures et appliquées a observé une baisse de 354 diplômés (– 6,5 %). Pour la même période, on peut noter la croissance marquée des 863 diplômés féminins (+ 5,5 %), plus forte que celle des diplômés masculins (+ 4,1 %). D'ailleurs, ces derniers ont observé un recul net de 192 diplômés entre 2008 et 2010.

Au Québec, la vaste majorité des diplômés sont des femmes (61,8 %), ce qui se reflète dans toutes les régions administratives, en particulier dans le Nord-du-Québec (76,4 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (71,6 %). Au provincial, cette proportion a constamment augmenté entre 2007 et 2010 (+ 1,2 point de pourcentage), mais a diminué entre 2010 et 2011 (– 0,9 point). Pour les diplômés masculins, ils sont plus présents en proportion dans Montréal (41,6 %) et Laval (39,1 %).

Figure 8.1.1

Proportion du nombre de diplômés au baccalauréat[1] selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), selon le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



1. Les bacheliers sont classés selon la région administrative de résidence telle que déclarée lors de la dernière inscription en formation générale des jeunes. Si cette donnée n'est pas disponible, la région administrative de l'organisme où a été obtenu le premier diplôme d'études secondaires est attribuée.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (65,6 %). Cette proportion est supérieure à 61 % pour toutes les régions administratives à l'exception du Nord-du-Québec (47,3 %), en particulier Laval (68,1 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (68,0 %). La part du domaine des sciences de la santé atteint un sommet historique au Québec avec 12,3 %, se rapprochant tranquillement de la proportion du domaine des sciences pures et appliquées (19,0 %). Pour le domaine des sciences de la santé, c'est la Mauricie qui affiche la proportion la plus élevée, soit 18,8 %. Quant au domaine des sciences pures et appliquées, c'est le Nord-du-Québec où l'on observe la part plus importante (27,3 %).

À l'échelle régionale, Laval se distingue par une variation positive du nombre de diplômés au baccalauréat de 8,4 % en 2011, ce qui maintient la croissance des deux dernières années. À l'opposé, le Nord-du-Québec (– 11,3 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (– 8,7 %) font partie des six régions où le nombre de diplômés s'est amoindri en 2011; il est tout de même important à noter que le Nord-du-Québec affiche de fortes fluctuations de leur nombre de diplômés au baccalauréat depuis 2008.

En 2011, les trois principales universités d'où proviennent les diplômés au baccalauréat au Québec sont, dans l'ordre, l'Université de Montréal (16,7 %), l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal (16,5 % et 14,4 % respectivement). À cet égard, c'est la deuxième année consécutive que l'Université de Montréal se positionne devant l'Université Laval. Ce changement en tête est principalement dû à la baisse constante de la proportion d'étudiants diplômés de l'Université Laval entre 2006 et 2010 (– 2,0 points), alors que l'Université de Montréal est en croissance depuis 2008 (+ 0,7 point). La première université anglophone, l'Université Concordia, arrive en quatrième place avec 12,2 % et atteint par le fait même un sommet historique. À l'inverse, l'Université McGill passe en dessous des 8 % pour la première fois (7,9 %).

Quand on s'intéresse au portrait de la provenance des diplômés selon l'université, on observe que l'Université Laval procure la première ou la deuxième plus grande proportion de diplômés à 10 régions au Québec, excluant Montréal et ses régions avoisinantes, l'Outaouais et l'Estrie. Les étudiants provenant des régions de Laval, Lanaudière et les Laurentides sont majoritairement diplômés de l'Université de Montréal (29,8 %, 25,6 % et 27,9 % respectivement), alors que la plus grande proportion des diplômés de la Montérégie proviennent de l'Université du Québec à Montréal (23,9 %). Quant aux étudiants provenant de la région de Montréal, ils sont en majorité diplômés de l'Université Concordia (31,3 %). Il est à noter que le réseau universitaire de l'Université du Québec pourvoit lui aussi la majorité des diplômés dans les régions où il possède des antennes, à l'exception de celles de Rimouski et de Montréal.

Tableau 8.1.1

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2011

Région administrative	2008r	2009r	2010r	2011p	2008r	2009r	2010r	2011p	2008r	2009r	2010r	2011p
	Total[2]				Hommes				Femmes			
	n											
Bas-Saint-Laurent	716	710	741	771	244	239	257	249	472	471	484	522
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 168	1 134	1 196	1 162	411	454	425	434	757	680	771	728
Capitale-Nationale	2 662	2 576	2 430	2 447	1 039	996	946	942	1 623	1 580	1 484	1 505
Mauricie	915	905	861	906	328	348	305	317	587	557	556	589
Estrie	963	1 019	971	974	346	367	360	363	617	652	611	611
Montréal	6 461	6 488	6 636	6 747	2 740	2 657	2 692	2 808	3 721	3 831	3 944	3 939
Outaouais	748	754	787	766	260	267	272	285	488	487	515	481
Abitibi-Témiscamingue	533	565	561	512	165	189	181	168	368	376	380	344
Côte-Nord	268	314	274	286	98	112	76	102	170	202	198	184
Nord-du-Québec	57	67	62	55	22	20	27	13	35	47	35	42
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	285	268	268	278	95	100	81	79	190	168	187	199
Chaudière-Appalaches	1 596	1 541	1 540	1 489	582	558	566	565	1 014	983	974	924
Laval	1 248	1 365	1 391	1 508	515	511	524	590	733	854	867	918
Lanaudière	1 196	1 312	1 273	1 333	440	464	437	462	756	848	836	871
Laurentides	1 284	1 366	1 488	1 519	450	500	506	543	834	866	982	976
Montérégie	5 016	4 857	4 978	5 150	1 932	1 835	1 865	1 996	3 084	3 022	3 113	3 154
Centre-du-Québec	730	731	706	702	267	244	225	233	463	487	481	469
Indéterminé	58	51	49	39	28	23	25	16	30	28	24	23
Ensemble du Québec	**25 904**	**26 023**	**26 212**	**26 644**	**9 962**	**9 884**	**9 770**	**10 165**	**15 942**	**16 139**	**16 442**	**16 479**

1. Les bacheliers sont classés selon la région administrative de résidence telle que déclarée lors de la dernière inscription en formation générale des jeunes. Si cette donnée n'est pas disponible, la région administrative de l'organisme où a été obtenu le premier diplôme d'études secondaires est attribuée.
2. Le total des diplômes au baccalauréat inclut les diplômés dans les domaines d'études des sciences de la santé, des sciences pures et appliquées, des sciences sociales et humaines, des études plurisectorielles ainsi que ceux dont le domaine d'études est indéterminé.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

Tableau 8.1.2

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), selon le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2011

Région administrative	2009r	2010r	2011p	2009r	2010r	2011p	2009r	2010r	2011p	2009r	2010r	2011p
	Sciences de la santé			Sciences pures et appliquées			Sciences sociales et humaines			Études plurisectorielles		
	n											
Bas-Saint-Laurent	129	115	131	152	125	133	414	474	491	14	26	15
Saguenay–Lac-Saint-Jean	186	198	173	212	210	242	697	758	721	38	30	26
Capitale-Nationale	313	309	325	529	486	497	1 609	1 510	1 524	125	124	97
Mauricie	142	155	170	178	150	158	563	533	555	20	19	23
Estrie	134	118	122	169	158	161	675	649	654	40	45	36
Montréal	714	706	736	1 318	1 421	1 326	4 272	4 275	4 475	178	222	196
Outaouais	86	92	90	103	123	137	529	525	516	36	46	23
Abitibi-Témiscamingue	75	82	62	92	93	89	380	358	348	16	26	13
Côte-Nord	40	37	52	60	37	42	204	192	182	10	8	9
Nord-du-Québec	14	6	10	10	14	15	38	36	26	5	6	4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30	48	38	50	37	51	175	173	177	13	10	11
Chaudière-Appalaches	198	195	192	296	290	279	988	1 002	973	57	52	45
Laval	145	174	162	242	250	282	923	919	1 027	49	47	34
Lanaudière	165	167	165	235	204	225	853	858	891	56	41	48
Laurentides	158	184	174	246	270	309	910	991	989	48	39	43
Montérégie	473	512	553	978	953	995	3 215	3 327	3 439	186	176	152
Centre-du-Québec	86	78	102	140	106	114	482	506	457	23	15	26
Indéterminé	5	4	5	7	5	3	32	36	27	7	4	4
Ensemble du Québec	**3 093**	**3 180**	**3 262**	**5 017**	**4 932**	**5 058**	**16 959**	**17 122**	**17 472**	**921**	**936**	**805**

1. Les bacheliers sont classés selon la région administrative de résidence telle que déclarée lors de la dernière inscription en formation générale des jeunes. Si cette donnée n'est pas disponible, la région administrative de l'organisme où a été obtenu le premier diplôme d'études secondaires est attribuée.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

8.2 Niveau de scolarité

par Marc-André Gauthier, Direction des statistiques sociodémographiques

Cette section dresse un bilan du niveau de scolarité de la population québécoise à partir des données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada. La population analysée est âgée de 25 à 64 ans, soit celle regroupant les personnes qui ont généralement complété leur formation initiale et qui forment le principal contingent de la population active. Cette tranche d'âge présente aussi l'avantage d'atténuer partiellement les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales.

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat complété par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement[1] ». De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métier. En effet, un diplôme professionnel peut être obtenu dans le cadre d'un programme d'études secondaires ou après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », regroupe les personnes n'ayant pas complété minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut le « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », le « baccalauréat » et la catégorie « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière catégorie comprend le diplôme de maîtrise, de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine. Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance calculées à un niveau de 95 %. Des tests ont été menés lorsqu'il y avait un chevauchement partiel entre les intervalles.

Portrait du profil scolaire des régions administratives du Québec

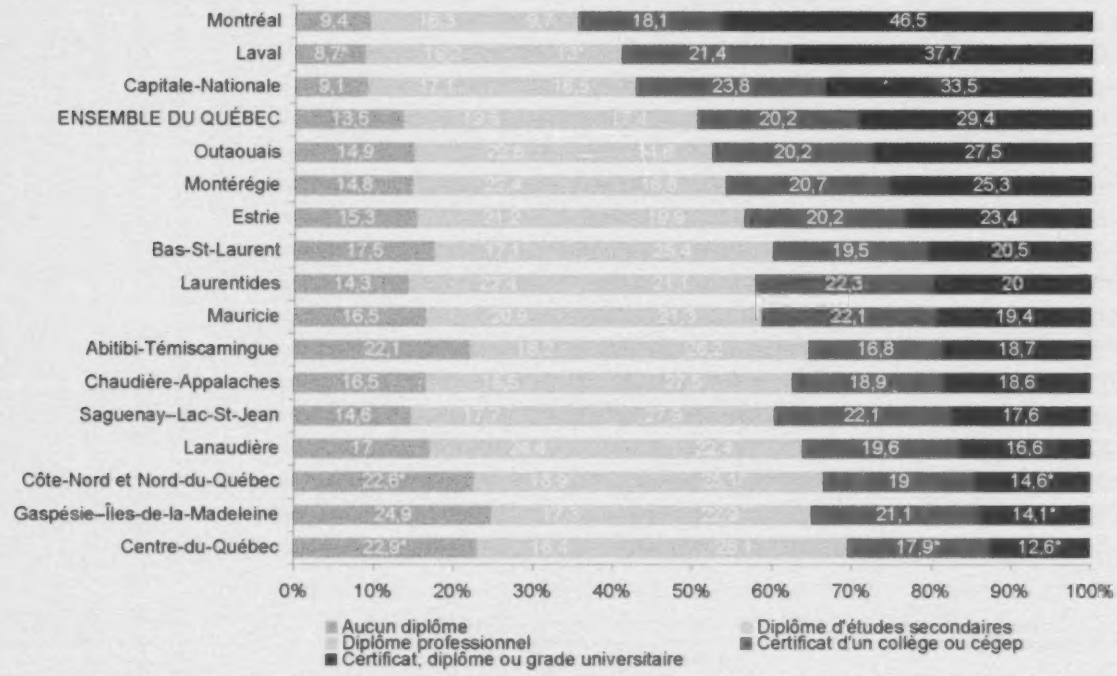
Un bref coup d'œil sur le niveau de scolarité au Québec permet de relever des disparités entre les régions administratives (figure 8.2.1), surtout au chapitre de la scolarisation universitaire et de la population n'ayant aucun diplôme. D'un côté, les régions abritant les principaux centres urbains affichent de fortes proportions de leur population ayant complété un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint. La Capitale-Nationale et Laval ont ainsi respectivement 33,5 % et 37,7 % de leur population de 25 à 64 ans faisant partie de cette catégorie. Avec près de 50 % de sa population titulaire d'un diplôme universitaire, Montréal présente un profil tout à fait distinct. L'important poids démographique des diplômés universitaires habitant sur l'île a notamment pour effet d'augmenter sensiblement la proportion de la population du Québec (29,4 %) ayant atteint ce niveau de scolarité[2]. Fait intéressant, c'est aussi à Montréal, Laval et dans la Capitale-Nationale que l'on observe les plus faibles pourcentages de gens n'ayant pas complété au moins le diplôme d'études secondaires (autour de 9 %), soit une proportion se situant sous la barre de ce qui est estimé pour l'ensemble du Québec (13,5 %). Ces régions se retrouvent aussi avec des proportions de diplômés de niveau professionnel inférieures à celles des autres régions, ce qui tend à démontrer que Laval, la Capitale-Nationale et Montréal présentent une configuration semblable de la scolarité de leur population.

1. Statistique Canada (2011), « Classification du plus haut niveau de scolarité atteint », document disponible à l'adresse suivante : [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/education-class02-fra.htm].
2. Lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour le Québec, on constate que la proportion de la population ayant atteint le niveau universitaire passe de 29 % à 24 % (voir Gauthier, 2014).

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Figure 8.2.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
Note : Les différences entre les régions ne sont pas nécessairement significatives.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Pour l'essentiel, le statut de métropole peut expliquer la forte proportion de diplômés universitaires à Montréal. À cet effet, on peut affirmer que Montréal profite de la présence de nombreuses institutions universitaires sur son territoire et d'un fort afflux d'immigrants présentant un profil fortement scolarisé. Les caractéristiques économiques de Montréal et l'exode rural des jeunes (vers la Capitale-Nationale aussi) représentent autant de facteurs méritant d'être considérés lorsque vient le temps d'interpréter le portrait de cette région.

Par rapport à Montréal, Laval et la Capitale-Nationale, les populations des autres régions québécoises présentent des profils moins scolarisés. Les chiffres sur la diplomation universitaire et la non-diplomation tendent à valider cette observation. Ainsi, les valeurs les plus proches relatives à la proportion de la population ayant complété une formation universitaire se retrouvent sous les 30 %, soit notamment en Outaouais (27,5 %), en Montérégie (25,3 %), en Estrie (23,4 %), au Bas-Saint-Laurent (20,5 %) et dans les Laurentides (20,0 %). C'est sous la limite des 20 % que se retrouvent les autres régions.

Comparativement aux grands centres, ces régions présentent une plus grande part de leur population qui est « sous-scolarisée ». Avec plus d'un individu sur cinq n'étant pas titulaire du diplôme d'études secondaires, l'Abitibi-Témiscamingue (22,1 %), la Côte-Nord et Nord-du-Québec (22,6 %*), le Centre-du-Québec (22,9 %*) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (24,9 %) présentent les plus fortes proportions d'individus n'ayant aucun diplôme. Au-delà de ces chiffres, il est important de considérer que ces régions possèdent des populations relativement plus âgées[3] et donc moins scolarisées. Cette situation n'est pas étrangère à l'exode

3. Par exemple, la proportion des personnes âgées de 45 à 64 ans se situe autour de 60 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, au Bas-Saint-Laurent, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Mauricie, alors que celle-ci est de 44 % à Montréal et de 52 % respectivement pour la Capitale-Nationale et Laval (ISQ, Estimation de la population du Québec par groupe d'âge et sexe, au 1er juillet, 2001 à 2013, tableau disponible à l'adresse : [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/QC_groupe_age_et_sexe.xls].

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence

rural des jeunes qu'a connu le Québec au cours des dernières décennies. En effet, plusieurs jeunes ont quitté leurs régions afin de poursuivre leurs études sans nécessairement opérer de retour une fois leur formation complétée (voir Leblanc et coll., 2003).

D'une région à l'autre, les pourcentages d'individus détenant un diplôme d'études secondaires ou un diplôme d'études collégiales se retrouvent plutôt près de ce qui est observé pour l'ensemble du Québec (environ 20 % pour les deux niveaux). Une telle proximité statistique ne s'applique toutefois pas du côté des diplômés professionnels. À cet égard, on remarque que le Centre-du-Québec (28,1 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (27,9 %), la région de Chaudière-Appalaches (27,5 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (26,2 %) affichent des proportions particulièrement élevées de leur population ayant atteint le niveau professionnel, ce qui contraste plutôt fortement avec ce qui est observé à Montréal, Laval et dans la Capitale-Nationale (environ 9 % respectivement). Ces fortes proportions reflètent sans doute le fait que ces régions reposent sur des secteurs économiques nécessitant une main-d'œuvre de niveau professionnel.

Le niveau de scolarité selon le sexe

Au Québec, les hommes se retrouvent plus souvent que les femmes parmi la population non diplômée (14,7 % c. 12,3 %), une situation qui prévaut pour la plupart des régions (tableau 8.2.1[4]). Or les données de l'EPA de 2012 montrent que les femmes de 25 à 64 ans sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à n'avoir aucun diplôme en Côte-Nord et Nord-du-Québec, en Abitibi-Témiscamingue, en Mauricie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Deux raisons nous permettent de croire que la variabilité due à l'échantillonnage peut expliquer pourquoi l'on retrouve « exceptionnellement » des proportions de femmes sous-scolarisées supérieures à celles des hommes dans certaines régions en 2012. D'abord, les différences observées ne sont pas statistiquement significatives. D'autre part, les estimations de 2011 viennent contredire celles de 2012, car à l'exception de la Côte-Nord et Nord-du-Québec, les hommes de ces régions sont plus nombreux que les femmes à faire partie de la catégorie non diplômée lors de cette année.

Les autres régions affichent quant à elles un profil semblable à celui de l'ensemble du Québec en 2012, soit notamment celles de Chaudière-Appalaches, de l'Outaouais et de la Montérégie. Plus spécifiquement, les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale semblent être celles où les différences entre les pourcentages d'hommes et de femmes sous-scolarisés sont les plus faibles.

Les différences entre les sexes apparaissent plus clairement du côté des diplômés issus du niveau professionnel (tableau 8.2.2). Toutes régions confondues, les hommes tendent plus souvent que les femmes à avoir atteint ce niveau de scolarité. Certaines régions présentent des contrastes importants, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (31,0 % h; 14,8 % f), l'Abitibi-Témiscamingue (33,7 % h; 18,8 % f), et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (34,0 % h; 21,7 % f). Fait intéressant, c'est dans les régions présentant les plus faibles proportions de diplômés professionnels au Québec que l'on observe les plus minces différences entre les sexes, notamment en Outaouais (15,2 % h; 14,0 % f) ou à Montréal (11,0 % h; 8,3 % f).

Le portrait s'inverse chez la population ayant complété un certificat, diplôme ou grade universitaire (tableau 8.2.3). En effet, les femmes tendent à être proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme de ce niveau dans l'ensemble du Québec (26,7 % h ; 32,0 % f). Les différences dans les proportions sont plus prononcées en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9,3 %* h; 18,7 % f), en Abitibi-Témiscamingue (13,7* % h; 23,7 % f) et au Bas-Saint-Laurent (15,8 % h; 25,2 % f).

On sait que la grande majorité de la population ayant complété une formation universitaire a obtenu le premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes sont généralement plus nombreuses que les hommes à avoir complété ce type de formation (tableau 8.2.4). Dans l'ensemble, environ une personne sur cinq au Québec déclare avoir atteint ce niveau de scolarité en

4. Cette proportion plus élevée d'hommes n'ayant aucun diplôme concorde d'ailleurs avec le taux de décrochage scolaire plus élevé des garçons (MELS, 2012).

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

2012, soit 15,9 % des hommes et 20,2 % des femmes. Montréal (28,0 %), Laval (25,5 %) et la Capitale-Nationale (19,7 %) se retrouvent en haut de l'échelle à ce chapitre. On constate d'ailleurs que la proportion de femmes bachelières de ces régions tend également à être plus élevée que celles de l'ensemble des régions administratives.

Bibliographie

GAUTHIER, Marc-André (2014). *Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité au Québec à partir de l'Enquête sur la population active*, Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 7 p.

LEBLANC, Patrice, Camil GIRARD, Serge CÔTÉ et Dominique POTVIN (2003). *La migration des jeunes et le développement régional dans le croissant péri-nordique du Québec*, Recherches sociographiques, vol. 44, n° 1, p. 35-55.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DES LOISIRS ET DU SPORT (2012). *Indicateurs de l'éducation - Édition 2012*, Québec, 142 p.

Tableau 8.2.1

Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	20,0	15,0	17,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13,7	15,5	14,6
Capitale-Nationale	9,7	8,5*	9,1
Mauricie	15,6*	17,4*	16,5
Estrie	17,3	13,1	15,3
Montréal	9,5	9,3	9,4
Outaouais†	17,6	12,4	14,9
Abitibi-Témiscamingue	21,5	22,7	22,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	21,4**	23,9*	22,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27,8*	21,9	24,9
Chaudière-Appalaches†	19,3	13,6	16,5
Laval	10,0*	7,4*	8,7*
Lanaudière	18,0	16,0*	17,0
Laurentides	17,0	11,6	14,3
Montérégie†	16,8	12,8	14,8
Centre-du-Québec	25,0*	20,6*	22,9*
Ensemble du Québec	**14,7**	**12,3**	**13,5**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2.2

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent†	31,3	19,5	25,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean†	34,0	21,7	27,9
Capitale-Nationale	19,0	14,1	16,5
Mauricie†	25,6	17,0	21,3
Estrie	22,0	17,8	19,9
Montréal†	11,0	8,3	9,7
Outaouais	15,2	14,0	14,6
Abitibi-Témiscamingue†	33,7	18,8	26,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec†	31,4*	18,6*	25,1*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	31,0	14,8	22,9
Chaudière-Appalaches†	31,6	23,3	27,5
Laval	14,5*	11,4*	13,0*
Lanaudière	26,4	18,1	22,4
Laurentides	23,0*	19,1	21,1
Montérégie†	19,3	14,2	16,8
Centre-du-Québec	33,3*	22,2*	28,1
Ensemble du Québec	**20,2**	**14,6**	**17,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2.3

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent†	15,8*	25,2	20,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15,8	19,4	17,6
Capitale-Nationale	31,1	35,8	33,5
Mauricie	16,7*	22,1	19,4
Estrie	21,2	25,7	23,4
Montréal	44,1	49,0	46,5
Outaouais	25,3	29,6	27,5
Abitibi-Témiscamingue†	13,7*	23,7	18,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	13,6**	15,3*	14,6*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	9,3*	18,7	14,1*
Chaudière-Appalaches†	15,6	21,8	18,6
Laval	35,2	40,1	37,7
Lanaudière	14,8*	18,4	16,6
Laurentides	16,7*	23,2	20,0
Montérégie†	22,5	28,1	25,3
Centre-du-Québec	9,9**	15,7*	12,6*
Ensemble du Québec	**26,7**	**32,0**	**29,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2.4

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent†	10,3*	18,4	14,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,7	13,4	12,1
Capitale-Nationale	17,0	22,3	19,7
Mauricie	10,0*	15,1*	12,5
Estrie	12,0	16,4	14,1
Montréal	26,3	29,8	28,0
Outaouais†	13,7	18,8	16,3
Abitibi-Témiscamingue	9,0*	14,1*	11,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,7**	9,6*	9,2*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	6,9*	12,5*	9,7*
Chaudière-Appalaches	10,1*	12,9	11,5
Laval	22,6	28,3*	25,5
Lanaudière†	6,7*	13,0	9,8
Laurentides	10,0*	14,4	12,2
Montérégie	14,1	17,9	16,0
Centre-du-Québec	6,1**	8,3**	7,1*
Ensemble du Québec†	**15,9**	**20,2**	**18,1**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

9. Science, technologie et innovation

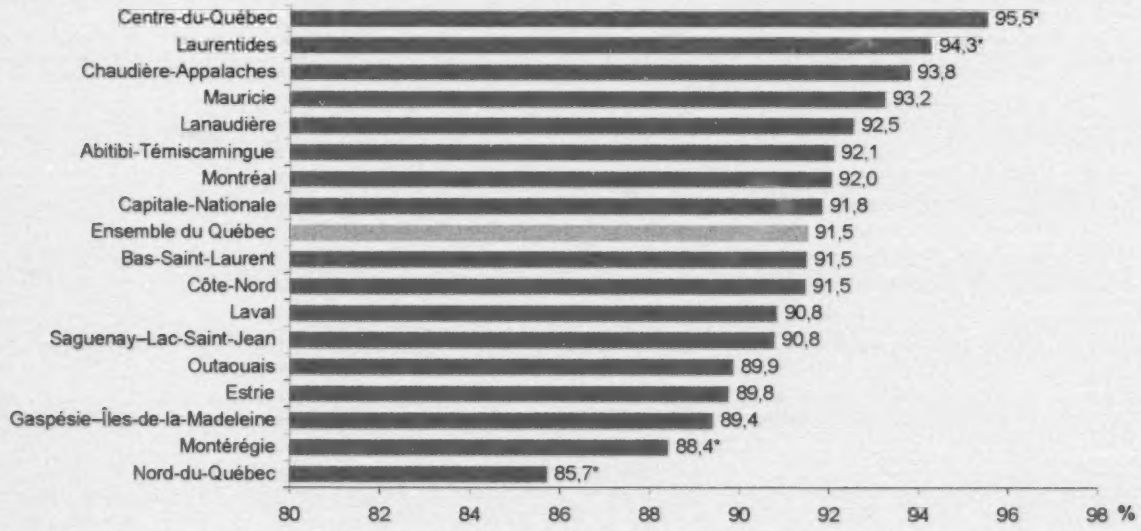
par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

9.1 L'accès à Internet dans les établissements du Québec

Ce chapitre porte sur l'accès à Internet des établissements québécois de cinq employés et plus. Les données présentées dans ce texte sont tirées du volet établissement de l'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires* de l'Institut de la statistique du Québec et sont diffusées dans le site Web à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/science-technologie-innovation/utilisation-internet/entreprises/index.html.

Figure 9.1.1

Part des établissements qui ont une connexion à Internet, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



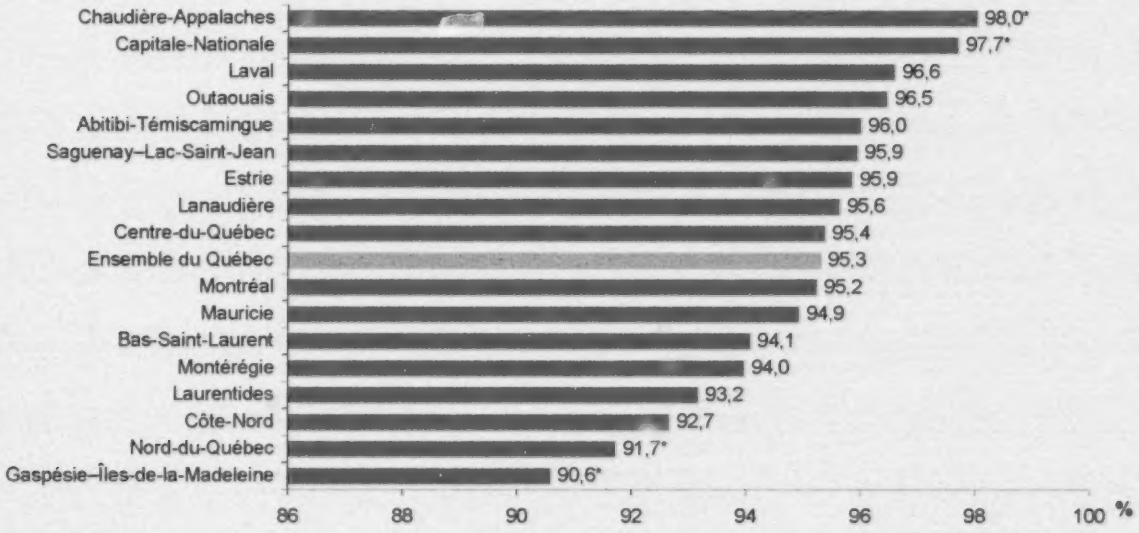
* : L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

Le taux de branchement des établissements de cinq employés et plus s'élève à 91,5 % en 2012 dans l'ensemble du Québec. La proportion d'établissements branchés varie entre les 17 régions administratives du Québec : un écart de 9,8 points de pourcentage sépare la région la plus branchée (Centre-du-Québec; 95,5 %) de la moins branchée (Nord-du-Québec; 85,7 %). Par ailleurs, deux autres régions affichent des taux de branchement qui se distinguent de celui de l'ensemble des établissements québécois : les Laurentides (94,3 %) et la Montérégie (88,4 %). Enfin, les autres régions ont des proportions d'établissements qui accèdent à Internet allant de 89,4 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine à 93,8 % en Chaudière-Appalaches.

Parmi les établissements branchés qui ont accès à Internet, la plupart sont branchés via une connexion haute vitesse (95,3 %), c'est-à-dire une connexion permettant une vitesse de téléchargement de 1,5 mégabit par seconde et plus. Le taux de branchement à Internet haute vitesse varie également entre les régions du Québec. Les proportions d'établissements qui accèdent à Internet haute vitesse atteignent respectivement 98,0 % en Chaudière-Appalaches et 97,7 % dans la Capitale-Nationale, tandis qu'elles sont de 91,7 % dans le Nord-du-Québec et de 90,6 % dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ces quatre taux sont d'ailleurs les seuls taux significativement différents de celui de l'ensemble des établissements. Les autres régions ont des taux allant de 92,7 % (Côte-Nord) à 96,6 % (Laval).

Figure 9.1.2

Part des établissements qui ont une connexion à Internet haute vitesse, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

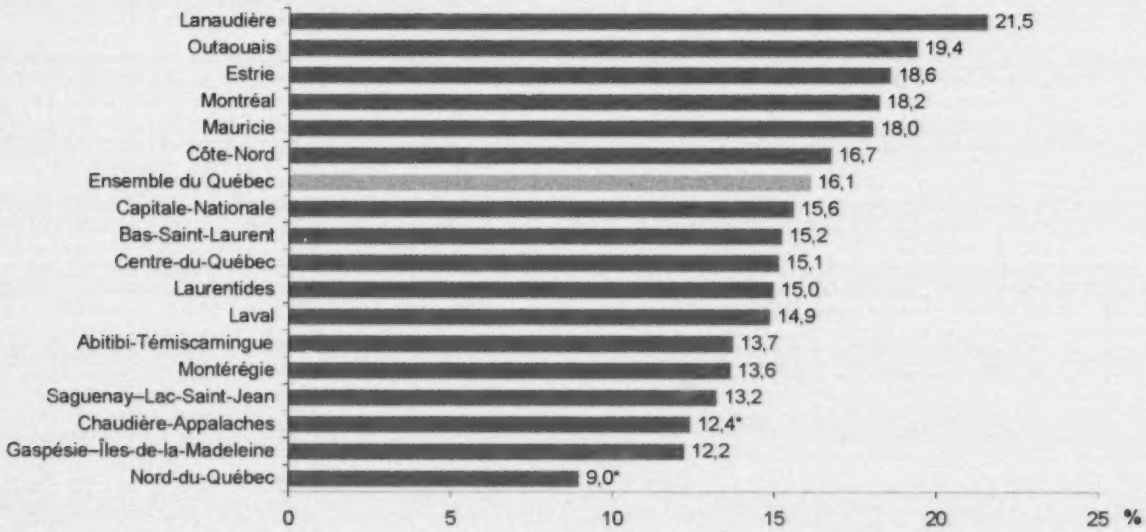


* : L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

L'Internet très haute vitesse est une technologie assez récente qui offre une vitesse de téléchargement de 100 mégabits par seconde et plus. En 2012, 16,1 % des établissements de cinq employés et plus sont branchés à la très haute vitesse. Cette proportion varie largement entre les régions administratives puisque le branchement à la très haute vitesse est entre autres relié à la disponibilité du service. Ainsi, dans Lanaudière, plus de deux établissements sur dix ont une connexion très haute vitesse, tandis que dans la région du Nord-du-Québec, seulement 9,0 % des établissements en ont une. Toutefois, à l'exception du Nord-du-Québec (9,0 %) et de Chaudière-Appalaches (12,4 %), qui ont une proportion d'établissements branchés à la très haute vitesse significativement moins élevée, les autres régions n'ont pas des taux significativement différents de l'ensemble du Québec.

Figure 9.1.3

Part des établissements qui ont une connexion Internet très haute vitesse, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



* : L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

Données statistiques additionnelles

Tableau 9.1.1

Part des établissements qui n'ont pas de connexion à Internet selon la raison, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Pas besoin ou besoin limité		Pas de service disponible dans la région		Coût trop élevé		Qualité du service disponible insatisfaisante		Autres raisons	
	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote
Bas-Saint-Laurent	74,5	C	3,8	E	21,8	E	3,8	E	11,2	E
Saguenay–Lac-Saint-Jean	82,3	B	–	E	3,6	E	–	E	17,7	E
Capitale-Nationale	87,3	B	–	E	6,4	E	5,8	E	6,3	E
Mauricie	67,0	C	–	E	25,6	E	–	E	28,7	E
Estrie	81,0	B	–	E	9,0	E	–	E	13,2	E
Montréal	83,1	B	–	E	18,7	E	–	E	7,3	E
Outaouais	83,1	B	3,9	E	6,0	E	–	E	15,8	E
Abitibi-Témiscamingue	87,3	B	–	E	2,1	E	–	E	37,8	E
Côte-Nord	73,3	C	–	E	6,3	E	–	E	32,9	E
Nord-du-Québec	80,3	B	12,6	E	4,8	E	3,0	E	4,1	E
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	80,6	B	–	E	–	E	–	E	25,3	E
Chaudière-Appalaches	95,4	A	–	E	4,6	E	–	E	19,6	E
Laval	92,5	B	–	E	4,1	E	–	E	18,6	E
Lanaudière	100,0	A	–	E	12,6	E	–	E	4,0	E
Laurentides	86,6	B	–	E	7,2	E	5,3	E	13,4	E
Montérégie	76,2	B	2,8	E	20,5	E	1,7	E	17,1	E
Centre-du-Québec	86,3	B	–	E	13,7	E	–	E	13,7	E
Ensemble du Québec	**82,9**	**A**	**1,0**	**E**	**13,7**	**D**	**1,3**	**E**	**13,8**	**D**

Cote pour la précision : A : excellent; B : très bon; C : bon; D : passable; E : faible, à utiliser avec circonspection.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

Tableau 9.1.2

Part des établissements branchés qui n'ont pas de connexion à Internet très haute vitesse selon la raison, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Pas besoin ou besoin limité		Pas de service plus rapide disponible dans la région		Coût trop élevé		Qualité du service disponible insatisfaisante		Autres raisons	
	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote
Bas-Saint-Laurent	55,5	B	34,9	C	13,9	D	x	x	2,9	E
Saguenay–Lac-Saint-Jean	67,1	A	24,7	C	15,5	C	–	E	2,5	E
Capitale-Nationale	70,6	A	13,5	C	20,5	C	x	x	2,6	E
Mauricie	62,3	B	29,3	C	13,7	C	x	x	2,4	E
Estrie	57,2	B	26,9	B	17,1	C	–	E	4,8	E
Montréal	72,7	A	5,9	D	23,3	B	1,6	E	6,2	D
Outaouais	57,5	B	26,7	C	14,2	D	1,7	E	6,4	D
Abitibi-Témiscamingue	59,8	B	30,0	B	13,1	C	x	x	3,5	E
Côte-Nord	58,8	A	33,7	B	12,6	D	x	x	5,0	E
Nord-du-Québec	33,8	B	60,5	A	13,6	C	x	x	2,7	E
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	34,4	B	54,2	B	11,0	D	2,7	E	3,9	E
Chaudière-Appalaches	55,1	B	28,5	C	19,3	C	1,5	E	5,0	E
Laval	71,2	A	11,0	D	20,9	C	x	x	3,8	E
Lanaudière	59,9	B	27,0	C	17,1	C	x	x	2,6	E
Laurentides	60,2	B	24,1	C	22,3	C	1,4	E	2,9	E
Montérégie	64,1	A	25,0	C	18,9	C	1,4	E	2,5	E
Centre-du-Québec	56,0	B	33,2	B	15,3	C	x	x	2,8	E
Ensemble du Québec	**64,5**	**A**	**20,5**	**A**	**19,2**	**A**	**1,1**	**D**	**4,0**	**C**

Cote pour la précision : A : excellent; B : très bon; C : bon; D : passable; E : faible, à utiliser avec circonspection.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

Tableau 9.1.3

Part des établissements branchés selon le type de connexion, établissements de cinq employés et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administrative	Accès commuté sur une ligne téléphonique		DSL		Câble		Fibre optique		Autre connexion fixe à Internet		Connexion haute vitesse mobile	
	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote	%	Cote
Bas-Saint-Laurent	3,8	E	66,1	B	40,1	B	13,4	D	15,2	D	42,2	B
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,8	E	41,3	B	59,1	A	12,6	C	14,9	C	59,2	A
Capitale-Nationale	4,6	D	48,0	B	53,9	A	15,7	C	15,7	C	57,0	A
Mauricie	5,2	E	38,7	B	58,1	B	18,5	D	18,3	D	53,4	B
Estrie	5,0	D	43,2	B	57,9	A	11,3	D	15,3	C	59,3	A
Montréal	5,9	D	57,9	A	40,3	B	22,6	B	16,8	C	61,5	A
Outaouais	5,2	D	53,7	B	49,8	B	11,5	D	17,5	C	53,1	B
Abitibi-Témiscamingue	2,8	E	31,4	B	65,8	A	7,7	D	15,1	C	44,3	B
Côte-Nord	5,4	D	59,3	A	43,3	B	11,7	C	16,0	C	51,6	A
Nord-du-Québec	6,7	D	65,8	A	18,4	C	8,8	D	35,9	B	50,1	B
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3,6	E	58,2	B	30,0	B	13,0	D	25,8	C	47,8	B
Chaudière-Appalaches	3,6	E	63,1	A	38,5	B	11,7	D	14,8	C	52,2	B
Laval	4,1	E	51,2	B	50,5	B	15,1	C	16,7	C	64,2	A
Lanaudière	5,3	E	43,0	B	58,3	B	8,1	D	19,5	C	53,0	B
Laurentides	4,8	D	41,6	B	58,9	A	11,8	D	16,4	C	54,7	B
Montérégie	6,1	D	43,6	B	54,8	A	11,9	C	15,0	C	56,2	A
Centre-du-Québec	4,4	D	43,9	B	51,3	B	13,1	C	17,6	C	53,0	B
Ensemble du Québec	**5,1**	**B**	**49,8**	**A**	**49,7**	**A**	**15,1**	**A**	**16,5**	**A**	**56,5**	**A**

Cote pour la précision : A : excellent; B : très bon; C : bon; D : passable; E : faible, à utiliser avec circonspection.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*, 2012.

9.2 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec

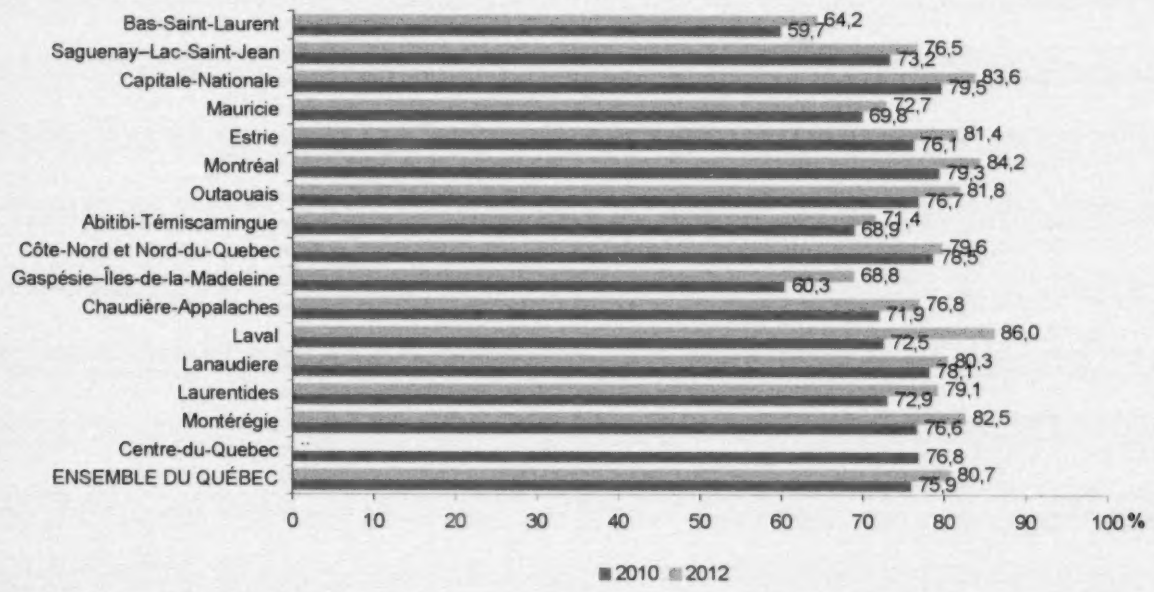
Cette section porte sur l'utilisation d'Internet à des fins personnelles des individus québécois de 16 ans et plus. Les données ont été tirées de l'*Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet* réalisée par Statistique Canada au cours de l'année 2012 et sont diffusées dans le site Web à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/science-technologie-innovation/utilisation-internet/menages-individus/index.html.

Dans l'ensemble du Québec, 80,7 % des Québécois de 16 ans et plus utilisent Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit. Il s'agit d'une augmentation de 4,8 points de pourcentage par rapport au taux d'utilisation en 2010 (75,9 %). La proportion d'internautes varie à travers les régions du Québec. Les régions de Laval (86,0 %), de Montréal (84,2 %) et de la Capitale-Nationale (83,6 %) affichent les plus forts taux d'utilisation en 2012. À l'opposé, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (68,8 %) et le Bas-Saint-Laurent (64,2 %) sont les régions comptant les plus faibles proportions d'internautes. Les autres régions administratives ont des taux d'utilisation d'Internet allant de 71,4 % en Abitibi-Témiscamingue à 82,5 % en Montérégie.

Par rapport à 2010, on observe une augmentation de la proportion d'individus utilisant Internet dans toutes les régions du Québec. La région de Laval affiche la plus forte augmentation, avec un taux d'utilisation qui fait un bond de 13,5 points de pourcentage passant de 72,5 % à 86,0 %. En 2012, elle est la région comptant la plus grande proportion d'internautes, tandis qu'en 2010, elle se situait sous la moyenne québécoise. Alors que le taux d'utilisation de la région combinée de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec se situait à 78,5 % en 2010, il est de 79,6 % en 2012. Il s'agit d'une augmentation de 1,1 point de pourcentage sur la période, soit la plus faible parmi les régions administratives.

Figure 9.2.1

Taux d'utilisation d'Internet à partir de n'importe quel endroit, par les individus âgés de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 et 2012



.. Donnée non disponible

Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, *Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet*, 2010 et 2012, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les lieux d'utilisation

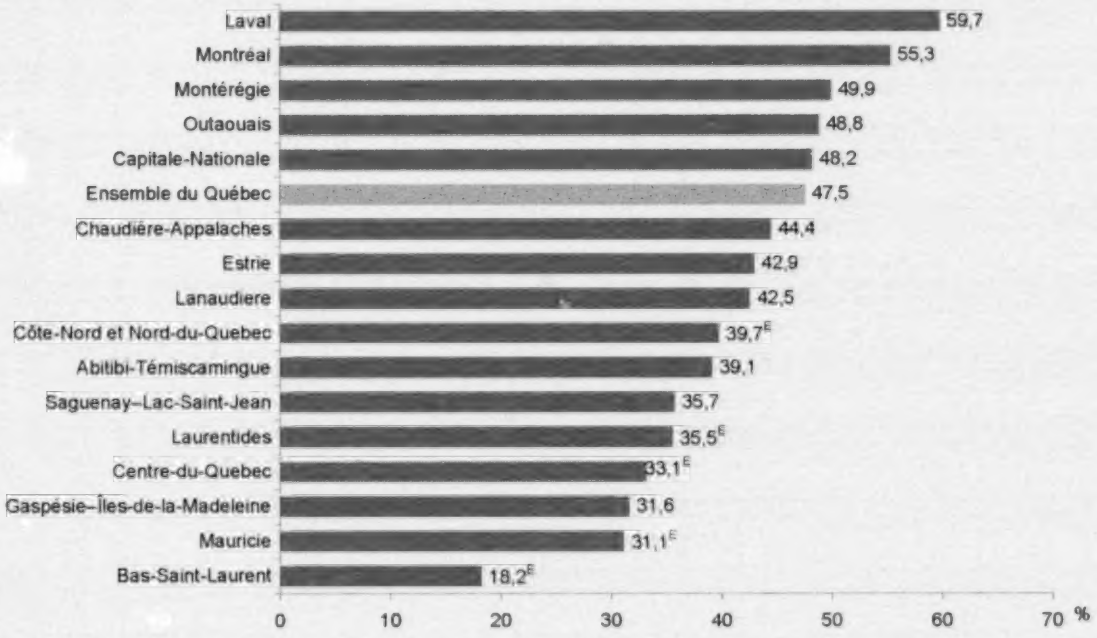
La grande majorité des internautes utilisent Internet à partir du domicile (95,8 %). Il s'agit du lieu d'utilisation comptant la proportion la plus élevée, quelle que soit la région administrative. Le travail, l'école et la bibliothèque publique sont également des lieux où les internautes québécois utilisent Internet à des fins personnelles. Les proportions d'internautes pour ces lieux d'utilisation sont respectivement de 37,9 %, de 17,6 % et de 9,2 %. On observe quelques différences entre les régions administratives, bien que non significatives[1]. Par exemple, dans les régions de Montréal (45,5 %) et de Laval (47,3 %), près de la moitié des internautes utilisent Internet à des fins personnelles à partir du travail, tandis que cette proportion est de 27,2 % dans Lanaudière. À l'inverse, cette dernière région affiche un taux d'utilisation à partir du domicile (98,0 %) plus élevé que ceux des régions de Montréal (95,7 %) et de Laval (95,9 %). Par ailleurs, près du quart des internautes montréalais utilisent Internet à l'école, ce qui en fait un des taux les plus élevés au Québec (26,9 %).

L'utilisation d'Internet à l'aide d'un appareil de poche sans fil

Un peu moins de la moitié des internautes (47,5 %) déclarent utiliser Internet à partir d'un appareil de poche sans fil, comme un téléphone intelligent ou une tablette numérique. Cette proportion varie énormément parmi les régions administratives : un écart de 41,5 points de pourcentage sépare la proportion d'internautes utilisant ce type d'appareil dans la région de Laval (59,7 %) de celle du Bas-Saint-Laurent (18,2 %). Cette dernière région est de loin celle comptant le plus petit taux d'utilisation à partir d'un appareil mobile : la seconde région, la Mauricie, affiche un taux de 31,1 %. En outre, on observe que les régions où l'on compte les plus forts taux d'utilisation d'Internet (Laval, Montréal, Capitale-Nationale et Montérégie) sont également celles affichant les plus grandes proportions d'individus utilisant Internet à partir d'un appareil de poche sans fil.

Figure 9.2.2

Proportion d'individus âgés de 16 ans et plus utilisant Internet à des fins personnelles, à partir d'un appareil de poche sans fil, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



E. À utiliser avec prudence. Coefficient de variation se situant entre 16,6 % et 33,3 %.
Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, *Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet*, 2012.

1. Il n'est pas possible d'affirmer hors de tout doute que les estimations ne sont pas significativement différentes l'une de l'autre, mais au su des coefficients de variation et du nombre de répondants dans chaque région, il serait surprenant qu'elles le soient.

Tableau 9.2.1

Individus âgés de 16 ans et plus utilisant Internet à des fins personnelles, selon le point d'accès, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Région administratives	Domicile	Travail	École	Bibliothèque publique
		%		
Bas-Saint-Laurent	95,4	30,6[E]	F	x
Saguenay--Lac-Saint-Jean	96,3	28,3	15,0[E]	4,6[E]
Capitale-Nationale	98,4	35,9	20,7[E]	9,4[E]
Mauricie	97,5	26,9[E]	10,4[E]	5,6[E]
Estrie	96,1	35,5	14,8[E]	F
Montréal	95,7	45,5	26,9	16,0
Outaouais	94,4	36,9	16,6	5,4[E]
Abitibi-Témiscamingue	88,0	30,3[E]	F	F
Côte-Nord et Nord-du-Quebec	100,0	25,1[E]	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	94,6	30,6[E]	12,3[E]	x
Chaudière-Appalaches	96,4	33,1	17,0	F
Laval	95,9	47,3	31,0[E]	17,2[E]
Lanaudiere	98,0	27,2	F	x
Laurentides	97,2	33,4[E]	x	F
Montérégie	94,6	39,1	10,3[E]	7,8[E]
Centre-du-Quebec	90,2	22,4[E]	x	x
Ensemble du Québec	**95,8**	**37,9**	**17,6**	**9,2**

E. À utiliser avec prudence. Coefficient de variation se situant entre 16,6 pourcentage et 33,3 pourcentage.
F. Trop peu fiable pour être publié.
X. Confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique.
Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, *Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet*, 2012, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.2.2

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit par les individus âgés de 16 ans et plus, selon différents facteurs socioéconomiques, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

Facteur socioéconomique	Taux d'utilisation d'Internet
	%
Sexe	
Homme	81,4
Femme	79,9
Groupe d âge	
De 16 à 34 ans	98,7
De 35 à 54 ans	87,6
De 55 à 64 ans	76,8
65 ans et plus	42,7
Quartile de revenu du ménage[1]	
1er quartile	56,5
2e quartile	76,3
3e quartile	92,7
4e quartile	95,5
Tous individus	**80,7**

1. La répartition des quartiles est définie en fonction de la distribution de revenu familial de 2011.
Source : Statistique Canada, totalisation spéciale, *Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet*, 2012, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Maxime Murphy[1], Direction des statistiques de santé

Cette section brosse un portrait statistique régional de l'utilisation des services de santé par les personnes touchées à la fois par au moins un problème de santé de longue durée (ou maladie chronique[2]) et une incapacité. L'information issue de ces analyses permet de mieux saisir la réalité locale dans laquelle œuvrent les différents intervenants et décideurs du milieu de la santé. Les analyses présentées sont tirées des données de l'*Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011* (EQLAV 2010-2011) et s'inscrivent en continuité avec une série de publications sur l'incapacité et les maladies chroniques produites à partir de cette enquête.

La population visée par l'EQLAV vit en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel, incluant entre autres les personnes vivant dans une résidence pour aînés avec services. Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule région. À l'inverse, bien que le Nord-du-Québec soit divisé en trois régions, soit le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James, ces deux dernières sont exclues de la population visée dans l'EQLAV.

La première partie de cette section porte un bref regard sur la répartition des Québécois de 15 ans et plus selon la cooccurrence de l'incapacité et des maladies chroniques, c'est-à-dire de la cooccurrence selon le niveau de gravité de l'incapacité (qui inclut l'absence d'incapacité) et le nombre de maladies chroniques. La seconde partie permet d'identifier les différences régionales ayant trait à cette cooccurrence[3]. La dernière partie présente une analyse régionale sur l'utilisation de certains services de santé chez les personnes cumulant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée. Ainsi, l'affiliation à un médecin de famille, le fait d'être suivi par un professionnel de santé autre qu'un médecin[4], l'utilisation des services hospitaliers[5] et la consommation actuelle de médicaments prescrits[6] sont analysés dans cette dernière partie. Ces résultats sont aussi mis en perspective avec le reste du Québec. À moins d'indication contraire, seuls les résultats montrant des différences statistiquement significatives sont discutés.

Morbidité chronique et incapacité dans l'ensemble du Québec

Environ le quart (25 %) de la population québécoise de 15 ans et plus, soit environ 1,7 million de personnes, est touchée à la fois par une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée (figure 10.1).

Lorsque la population de 15 ans et plus est ventilée selon le niveau de gravité de l'incapacité et le nombre de maladies chroniques, on remarque d'emblée que la plus grande part, soit plus de 2 personnes sur 5 (44 %), ne déclare ni d'incapacité ni de problèmes de santé de longue durée. Toutes proportions gardées, le deuxième groupe le plus nombreux est constitué de gens n'ayant aucune incapacité, mais indiquant avoir un problème de santé de longue durée (15 %).

Le reste de la population se répartit de manière relativement équivalente quant à la gravité de l'incapacité et le nombre de maladies chroniques; cinq groupes montrent des proportions se situant entre 7 % et 8 %. Il s'agit des individus rapportant : une incapacité légère, mais aucune maladie chronique (7 %), une incapacité légère et une maladie chronique (7 %), aucune incapacité, mais deux maladies chroniques (8 %), une incapacité légère et deux maladies chroniques ou plus (8 %), et enfin une incapacité modérée ou grave et deux maladies chroniques ou plus (7 %).

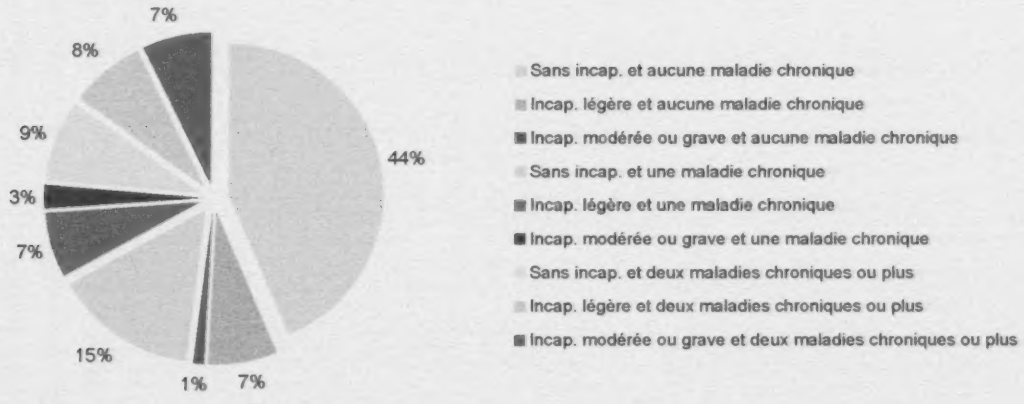
---

1. Je tiens à remercier Ariane Dubé-Linteau, Jasline Flores, Monique Bordeleau, et Marcel Godbout pour leurs commentaires sur la version préliminaire.

2. Dans nos analyses, nous parlerons de problèmes de santé de longue durée ou de maladies chroniques sans distinction.
3. Les tests d'égalité de proportions ont été faits entre chaque région prise individuellement et son complémentaire provincial (le reste du Québec).
4. Ce sont par exemple les personnes suivies par une infirmière, un psychologue, un massothérapeute, un physiothérapeute, etc.
5. Ces services incluent la consultation d'un médecin à l'urgence, l'hospitalisation et la chirurgie d'un jour.
6. Pour une définition des indicateurs et des variables de croisement utilisés dans les analyses, voir la page 157.

Figure 10.1

Répartition de la population de 15 ans et plus[1] selon la gravité de l'incapacité et le nombre de problèmes de santé de longue durée, ensemble du Québec, 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011*.

Seule une faible proportion de personnes sont touchées par une incapacité modérée ou grave sans avoir de maladie chronique (1,0 %), ou encore affirment cumuler à la fois une incapacité modérée ou grave et un seul problème de santé de longue durée (2,5 %).

Morbidité chronique et incapacité dans les régions sociosanitaires

La figure 10.2 présente la répartition des personnes cumulant une incapacité et au moins un problème de santé selon les régions sociosanitaires de résidence. Les résultats sont relativement similaires, mais trois régions se démarquent en montrant de plus petites proportions de personnes touchées à la fois par l'incapacité et la morbidité chronique. Il s'agit de Montréal (24 %), Laval (22 %) et la Montérégie (23 %).

Par ailleurs, toutes proportions gardées, cinq régions présentent une part plus élevée de personnes combinant une incapacité et au moins une maladie chronique : le Bas-Saint-Laurent (28 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (27 %), l'Outaouais (28 %), la Côte-Nord (27 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (32 %).

La répartition de la population de 15 ans et plus selon la gravité de l'incapacité et le nombre de problèmes de santé varie aussi selon la région sociosanitaire. Cette analyse offre un aperçu global des tendances régionales face à ces deux problèmes liés à la santé[7].

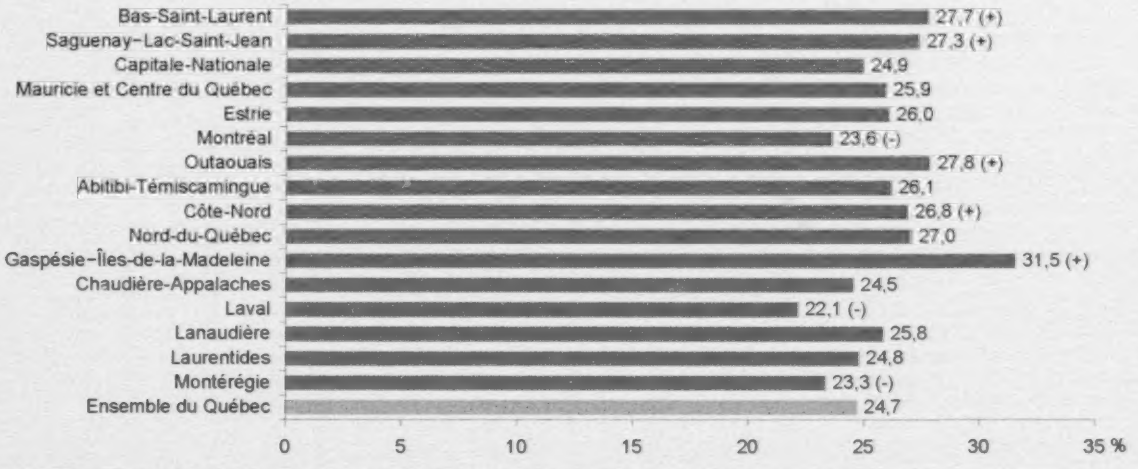
Lorsqu'elles sont comparées à l'ensemble des autres régions du Québec, les régions de Laval et Montréal semblent plus favorisées sur le plan de la santé en ayant une plus grande proportion de personnes sans incapacité ni morbidité chronique (Laval 46 %, Montréal 48 %). Toutes proportions gardées, on observe aussi moins de personnes ayant à la fois une incapacité légère

7. Les résultats complets peuvent être consultés dans le tableau 10.1 en fin d'article.

et deux problèmes de santé de longue durée ou plus à Laval (6 %). La situation est similaire pour la région sociosanitaire de Montréal qui compte une proportion inférieure de gens combinant une incapacité légère et un problème de santé de longue durée (6 %), ainsi qu'une plus faible proportion d'individus sans incapacité, mais déclarant au moins deux maladies chroniques (7 %).

Figure 10.2

Proportion de personnes ayant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée, population de 15 ans et plus[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011*.

Par ailleurs, certaines régions sociosanitaires se démarquent du reste du Québec en ayant un profil moins favorable quant à la gravité de l'incapacité et le nombre de maladies chroniques de ses résidants. Notamment, on trouve une plus grande proportion de personnes présentant une incapacité modérée ou grave et une maladie chronique dans l'Outaouais (3,4 %) et le Nord-du-Québec (4,0 %*). De même, les régions sociosanitaires du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se différencient aussi des autres régions du Québec en comptant une plus grande proportion de personnes sans incapacité, mais touchées par deux problèmes de santé de longue durée ou plus (respectivement 10 %, 13 %, et 10 %). Il apparaît aussi que les personnes avec incapacité légère et au moins deux problèmes de santé sont proportionnellement plus nombreuses dans la région du Bas-Saint-Laurent (9 %), de la Côte-Nord (10 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9 %). Finalement, deux régions se distinguent par leur proportion plus élevée d'individus présentant simultanément une incapacité modérée ou grave et au moins deux maladies chroniques, soit le Bas-Saint-Laurent (8 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11 %).

Utilisation des services de santé dans la population avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée

La dernière partie examine l'utilisation de certains services et soins de santé dans les régions sociosanitaires. Les analyses concernent la population de 15 ans et plus avec incapacité (tous niveaux de gravité confondus) et au moins un problème de santé de longue durée. Dans cette population spécifique, sont examinés l'affiliation à un médecin de famille, le suivi régulier par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille et l'utilisation des services hospitaliers (la consultation d'un médecin à l'urgence et la chirurgie d'un jour[8]).

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

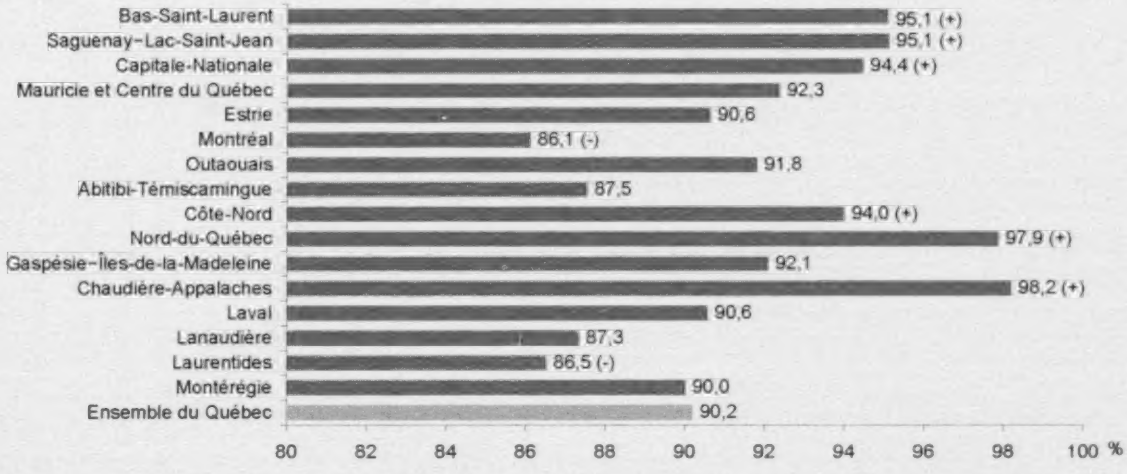
8. L'analyse de la consommation de médicaments prescrits et de l'hospitalisation dans les régions ne révèle pas de différences statistiquement significatives lorsqu'elle est comparée avec le reste du Québec (voir les figures 10.8 et 10.9 en fin d'article). Elles ne font donc pas l'objet d'une description dans le texte.

La figure 10.3 indique que, pour l'ensemble du Québec, la grande majorité des personnes avec incapacité et ayant au moins un problème de santé de longue durée sont affiliées à un médecin de famille (90 %); dans les régions sociosanitaires, cette proportion est de l'ordre de 86 % à 98 %. Comparativement à l'ensemble des personnes de 15 ans et plus (peu importe leur condition quant à l'incapacité et la maladie chronique), la proportion de personnes affiliées à un médecin de famille est sensiblement moins élevée, s'élevant à un peu moins de 4 sur 5 (79 %)[9, 10].

Les personnes cumulant une incapacité et au moins une maladie chronique et habitant les régions suivantes sont plus susceptibles d'être affiliées à un médecin de famille : Bas-Saint-Laurent (95 %), Saguenay–Lac-Saint-Jean (95 %), Capitale-Nationale (94 %), Côte-Nord (94 %), le Nord-du-Québec (98 %) et Chaudière-Appalaches (98 %).

Figure 10.3

Proportion de personnes affiliées à un médecin de famille, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011*.

À l'opposé, les habitants de Montréal et des Laurentides sont proportionnellement moins nombreux à déclarer être affiliés à un médecin de famille (86 % et 87 % respectivement) que dans le reste du Québec.

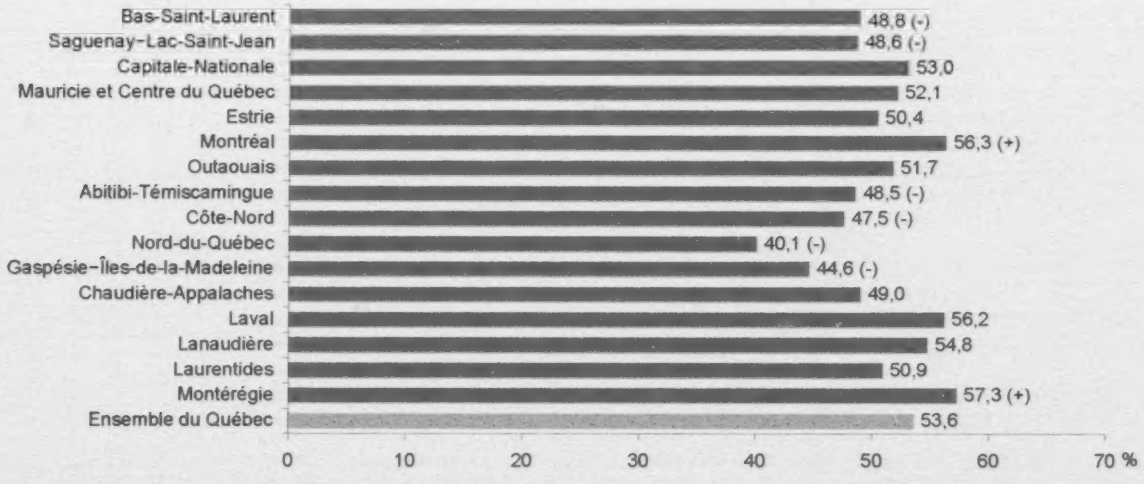
Par ailleurs, selon la région, entre 40 % et 57 % de la population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée est suivie par un professionnel de la santé autre qu'un médecin (figure 10.4). Comparativement à l'ensemble des autres régions du Québec, six régions sociosanitaires se démarquent en ayant une part moins élevée de personnes suivies par ce genre de professionnel, entre 40 % et 49 % selon le cas. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

9. Ariane Dubé-Linteau, Raynald PINEAULT, Jean-Frédéric LEVESQUE, Chantale LECOURS et Marie-Ève TREMBLAY (2013). *Enquête québécoise sur l'expérience de soins 2010-2011. Le médecin de famille et l'endroit habituel de soins : regard sur l'expérience vécue par les Québécois*, Volume 2, Québec, Institut de la statistique du Québec, 73 p.

10. Il est aussi possible de consulter la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) afin d'obtenir des données sur l'utilisation des services dans les régions pour l'ensemble des personnes de 15 ans et plus : [En ligne]. [http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/Ken2122_Navig_Niv_2.Page_Niv2?p_iden_tran=REPERGYRXZ129-192859200923xW28&p_id_ss_domn=839].

Figure 10.4

Proportion de personnes suivies par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011*.

C'est à Montréal et en Montérégie que l'on retrouve la plus grande part de personnes suivies par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille, soit un peu plus de la moitié des personnes de 15 ans et plus concernées par la cooccurrence de l'incapacité et de la morbidité chronique (56 % et 57 % respectivement).

La figure 10.5 illustre la proportion régionale de personnes ayant utilisé au moins un service hospitalier dans les 12 mois précédents l'enquête; ces services incluent la consultation avec un médecin à l'urgence, l'hospitalisation et la chirurgie d'un jour. Ainsi, chez les Québécois de 15 ans et plus ayant au moins une incapacité et un problème de santé de longue durée, la part ayant utilisé au moins un service hospitalier atteint entre 34 % et 72 % selon la région.

Alors que les habitants des régions de Montréal et de Lanaudière sont moins susceptibles d'avoir utilisé au moins un service hospitalier (40 % et 34 %), l'usage de ces services est plus répandu dans certaines régions comparativement au reste du Québec. Ce sont le Bas-Saint-Laurent (54 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (52 %), la Mauricie et Centre-du-Québec (51 %), l'Abitibi-Témiscamingue (58 %), la Côte-Nord (64 %), le Nord-du-Québec (72 %) et enfin la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (58 %).

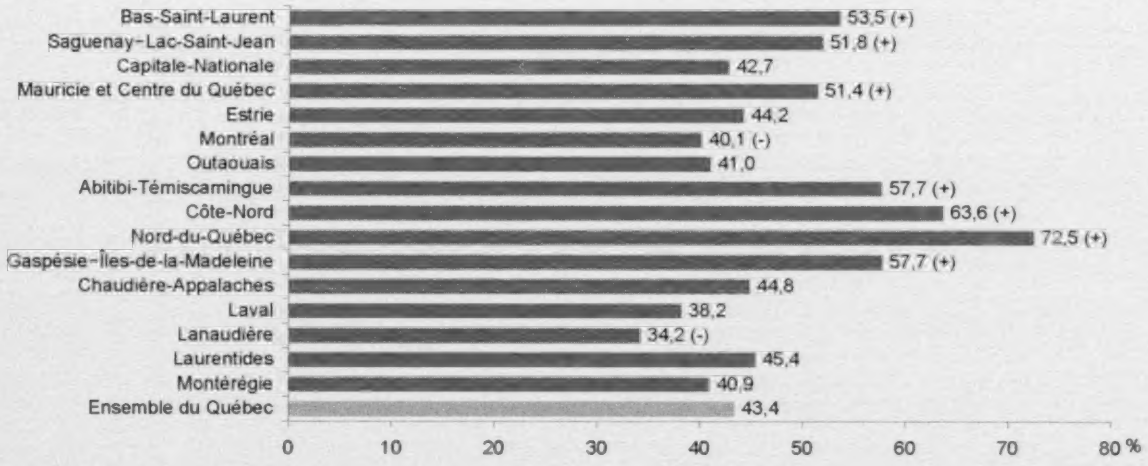
Les derniers tableaux présentent l'utilisation de deux services hospitaliers spécifiques, soit la consultation d'un médecin à l'urgence et la chirurgie d'un jour.

Toujours dans la population de 15 ans et plus touchée par une incapacité et une maladie chronique, la proportion de personnes ayant consulté un médecin à l'urgence connaît des écarts relativement marqués. En effet, leur part se situe entre 26 % et 64 % selon la région sociosanitaire observée (figure 10.6).

Par rapport à l'ensemble des autres régions du Québec, les personnes résidant à Montréal et ses régions périphériques montrent une moins forte propension à consulter un médecin à l'urgence : Montréal (31 %), Laval (28 %), Lanaudière (26 %) et Montérégie (31 %).

Figure 10.5

Proportion de personnes ayant utilisé au moins un service hospitalier[1,2], population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[3], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011



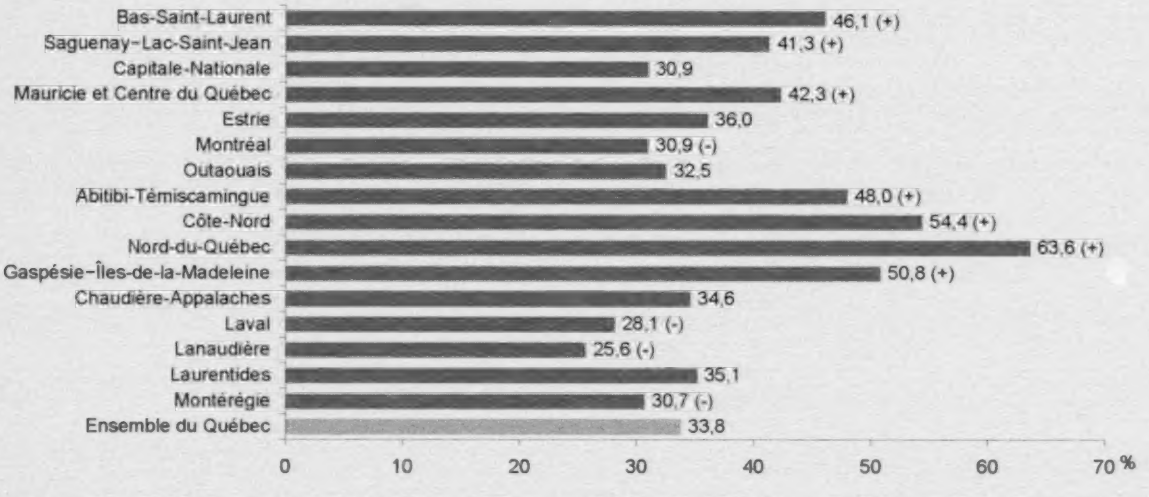
1. Une personne peut utiliser plus d'un service hospitalier.
2. Services hospitaliers reçus au cours d'une période de 12 mois.
3. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

Figure 10.6

Proportion de personnes ayant consulté un médecin à l'urgence[1], population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011



1. Services hospitaliers reçus au cours d'une période de 12 mois.
2. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

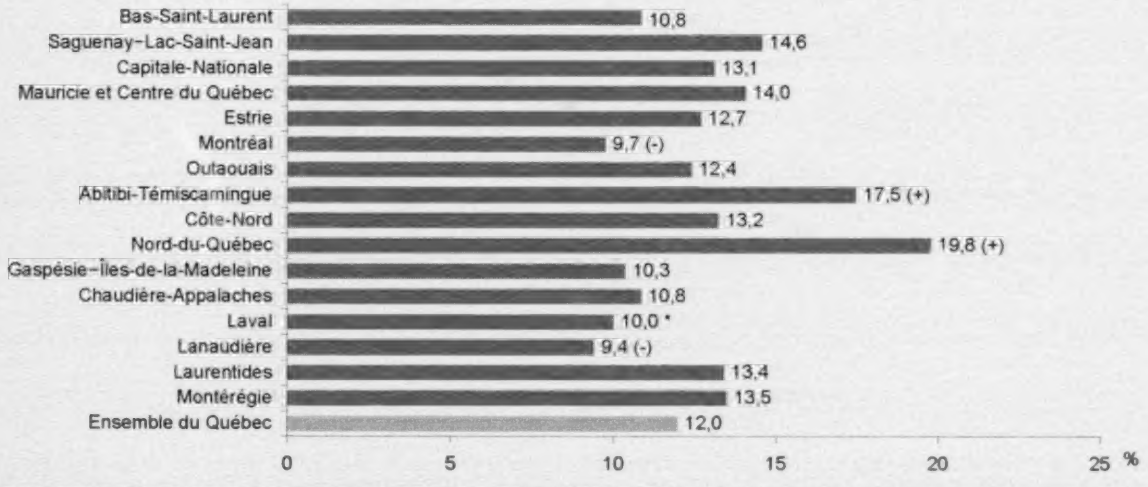
Par ailleurs, on remarque que la situation est inverse dans sept régions sociosanitaires. Avec des proportions de l'ordre de 41 % à 64 %, les régions suivantes enregistrent une plus forte portion de personnes ayant consulté un médecin à l'urgence lorsqu'on les compare à l'ensemble des autres régions du Québec : Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Mauricie et Centre-du-Québec, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

En ce qui a trait à l'utilisation de la chirurgie d'un jour, la proportion d'individus ayant subi une telle opération se situe entre 9 % et 20 % (figure 10.7). Malgré des écarts relativement modestes, certaines régions se distinguent du reste du Québec.

Parmi les personnes concernées à la fois par une incapacité et une maladie chronique, celles vivant dans les régions de Montréal et de Lanaudière sont proportionnellement moins nombreuses à avoir subi une chirurgie d'un jour (10 % et 9 % respectivement).

Figure 10.7

Proportion de personnes ayant subi une chirurgie d'un jour[1], population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
1. Services hospitaliers reçus au cours d'une période de 12 mois.
2. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.
Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

C'est la relation opposée qui ressort en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, celles-ci se distinguent des autres régions du Québec en recensant une part plus élevée de personnes ayant subi une chirurgie d'un jour (respectivement 17 % et 20 %).

Conclusion

La cooccurrence de l'incapacité et des maladies chroniques dans la population de 15 ans et plus a été analysée ici. Selon les données de l'EQLAV 2010-2011, environ le quart des Québécois de 15 ans et plus présentent à la fois une incapacité et une maladie chronique, ce qui correspond à environ 1,7 million de personnes. Les analyses ont aussi révélé des variations entre les régions lorsqu'elles sont comparées au reste du Québec. Notamment, il appert que Montréal et Laval sont favorisées à cet égard en présentant une part supérieure de personnes épargnées par l'incapacité et les maladies chroniques comparativement à l'ensemble des autres régions sociosanitaires du Québec. À l'opposé de ce spectre, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présentent de fortes proportions de personnes touchées à la fois par une incapacité modérée ou grave et deux

problèmes de santé de longue durée ou plus; dans cette dernière région, un peu plus d'une personne sur dix est concernée par ce phénomène. Comme la gravité de l'incapacité et la comorbidité chronique augmentent avec l'âge[11, 12], il est clair que la structure par âge explique en partie les différences observées. Par exemple, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente la plus grande part de personnes de 65 ans et plus et l'âge médian le plus élevé au Québec[13], il n'est donc pas surprenant qu'une proportion élevée de sa population cumule une incapacité modérée ou grave et la comorbidité chronique.

Les résultats sur l'utilisation des services de santé tiennent compte de cet effet d'âge associé à la présence d'incapacité et de maladies chroniques, puisque les analyses sont circonscrites aux personnes cumulant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée. Ainsi, on aplanit les différences régionales dues à la structure par âge, même si certaines variations peuvent toujours subsister, notamment sur le plan de la distribution selon la gravité et le nombre de problèmes de santé de longue durée.

L'analyse de l'affiliation à un médecin de famille et de l'utilisation des services hospitaliers chez les personnes combinant une incapacité et au moins une maladie chronique révèle certains résultats intéressants se résumant à une distinction entre les régions urbaines ou périurbaines et les régions éloignées[14]. Les régions sociosanitaires, qui recensent une plus grande part de personnes affiliées à un médecin de famille et qui présentent une faible proportion de personnes suivies régulièrement par un professionnel de santé autre qu'un médecin, se trouvent généralement dans les régions éloignées. C'est le cas par exemple du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. À l'opposé, les régions urbaines ou périurbaines telles que Montréal, les Laurentides et la Montérégie montrent, soit une plus faible proportion de personnes ayant un médecin de famille, soit une plus grande proportion de personnes suivies par un autre professionnel de santé, ou les deux. Cette dichotomie régionale entre les régions centres et les régions éloignées est aussi apparente dans l'utilisation des services hospitaliers; l'utilisation des services hospitaliers, notamment la consultation d'un médecin à l'urgence, est généralement plus répandue dans les régions éloignées que dans le reste du Québec.

Sans une analyse plus approfondie, il est difficile de cerner ce qui entraîne ces divergences régionales. Mais la diversité de l'offre et de l'accessibilité aux services de santé (p. ex. les ressources spécialisées) et le mode d'organisation et de pratiques, bien souvent déterminées par les profils territoriaux[15], pourraient expliquer en partie les différences régionales quant à l'utilisation des services de santé.

11. Linda CAZALE et Claire FOURNIER (2013). *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011 : Utilisation des services de santé et des services sociaux des personnes avec incapacité*, Volume 2, Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 53-64.
12. Claire FOURNIER, Marcel GODBOUT et Linda CAZALE (2013). *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011 : Méthodologie et description de la population visée*, Volume 1, Québec, Institut de la statistique du Québec, 71 p.
13. Martine ST-AMOUR et Anne BINETTE CHARBONNEAU (2013). « Démographie », *Panorama des régions du Québec*, édition 2013, Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 39-53.
14. Le tableau 10.2 offre une vue d'ensemble des résultats sur l'utilisation des services de santé analysés dans cette étude.
15. Josée GAUTHIER et Jeannie HAGGERTY ET COLL. (2009). *Entre adaptabilité et fragilité : les conditions d'accès aux services de santé des communautés rurales et éloignées*, Québec, Gouvernement du Québec (INSPQ), 52 p.

Tableau 10.1

Répartition selon la gravité de l'incapacité et le nombre de problèmes de santé de longue durée, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires et ensemble du Québec 2010-2011

Région sociosanitaire	Sans incapacité et aucun problème de santé	Incapacité légère, et aucun problème de santé	Incapacité modérée ou grave et aucun problème de santé	Sans incapacité et un problème de santé	Incapacité légère et un problème de santé	Incapacité modérée ou grave et un problème de santé	Sans incapacité et deux problèmes de santé ou plus	Incapacité légère et deux problèmes de santé ou plus	Incapacité modérée ou grave et deux problèmes de santé ou plus
					%				
Bas-Saint-Laurent	39,7 (-)	6,4	0,8**	15,8	7,0	3,0	9,5	9,4 (+)	8,3 (+)
Saguenay–Lac-Saint-Jean	39,6 (-)	6,1	0,9**	16,1	8,2	1,9*	10,0 (+)	9,2	7,9
Capitale-Nationale	41,2 (-)	7,5	0,7**	16,3	7,6	1,9 *(-)	9,3	8,9	6,6
Mauricie et Centre du Québec	41,2	6,2	1,3*	15,8	6,9	2,3*	9,6	8,4	8,3
Estrie	42,7	7,9	0,6**	14,2	7,5	3,0	8,6	7,8	7,7
Montréal	47,9 (+)	7,1	0,9*	13,4 (-)	6,4 (-)	2,9	7,1 (-)	7,6	6,7
Outaouais	40,9 (-)	8,4	1,5*	13,3 (-)	8,1	3,4 (+)	8,1	8,4	7,8
Abitibi-Témiscamingue	41,7	7,6	0,7**	15,0	6,3	2,9	8,8	8,4	8,6
Côte-Nord	36,9 (-)	7,5	1,0*	15,2	6,6	2,7	12,6 (+)	9,6 (+)	8,0
Nord-du-Québec	38,8 (-)	8,8	1,1**	16,9	8,7	4,0 *(+)	7,4	7,9	6,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	36,4 (-)	5,7(-)	1,5*	14,7	8,2	2,9	10,2 (+)	9,3 (+)	11,1 (+)
Chaudière-Appalaches	43,4	7,9	1,0*	15,3	6,3	2,6	7,9	8,8	6,8
Laval	46,0 (+)	8,0	1,2*	14,7	7,3	2,0*	7,9	5,8 (-)	7,1
Lanaudière	40,3	9,0	0,9**	15,3	7,6	2,3*	8,6	8,5	7,3
Laurentides	42,9	8,1	1,1*	15,2	7,7	2,4	7,8	7,0	7,7
Montérégie	43,3	6,8	1,1*	16,2	6,9	2,2	9,2	8,0	6,3
Ensemble du Québec	**43,5**	**7,3**	**1,0**	**15,0**	**7,0**	**2,5**	**8,5**	**8,0**	**7,1**

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

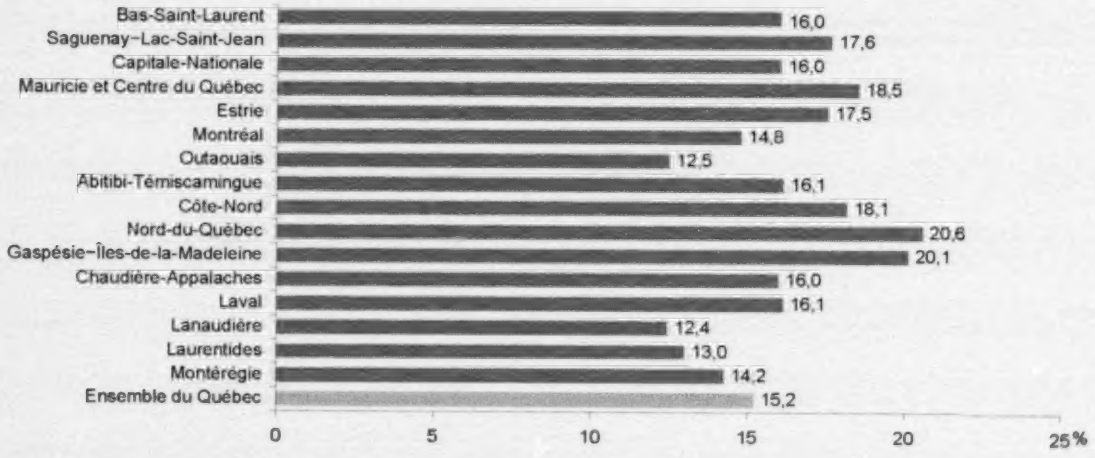
1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

Figure 10.8

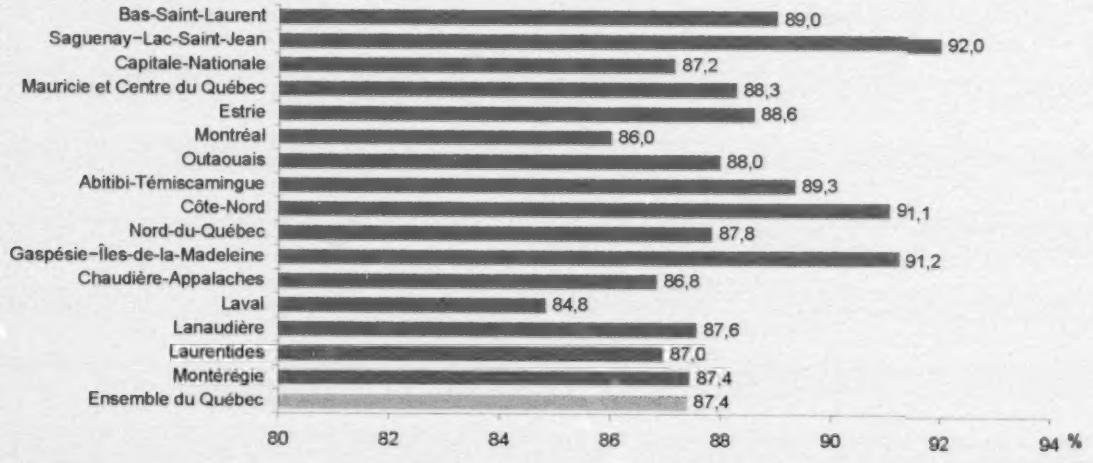
Proportion de personnes ayant été hospitalisées, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

Figure 10.9

Proportion de personnes consommant actuellement des médicaments prescrits, population de 15 ans et plus avec incapacité et au moins un problème de santé de longue durée[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011



1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011.*

Tableau 10.2

Compilation des résultats présentant la proportion de personnes affiliées à un médecin de famille, la proportion suivie par un professionnel de santé autre qu'un médecin de famille et la proportion ayant utilisé au moins un service hospitalier dont la consultation d'un médecin à l'urgence et la chirurgie d'un jour, population de 15 ans et plus ayant une incapacité et au moins un problème de santé de longue durée ou plus[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011

Région sociosanitaire	Avec un médecin de famille	Suivi par un professionnel de santé autre qu'un médecin	Consultation à l'urgence	Chirurgie d'un jour	Au moins un service hospitalier
			%		
Bas-Saint-Laurent	95,1(+)	48,8(-)	46,1(+)	10,8	53,5(+)
Saguenay–Lac-Saint-Jean	95,1(+)	48,6(-)	41,3(+)	14,6	51,8(+)
Capitale-Nationale	94,4(+)	53,0	30,9	13,1	42,7
Mauricie et Centre du Québec	92,3	52,1	42,3(+)	14,0	51,4(+)
Estrie	90,6	50,4	36,0	12,7	44,2
Montréal	86,1(-)	56,3(+)	30,9(-)	9,7(-)	40,1(-)
Outaouais	91,8	51,7	32,5	12,4	41,0
Abitibi-Témiscamingue	87,5	48,5(-)	48,0(+)	17,5(+)	57,7(+)
Côte-Nord	94,0(+)	47,5(-)	54,4(+)	13,2	63,6(+)
Nord-du-Québec	97,9(+)	40,1(-)	63,6(+)	19,8(+)	72,5(+)
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92,1	44,6(-)	50,8(+)	10,3	57,7(+)
Chaudière-Appalaches	98,2(+)	49,0	34,6	10,8	44,8
Laval	90,6	56,2	28,1(-)	10,0*	38,2
Lanaudière	87,3	54,8	25,6(-)	9,4(-)	34,2(-)
Laurentides	86,5(-)	50,9	35,1	13,4	45,4
Montérégie	90,0	57,3(+)	30,7(-)	13,5	40,9
Ensemble du Québec	**90,2**	**53,6**	**33,8**	**12,0**	**43,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

1. Population vivant en ménage privé ou en ménage collectif non institutionnel.

Note : Les signes (+) et (–) indiquent que la proportion de la région correspondante est significativement supérieure ou inférieure à celle du reste du Québec au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011*

11. Culture et communications

par Benoit Allaire, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Indicateurs de performance des bibliothèques publiques, 2008-2012

Les statistiques présentées dans cette section décrivent l'évolution du réseau des bibliothèques publiques à l'aide de trois indicateurs de performance : la proportion de la population desservie par une bibliothèque publique, le nombre de prêts par habitant et le montant des dépenses de fonctionnement par habitant. Les données de base proviennent de l'*Enquête sur les bibliothèques publiques* et des rapports annuels des centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP ou Réseau-BIBLIO). L'analyse porte sur toutes les bibliothèques publiques du Québec : bibliothèques publiques autonomes (BPA), bibliothèques affiliées (BA) à un CRSBP et Grande bibliothèque du Québec.

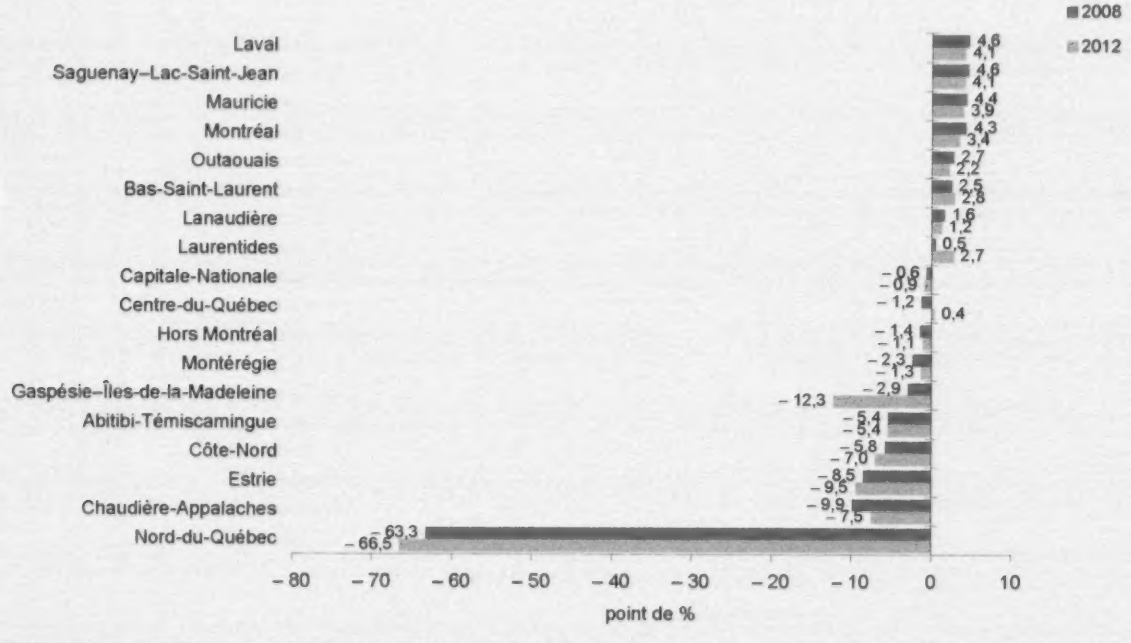
La proportion de la population desservie

La desserte, ou population desservie, est calculée en additionnant la population de toutes les municipalités qui offrent des services de bibliothèque. La proportion de la population desservie est le rapport entre la population desservie d'un territoire donné et la population totale de ce territoire.

La très grande majorité, presque la totalité, de la population québécoise bénéficie des services d'une bibliothèque publique, bien qu'il existe des disparités notables entre les régions, comme l'illustre la figure 11.1. La proportion de la population desservie dans l'ensemble du Québec était de 95,4 % en 2008 et de 95,9 % en 2012, une augmentation d'un demi-point qui a entièrement été réalisée en 2012 (tableau 11.1).

Figure 11.1

Écart entre la proportion de la population desservie de chaque région administrative et celle de l'ensemble du Québec, 2008 et 2012



Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

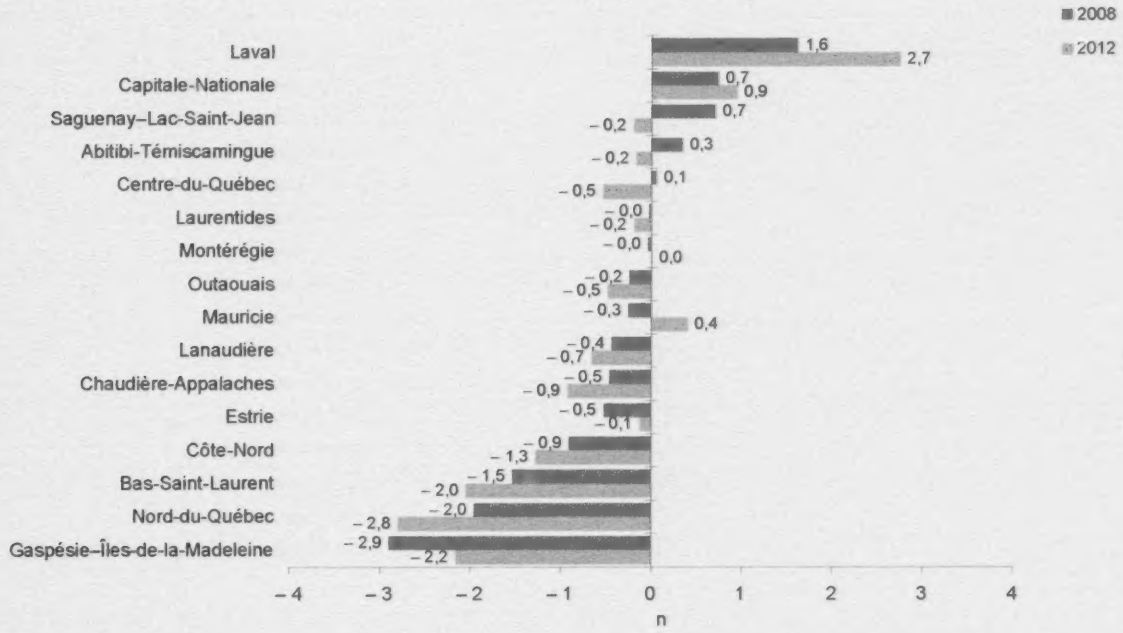
Les régions de Laval et du Saguenay–Lac-Saint-Jean affichent une desserte complète, toutes les municipalités de ces régions y offrant des services de bibliothèques. Mis à part le Nord-du-Québec où la proportion de la population desservie était de 29,4 % en 2012, ce sont les régions de l'Estrie et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui sont les moins bien desservies avec des proportions respectives de 86,4 % et 83,6 %. La desserte moindre de l'Estrie, qui est constante depuis 2008, peut s'expliquer en partie par le biais statistique induit par l'exclusion des bibliothèques municipales qui ne sont pas des BPA ou des BA. D'autres régions comportent de telles municipalités, mais à un degré moindre qu'en Estrie[1]. Le cas de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est plus préoccupant. En cinq ans, la proportion de la population desservie y a reculé de près de 9 points de pourcentage. Aucune autre région n'affiche une variation aussi importante.

Le nombre de prêts par habitant

Le nombre de prêts par habitant[2] est un indicateur partiel de l'utilisation des services de bibliothèques. Les prêts de tous les types de documents sont pris en compte, à l'exception des prêts aux institutions. L'analyse omet la région de Montréal à cause de la présence de la Grande bibliothèque. Celle-ci ayant un mandat national, les indicateurs par habitant de Montréal ne peuvent être comparés à ceux des autres régions.

Figure 11.2

Écart entre le nombre de prêts par habitant des bibliothèques publiques de chaque région et celui de l'ensemble des régions, sauf Montréal, 2008 et 2012



Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications; Réseau BIBLIO.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. À ce sujet, on peut consulter la carte des municipalités, selon leur type de desserte, sur le site de l'Observatoire. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/bibliotheques/publiques/carte/Bibliotheques.html].
2. Les données de population des municipalités (données révisées) sont établies par l'Institut de la statistique du Québec. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/MUN_total.xls].

Dans l'ensemble du Québec hors Montréal, le nombre de prêts par habitant était de 5,8 en 2012, en légère baisse par rapport à 2011 (tableau 11.2). La plupart des régions affichent un nombre de prêts par habitant inférieur à celui de l'ensemble des régions (figure 11.2). Les régions où le nombre de prêts par habitant était le plus élevé en 2012, tout comme au cours des années précédentes, sont celles de Laval (8,6) et de la Capitale-Nationale (6,8). Les régions pour lesquelles cet indicateur est le plus faible sont toutes des régions éloignées, soient le Bas-Saint-Laurent (3,8), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (3,7) et le Nord-du-Québec (3,0).

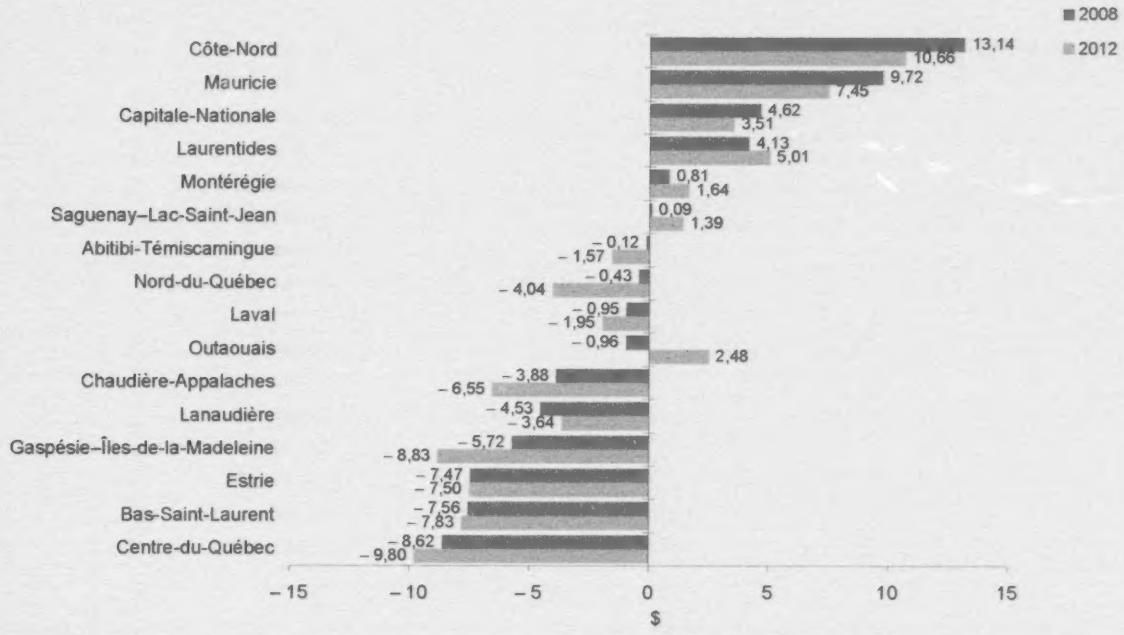
Malgré la diminution notable de sa population desservie, c'est la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui enregistre la plus forte croissance du nombre de prêts par habitant en 2012 (7,9 %), tandis que l'Estrie affiche une baisse de 8,6 %. Au cours de la période 2008-2012, c'est dans les régions de Laval et de la Mauricie que le nombre de prêts par habitant a le plus augmenté, avec des hausses respectives de 20,4 % et 18,6 %.

Les dépenses par habitant

La dépense par habitant est un indicateur brut du coût des services de bibliothèque. Étant donné que les services offerts peuvent être différents d'une bibliothèque à l'autre, la prudence est de mise quant à l'interprétation des résultats. Il ne s'agit pas non plus d'un indicateur de l'effort financier consenti par les municipalités, puisqu'il n'est pas pondéré par l'assiette fiscale. Par ailleurs, seules les dépenses de fonctionnement sont prises en compte, ce qui exclut les immobilisations. À l'instar de l'analyse des prêts par habitant, celle des dépenses ne tient pas compte de la région de Montréal pour les mêmes raisons.

Figure 11.3

Écart entre les dépenses des bibliothèques publiques par habitant de chaque région et celui de l'ensemble des régions, sauf Montréal, 2008 et 2012



Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications; Réseau BIBLIO.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Dans l'ensemble du Québec hors Montréal, les dépenses des bibliothèques s'élevaient à 32 $ par habitant en 2012 (tableau 11.3). Il s'agit d'une augmentation de 1,8 % par rapport à 2011 et de 12,7 % par rapport à 2008. Les écarts entre les résultats de chaque région et celui de l'ensemble des régions sont importants et varient de -10 $ à 11 $ en 2012 (figure 11.3). Les régions où les dépenses par habitant sont les plus élevées en 2012 sont celles de la Côte-Nord (43 $) et de la Mauricie (40 $). Les régions où ce montant est le plus faible sont celles du Centre-du-Québec (22 $) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (23 $).

Par rapport à 2008, ce sont les régions de l'Outaouais, de Lanaudière et du Saguenay–Lac-Saint-Jean qui affichent les plus fortes hausses, soit respectivement de 25,6 %, 18,8 % et 17,2 %. Les augmentations les plus faibles – il n'y a pas de diminution du montant des dépenses par habitant – sont observées dans les régions de la Côte-Nord (2,7 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (2,3 %) et du Nord-du-Québec (0,1 %).

Tableau 11.1

Proportion de la population desservie par une bibliothèque publique[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Écart 2012-2011	Écart 2012-2008
	%					point de %	
Régions centrales							
Capitale-Nationale	94,8	94,8	94,8	93,7	95,0	1,3	0,2
Montréal	99,7	99,7	99,3	99,3	99,3	0,0	– 0,3
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	85,5	85,2	85,0	86,4	88,4	1,9	2,9
Lanaudière	97,0	96,6	96,7	97,1	97,1	0,0	0,1
Laurentides	95,9	95,9	95,8	98,5	98,6	0,1	2,7
Laval	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0
Montérégie	93,0	93,2	93,6	93,3	94,6	1,3	1,6
Régions intermédiaires							
Centre-du-Québec	94,2	93,2	93,1	92,9	96,3	3,3	2,1
Estrie	86,9	86,5	86,6	86,7	86,4	– 0,2	– 0,4
Mauricie	99,8	99,8	100,0	100,0	99,8	– 0,2	0,0
Outaouais	98,1	98,3	98,2	98,2	98,0	– 0,2	– 0,1
Régions éloignées							
Abitibi-Témiscamingue	90,0	89,9	90,0	90,0	90,5	0,4	0,5
Bas-Saint-Laurent	97,9	97,9	98,2	98,7	98,7	0,1	0,8
Côte-Nord	89,6	89,6	89,5	89,5	88,9	– 0,6	– 0,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92,4	92,4	92,0	83,8	83,6	– 0,2	– 8,8
Nord-du-Québec	32,1	31,4	30,9	30,0	29,4	– 0,7	– 2,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	– 0,0
Hors Montréal	94,0	93,9	94,0	94,1	94,8	0,7	0,8
Ensemble du Québec	**95,4**	**95,3**	**95,3**	**95,4**	**95,9**	**0,5**	**0,5**

1. Population desservie divisée par la population totale, multipliée par 100.
Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.2

Nombre de prêts des bibliothèques publiques par habitant[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Variation 2012/2008
	n/hab.					%	
Régions centrales							
Capitale-Nationale	6,3	6,6	7,0	7,0	6,8	– 2,6	8,5
Montréal	8,6	9,0	9,1	9,1	9,9	8,5	15,0
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	5,1	5,2	5,1	5,1	4,9	– 3,2	– 2,6
Lanaudière	5,1	4,7	5,1	5,1	5,2	0,8	2,0
Laurentides	5,5	5,9	5,4	5,8	5,7	– 1,9	2,9
Laval	7,1	8,0	7,8	8,2	8,6	5,2	20,4
Montérégie	5,5	5,5	5,8	6,0	5,9	– 3,1	6,8
Régions intermédiaires							
Centre-du-Québec	5,6	6,1	5,4	5,7	5,3	– 6,5	– 4,7
Estrie	5,0	5,5	5,4	6,3	5,7	– 8,6	14,5
Mauricie	5,3	6,1	5,9	6,3	6,2	– 0,2	18,6
Outaouais	5,3	5,5	5,4	5,4	5,4	– 0,1	1,6
Régions éloignées							
Abitibi-Témiscamingue	5,9	6,1	5,6	5,6	5,7	0,8	– 3,2
Bas-Saint-Laurent	4,0	4,0	4,0	3,9	3,8	– 2,3	– 4,7
Côte-Nord	4,6	4,6	4,5	4,4	4,6	3,4	– 0,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2,6	2,6	2,8	3,4	3,7	7,9	40,5
Nord-du-Québec	3,6	3,9	3,2	2,9	3,0	3,6	– 14,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,2	5,8	5,8	5,8	5,6	– 2,8	– 9,2
Hors Montréal	5,5	5,7	5,8	5,9	5,8	– 1,7	5,9
Ensemble du Québec	**6,3**	**6,5**	**6,6**	**6,8**	**6,9**	**1,4**	**8,7**

1. Calculée sur la base de la population desservie par une bibliothèque publique.
Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications; Réseau BIBLIO.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.3

Dépenses de fonctionnement des bibliothèques publiques par habitant[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Variation 2012/2008
			$/hab.			%	
Régions centrales							
Capitale-Nationale	33,28	34,44	35,18	39,31	35,79	– 9,0	7,6
Montréal	76,08	73,02	75,25	78,90	81,24	3,0	6,8
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	24,77	25,79	25,91	26,54	25,74	– 3,0	3,9
Lanaudière	24,12	25,26	26,13	26,00	28,64	10,2	18,8
Laurentides	32,78	33,83	35,43	34,17	37,29	9,1	13,8
Laval	27,70	29,53	29,47	30,70	30,33	– 1,2	9,5
Montérégie	29,46	31,31	31,74	32,95	33,92	2,9	15,1
Régions intermédiaires							
Centre-du-Québec	20,04	20,79	22,29	22,57	22,49	– 0,4	12,2
Estrie	21,18	21,38	20,68	23,76	24,79	4,3	17,0
Mauricie	38,37	38,37	39,42	39,85	39,74	– 0,3	3,6
Outaouais	27,69	28,25	29,62	29,66	34,77	17,2	25,6
Régions éloignées							
Abitibi-Témiscamingue	28,53	30,97	30,50	30,78	30,72	– 0,2	7,7
Bas-Saint-Laurent	21,09	22,03	23,40	24,45	24,46	0,0	15,9
Côte-Nord	41,79	36,95	39,26	43,41	42,94	– 1,1	2,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22,94	22,88	22,52	25,65	23,45	– 8,6	2,3
Nord-du-Québec	28,22	31,33	25,84	25,81	28,24	9,4	0,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28,74	32,07	33,58	34,11	33,67	– 1,3	17,2
Hors Montréal	28,65	29,88	30,58	31,71	32,28	1,8	12,7
Ensemble du Québec	**40,78**	**40,96**	**42,04**	**43,84**	**44,46**	**1,4**	**9,0**

1. Calculée sur la base de la population desservie par une bibliothèque publique.
Sources : Bibliothèque et Archives nationales du Québec; ministère de la Culture et des Communications; Réseau BIBLIO.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

12. Statistiques par MRC

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, on peut remarquer la présence de 104 MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE. L'accent de cette section a été mis sur l'étude de trois thématiques interreliées que sont la démographie, le revenu disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour la MRC d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'une MRC géographique identique au territoire régional.

Par ailleurs, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2013 pour la démographie, tandis que pour le revenu disponible et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2013[2].

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

12.1 Démographie

par Anne Binette Charbonneau et Chantal Girard, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique varie grandement d'une région à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. La section qui suit analyse l'évolution de la population à l'échelle des MRC à l'aide des taux d'accroissement annuels moyens de la période 2006-2013 (période qui combine les données finales des années 2006 à 2011, ainsi que les données récentes, mais encore provisoires, de 2011 à 2013). Ceux-ci sont illustrés sur la carte 12.1.1.

On y constate qu'au cours de la période 2006-2013, les MRC qui ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 15 pour mille (ou 1,5 %) se situent toutes en périphérie de Montréal, de Québec ou de Gatineau, de même que dans le Nord-du-Québec. Si la MRC de Gatineau fait partie de ce groupe en forte croissance, les MRC de Montréal et de Québec enregistrent des croissances plus modestes, entre 5 et 15 pour mille.

La couronne montréalaise regroupe 12 des 20 MRC à forte croissance, soit 4 dans la région des Laurentides (Mirabel, La Rivière-du-Nord, Les Pays-d'en-Haut et Deux-Montagnes), 4 dans Lanaudière (Les Moulins, Montcalm, Joliette et L'Assomption), 3 en Montérégie (Vaudreuil-Soulanges, Rouville et La Vallée-du-Richelieu) en plus de Laval. Précisions que la MRC de Mirabel affiche l'une des croissances annuelles moyennes les plus élevées du Québec, avec un taux de près de 4 % au cours de la période 2006-2013.

Les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches comptent chacune 2 des 20 MRC à forte croissance du Québec, soit respectivement La Jacques-Cartier et La Côte-de-Beaupré, ainsi que La Nouvelle-Beauce et Lotbinière. Avec un taux d'accroissement annuel moyen qui frôle les 4 %, La Jacques-Cartier présente la croissance annuelle moyenne la plus élevée du Québec au cours de la période 2006-2013.

---

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien d'Oujé-Bougoumou.
2. À partir du 9 mars 2013, le nom de la MRC de Matane dans la région du Bas-Saint-Laurent a changé pour celui de la MRC de La Matanie.

Les autres MRC dont la croissance est supérieure à 15 pour mille sont Les Collines-de-l'Outaouais et Gatineau, dans la région de l'Outaouais, ainsi que Eeyou Istchee et Kativik, dans le Nord-du-Québec.

Quant aux 12 MRC ayant enregistré les pertes de population les plus marquées au cours de la période 2006-2013, elles se situent dans le Bas-Saint-Laurent (Témiscouata, Les Basques, La Matapédia et Kamouraska), en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (Le Rocher-Percé, Les Îles-de-la-Madeleine et La Haute-Gaspésie), sur la Côte-Nord (Le Golfe-du-Saint-Laurent et La Haute-Côte-Nord), dans le Nord-du-Québec (Jamésie), en Abitibi-Témiscamingue (Témiscamingue) et également en Mauricie (Shawinigan).

Le tableau 12.1.1 contient les données détaillées de chaque MRC pour les périodes 2001-2006, 2006-2011 et 2011-2013 (voir également l'encadré ci-après qui donne des précisions sur les données utilisées).

Révision des estimations de population par MRC

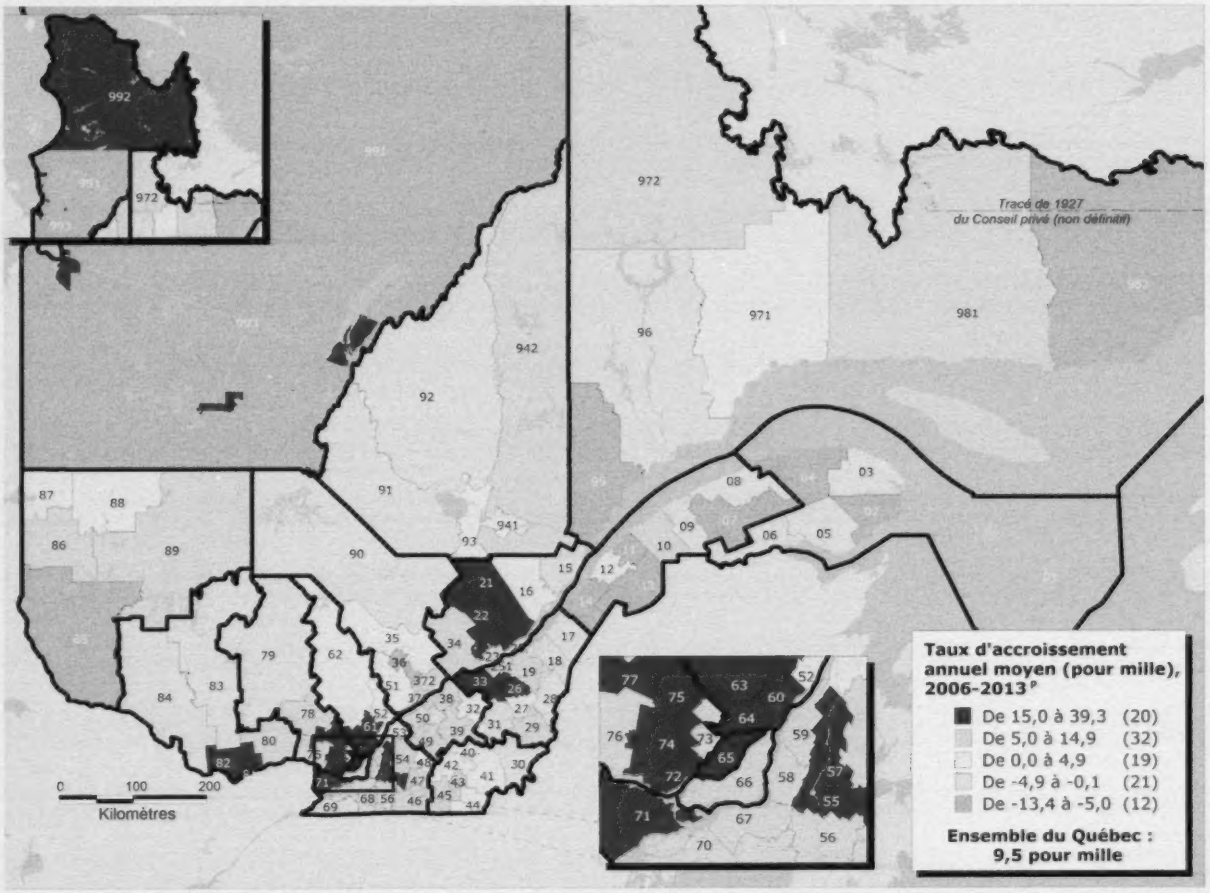
Les estimations démographiques utilisées sont tirées de la série révisée par Statistique Canada en février 2014 et adaptées au découpage géographique des MRC par l'Institut de la statistique du Québec. Cette révision apporte des modifications à la population totale des MRC à partir de l'année 2001. Des précisions méthodologiques sur les conséquences de cette révision à l'échelle des régions administratives se trouvent dans l'encadré de la section Démographie.

Prudence dans l'interprétation des données provisoires

Les estimations de population de la période 2011-2013 ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2011 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Ces estimations de population ne sont pas définitives et feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population.

Carte 12.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2006-2013



Note : La correspondance entre les codes de MRC et les noms de MRC se trouve dans le tableau 12.1.1

Sources : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2014), adapté par l'Institut de la statistique du Québec; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Tableau 12.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001r	2006r	2011r	2013p	2001-2006r	2006-2011r	2011-2013p
		n				pour 1 000		
01	**Bas-Saint-Laurent**	**204 296**	**201 600**	**201 184**	**201 091**	**-2,7**	**-0,4**	**-0,2**
7	La Matapédia	20 271	19 257	18 653	18 371	-10,3	-6,4	-7,6
8	La Matanie	22 905	22 344	21 891	21 791	-5,0	-4,1	-2,3
9	La Mitis	19 669	19 383	19 032	18 907	-2,9	-3,7	-3,3
10	Rimouski-Neigette	53 288	53 539	55 593	56 484	0,9	7,5	7,9
11	Les Basques	10 003	9 481	9 155	9 019	-10,7	-7,0	-7,5
12	Rivière-du-Loup	32 434	33 578	34 664	34 715	6,9	6,4	0,7
13	Témiscouata	22 813	21 843	20 626	20 440	-8,7	-11,5	-4,5
14	Kamouraska	22 913	22 175	21 570	21 364	-6,5	-5,5	-4,8
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**283 304**	**274 286**	**277 249**	**278 069**	**-6,5**	**2,1**	**1,5**
91	Le Domaine-du-Roy	33 442	32 151	32 063	31 763	-7,9	-0,5	-4,7
92	Maria-Chapdelaine	27 374	25 928	25 395	25 308	-10,9	-4,2	-1,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	52 700	51 512	52 939	53 223	-4,6	5,5	2,7
941	Saguenay	149 757	144 532	146 033	146 387	-7,1	2,1	1,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	20 031	20 163	20 819	21 388	1,3	6,4	13,5
03	**Capitale-Nationale**	**651 583**	**668 948**	**710 861**	**725 095**	**5,3**	**12,2**	**9,9**
15	Charlevoix-Est	16 929	16 443	16 337	16 280	-5,8	-1,3	-1,7
16	Charlevoix	13 419	13 225	13 400	13 322	-2,9	2,6	-2,9
20	L'Île-d'Orléans	6 904	6 869	6 743	6 649	-1,0	-3,7	-7,0
21	La Côte-de-Beaupré	21 413	23 263	26 408	26 994	16,6	25,3	11,0
22	La Jacques-Cartier	27 016	30 254	37 494	39 905	22,6	42,7	31,2
23	Québec	520 072	532 102	560 659	570 379	4,6	10,5	8,6
34	Portneuf	45 830	46 792	49 820	51 566	4,2	12,5	17,2
04	**Mauricie**	**260 048**	**260 407**	**265 557**	**266 542**	**0,3**	**3,9**	**1,9**
35	Mékinac	13 044	12 698	12 962	12 817	-5,4	4,1	-5,6
36	Shawinigan	52 997	52 050	50 263	49 752	-3,6	-7,0	-5,1
371	Trois-Rivières	124 719	127 292	132 592	133 809	4,1	8,2	4,6
372	Les Chenaux	17 500	17 039	17 998	18 419	-5,3	10,9	11,6
51	Maskinongé	35 644	35 799	36 528	36 550	0,9	4,0	0,3
90	La Tuque	16 144	15 529	15 214	15 195	-7,8	-4,1	-0,6
05	**Estrie**	**291 389**	**301 058**	**313 582**	**318 350**	**6,5**	**8,2**	**7,5**
30	Le Granit	22 199	22 481	22 305	22 294	2,5	-1,6	-0,2
40	Les Sources	14 813	14 499	14 822	14 639	-4,3	4,4	-6,2
41	Le Haut-Saint-François	21 815	21 724	22 194	22 113	-0,8	4,3	-1,8
42	Le Val-Saint-François	28 920	29 240	29 838	30 118	2,2	4,0	4,7
43	Sherbrooke	141 684	148 952	156 759	160 745	10,0	10,2	12,6
44	Coaticook	18 773	18 592	18 949	18 890	-1,9	3,8	-1,6
45	Memphrémagog	43 185	45 570	48 715	49 551	10,7	13,3	8,5
06	**Montréal**	**1 850 357**	**1 872 136**	**1 915 617**	**1 959 987**	**2,3**	**4,6**	**11,4**
66	Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 959 987	2,3	4,6	11,4
07	**Outaouais**	**322 967**	**345 027**	**373 905**	**381 200**	**13,2**	**16,1**	**9,7**
80	Papineau	20 797	21 987	22 756	22 871	11,1	6,9	2,5
81	Gatineau	231 356	244 868	268 838	274 367	11,3	18,7	10,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	36 012	42 470	46 910	48 717	32,9	19,9	18,9
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 980	20 933	20 935	20 914	9,3	0,0	-0,5
84	Pontiac	14 822	14 769	14 466	14 331	-0,7	-4,1	-4,7

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001r	2006r	2011r	2013p	2001-2006r	2006-2011r	2011-2013p
		n				pour 1 000		
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**148 564**	**144 887**	**146 683**	**147 931**	**-5,0**	**2,5**	**4,2**
85	Témiscamingue	17 813	17 081	16 279	16 346	-8,4	-9,6	2,1
86	Rouyn-Noranda	40 323	40 264	41 439	41 904	-0,3	5,8	5,6
87	Abitibi-Ouest	22 327	20 902	21 131	21 048	-13,2	2,2	-2,0
88	Abitibi	25 033	24 433	24 551	24 820	-4,9	1,0	5,4
89	La Vallée-de-l'Or	43 068	42 207	43 283	43 813	-4,0	5,0	6,1
09	**Côte-Nord**	**99 484**	**96 569**	**95 688**	**95 552**	**-5,9**	**-1,8**	**-0,7**
95	La Haute-Côte-Nord	13 133	12 352	11 607	11 382	-12,3	-12,4	-9,8
96	Manicouagan	34 191	33 250	32 339	32 189	-5,6	-5,6	-2,3
971	Sept-Rivières	35 381	35 012	35 628	35 846	-2,1	3,5	3,1
972	Caniapiscau	4 241	3 996	4 298	4 363	-11,9	14,6	7,5
981	Minganie	6 829	6 414	6 655	6 723	-12,5	7,4	5,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 709	5 545	5 161	5 049	-5,8	-14,3	-11,0
10	**Nord-du-Québec**	**39 327**	**40 291**	**43 023**	**43 999**	**4,8**	**13,1**	**11,2**
991	Jamésie	16 576	14 946	14 284	14 251	-20,7	-9,1	-1,2
992	Kativik	9 834	10 978	12 211	12 683	22,0	21,3	19,0
993	Eeyou Istchee[3]	12 917	14 367	16 528	17 065	21,3	28,0	16,0
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**98 589**	**95 206**	**94 473**	**93 284**	**-7,0**	**-1,5**	**-6,3**
1	Les Îles-de-la-Madeleine	13 055	13 165	12 844	12 619	1,7	-4,9	-8,8
2	Le Rocher-Percé	19 605	18 474	18 037	17 690	-11,9	-4,8	-9,7
3	La Côte-de-Gaspé	18 854	17 953	18 076	17 921	-9,8	1,4	-4,3
4	La Haute-Gaspésie	12 934	12 361	12 130	11 902	-9,1	-3,8	-9,5
5	Bonaventure	18 597	17 997	18 068	17 932	-6,6	0,8	-3,8
6	Avignon	15 544	15 256	15 318	15 220	-3,7	0,8	-3,2
12	**Chaudière-Appalaches**	**390 856**	**397 133**	**414 427**	**418 704**	**3,2**	**8,5**	**5,1**
17	L'Islet	19 726	18 956	18 609	18 474	-8,0	-3,7	-3,6
18	Montmagny	23 864	23 296	23 052	22 841	-4,8	-2,1	-4,6
19	Bellechasse	33 991	33 700	35 627	36 373	-1,7	11,1	10,4
251	Lévis	124 524	131 498	140 137	141 911	10,9	12,7	6,3
26	La Nouvelle-Beauce	31 296	31 799	35 473	36 501	3,2	21,8	14,3
27	Robert-Cliche	19 147	18 935	19 422	19 590	-2,2	5,1	4,3
28	Les Etchemins	18 069	17 676	17 338	17 100	-4,4	-3,9	-6,9
29	Beauce-Sartigan	48 837	50 095	51 505	52 156	5,1	5,6	6,3
31	Les Appalaches	44 045	43 527	43 342	42 846	-2,4	-0,9	-5,8
33	Lotbinière	27 357	27 651	29 922	30 912	2,1	15,8	16,3
13	**Laval**	**350 332**	**372 495**	**406 098**	**417 304**	**12,3**	**17,3**	**13,6**
65	Laval	350 332	372 495	406 098	417 304	12,3	17,3	13,6
14	**Lanaudière**	**396 378**	**433 901**	**476 937**	**488 927**	**18,1**	**18,9**	**12,4**
52	D'Autray	39 177	40 662	41 941	41 995	7,4	6,2	0,6
60	L'Assomption	105 969	110 832	120 983	123 494	9,0	17,5	10,3
61	Joliette	55 277	58 831	64 174	66 262	12,5	17,4	16,0
62	Matawinie	44 042	49 911	50 210	50 917	25,0	1,2	7,0
63	Montcalm	39 520	43 135	48 918	50 708	17,5	25,1	18,0
64	Les Moulins	112 393	130 530	150 711	155 551	29,9	28,7	15,8

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2013

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001r	2006r	2011r	2013p	2001-2006r	2006-2011r	2011-2013p
		n				pour 1 000		
15	**Laurentides**	**472 932**	**518 664**	**566 683**	**580 966**	**18,4**	**17,7**	**12,4**
72	Deux-Montagnes	84 409	89 759	98 219	99 891	12,3	18,0	8,4
73	Thérèse-De Blainville	133 461	144 977	155 543	157 647	16,5	14,1	6,7
74	Mirabel	27 992	35 342	42 607	45 888	46,4	37,3	37,1
75	La Rivière-du-Nord	92 337	102 741	116 626	122 436	21,3	25,3	24,3
76	Argenteuil	29 501	30 210	32 353	32 650	4,7	13,7	4,6
77	Les Pays-d'en-Haut	31 656	36 791	40 547	41 415	30,0	19,4	10,6
78	Les Laurentides	39 445	43 215	45 441	45 804	18,2	10,0	4,0
79	Antoine-Labelle	34 131	35 629	35 347	35 235	8,6	-1,6	-1,6
16	**Montérégie**	**1 313 263**	**1 383 294**	**1 469 505**	**1 499 088**	**10,4**	**12,1**	**10,0**
46	Brome-Missisquoi	52 741	53 099	55 985	56 934	1,4	10,6	8,4
47	La Haute-Yamaska	75 064	80 180	85 839	87 411	13,2	13,6	9,1
48	Acton	15 457	15 414	15 486	15 538	-0,6	0,9	1,7
53	Pierre-De Saurel	50 982	50 165	51 244	51 077	-3,2	4,3	-1,6
54	Les Maskoutains	80 487	81 403	85 012	86 003	2,3	8,7	5,8
55	Rouville	30 555	31 743	36 079	36 582	7,6	25,6	6,9
56	Le Haut-Richelieu	102 786	109 942	115 375	116 603	13,5	9,6	5,3
57	La Vallée-du-Richelieu	98 100	107 981	117 877	121 043	19,2	17,5	13,3
58	Longueuil	379 401	388 756	403 342	412 467	4,9	7,4	11,2
59	Marguerite-D'Youville	65 368	70 676	75 124	76 455	15,6	12,2	8,8
67	Roussillon	149 413	161 170	173 856	178 430	15,1	15,1	13,0
68	Les Jardins-de-Napierville	23 279	24 421	26 496	26 964	9,6	16,3	8,8
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 926	25 026	24 486	24 611	0,8	-4,4	2,5
70	Beauharnois-Salaberry	60 296	61 171	62 485	63 456	2,9	4,3	7,7
71	Vaudreuil-Soulanges	104 408	122 147	140 819	145 514	31,3	28,4	16,4
17	**Centre-du-Québec**	**222 746**	**225 971**	**236 184**	**239 245**	**2,9**	**8,8**	**6,4**
32	L'Érable	24 459	23 265	23 499	23 613	-10,0	2,0	2,4
38	Bécancour	19 429	18 926	20 241	20 472	-5,2	13,4	5,7
39	Arthabaska	65 335	66 778	69 841	70 789	4,4	9,0	6,7
49	Drummond	89 591	93 885	99 674	101 316	9,4	12,0	8,2
50	Nicolet-Yamaska	23 932	23 117	22 929	23 055	-6,9	-1,6	2,7
	Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 155 334**	**6,3**	**9,6**	**9,1**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013.
2. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Notes : Les taux de la période 2011-2013 couvrent une période de deux ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations démographiques ont été révisées par Statistique Canada afin de s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées. Lorsque nécessaire, les estimations par division de recensement produites par Statistique Canada ont été adaptées au découpage géographique des MRC du Québec par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2013 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2014), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

12.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Au chapitre 4.2, il était question de l'évolution récente du revenu disponible par habitant dans l'ensemble des régions administratives. Afin d'obtenir un portrait plus complet, la présente section traite du revenu disponible à une échelle géographique encore plus fine, soit les MRC. En plus de faire ressortir les points saillants des résultats de la dernière année étudiée – 2012 –, le présent article met en relief les différences de revenu qui existent entre les territoires supralocaux de chacune des régions.

Quatre MRC subissent une baisse du revenu disponible

En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant augmente par rapport à 2011 dans l'ensemble des MRC, à l'exception de La Jacques-Cartier, de Rouyn-Noranda, de Kativik et de Gatineau où il recule respectivement de 0,5 %, de 0,7 %, de 0,9 % et de 1,5 %. Dans cette dernière MRC, la baisse est attribuable essentiellement au repli de la rémunération des salariés, tandis que dans La Jacques-Cartier et à Rouyn-Noranda la diminution du revenu des ménages s'explique principalement par le recul important du revenu net de la propriété. Quant à Kativik, la diminution est attribuable essentiellement à la baisse des transferts en provenance des administrations publiques.

Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 53 connaissent une croissance supérieure à la moyenne provinciale (+ 2,2 %). Avec une augmentation de 6,0 %, la MRC de Beauce-Sartigan, située dans la région de Chaudière-Appalaches, se distingue en enregistrant la hausse la plus prononcée en 2012. Dans la même région administrative, Robert-Cliche (+ 5,3 %), Les Etchemins (+ 4,7 %) et La Nouvelle-Beauce (+ 4,0 %) font aussi partie des territoires supralocaux présentant un taux de croissance nettement au-dessus de la moyenne provinciale.

Dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, toutes les MRC présentent des hausses annuelles supérieures à celle observée au Québec, particulièrement Le Rocher-Percé (+ 4,1 %) et La Haute-Gaspésie (+ 3,6 %). L'augmentation dans cette dernière MRC est attribuable à l'accroissement du revenu net de la propriété qui a fait un bond de 30,8 %, tandis que dans le cas du Rocher-Percé, elle s'explique par l'augmentation vigoureuse de la rémunération des salariés (+ 7,5 %) et du revenu mixte net (+ 4,1 %).

À l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'ensemble des territoires supralocaux de la région de l'Estrie fait bonne figure au chapitre de la croissance du revenu disponible. Les augmentations les plus remarquables sont observées dans les MRC du Haut-Saint-François et des Sources où le revenu disponible des ménages s'accroît respectivement de 3,8 % et de 3,5 %. La hausse dans cette dernière MRC fait contraste avec la baisse de 1,8 % enregistrée deux ans plus tôt.

On observe également que plusieurs MRC de la région de la Côte-Nord connaissent une croissance importante du revenu disponible des ménages en 2012. La plus forte hausse a été enregistrée dans la MRC de Minganie (+ 4,4 %) stimulée, notamment, par la construction du complexe hydroélectrique de 1550 MW sur la rivière Romaine, l'un des plus gros chantiers de construction au Québec. Caniapiscau (+ 3,6 %) connaît aussi une progression marquée en 2012 qui s'explique, en bonne partie, par l'intensification des activités minières dans la municipalité de Fermont.

Croissance modeste dans les MRC de Lanaudière et de l'Outaouais

En revanche, toutes les MRC de Lanaudière enregistrent en 2012 un taux de croissance du revenu disponible par habitant inférieur à la moyenne observée au Québec. La MRC de Joliette est celle qui affiche la croissance la plus modeste en regard de 2011 dans la région, soit une hausse de 0,8 %, sous l'effet conjugué d'une augmentation lente de la rémunération des salariés et de la diminution du revenu net de la propriété.

Dans la région de l'Outaouais, seule la MRC de Pontiac connaît une augmentation supérieure à la moyenne québécoise, soit une hausse de 3,0 %. Ce sont les transferts reçus par les ménages en provenance des administrations publiques ainsi que

la rémunération des salariés qui ont dynamisé le revenu disponible dans cette dernière MRC. Pour leur part, les deux MRC voisines de Pontiac, à savoir La Vallée-de-la-Gatineau (+ 0,5 %) et Les Collines-de-l'Outaouais (+ 0,8 %), connaissent une hausse anémique du revenu disponible en 2012.

Revenu disponible élevé dans Caniapiscau

La MRC de Caniapiscau continue d'afficher le revenu disponible par habitant le plus élevé au Québec, soit 40 839 $ par habitant. Fait à signaler, les résidants de Caniapiscau ont un niveau de revenu qui dépasse celui des habitants l'Alberta, province canadienne présentant le revenu disponible le plus élevé.

Outre Caniapiscau, 31 MRC présentent un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne québécoise. C'est le cas, notamment, de La Jacques-Cartier (33 692 $), de La Vallée-du-Richelieu (32 239 $) et de Thérèse-De Blainville (31 849 $). Comme l'illustre la carte 12.2.1, les territoires supralocaux les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau de même que dans le triangle minier formé des régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

En revanche, les MRC qui enregistrent les revenus disponibles des ménages par habitant les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, dans le Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais, dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches ainsi qu'en Haute-Mauricie. D'ailleurs, c'est la MRC du Témiscouata dans le Bas-Saint-Laurent qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible de la province, soit 20 359 $. Notons que parmi les 25 MRC ayant les niveaux de revenu parmi les plus faibles au Québec, cinq sont situées dans le Bas-Saint-Laurent et quatre en Estrie.

Disparités de revenu importantes au sein de certaines régions

Les inégalités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé encore une fois sur la Côte-Nord. En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant de Caniapiscau (40 839 $) est près de deux fois supérieur à celui du Golfe-du-Saint-Laurent (22 986 $). Au cours des dernières années, l'écart de revenu s'est creusé entre ces deux MRC en raison de la croissance fulgurante des salaires dans Caniapiscau stimulée, entre autres, par l'intensification des activités minières.

Les régions des Laurentides et de la Montérégie continuent, elles aussi, à être marquées par de grands écarts de revenu. Dans les Laurentides, le revenu disponible des résidants de Thérèse-De Blainville est supérieur de 10 500 $, en moyenne, à celui des habitants de la MRC d'Antoine-Labelle, située à

Tableau 12.2.1

Les 25 MRC présentant le revenu disponible par habitant le plus élevé en 2012 et changement de rang par rapport à 2011

Rang	MRC	Revenu disponible par habitant	Changement de rang par rapport à l'année précédente
		$/hab	
1	Caniapiscau	40 839	↔
2	La Jacques-Cartier	33 692	↔
3	La Vallée-du-Richelieu	32 239	↔
4	Thérèse-De Blainville	31 849	↑1
5	L'Île-d'Orléans	31 481	↑2
6	Marguerite-D'Youville	31 378	↔
7	Les Pays-d'en-Haut	31 297	↓3
8	Minganie	30 759	↑1
9	Sept-Rivières	30 198	↑4
10	Jamésie	29 904	↑4
11	Vaudreuil-Soulanges	29 861	↓3
12	La Côte-de-Beaupré	29 848	↔
13	La Vallée-de-l'Or	29 497	↑4
14	Les Collines-de-l'Outaouais	29 467	↓4
15	Lévis	29 129	↔
16	Rouyn-Noranda	28 966	↓5
17	Longueuil	28 833	↓1
18	Memphrémagog	28 595	↔
19	L'Assomption	27 936	↔
20	Les Moulins	27 858	↔
21	Mirabel	27 816	↑1
22	Québec	27 464	↑1
23	Roussillon	27 344	↑1
24	Manicouagan	27 244	↑1
25	La Nouvelle-Beauce	27 166	↑5

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

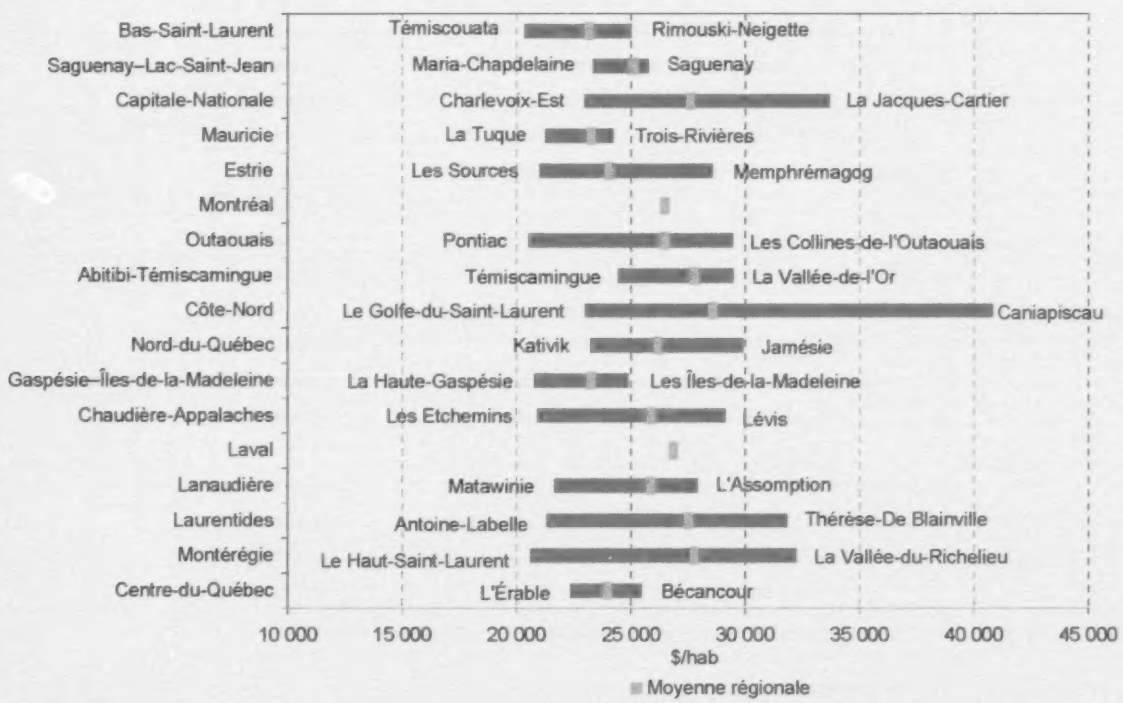
l'extrême nord de la région et qui est marquée par un taux de travailleurs des 25-64 ans parmi les plus faibles du Québec. Quant à la Montérégie, les différences de revenu demeurent importantes, notamment entre les territoires supralocaux situés à proximité de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (32 239 $), Marguerite-D'Youville (31 378 $) et Vaudreuil-Soulanges (29 861 $), et les MRC plus éloignées, telles que Le Haut-Saint-Laurent (20 614 $) et Acton (22 989 $).

Les inégalités de revenu sont aussi relativement fortes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région, à savoir Charlevoix-Est (22 967 $) et Charlevoix (24 466 $), ont un revenu disponible largement inférieur à celles de La Jacques-Cartier (33 692 $) et de L'Île-d'Orléans (31 481 $). Le retard historique des deux MRC de l'est de la Capitale-Nationale est attribuable, en grande partie, à la rémunération des salariés et au taux de travailleurs qui sont largement moindres que dans le reste de la région.

En ce qui a trait à l'Outaouais, elle continue de se caractériser par des disparités de revenu marquées entre les MRC du nord et celles du sud. En 2012, les territoires supralocaux des Collines-de-l'Outaouais (29 467 $) et de Gatineau (26 901 $), situés en partie ou en totalité dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau, affichent un revenu disponible par habitant bien plus élevé que les MRC de Pontiac (20 534 $) et La Vallée-de-la-Gatineau (21 670 $) situées au nord. Le taux de travailleurs particulièrement faible dans ces deux dernières MRC apparaît comme la principale cause de ce clivage nord-sud.

Figure 12.2.1

Écart entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2012



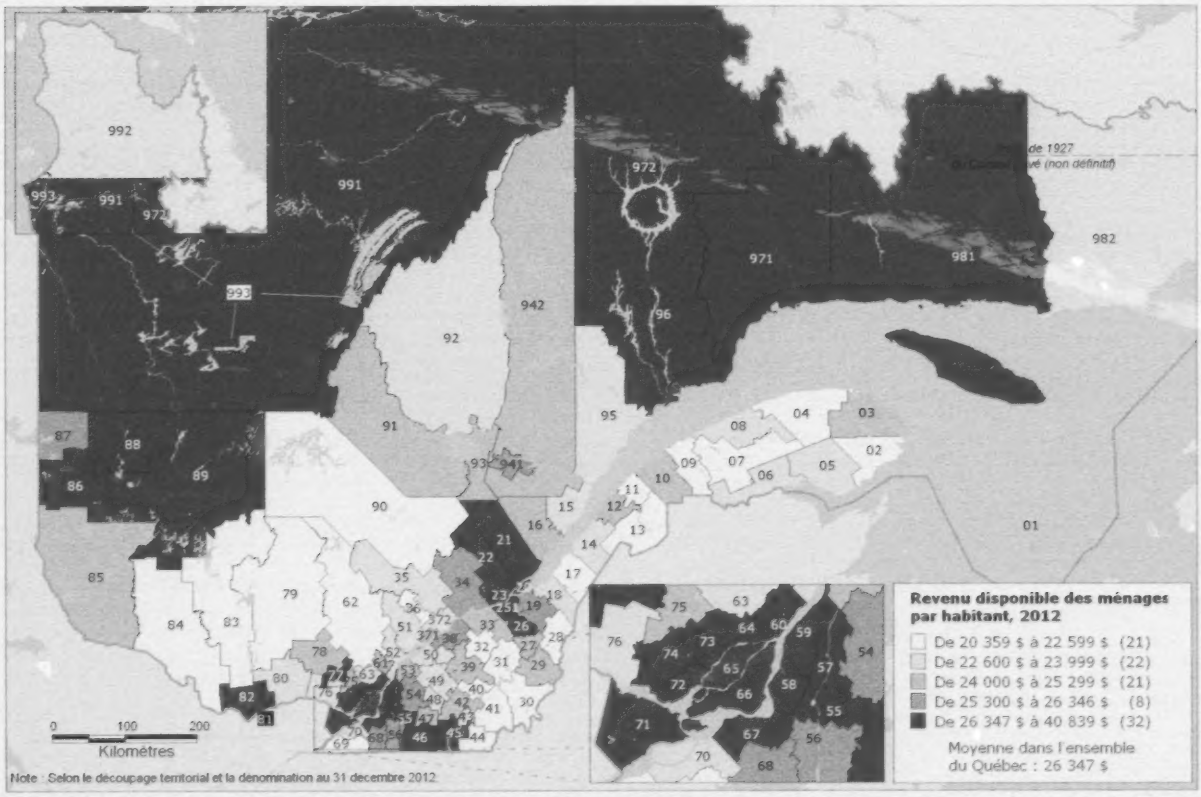
Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Dans la région de Lanaudière, un clivage nord-sud est aussi observé, quoique dans une moindre mesure qu'en Outaouais. Dans cette région, l'écart de revenu est de plus de 6 200 $, en moyenne par habitant, entre la MRC qui affiche le revenu disponible le plus élevé de la région, L'Assomption (27 936 $), et celle présentant le revenu le plus faible, la Matawinie (21 670 $).

À l'opposé, les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et du Centre-du-Québec se caractérisent par un niveau de revenu relativement homogène. Dans ces régions, les écarts entre les MRC présentant le revenu disponible le plus élevé et celles présentant le plus faible sont de moins de 3 100 $ par habitant. Par contre, l'ensemble des MRC des trois régions mentionnées précédemment continue d'accuser un retard par rapport à la moyenne provinciale au chapitre du revenu disponible des ménages par habitant.

Carte 12.2.1

Revenu disponible par habitant, MRC du Québec, 2012



Note : Selon le découpage territorial et la dénomination au 31 décembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Tableau 12.2.2

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	Variation 2012/2011	TCAM 2012/2008
		$/hab.					%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**20 961**	**21 620**	**21 908**	**22 705**	**23 163**	**2,0**	**2,5**
07	La Matapédia	18 702	19 392	19 923	21 002	21 723	3,4	3,8
08	La Matanie	21 498	21 065	21 982	22 707	23 106	1,8	1,8
09	La Mitis	19 574	20 215	20 485	21 213	21 700	2,3	2,6
10	Rimouski-Neigette	22 930	23 864	23 708	24 675	25 019	1,4	2,2
11	Les Basques	19 174	20 017	20 493	21 451	21 888	2,0	3,4
12	Rivière-du-Loup	22 054	22 910	23 188	23 662	24 009	1,5	2,1
13	Témiscouata	18 246	18 971	19 296	19 814	20 359	2,7	2,8
14	Kamouraska	20 472	21 020	21 402	22 284	22 858	2,6	2,8
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**22 104**	**22 884**	**23 538**	**24 640**	**25 107**	**1,9**	**3,2**
91	Le Domaine-du-Roy	21 305	21 968	22 573	23 650	24 187	2,3	3,2
92	Maria-Chapdelaine	21 035	21 224	21 508	22 998	23 334	1,5	2,6
93	Lac-Saint-Jean-Est	21 912	22 816	23 438	24 358	24 765	1,7	3,1
941	Saguenay	22 695	23 568	24 241	25 269	25 779	2,0	3,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	20 984	21 729	22 845	24 465	24 819	1,4	4,3
03	**Capitale-Nationale**	**25 027**	**25 900**	**26 094**	**26 988**	**27 616**	**2,3**	**2,5**
15	Charlevoix-Est	21 187	21 894	21 825	22 411	22 967	2,5	2,0
16	Charlevoix	21 269	21 901	22 927	23 366	24 466	4,7	3,6
20	L'Île-d'Orléans	29 381	29 062	29 584	30 216	31 481	4,2	1,7
21	La Côte-de-Beaupré	25 798	26 968	27 589	29 148	29 848	2,4	3,7
22	La Jacques-Cartier	30 046	31 027	31 902	33 853	33 692	-0,5	2,9
23	Québec	25 108	25 990	26 062	26 827	27 464	2,4	2,3
34	Portneuf	22 037	22 777	23 387	24 788	25 525	3,0	3,7
04	**Mauricie**	**21 429**	**21 950**	**22 175**	**22 903**	**23 262**	**1,6**	**2,1**
35	Mékinac	20 464	20 907	21 321	22 138	22 909	3,5	2,9
36	Shawinigan	20 005	20 612	20 561	21 224	21 676	2,1	2,0
371	Trois-Rivières	22 458	23 014	23 261	23 994	24 255	1,1	1,9
372	Les Chenaux	21 647	22 070	22 597	23 254	23 640	1,7	2,2
51	Maskinongé	20 933	21 241	21 516	22 207	22 621	1,9	2,0
90	La Tuque	19 286	19 787	20 052	20 922	21 260	1,6	2,5
05	**Estrie**	**22 164**	**22 402**	**22 704**	**23 404**	**24 050**	**2,8**	**2,1**
30	Le Granit	20 223	20 638	20 688	21 507	21 992	2,3	2,1
40	Les Sources	19 623	19 939	19 583	20 317	21 019	3,5	1,7
41	Le Haut-Saint-François	18 866	19 402	19 839	20 746	21 543	3,8	3,4
42	Le Val-Saint-François	23 477	23 369	23 299	24 353	25 060	2,9	1,6
43	Sherbrooke	22 006	22 221	22 455	23 035	23 663	2,7	1,8
44	Coaticook	19 632	20 023	20 644	21 254	21 894	3,0	2,8
45	Memphrémagog	26 172	26 359	27 221	27 952	28 595	2,3	2,2
06	**Montréal**	**24 923**	**24 844**	**24 757**	**25 698**	**26 469**	**3,0**	**1,5**
66	Montréal	24 923	24 844	24 757	25 698	26 469	3,0	1,5
07	**Outaouais**	**24 402**	**25 540**	**25 777**	**26 680**	**26 466**	**-0,8**	**2,1**
80	Papineau	20 068	21 063	21 523	22 470	22 724	1,1	3,2
81	Gatineau	25 054	26 216	26 438	27 320	26 901	-1,5	1,8
82	Les Collines-de-l'Outaouais	27 215	28 498	28 226	29 221	29 467	0,8	2,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 291	20 335	20 877	21 557	21 670	0,5	2,9
84	Pontiac	18 307	18 530	19 201	19 942	20 534	3,0	2,9

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	Variation 2012/2011	TCAM 2012/2008
		$/hab.					%	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**23 584**	**24 154**	**25 288**	**27 082**	**27 794**	**2,6**	**4,2**
85	Témiscamingue	21 528	21 699	22 305	23 829	24 449	2,6	3,2
86	Rouyn-Noranda	25 074	25 554	26 839	29 182	28 966	-0,7	3,7
87	Abitibi-Ouest	21 054	21 512	22 508	24 167	25 494	5,5	4,9
88	Abitibi	23 205	23 859	24 783	26 101	27 000	3,4	3,9
89	La Vallée-de-l'Or	24 423	25 225	26 589	28 275	29 497	4,3	4,8
09	**Côte-Nord**	**24 428**	**25 119**	**26 538**	**27 693**	**28 582**	**3,2**	**4,0**
95	La Haute-Côte-Nord	20 024	21 025	22 204	23 279	23 997	3,1	4,6
96	Manicouagan	24 487	24 836	25 829	26 698	27 244	2,0	2,7
971	Sept-Rivières	25 499	26 218	28 052	29 063	30 198	3,9	4,3
972	Caniapiscau	34 995	34 645	36 314	39 416	40 839	3,6	3,9
981	Minganie	23 739	25 644	27 367	29 449	30 759	4,4	6,7
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	19 620	20 551	21 669	22 642	22 986	1,5	4,0
10	**Nord-du-Québec**	**48 394**	**24 537**	**24 787**	**25 609**	**26 169**	**2,2**	**-14,2**
991	Jamésie	26 984	27 075	27 258	28 586	29 904	4,6	2,6
992	Kativik	21 885	21 900	22 181	23 459	23 242	-0,9	1,5
993	Eeyou Istchee[2]	89 533	24 138	24 488	24 542	25 054	2,1	-27,3
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**20 050**	**20 903**	**21 433**	**22 564**	**23 276**	**3,2**	**3,8**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	22 007	23 005	23 210	24 282	24 909	2,6	3,1
02	Le Rocher-Percé	18 739	19 764	20 276	21 290	22 172	4,1	4,3
03	La Côte-de-Gaspé	21 319	22 244	22 599	23 824	24 396	2,4	3,4
04	La Haute-Gaspésie	18 032	18 273	18 888	20 043	20 772	3,6	3,6
05	Bonaventure	20 228	21 161	21 744	23 022	23 730	3,1	4,1
06	Avignon	19 828	20 657	21 536	22 544	23 279	3,3	4,1
12	**Chaudière-Appalaches**	**23 320**	**23 956**	**24 341**	**25 084**	**25 859**	**3,1**	**2,6**
17	L'Islet	19 691	20 320	20 828	21 206	21 860	3,1	2,6
18	Montmagny	20 646	20 979	21 422	22 240	22 804	2,5	2,5
19	Bellechasse	22 705	23 396	24 023	24 951	25 344	1,6	2,8
251	Lévis	26 424	27 399	27 584	28 484	29 129	2,3	2,5
26	La Nouvelle-Beauce	24 316	24 978	25 327	26 110	27 166	4,0	2,8
27	Robert-Cliche	21 625	22 007	22 084	22 809	24 024	5,3	2,7
28	Les Etchemins	18 616	19 212	19 645	19 952	20 898	4,7	2,9
29	Beauce-Sartigan	22 404	22 595	23 199	23 783	25 219	6,0	3,0
31	Les Appalaches	20 454	20 767	20 947	21 505	21 962	2,1	1,8
33	Lotbinière	22 723	23 174	24 107	24 669	25 201	2,2	2,6
13	**Laval**	**25 399**	**25 475**	**25 663**	**26 451**	**26 856**	**1,5**	**1,4**
65	Laval	25 399	25 475	25 663	26 451	26 856	1,5	1,4
14	**Lanaudière**	**23 757**	**24 236**	**24 687**	**25 513**	**25 844**	**1,3**	**2,1**
52	D'Autray	21 169	21 503	21 903	22 692	23 167	2,1	2,3
60	L'Assomption	25 791	26 357	26 818	27 612	27 936	1,2	2,0
61	Joliette	23 120	23 581	23 842	24 278	24 468	0,8	1,4
62	Matawinie	19 719	20 294	20 609	21 437	21 670	1,1	2,4
63	Montcalm	20 645	21 109	21 677	22 663	23 005	1,5	2,7
64	Les Moulins	25 600	26 005	26 541	27 497	27 858	1,3	2,1

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	Variation 2012/2011	TCAM 2012/2008
		$/hab.					%	
15	**Laurentides**	**25 174**	**25 665**	**26 200**	**26 921**	**27 527**	**2,3**	**2,3**
72	Deux-Montagnes	24 713	25 092	25 495	26 263	26 703	1,7	2,0
73	Thérèse-De Blainville	28 567	29 150	29 855	30 642	31 849	3,9	2,8
74	Mirabel	24 710	25 103	25 966	27 126	27 816	2,5	3,0
75	La Rivière-du-Nord	22 947	23 449	23 781	24 572	24 943	1,5	2,1
76	Argenteuil	21 403	21 769	22 312	23 228	23 600	1,6	2,5
77	Les Pays-d'en-Haut	30 051	29 973	31 117	31 033	31 297	0,9	1,0
78	Les Laurentides	23 690	24 278	24 536	25 012	25 229	0,9	1,6
79	Antoine-Labelle	19 295	20 338	20 424	21 080	21 314	1,1	2,5
16	**Montérégie**	**25 515**	**25 933**	**26 410**	**27 303**	**27 769**	**1,7**	**2,1**
46	Brome-Missisquoi	22 985	24 407	25 122	26 385	26 643	1,0	3,8
47	La Haute-Yamaska	23 766	23 302	23 752	24 321	24 526	0,8	0,8
48	Acton	20 461	20 638	21 657	22 379	22 989	2,7	3,0
53	Pierre-De Saurel	22 868	23 268	23 214	24 237	24 691	1,9	1,9
54	Les Maskoutains	23 524	23 747	24 262	25 322	25 698	1,5	2,2
55	Rouville	24 583	25 173	25 536	26 443	27 073	2,4	2,4
56	Le Haut-Richelieu	23 696	24 320	24 879	25 437	26 029	2,3	2,4
57	La Vallée-du-Richelieu	28 941	29 395	30 287	31 680	32 239	1,8	2,7
58	Longueuil	26 890	27 234	27 608	28 339	28 833	1,7	1,8
59	Marguerite-D'Youville	28 363	29 258	29 794	30 555	31 378	2,7	2,6
67	Roussillon	25 059	25 520	25 939	26 802	27 344	2,0	2,2
68	Les Jardins-de-Napierville	23 764	23 363	24 147	25 455	25 709	1,0	2,0
69	Le Haut-Saint-Laurent	18 023	19 083	19 356	20 126	20 614	2,4	3,4
70	Beauharnois-Salaberry	21 971	22 457	22 665	23 332	23 788	2,0	2,0
71	Vaudreuil-Soulanges	27 695	28 035	28 507	29 741	29 861	0,4	1,9
17	**Centre-du-Québec**	**21 879**	**22 137**	**22 582**	**23 278**	**23 969**	**3,0**	**2,3**
32	L'Érable	20 569	20 899	21 454	22 135	22 366	1,0	2,1
38	Bécancour	22 785	23 248	23 869	24 856	25 462	2,4	2,8
39	Arthabaska	22 105	22 414	22 975	23 491	24 333	3,6	2,4
49	Drummond	22 019	22 220	22 465	23 142	23 917	3,3	2,1
50	Nicolet-Yamaska	21 187	21 264	21 945	23 012	23 388	1,6	2,5
	Ensemble du Québec	**24 389**	**24 638**	**24 914**	**25 783**	**26 347**	**2,2**	**1,9**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; Emploi et Développement social Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

12.3 Taux de travailleurs

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

La présente section fait un survol de la situation du marché du travail des 104 MRC du Québec, à l'aide du taux de travailleurs des 25-64 ans. En plus de comparer les données de 2012 avec celles de 2011, afin de mieux cerner l'évolution récente du marché du travail, cette publication met en évidence les disparités, souvent importantes, qui subsistent entre les territoires supralocaux.

La situation du marché du travail s'améliore dans la majorité des MRC éloignées des grands centres urbains

Le taux de travailleurs des 25-64 ans croît en 2012 pour une troisième année consécutive au Québec, après s'être replié en 2009 en raison de la récession économique. Il augmente de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 76,1 %. La plupart des territoires supralocaux profitent de la croissance survenue dans la province, particulièrement ceux éloignés des grands centres urbains. Des hausses marquées sont enregistrées dans les MRC du Rocher-Percé (+ 3,6 points), de La Haute-Côte-Nord (+ 1,9 point) et de Bonaventure (+ 1,9 point).

L'ensemble des territoires supralocaux qui composent les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, et du Centre-du-Québec affichent, en 2012, une croissance de leur taux de travailleurs supérieure ou égale à la moyenne québécoise.

Tableau 12.3.1

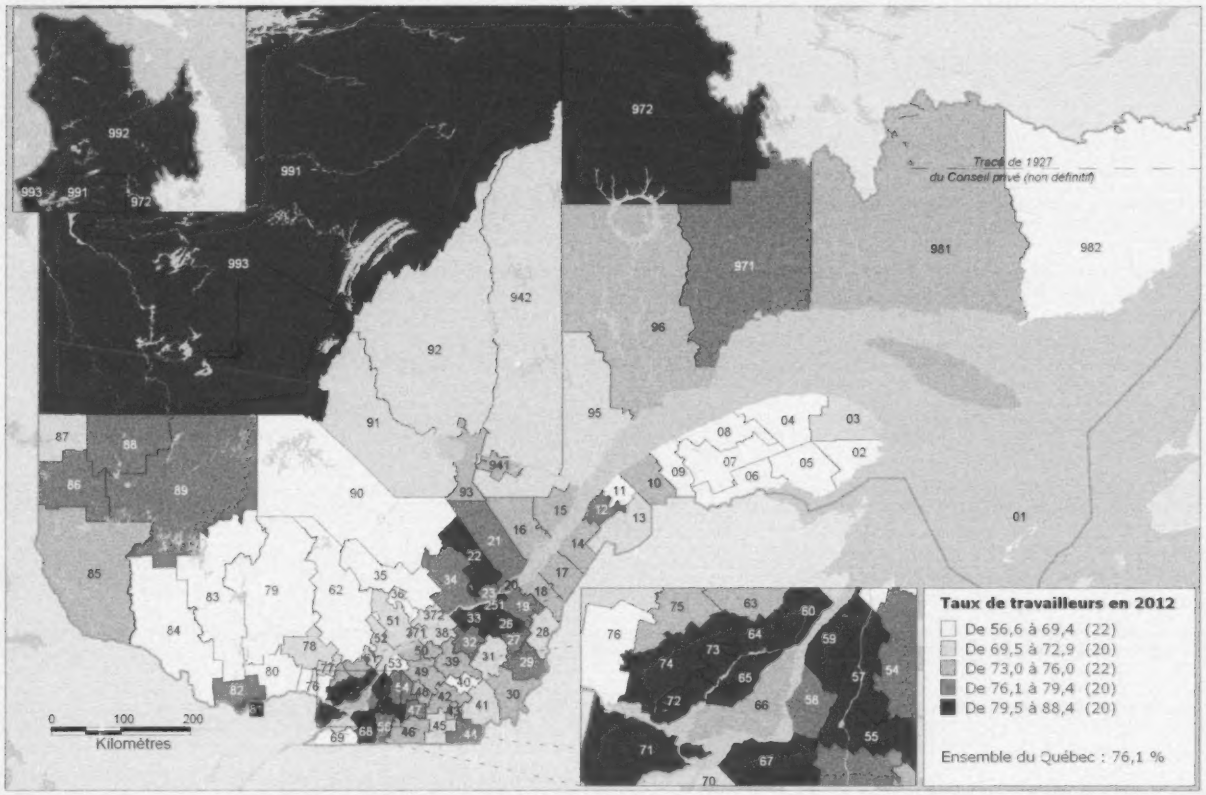
Les 50 MRC présentant le plus haut taux de travailleurs des 25-64 ans en 2012 et changement de rang par rapport à 2011

Rang	MRC	Taux de travailleurs	Changement de rang	Rang	MRC	Taux de travailleurs	Changement de rang
		%				%	
1	Caniapiscau	88,3	↔	25	Robert-Cliche	78,6	↑1
2	Kativik	85,4	↔	27	Gatineau	78,5	↓5
3	La Jacques-Cartier	84,3	↔	28	Rouyn-Noranda	78,0	↑2
4	Marguerite-D'Youville	83,6	↔	29	Les Maskoutains	77,8	↑1
5	La Vallée-du-Richelieu	83,1	↑1	30	Longueuil	77,7	↑1
6	Mirabel	83,0	↓2	30	Beauce-Sartigan	77,7	↑1
7	Lévis	82,4	↔	32	Abitibi	77,6	↔
8	La Nouvelle-Beauce	82,3	↔	33	Le Haut-Richelieu	77,5	↔
9	Les Moulins	82,0	↓1	34	La Vallée-de-l'Or	77,4	↔
9	Roussillon	82,0	↑1	35	Coaticook	77,3	↑1
11	Vaudreuil-Soulanges	81,7	↔	36	L'Île-d'Orléans	77,2	↑1
12	Les Jardins-de-Napierville	81,6	↑2	37	Portneuf	76,3	↑1
13	Eeyou Istchee	81,2	↔	37	L'Érable	76,3	↑2
14	Thérèse-De Blainville	81,1	↓2	39	La Haute-Yamaska	76,2	↓4
15	Jamésie	80,9	↑1	40	Rivière-du-Loup	76,1	↓1
16	Rouville	80,4	↓1	41	Arthabaska	75,7	↑1
17	Deux-Montagnes	79,9	↔	42	Charlevoix	75,6	↓1
18	L'Assomption	79,8	↓1	43	La Rivière-du-Nord	75,5	↓1
18	Laval	79,8	↑1	44	Manicouagan	75,4	↓2
18	Lotbinière	79,8	↑3	45	Le Val-Saint-François	75,3	↔
21	Sept-Rivières	79,1	↑6	46	Rimouski-Neigette	75,2	↑1
22	Les Collines-de-l'Outaouais	79,0	↓2	47	Sherbrooke	75,1	↓1
22	Bellechasse	79,0	↑1	48	L'Islet	74,8	↑1
24	Québec	78,9	↔	49	Brome-Missisquoi	74,4	↓1
25	La Côte-de-Beaupré	78,6	↔	49	Minganie	74,4	↑6

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Carte 12.3.1

Taux de travailleurs des 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Revenu Québec.

Une situation qui se détériore en Outaouais

On observe une contraction du marché du travail dans 10 des 104 MRC de la province. C'est notamment le cas dans Gatineau et Les Appalaches où le taux de travailleurs diminue de 0,4 point. Pour Gatineau, il s'agit de la troisième année consécutive où l'évolution du taux de travailleurs est parmi les plus faibles au Québec. D'ailleurs, en Outaouais, La Vallée-de-la-Gatineau est la seule MRC à présenter une croissance, quoique faible, de son taux de travailleurs (+ 0,2 point).

Même si Gatineau (78,5 %) et Les Collines-de-l'Outaouais (79,0 %) affichent un taux de travailleurs toujours supérieur à celui du Québec, les cinq territoires supralocaux de l'Outaouais voient leur situation se détériorer au cours des dernières années. À titre d'exemple, Gatineau, qui en 2009 arrivait au 16e rang parmi les 104 MRC, se classe maintenant au 27e rang, et ce, en raison de la dégradation de la situation du marché du travail survenue au cours des trois dernières années dans cette MRC.

Faible progression dans la couronne nord de Montréal

En 2012, le taux de travailleurs de la quasi-totalité des territoires supralocaux des régions de la couronne nord de Montréal a connu une variation inférieure ou égale à celle de l'ensemble du Québec. Seule la MRC de Montcalm (+ 0,5 point) dans Lanaudière affiche une hausse supérieure à celle de la province (+ 0,4 point). Dans les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut (– 0,3 %) et Mirabel (– 0,2 %) affichent une évolution négative du taux de travailleurs, alors que dans Lanaudière, Joliette et la Matawinie observent une stagnation de leur taux de travailleurs.

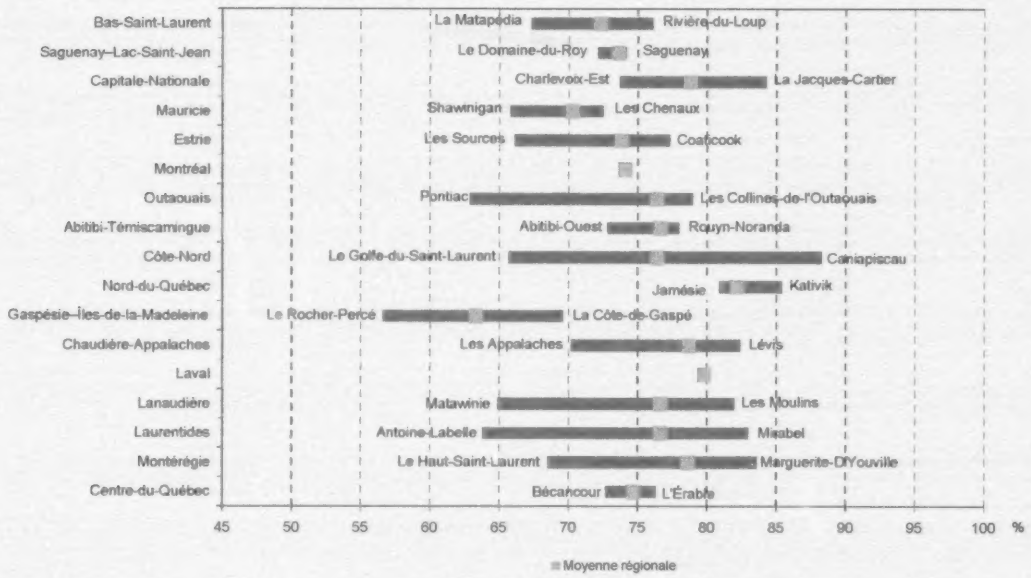
Taux de travailleurs élevés dans les couronnes de Montréal et de Québec, ainsi que dans le Nord-du-Québec

En 2012, 40 MRC ont un taux de travailleurs supérieur ou égal à celui que l'on observe au Québec (76,1 %). Pour la troisième année consécutive, la MRC de Caniapiscau dans la région de la Côte-Nord arrive en haut du classement, avec 88,3 %. Elle est suivie à cet égard par Kativik (85,4 %), La Jacques-Cartier (84,3 %) et Marguerite-D'Youville (83,6 %). Par ailleurs, comme l'illustre la carte 12.3.1, les territoires supralocaux qui présentent les plus hauts taux de travailleurs se concentrent essentiellement autour des noyaux urbains de Montréal et de Québec ainsi que dans le Nord-du-Québec. Parmi les 20 MRC affichant les taux les plus élevés, 16 sont situés à proximité de ces noyaux urbains et 3 sont situés dans la région du Nord-du-Québec.

Même si la situation du marché du travail s'améliore dans la plupart des MRC éloignées des grands centres urbains et ne dépendant pas de l'exploitation des ressources minières, les taux de travailleurs demeurent faibles. Les MRC dont l'économie repose en partie sur le secteur minier affichent en effet une meilleure situation de leur taux de travailleurs par rapport à la moyenne québécoise, comme La Vallée-de-l'Or (77,4 %), Abitibi (77,6 %), Rouyn-Noranda (78,0 %) et Caniapiscau (88,3 %). Néanmoins, les territoires situés dans les régions ressources ont, en général, des taux de travailleurs relativement faibles, en particulier dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Bien qu'ayant la plus forte progression en 2012, la MRC du Rocher-Percé (56,6 %) continue d'afficher le taux de travailleurs le plus bas de la province. Rappelons que ce n'est que depuis 2008 que le taux de travailleurs dépasse les 50 % pour cette MRC. Des taux de travailleurs relativement faibles sont également répertoriés dans les territoires supralocaux situés au nord de certaines régions comme en Outaouais, avec Pontiac (62,9 %) et La Vallée-de-la-Gatineau (63,6 %), ainsi que dans Lanaudière, avec Matawinie (64,9 %), et enfin dans les Laurentides, avec Antoine-Labelle (63,8 %).

Figure 12.3.1

Écart entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Comme l'illustre la figure 12.3.1, les taux de travailleurs peuvent différer considérablement entre les MRC d'une même région. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux est observé dans la région de la Côte-Nord où la MRC de Caniapiscau (88,3 %), située au nord de la région et dont l'économie est basée principalement sur l'exploitation des ressources minières, a un taux de travailleurs de 22,6 points de pourcentage supérieur à celui de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent (65,7 %) située au sud. Des disparités importantes sont aussi relevées dans les régions des Laurentides (19,2 points) et de Lanaudière (17,1 points).

À l'opposé, moins de disparité entre les MRC peut être observée dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean avec un écart beaucoup moins prononcé entre les taux de travailleurs. L'écart est de seulement 2,1 points entre Saguenay (74,2 %), qui se classe au premier rang, et Maria-Chapdelaine et Le Domaine-du-Roy qui se classent dernières (72,1 % respectivement).

Les plus fortes hausses des taux de travailleurs des femmes et des hommes dans les mêmes MRC

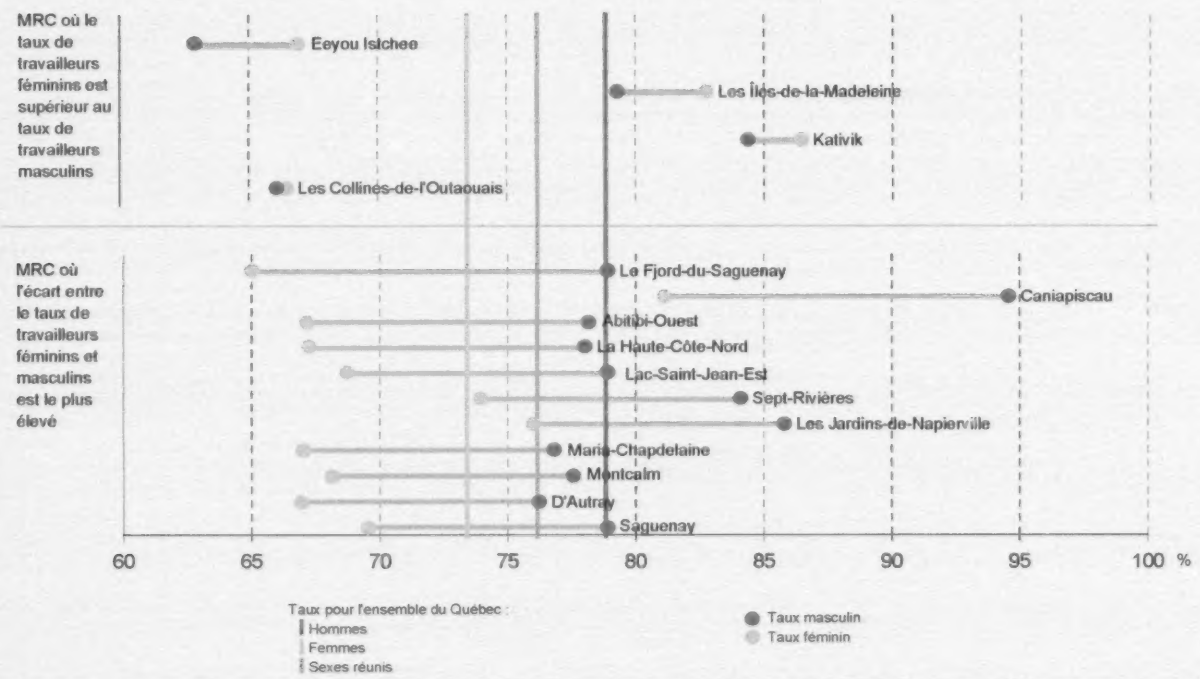
En 2012, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 0,4 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 73,4 %, tandis que celui des hommes croît plus faiblement, soit de 0,3 point pour se fixer à 78,8 %. La croissance du taux de travailleurs chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux, alors que treize MRC subissent une diminution. Le Golfe-du-Saint-Laurent dans la Côte-Nord est la MRC qui accuse la baisse la plus marquée, soit une décroissance de 0,9 point de pourcentage. À l'opposé, plusieurs MRC enregistrent des augmentations importantes, telles que Le Rocher-Percé (+ 3,2 points), Caniapiscau, La Haute-Côte-Nord, Témiscouata et Bonaventure (+ 2,0 points respectivement). Chez les hommes, on note que les plus fortes hausses sont enregistrées dans les territoires identiques, soit ceux du Rocher-Percé (+ 3,9 points), de La Haute-Côte-Nord et de Bonaventure (+ 1,9 point chacune). Par ailleurs, 18 MRC affichent une baisse en 2012, particulièrement Les Appalaches (– 1,3 %) et Les Pays-d'en-Haut (– 0,9 %).

En 2012, Le Rocher-Percé continue néanmoins de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes que chez les femmes (56,6 %). En revanche, on observe le plus haut taux de travailleurs des femmes dans la MRC de Kativik (86,4 %) et celui des hommes dans Caniapiscau (89,0 %).

Par ailleurs, c'est dans la MRC du Fjord-du-Saguenay où l'écart est le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes, soit une différence de 13,8 points de pourcentage à l'avantage de ces derniers. Enfin, soulignons que le taux de travailleurs des femmes est supérieur à celui des hommes dans seulement quatre des 104 MRC de la province, à savoir Eeyou Istchee, Les Îles-de-la-Madeleine, Kativik et Les Collines-de-l'Outaouais.

Figure 12.3.2

Écart entre le taux de travailleurs masculins et féminins pour certaines MRC, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Tableau 12.3.2

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC[1] et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008r	2009r	2010r	2011r	2012p	Écart 2012-2011	Écart 2012-2008
		%					point de %	
01	**Bas-Saint-Laurent**							
07	La Matapédia	63,5	62,8	65,2	66,2	67,3	1,1	3,8
08	La Matanie	65,8	65,2	66,7	67,9	68,6	0,7	2,8
09	La Mitis	67,1	66,6	67,1	68,2	68,8	0,6	1,7
10	Rimouski-Neigette	74,7	74,0	74,1	74,7	75,2	0,5	0,5
11	Les Basques	66,2	66,1	67,1	68,1	69,0	0,9	2,8
12	Rivière-du-Loup	75,3	75,1	74,9	75,6	76,1	0,5	0,8
13	Témiscouata	67,7	67,7	68,4	68,0	69,6	1,6	1,9
14	Kamouraska	70,7	71,2	71,8	72,1	73,4	1,3	2,7
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**							
91	Le Domaine-du-Roy	71,0	69,6	70,7	71,7	72,1	0,4	1,1
92	Maria-Chapdelaine	70,4	69,3	69,4	71,3	72,1	0,8	1,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	72,4	71,9	72,6	73,4	73,9	0,5	1,5
941	Saguenay	72,3	72,3	72,5	73,7	74,2	0,5	1,9
942	Le Fjord-du-Saguenay	69,1	69,3	69,9	70,9	72,3	1,4	3,2
03	**Capitale-Nationale**							
15	Charlevoix-Est	72,0	71,6	72,3	72,4	73,7	1,3	1,7
16	Charlevoix	73,9	73,9	74,7	75,2	75,6	0,4	1,7
20	L'Île-d'Orléans	76,2	75,6	76,4	76,1	77,2	1,1	1,0
21	La Côte-de-Beaupré	78,1	78,4	77,4	78,4	78,6	0,2	0,5
22	La Jacques-Cartier	83,3	83,1	83,4	84,0	84,3	0,3	1,0
23	Québec	78,6	78,3	78,0	78,5	78,9	0,4	0,3
34	Portneuf	74,6	73,8	74,6	75,7	76,3	0,6	1,7
04	**Mauricie**							
35	Mékinac	67,8	66,0	66,6	67,5	67,8	0,3	0,0
36	Shawinigan	65,9	64,6	64,8	65,4	65,8	0,4	-0,1
371	Trois-Rivières	72,1	71,4	71,5	71,9	72,1	0,2	0,0
372	Les Chenaux	72,3	71,1	71,8	72,3	72,5	0,2	0,2
51	Maskinongé	69,9	69,4	69,9	70,2	70,4	0,2	0,5
90	La Tuque	68,6	67,2	67,7	68,5	68,7	0,2	0,1
05	**Estrie**							
30	Le Granit	72,7	72,2	72,4	73,4	73,1	-0,3	0,4
40	Les Sources	66,3	64,1	64,3	65,2	66,1	0,9	-0,2
41	Le Haut-Saint-François	69,7	68,4	69,2	70,2	70,5	0,3	0,8
42	Le Val-Saint-François	75,0	72,8	73,9	74,9	75,3	0,4	0,3
43	Sherbrooke	75,1	74,1	74,2	74,8	75,1	0,3	0,0
44	Coaticook	75,0	74,6	75,2	76,2	77,3	1,1	2,3
45	Memphrémagog	70,7	69,8	70,8	71,8	71,5	-0,3	0,8
06	**Montréal**							
66	Montréal	73,7	72,5	72,3	73,5	74,1	0,6	0,4
07	**Outaouais**							
80	Papineau	65,8	65,0	65,3	66,0	66,0	0,0	0,2
81	Gatineau	79,5	79,2	78,7	78,9	78,5	-0,4	-1,0
82	Les Collines-de-l'Outaouais	79,3	79,3	79,2	79,3	79,0	-0,3	-0,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	63,3	62,5	63,4	63,4	63,6	0,2	0,3
84	Pontiac	63,8	61,7	62,2	63,2	62,9	-0,3	-0,9

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC[1] et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	Écart 2012-2011	Écart 2012-2008
		%					point de %	
08	**Abitibi-Témiscamingue**							
85	Témiscamingue	72,4	70,2	72,0	73,0	73,9	0,9	1,5
86	Rouyn-Noranda	75,6	75,3	76,3	77,4	78,0	0,6	2,4
87	Abitibi-Ouest	69,8	69,2	70,6	72,1	72,8	0,7	3,0
88	Abitibi	75,3	74,3	76,1	77,2	77,6	0,4	2,3
89	La Vallée-de-l'Or	74,5	73,9	75,9	76,7	77,4	0,7	2,9
09	**Côte-Nord**							
95	La Haute-Côte-Nord	68,3	69,2	70,2	70,8	72,7	1,9	4,4
96	Manicouagan	74,1	74,3	74,6	75,1	75,4	0,3	1,3
971	Sept-Rivières	75,8	75,6	77,2	78,0	79,1	1,1	3,3
972	Caniapiscau	85,5	84,4	86,8	87,7	88,3	0,6	2,8
981	Minganie	67,5	70,2	72,3	73,3	74,4	1,1	6,9
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	62,9	60,0	64,2	66,0	65,7	-0,3	2,8
10	**Nord-du-Québec**							
991	Jamésie	80,3	78,6	79,1	79,8	80,9	1,1	0,6
992	Kativik	84,2	85,3	84,4	85,4	85,4	0,0	1,2
993	Eeyou Istchee[2]	80,1	80,0	80,4	80,9	81,2	0,3	1,1
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**							
01	Les Îles-de-la-Madeleine	61,2	62,0	64,3	64,9	64,9	0,0	3,7
02	Le Rocher-Percé	50,1	51,4	53,7	53,0	56,6	3,6	6,5
03	La Côte-de-Gaspé	67,6	68,1	68,3	69,0	69,6	0,6	2,0
04	La Haute-Gaspésie	54,5	53,4	55,7	56,8	56,9	0,1	2,4
05	Bonaventure	62,6	62,7	63,4	64,3	66,2	1,9	3,6
06	Avignon	62,9	60,7	62,2	63,5	64,1	0,6	1,2
12	**Chaudière-Appalaches**							
17	L'Islet	72,8	72,4	72,9	73,8	74,8	1,0	2,0
18	Montmagny	72,1	70,9	72,7	72,9	73,4	0,5	1,3
19	Bellechasse	77,7	77,4	77,4	78,6	79,0	0,4	1,3
251	Lévis	82,2	82,0	81,4	82,1	82,4	0,3	0,2
26	La Nouvelle-Beauce	82,0	81,5	81,3	81,9	82,3	0,4	0,3
27	Robert-Cliche	77,7	77,0	77,6	78,1	78,6	0,5	0,9
28	Les Etchemins	70,7	69,3	70,3	70,1	71,3	1,2	0,6
29	Beauce-Sartigan	77,4	76,1	76,8	77,3	77,7	0,4	0,3
31	Les Appalaches	70,1	69,7	70,0	70,6	70,2	-0,4	0,1
33	Lotbinière	78,2	77,3	77,8	79,2	79,8	0,6	1,6
13	**Laval**							
65	Laval	79,7	78,8	78,7	79,5	79,8	0,3	0,1
14	**Lanaudière**							
52	D'Autray	71,0	70,6	70,5	71,3	71,7	0,4	0,7
60	L'Assomption	79,9	79,3	79,1	79,7	79,8	0,1	-0,1
61	Joliette	72,2	71,7	71,8	72,1	72,1	0,0	-0,1
62	Matawinie	64,4	64,1	63,8	64,9	64,9	0,0	0,5
63	Montcalm	71,6	71,3	71,6	72,6	73,1	0,5	1,5
64	Les Moulins	81,9	81,1	81,3	81,9	82,0	0,1	0,1

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC[1] et ensemble du Québec, 2008-2012

Code	MRC par région administrative	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]	Écart 2012-2011	Écart 2012-2008
		%					point de %	
15	**Laurentides**							
72	Deux-Montagnes	79,9	79,2	79,2	79,7	79,9	0,2	0,0
73	Thérèse-De Blainville	81,2	80,5	80,1	81,0	81,1	0,1	-0,1
74	Mirabel	82,7	81,6	82,0	83,2	83,0	-0,2	0,3
75	La Rivière-du-Nord	75,2	74,3	74,2	75,1	75,5	0,4	0,3
76	Argenteuil	68,6	66,9	67,4	68,8	69,2	0,4	0,6
77	Les Pays-d'en-Haut	70,6	69,8	69,8	70,4	70,1	-0,3	-0,5
78	Les Laurentides	72,0	71,1	70,9	71,6	71,8	0,2	-0,2
79	Antoine-Labelle	63,5	63,1	63,2	63,7	63,8	0,1	0,3
16	**Montérégie**							
46	Brome-Missisquoi	74,1	72,9	73,5	73,9	74,4	0,5	0,3
47	La Haute-Yamaska	76,0	74,8	75,3	76,3	76,2	-0,1	0,2
48	Acton	72,7	71,2	72,0	73,2	73,4	0,2	0,7
53	Pierre-De Saurel	67,8	66,9	67,2	68,3	68,9	0,6	1,1
54	Les Maskoutains	77,2	76,6	76,6	77,7	77,8	0,1	0,6
55	Rouville	78,9	78,4	78,8	80,0	80,4	0,4	1,5
56	Le Haut-Richelieu	77,5	76,7	76,5	77,0	77,5	0,5	0,0
57	La Vallée-du-Richelieu	82,2	81,9	81,9	82,7	83,1	0,4	0,9
58	Longueuil	77,5	76,7	76,7	77,5	77,7	0,2	0,2
59	Marguerite-D'Youville	83,3	82,5	82,8	83,2	83,6	0,4	0,3
67	Roussillon	81,9	81,0	80,9	81,6	82,0	0,4	0,1
68	Les Jardins-de-Napierville	79,5	79,1	79,4	80,6	81,6	1,0	2,1
69	Le Haut-Saint-Laurent	67,1	66,1	66,4	67,9	68,5	0,6	1,4
70	Beauharnois-Salaberry	71,8	71,0	71,1	71,9	72,4	0,5	0,6
71	Vaudreuil-Soulanges	81,5	80,7	80,7	81,3	81,7	0,4	0,2
17	**Centre-du-Québec**							
32	L'Érable	75,3	74,1	75,3	75,6	76,3	0,7	1,0
38	Bécancour	72,4	71,4	71,5	72,3	72,7	0,4	0,3
39	Arthabaska	75,1	74,2	74,5	75,1	75,7	0,6	0,6
49	Drummond	74,2	72,9	73,2	73,8	74,3	0,5	0,1
50	Nicolet-Yamaska	72,1	71,6	72,2	73,1	73,7	0,6	1,6
	Ensemble du Québec	**75,5**	**74,8**	**74,9**	**75,7**	**76,1**	**0,4**	**0,6**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.
Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'aurait un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles

Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes en emploi exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est utilisé pour classer une industrie comme base économique. Il est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible des ménages

Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible par habitant

Correspond au revenu disponible des ménages d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du

travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages

Comprennent les transferts en argent ainsi que les transferts en nature comme les dons de nourriture, de vêtements, de couvertures et de médicaments

Transferts courants des ménages aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées.

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectifs miniers

Les effectifs attribués au secteur minier sont rapportés en personne-année et concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Les effectifs miniers comprennent aussi les employés œuvrant dans les usines de première transformation comme les fonderies, affineries et cimenteries et les employés travaillant pour les entreprises de forage carottier. Ces dernières données ne sont cependant pas régionalisées.

Tourisme

Établissement d'hébergement

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours.

Établissement hôtelier

Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'auto cuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen de location

Prix calculé à partir des revenus bruts de location des unités. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Résidence de tourisme

Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'auto cuisine.

Région touristique

Division territoriale établie aux fins de développement d'un produit touristique régional et représentée auprès du ministère du Tourisme par un organisme du milieu.

Revenus de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement.

Taux d'occupation

Rapport entre le nombre d'unités de location occupées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités d'hébergement

Unités pouvant constituer une chambre, un lit, une suite, un appartement, une maison ou un chalet.

Unités disponibles

Unités de location mises quotidiennement à la disposition de la clientèle par les établissements en exploitation.

Unités louées

Unités de location occupées quotidiennement dans les établissements d'hébergement : unités de location louées et celles offertes à titre gracieux.

Éducation

Formation professionnelle

La formation professionnelle, constituée de l'ensemble des programmes d'études professionnelles (sanctionnés par une attestation de formation professionnelle, un diplôme d'études professionnelles ou une attestation de spécialisation professionnelle), est régie par la Loi sur l'instruction publique,

le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associés à ces programmes sont d'un niveau de complexité moindre que celles associées aux programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont dispensés par des établissements d'enseignement secondaire (les centres de formation administrés par les commissions scolaires et établissements privés). Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé.

Formation technique

La formation technique, constituée de l'ensemble des programmes d'études techniques (sanctionnés par un diplôme d'études collégiales ou une attestation d'études collégiales), est régie par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et le Règlement sur le Régime des études collégiales et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associées à ces programmes sont d'un niveau de complexité plus élevé que celles associées aux programmes d'études professionnelles. Les programmes de formation technique sont dispensés par des établissements d'enseignement postsecondaire (les cégeps, les établissements privés subventionnés, les établissements privés non-subventionnés et les écoles gouvernementales). Une formation technique vise un métier ou une profession de technicienne ou technicien.

Santé

Définition des indicateurs et variables de croisement utilisés[1].

Incapacité (maladie chronique)

Personnes ayant déclaré des difficultés à réaliser certaines activités quotidiennes en raison d'un état ou d'un problème de santé de longue durée (six mois ou plus).

Nombre de problèmes de santé de longue durée

Indicateur de l'état de santé défini à partir d'une série de questions portant sur des problèmes de santé physique ou mentale qui durent depuis au moins six mois ou qui pourraient durer six mois ou plus. Cet indicateur comprend trois catégories : aucun problème de santé, un problème de santé, deux problèmes de santé ou plus (comorbidité chronique).

Gravité de l'incapacité

Indice mesurant le degré de gravité de l'incapacité. La mesure tient compte à la fois de la fréquence (nombre d'activités pour lesquelles la personne déclare une incapacité) et de l'intensité de l'incapacité (le fait d'être totalement ou partiellement incapable de pratiquer une activité donnée). Cet indice est présenté selon trois catégories (sans incapacité, incapacité légère, incapacité modérée ou grave).

Médecin de famille

Indicateur déterminant l'affiliation à un médecin de famille ou à un médecin en particulier qui prend la responsabilité des soins de santé (il peut s'agir d'un médecin généraliste ou spécialiste).

Professionnel de la santé autre qu'un médecin

Indicateur déterminant les personnes suivies régulièrement par au moins un professionnel de la santé ou des services sociaux autre qu'un médecin (par exemple : une infirmière, un physiothérapeute, un psychologue, un optométriste, etc.).

Consommation actuelle de médicaments prescrits

Consommation de médicaments d'ordonnance au moment de l'enquête. Les médicaments d'ordonnance comprennent tous les médicaments prescrits par un médecin, ceux en vente libre et les suppléments vitaminiques.

Consultation à l'urgence

Consultation d'un médecin à l'urgence d'un hôpital au moins une fois au cours d'une période de 12 mois. Cet indicateur ne tient pas compte des fois où la personne s'est présentée à l'urgence, mais est repartie avant d'avoir vu un médecin.

Hospitalisation

Avoir passé au moins une nuit dans une chambre à l'hôpital, au moins une fois au cours d'une période de 12 mois.

1. Pour plus de détails sur la construction de tous les indicateurs et les variables de croisement présentés dans cette publication, voir : C. FOURNIER, G. DUBÉ, L. CAZALE, M. GODBOUT, et M. MURPHY (2013). *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011 : Utilisation des services de santé et des services sociaux des personnes avec incapacité*, Volume 2, Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 260 p.

Chirurgie d'un jour

Chirurgie ayant lieu dans une salle d'opération d'un hôpital ou d'une clinique médicale, mais qui ne nécessite pas de passer la nuit à cet endroit, au moins une fois au cours d'une période de 12 mois.

Au moins un service hospitalier

Personnes ayant reçu, au cours d'une période de 12 mois, au moins un des services hospitaliers suivant : consultation à l'urgence, hospitalisation ou chirurgie d'un jour.

Culture et communications

Bibliothèque publique autonome

Bibliothèque publique dont l'activité principale consiste à desservir gratuitement, ou à un coût minime, les municipalités de 5 000 habitants ou plus. Ces bibliothèques sont admissibles aux programmes de soutien du ministère de la Culture et des Communications.

Bibliothèque affiliée

Bibliothèques publiques dont l'activité principale consiste à desservir gratuitement, ou à un coût minime, les municipalités de moins de 5 000 habitants. Elles sont affiliées à un Centre régional de services aux bibliothèques publiques et ne sont pas admissibles aux programmes de soutien du ministère de la Culture et des Communications .

Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP)

Établissements créés en vertu de l'article 18 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications. Tout en desservant les bibliothèques affiliées, leur rôle est d'établir, maintenir et développer des collections de documents publiés à l'aide d'un service de traitement documentaire, de conclure des contrats de services documentaires et d'assurer d'autres services aux bibliothèques affilées. Ces établissements n'offrent pas de services directs aux abonnés des bibliothèques affiliées.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2013) : 22 186 km²

Population (2013ᵖ) : 201 091 habitants

Densité de population (2013) : 9,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Rimouski	48 140 hab.
Rivière-du-Loup	19 705 hab.
Matane	14 472 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en bois
Foresterie et exploitation forestière
Pêche, chasse et piégeage
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	201 377 r	201 322 r	201 184 r	201 053 r	201 091 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 456	– 162	– 28	– 46	– 136
Accroissement naturel[1]	n	0	– 3	65	– 23 p	– 149 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,733 r	1,742 r	1,811 r	1,792 p	1,696 p
Taux d'activité	%	60,2	59,5	58,7	61,4	58,3
Taux d'emploi	%	54,6	53,5	54,1	56,4	52,5
Taux de chômage	%	9,2	10,0	8,0	8,1	9,8
PIB par habitant	$/hab.	30 037 r	31 076 er	32 218 e	33 045 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	21 620 r	21 908 r	22 705 r	23 163 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 369,4	1 393,4	1 418,3	1 581,7	1 454,5
Taux de faible revenu des familles	%	6,9	6,1	5,6	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
La Matapédia	18 371	– 6,7	21 723	3,4	67,3	1,1
La Matanie	21 791	– 3,6	23 106	1,8	68,6	0,7
La Mitis	18 907	– 3,6	21 700	2,3	68,8	0,6
Rimouski-Neigette	56 484	7,6	25 019	1,4	75,2	0,5
Les Basques	9 019	– 7,1	21 888	2,0	69,0	0,9
Rivière-du-Loup	34 715	4,8	24 009	1,5	76,1	0,5
Témiscouata	20 440	– 9,5	20 359	2,7	69,6	1,6
Kamouraska	21 364	– 5,3	22 858	2,6	73,4	1,3

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2013) : 95 762 km²

Population (2013ᵖ) : 278 069 habitants

Densité de population (2013) : 2,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Saguenay	146 387 hab.
Alma	31 242 hab.
Dolbeau-Mistassini	14 416 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication du papier
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	275 460 r	276 248 r	277 249 r	277 723 r	278 069 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 659	– 396	3	332	– 307
Accroissement naturel[1]	n	517	516	556	423 p	475 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,796 r	1,681 r	1,734 r	1,715 p	1,720 p
Taux d'activité	%	59,9	58,3	58,5	60,9	60,2
Taux d'emploi	%	53,9	53,5	53,7	55,9	54,7
Taux de chômage	%	10,0	8,1	8,3	8,1	9,2
PIB par habitant	$/hab.	33 307 r	36 712 er	39 474 e	40 313 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	22 884 r	23 538 r	24 640 r	25 107 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 749,7	2 048,2	2 688,5	2 797,8	2 008,6
Taux de faible revenu des familles	%	6,7	6,0	5,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Le Domaine-du-Roy	31 763	– 1,7	24 187	2,3	72,1	0,4
Maria-Chapdelaine	25 308	– 3,5	23 334	1,5	72,1	0,8
Lac-Saint-Jean-Est	53 223	4,7	24 765	1,7	73,9	0,5
Saguenay	146 387	1,8	25 779	2,0	74,2	0,5
Le Fjord-du-Saguenay	21 388	8,4	24 819	1,4	72,3	1,4

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2013) : 18 644 km²

Population (2013ᵖ) : 725 095 habitants

Densité de population (2013) : 38,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Québec	532 354 hab.
Saint-Augustin-de-Desmaures	18 695 hab.
L'Ancienne-Lorette	16 977 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Hébergement et services de restauration
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Services d'enseignement

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	692 446 r	701 803 r	710 861 r	718 590 r	725 095 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 761	2 172	2 554	1 912	2 094
Accroissement naturel[1]	n	1 848	1 946	1 904	1 790 p	1 942 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,596 r	1,589 r	1,580 r	1,549 p	1,566 p
Taux d'activité	%	65,8	66,4	67,9	68,2	67,3
Taux d'emploi	%	62,3	63,1	63,9	64,3	63,8
Taux de chômage	%	5,3	5,1	5,8	5,7	5,1
PIB par habitant	$/hab.	43 569 r	44 168 er	45 129 e	45 965 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 900 r	26 094 r	26 988 r	27 616 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	7 181,5	7 085,3	6 474,7	6 702,9	7 123,4
Taux de faible revenu des familles	%	5,9	5,5	5,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Charlevoix-Est	16 280	– 1,4	22 967	2,5	73,7	1,3
Charlevoix	13 322	1,0	24 466	4,7	75,6	0,4
L'Île-d'Orléans	6 649	– 4,6	31 481	4,2	77,2	1,1
La Côte-de-Beaupré	26 994	21,2	29 848	2,4	78,6	0,2
La Jacques-Cartier	39 905	39,3	33 692	– 0,5	84,3	0,3
Québec	570 379	9,9	27 464	2,4	78,9	0,4
Portneuf	51 566	13,9	25 525	3,0	76,3	0,6

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2013) : 35 448 km²

Population (2013ᵖ) : 266 542 habitants

Densité de population (2013) : 7,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Trois-Rivières	133 809 hab.
Shawinigan	49 752 hab.
La Tuque	11 121 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication du papier
Fabrication de meubles et de produits connexes
Fabrication de produits en bois
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	263 520 r	264 873 r	265 557 r	265 987 r	266 542 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	121	353	353	402	606
Accroissement naturel[1]	n	– 65	– 171	– 155	– 243 p	– 283 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,674 r	1,639 r	1,664 r	1,613 p	1,646 p
Taux d'activité	%	57,2	57,5	58,5	56,3	53,4
Taux d'emploi	%	51,7	52,3	53,9	50,8	48,3
Taux de chômage	%	9,6	9,1	7,8	9,7	9,4
PIB par habitant	$/hab.	30 882 r	31 222 er	32 208 e	32 943 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	21 950 r	22 175 r	22 903 r	23 262 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 729,7	1 826,8	1 577,9	1 624,6	1 650,7
Taux de faible revenu des familles	%	9,6	8,9	8,3	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Mékinac	12 817	1,3	22 909	3,5	67,8	0,3
Shawinigan	49 752	– 6,4	21 676	2,1	65,8	0,4
Trois-Rivières	133 809	7,1	24 255	1,1	72,1	0,2
Les Chenaux	18 419	11,1	23 640	1,7	72,5	0,2
Maskinongé	36 550	3,0	22 621	1,9	70,4	0,2
La Tuque	15 195	– 3,1	21 260	1,6	68,7	0,2

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2013) : 10 197 km²

Population (2013ᵖ) : 318 350 habitants

Densité de population (2013) : 31,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Sherbrooke	160 745 hab.
Magog	26 423 hab.
Coaticook	9 209 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication du papier
- Fabrication de produits en bois
- Activités diverses de fabrication

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	307 753 r	310 581 r	313 582 r	316 011 r	318 350 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	40	386	234	314	482
Accroissement naturel[1]	n	1 036	922	905	884 p	730 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,749 r	1,775 r	1,705 r	1,703 p	1,676 p
Taux d'activité	%	65,4	61,9	64,0	61,1	62,7
Taux d'emploi	%	60,6	56,9	59,7	56,1	58,8
Taux de chômage	%	7,5	8,1	6,7	8,0	6,3
PIB par habitant	$/hab.	31 218 r	31 937 er	32 847 e	33 502 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	22 402 r	22 704 r	23 404 r	24 050 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 871,5	2 238,3	2 106,5	2 270,6	2 137,1
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	8,7	8,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Le Granit	22 294	– 1,2	21 992	2,3	73,1	– 0,3
Les Sources	14 639	1,4	21 019	3,5	66,1	0,9
Le Haut-Saint-François	22 113	2,5	21 543	3,8	70,5	0,3
Le Val-Saint-François	30 118	4,2	25 060	2,9	75,3	0,4
Sherbrooke	160 745	10,9	23 663	2,7	75,1	0,3
Coaticook	18 890	2,3	21 894	3,0	77,3	1,1
Memphrémagog	49 551	12,0	28 595	2,3	71,5	– 0,3

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2013) : 498 km²

Population (2013ᵖ) : 1 959 987 habitants

Densité de population (2013) : 3 935,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Montréal	1 717 767 hab.
Dollard-Des Ormeaux	50 670 hab.
Côte-Saint-Luc	33 165 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de vêtements et de produits en cuir et produits analogues
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Usines de textiles et de produits textiles
Fabrication de produits du pétrole et du charbon

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	1 887 599 r	1 902 049 r	1 915 617 r	1 940 289 r	1 959 987 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 19 463	– 23 640	– 22 207	– 20 492	– 17 739
Accroissement naturel[1]	n	8 107	8 288	8 498	8 719 p	9 022 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,594 r	1,581 r	1,550 r	1,532 p	1,525 p
Taux d'activité	%	64,8	65,3	64,1	64,3	65,1
Taux d'emploi	%	57,6	58,9	57,9	57,7	58,8
Taux de chômage	%	11,1	9,7	9,7	10,2	9,7
PIB par habitant	$/hab.	53 498 r	55 093 er	56 840 e	58 126 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 844 r	24 757 r	25 698 r	26 469 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	11 811,8	11 477,3	14 135,2	15 225,4	17 310,0
Taux de faible revenu des familles	%	17,0	16,6	15,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2013) : 30 472 km²

Population (2013ᵖ) : 381 200 habitants

Densité de population (2013) : 12,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Gatineau	274 367 hab.
Val-des-Monts	11 142 hab.
Cantley	10 502 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication du papier
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	361 539 r	367 864 r	373 905 r	377 725 r	381 200 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	1 437	1 312	1 017	243	171
Accroissement naturel[1]	n	2 038	1 916	1 843	1 646 p	1 565 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,823 r	1,742 r	1,734 r	1,662 p	1,623 p
Taux d'activité	%	68,9	68,7	68,8	67,7	65,7
Taux d'emploi	%	64,5	63,9	63,7	63,2	61,2
Taux de chômage	%	6,4	6,9	7,4	6,5	6,8
PIB par habitant	$/hab.	31 168 r	31 852 er	32 816 e	33 278 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 540 r	25 777 r	26 680 r	26 466 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 445,8	2 999,9	2 722,4	3 019,7	2 751,7
Taux de faible revenu des familles	%	8,9	8,4	8,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de l'Outaouais

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Papineau	22 871	5,6	22 724	1,1	66,0	0,0
Gatineau	274 367	16,2	26 901	– 1,5	78,5	– 0,4
Les Collines-de-l'Outaouais	48 717	19,6	29 467	0,8	79,0	– 0,3
La Vallée-de-la-Gatineau	20 914	– 0,1	21 670	0,5	63,6	0,2
Pontiac	14 331	– 4,3	20 534	3,0	62,9	– 0,3

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2013) : 57 349 km²

Population (2013ᵖ) : 147 931 habitants

Densité de population (2013) : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Rouyn-Noranda	41 904 hab.
Val-d'Or	32 697 hab.
Amos	12 803 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Foresterie et exploitation forestière
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	145 718 r	146 204 r	146 683 r	147 320 r	147 931 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 392	– 407	53	153	– 7
Accroissement naturel[1]	n	602	545	519	530 p	425 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,055 r	1,925 r	1,943 r	1,972 p	1,894 p
Taux d'activité	%	62,4	63,6	65,8	63,4	67,3
Taux d'emploi	%	56,5	58,2	60,8	59,3	62,4
Taux de chômage	%	9,5	8,5	7,5	6,4	7,3
PIB par habitant	$/hab.	39 748 r	43 367 er	47 438 e	48 200 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 154 r	25 288 r	27 082 r	27 794 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 820,1	2 384,9	2 029,0	2 232,1	1 837,1
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,1	6,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Témiscamingue	16 346	– 6,3	24 449	2,6	73,9	0,9
Rouyn-Noranda	41 904	5,7	28 966	– 0,7	78,0	0,6
Abitibi-Ouest	21 048	1,0	25 494	5,5	72,8	0,7
Abitibi	24 820	2,2	27 000	3,4	77,6	0,4
La Vallée-de-l'Or	43 813	5,3	29 497	4,3	77,4	0,7

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2013) : 236 502 km²

Population (2013ᵖ) : 95 552 habitants

Densité de population (2013) : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Sept-Îles	26 018 hab.
Baie-Comeau	22 163 hab.
Port-Cartier	6 762 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Pêche, chasse et piégeage
Première transformation des métaux
Fabrication du papier

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	95 491 r	95 513 r	95 688 r	95 597 r	95 552 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 452	– 313	37	– 306	– 417
Accroissement naturel[1]	n	394	430	392	299 p	310 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,930 r	1,949 r	1,961 r	1,826 p	1,798 p
Taux d'activité[2]	%	59,2	63,8	62,3	61,0	62,4
Taux d'emploi[2]	%	53,5	59,4	57,4	56,4	57,4
Taux de chômage[2]	%	9,8	6,9	7,8	7,6	7,9
PIB par habitant	$/hab.	51 752 r	60 788 er	68 297 er	70 484 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 119 r	26 538 r	27 693 r	28 582 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	1 813,3	2 258,1	3 001,1	4 555,3	3 706,5
Taux de faible revenu des familles	%	9,7	8,5	8,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
La Haute-Côte-Nord	11 382	– 11,7	23 997	3,1	72,7	1,9
Manicouagan	32 189	– 4,6	27 244	2,0	75,4	0,3
Sept-Rivières	35 846	3,4	30 198	3,9	79,1	1,1
Caniapiscau	4 363	12,5	40 839	3,6	88,3	0,6
Minganie	6 723	6,7	30 759	4,4	74,4	1,1
Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 049	– 13,4	22 986	1,5	65,7	– 0,3

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

Superficie en terre ferme (2013) : 707 333 km²

Population (2013ᵖ) : 43 999 habitants

Densité de population (2013) : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Chibougamau	7 616 hab.
Chisasibi	4 649 hab.
Mistissini	3 572 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière
Services publics

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	41 900 r	42 535 r	43 023 r	43 523 r	43 999 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 384	– 173	– 154	– 171	– 249
Accroissement naturel[1]	n	702	653	641	611 p	621 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,836 r	2,696 r	2,630 r	2,551 p	2,490 p
Taux d'activité[2]	%	59,2	63,8	62,3	61,0	62,4
Taux d'emploi[2]	%	53,5	59,4	57,4	56,4	57,4
Taux de chômage[2]	%	9,8	6,9	7,8	7,6	7,9
PIB par habitant	$/hab.	62 629 r	66 232 rr	72 382 rr	74 133 rr	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 537 r	24 787 r	25 609 r	26 169 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	2 231,3	2 508,6	2 437,6	2 663,2	1 981,4
Taux de faible revenu des familles	%	16,0	15,4	15,2	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Jamésie	14 251	– 6,8	29 904	4,6	80,9	1,1
Kativik	12 683	20,6	23 242	– 0,9	85,4	0,0
Eeyou Istchee[2]	17 065	24,5	25 054	2,1	81,2	0,3

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2013) : 20 272 km²

Population (2013ᵖ) : 93 284 habitants

Densité de population (2013) : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Gaspé	15 148 hab.
Les Îles-de-la-Madeleine	12 141 hab.
Chandler	7 618 hab.

Principales bases économiques de la région :

Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière
Cultures agricoles et élevage
Hébergement et services de restauration

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	94 662 r	94 670 r	94 473 r	93 938 r	93 284 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 61	146	99	– 1	– 336
Accroissement naturel[1]	n	– 175	– 248	– 268	– 268 p	– 273 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,692 r	1,586 r	1,688 r	1,604 p	1,655 p
Taux d'activité	%	51,6	54,3	55,2	53,2	54,4
Taux d'emploi	%	43,7	46,3	48,3	46,4	45,6
Taux de chômage	%	15,7	14,8	12,4	12,9	16,2
PIB par habitant	$/hab.	24 949 r	26 955 er	29 353 e	30 296 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	20 903 r	21 433 r	22 564 r	23 276 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	618,2	933,9	1 046,4	767,9	606,5
Taux de faible revenu des familles	%	9,7	8,8	8,2	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Les Îles-de-la-Madeleine	12 619	– 6,1	24 909	2,6	64,9	0,0
Le Rocher-Percé	17 690	– 6,2	22 172	4,1	56,6	3,6
La Côte-de-Gaspé	17 921	– 0,3	24 396	2,4	69,6	0,6
La Haute-Gaspésie	11 902	– 5,4	20 772	3,6	56,9	0,1
Bonaventure	17 932	– 0,5	23 730	3,1	66,2	1,9
Avignon	15 220	– 0,3	23 279	3,3	64,1	0,6

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2013) : 15 073 km²

Population (2013ᵖ) : 418 704 habitants

Densité de population (2013) : 27,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Lévis	141 911 hab.
Saint-Georges	32 051 hab.
Thetford Mines	25 675 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits du pétrole et du charbon
Fabrication de produits en bois
Fabrication de meubles et de produits connexes
Fabrication de plastique

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	406 774 r	410 700 r	414 427 r	416 395 r	418 704 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	463	754	525	606	386
Accroissement naturel[1]	n	1 682	1 736	1 622	1 410 p	1 374 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,904 r	1,874 r	1,907 r	1,873 p	1,871 p
Taux d'activité	%	66,8	68,5	69,3	66,7	67,0
Taux d'emploi	%	62,8	64,9	65,9	63,7	63,4
Taux de chômage	%	5,9	5,2	4,8	4,6	5,4
PIB par habitant	$/hab.	32 654 r	32 963 er	34 615 e	35 354 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	23 956 r	24 341 r	25 084 r	25 859 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 523,1	2 811,5	3 161,1	3 184,1	3 420,5
Taux de faible revenu des familles	%	5,4	4,8	4,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
L'Islet	18 474	– 3,7	21 860	3,1	74,8	1,0
Montmagny	22 841	– 2,8	22 804	2,5	73,4	0,5
Bellechasse	36 373	10,9	25 344	1,6	79,0	0,4
Lévis	141 911	10,9	29 129	2,3	82,4	0,3
La Nouvelle-Beauce	36 501	19,7	27 166	4,0	82,3	0,4
Robert-Cliche	19 590	4,9	24 024	5,3	78,6	0,5
Les Etchemins	17 100	– 4,7	20 898	4,7	71,3	1,2
Beauce-Sartigan	52 156	5,8	25 219	6,0	77,7	0,4
Les Appalaches	42 846	– 2,3	21 962	2,1	70,2	– 0,4
Lotbinière	30 912	15,9	25 201	2,2	79,8	0,6

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2013) : 246 km²

Population (2013ᵖ) : 417 304 habitants

Densité de population (2013) : 1 696,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Laval	417 304 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits chimiques
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Commerce de gros
Imptression et activités connexes de soutien

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	392 608 r	399 559 r	406 098 r	412 131 r	417 304 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 882	3 099	1 844	1 173	1 102
Accroissement naturel[1]	n	1 965	1 827	1 807	1 718 p	1 619 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,760 r	1,736 r	1,686 r	1,661 p	1,641 p
Taux d'activité	%	67,1	67,2	66,2	68,5	68,8
Taux d'emploi	%	62,1	61,8	61,5	62,9	64,4
Taux de chômage	%	7,6	8,0	7,1	8,1	6,5
PIB par habitant	$/hab.	31 489 r	32 208 er	32 495 e	33 032 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 475 r	25 663 r	26 451 r	26 856 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 653,0	2 896,3	2 423,9	2 751,5	2 519,3
Taux de faible revenu des familles	%	8,4	8,1	7,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2013) : 12 309 km²

Population (2013ᵖ) : 488 927 habitants

Densité de population (2013) : 39,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Terrebonne	110 066 hab.
Repentigny	83 955 hab.
Mascouche	45 485 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits métalliques
Fabrication de produits minéraux non métalliques
Activités de soutien à l'agriculture

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	461 911 r	469 846 r	476 937 r	482 990 r	488 927 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	4 390	4 324	3 933	4 173	2 956
Accroissement naturel[1]	n	2 511	2 238	2 080	2 018 p	2 086 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,952 r	1,831 r	1,850 r	1,839 p	1,801 p
Taux d'activité	%	67,9	66,9	68,4	65,7	66,3
Taux d'emploi	%	62,4	62,0	63,1	60,5	60,8
Taux de chômage	%	8,2	7,3	7,7	7,9	8,3
PIB par habitant	$/hab.	23 201 r	23 779 er	24 436 e	24 814 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 236 r	24 687 r	25 513 r	25 844 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 760,2	2 953,7	3 267,9	3 255,5	2 793,8
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,5	7,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
D'Autray	41 995	4,6	23 167	2,1	71,7	0,4
L'Assomption	123 494	15,4	27 936	1,2	79,8	0,1
Joliette	66 262	17,0	24 468	0,8	72,1	0,0
Matawinie	50 917	2,9	21 670	1,1	64,9	0,0
Montcalm	50 708	23,1	23 005	1,5	73,1	0,5
Les Moulins	155 551	25,0	27 858	1,3	82,0	0,1

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2013) : 20 544 km²

Population (2013ᵖ) : 580 966 habitants

Densité de population (2013) : 28,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Saint-Jérôme	71 759 hab.
Blainville	55 518 hab.
Mirabel	45 888 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de matériel de transport
Fabrication de produits minéraux non métalliques
Activités de soutien à l'agriculture
Fabrication de produits chimiques

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	548 333 r	558 311 r	566 683 r	573 775 r	580 966 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	4 335	5 162	4 482	5 534	4 698
Accroissement naturel[1]	n	2 345	2 228	1 969	2 006 p	2 123 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,831 r	1,795 r	1,723 r	1,767 p	1,747 p
Taux d'activité	%	66,8	67,6	67,6	68,3	68,6
Taux d'emploi	%	61,6	62,3	62,1	63,7	63,6
Taux de chômage	%	7,8	7,8	8,1	6,8	7,3
PIB par habitant	$/hab.	29 363 r	29 972 er	30 505 e	30 940 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 665 r	26 200 r	26 921 r	27 527 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	4 110,5	4 471,4	4 010,0	4 059,5	4 264,0
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	7,3	7,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC des Laurentides

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Deux-Montagnes	99 891	15,3	26 703	1,7	79,9	0,2
Thérèse-De Blainville	157 647	12,0	31 849	3,9	81,1	0,1
Mirabel	45 888	37,1	27 816	2,5	83,0	– 0,2
La Rivière-du-Nord	122 436	25,0	24 943	1,5	75,5	0,4
Argenteuil	32 650	11,1	23 600	1,6	69,2	0,4
Les Pays-d'en-Haut	41 415	16,9	31 297	0,9	70,1	– 0,3
Les Laurentides	45 804	8,3	25 229	0,9	71,8	0,2
Antoine-Labelle	35 235	– 1,6	21 314	1,1	63,8	0,1

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2013) : 11 111 km²

Population (2013ᵖ) : 1 499 088 habitants

Densité de population (2013) : 134,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Longueuil	238 922 hab.
Saint-Jean-sur-Richelieu	94 379 hab.
Brossard	83 673 hab.

Principales bases économiques de la région :

Cultures agricoles et élevage
Première transformation des métaux
Fabrication de matériel de transport
Fabrication d'aliments

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	1 434 412 r	1 453 178 r	1 469 505 r	1 483 577 r	1 499 088 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	4 861	6 502	6 260	5 337	5 745
Accroissement naturel[1]	n	6 619	6 115	6 050	5 795 p	5 582 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,802 r	1,779 r	1,754 r	1,769 p	1,729 p
Taux d'activité	%	67,5	67,5	66,0	67,0	67,0
Taux d'emploi	%	62,4	62,3	61,3	62,7	62,8
Taux de chômage	%	7,6	7,7	7,0	6,5	6,3
PIB par habitant	$/hab.	31 573 r	32 610 er	33 397 e	33 938 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 933 r	26 410 r	27 303 r	27 769 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	10 520,3	10 888,0	10 257,5	10 694,2	10 071,3
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,5	7,2	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
Brome-Missisquoi	56 934	10,0	26 643	1,0	74,4	0,5
La Haute-Yamaska	87 411	12,3	24 526	0,8	76,2	– 0,1
Acton	15 538	1,1	22 989	2,7	73,4	0,2
Pierre-De Saurel	51 077	2,6	24 691	1,9	68,9	0,6
Les Maskoutains	86 003	7,9	25 698	1,5	77,8	0,1
Rouville	36 582	20,2	27 073	2,4	80,4	0,4
Le Haut-Richelieu	116 603	8,4	26 029	2,3	77,5	0,5
La Vallée-du-Richelieu	121 043	16,3	32 239	1,8	83,1	0,4
Longueuil	412 467	8,5	28 833	1,7	77,7	0,2
Marguerite-D'Youville	76 455	11,2	31 378	2,7	83,6	0,4
Roussillon	178 430	14,5	27 344	2,0	82,0	0,4
Les Jardins-de-Napierville	26 964	14,1	25 709	1,0	81,6	1,0
Le Haut-Saint-Laurent	24 611	– 2,4	20 614	2,4	68,5	0,6
Beauharnois-Salaberry	63 456	5,2	23 788	2,0	72,4	0,5
Vaudreuil-Soulanges	145 514	24,9	29 861	0,4	81,7	0,4

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2013) : 6 920 km²

Population (2013ᵖ) : 239 245 habitants

Densité de population (2013) : 34,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2013ᵖ) :

Drummondville	73 811 hab.
Victoriaville	44 607 hab.
Bécancour	12 874 hab.

Principales bases économiques de la région :

Cultures agricoles et élevage
Fabrication de machines
Première transformation des métaux
Fabrication du papier

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013
Population au 1er juillet[1]	n	231 972 r	234 109 r	236 184 r	237 435 r	239 245 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	577	881	996	837	951
Accroissement naturel[1]	n	722	657	651	583 p	631 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,893 r	1,841 r	1,888 r	1,925 p	1,899 p
Taux d'activité	%	66,2	61,4	61,4	59,9	61,5
Taux d'emploi	%	61,5	57,5	57,0	54,9	57,0
Taux de chômage	%	7,1	6,5	7,2	8,3	7,4
PIB par habitant	$/hab.	34 896 r	35 361 er	36 614 e	37 220 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	22 137 r	22 582 r	23 278 r	23 969 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 648,4	1 921,7	1 692,9	1 761,6	1 570,0
Taux de faible revenu des familles	%	8,6	7,8	7,2	..	..

1. Voir l'encadré de la page 15.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2013 s'étend du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013).
3. 2009-2012 : dépenses réelles; 2013 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2013ᵖ		Revenu disponible par habitant 2012ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2012ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2013ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2012/2011	%	Écart 2012-2011
L'Érable	23 613	2,1	22 366	1,0	76,3	0,7
Bécancour	20 472	11,2	25 462	2,4	72,7	0,4
Arthabaska	70 789	8,3	24 333	3,6	75,7	0,6
Drummond	101 316	10,9	23 917	3,3	74,3	0,5
Nicolet-Yamaska	23 055	– 0,4	23 388	1,6	73,7	0,6

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2013. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 134.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Quebec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les comprennent.

L'édition 2014 contient :

- onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie et bien-être, marché du travail, comptes économiques, investissements et permis de bâtir, mines, tourisme, éducation, science, technologie et innovation, santé ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec cette sixième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec